

**COMMISSION POUR L'AIDE FINANCIERE AUX VICTIMES
D'ACTES INTENTIONNELS DE VIOLENCE
ET AUX SAUVETEURS OCCASIONNELS**



RAPPORT D'ACTIVITES (2002 - 2004)

**COMMISSION POUR L'AIDE FINANCIERE
AUX VICTIMES
D'ACTES INTENTIONNELS DE VIOLENCE
ET
AUX SAUVETEURS OCCASIONNELS**

RAPPORT D'ACTIVITES (2002 - 2004)

TABLE DES MATIERES

| | |
|--|-----|
| AVANT-PROPOS | 3 |
| COMPOSITION DE LA COMMISSION..... | 7 |
| LA COMMISSION..... | 7 |
| LE SECRETARIAT | 14 |
| I. NOTIONS GENERALES..... | 16 |
| II. DISPOSITIONS LEGISLATIVES ET JURISPRUDENCE .. | 26 |
| | |
| SECT. 1er CONDITIONS D'OCTROI..... | 26 |
| 1 quant à l'acte dommagéable | 26 |
| 2 quant aux victimes | 103 |
| 3 quant au dommage dans le chef des victimes | 164 |
| 4 quant aux proches d'une victime décédée..... | 216 |
| 5 quant aux parents d'un enfant mineur..... | 231 |
| 6 quant aux proches d'une victime disparue..... | 231 |
| 7 quant au caractère subsidiaire de l'aide..... | 232 |
| 8 quant à la recevabilité de la demande..... | 275 |
| 9 quant aux mentions de la requête | 307 |
| | |
| SECT. 2 NATURE DE L'AIDE | 308 |
| 1 quant aux types d'aides..... | 308 |
| 2 quant au montant de l'aide | 362 |
| 3 quant aux seuils d'indemnisation..... | 378 |
| 4 quant à la subrogation de l'Etat..... | 411 |
| | |
| SECT. 3 FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION ... | 413 |
| III. DONNEES STATISTIQUES | 432 |
| IV. LA LOI | 435 |

AVANT-PROPOS

Eu égard à la présentation de la jurisprudence de la commission dans ce rapport annuel, on peut aisément constater les conséquences d'un changement législatif.

Tout en considérant l'objectif de la commission qui est de rendre des décisions rapides et de qualité pour les victimes (et leurs proches), les lois des 26 mars et 22 avril 2003 entrées en vigueur le 1er janvier 2004 ont introduit des modifications significatives dans la procédure de demande d'aide d'urgence. Non seulement, le magistrat peut statuer seul sur la demande d'aide d'urgence, mais la décision peut, en outre, être prise sans obliger le requérant à être présent. Le montant maximum pour une aide d'urgence a été porté à 15.000 €. Une demande d'aide d'urgence peut être introduite à plusieurs reprises. Les statistiques renseignent qu'en 2003, 130 décisions ont été prises pour une aide d'urgence, et 200 en 2004.

Il est important aussi que les parents de mineurs victimes de faits intentionnels de violence (principalement des faits de moeurs) puissent prétendre également à l'aide financière. La condition étant que le mineur ait besoin d'un traitement médical ou thérapeutique de longue durée. Dans ce cadre et à ce jour, quelques rares décisions ont pu être prises.

Enfin, cette modification législative permet désormais aux proches de victimes disparues d'introduire également une demande d'aide. Le législateur laisse la prise en compte de la qualité de "personne disparue", dans une large mesure, à l'appréciation des membres de la commission. En 2004, quelques décisions positives ont pu être rendues, dans le cas d'une disparition inquiétante d'un enfant, pour laquelle une enquête judiciaire n'avait pas encore donné de résultats probants.

Ce rapport annuel constitue, non seulement, un ouvrage de référence tant pour les acteurs internes qu'externes intéressés par le travail de la commission, mais, de par ses statistiques, une image fidèle de nos activités. Mes remerciements vont à Monsieur le conseiller Ph. Verhoeven qui demeure le garant de la synthèse de ces données et informations , avec pour résultat, la présente réalisation.

En comparant le nombre de décisions rendues en 1998 (192), le chiffre idéal à atteindre, fixé par la Cour des Comptes dans son audit (730) et le nombre de décisions en 2004 (1095) il m'est donné de souligner que ce résultat positif est à mettre au crédit de l'enthousiasme de l'équipe du secrétariat permanent, auquel s'ajoute la motivation des membres de la commission. Le revers de la médaille est que la commission a reçu un nombre inégalé de nouvelles requêtes, avec un nombre record pour 2004, de 1.298.

De ces chiffres, il apparaît clairement que l'objectif de la commission , en l'occurrence octoyer le plus vite possible en équité une aide financière aux victimes et leurs proches, sera de plus en plus difficile à atteindre. L'intervention des autorités, concernant les moyens (personnel – réserve financière), est devenue urgente, dès lors qu'une politique d'aide aux victimes se doit d'être menée sérieusement.

C. DELESIE

En date du 1er février 2005, la réforme profonde de la commission, dans sa composition, est à l'oeuvre.

En outre, et pour la première fois, à côté des membres traditionnels, magistrats, avocats et fonctionnaires, respectivement, du Service Public fédéral Finances, et du Service Public fédéral Santé publique, en application de l'article 30 §2 de la loi et l'article 5bis de l'arrêté royal, environ huit personnes, sur base de leur expérience professionnelle, ont été choisies comme membres de la commission.

Depuis le 1er janvier 2005, le législateur a élargi les compétences de la commission. En effet, la loi-programme du 27 décembre 2004 a apporté quelques modifications à la loi du 1er août 1985. Désormais "les sauveteurs occasionnels" qui ont encourru un sérieux dommage (et leurs proches) peuvent introduire une requête devant la commission.

Le législateur en donne la définition suivante "ceux qui portent volontairement secours à des victimes en dehors de l'exercice d'une activité professionnelle liée au domaine de la sécurité et en dehors de toute participation à une association quelconque structurée en vue de porter assistance et secours à des tiers".

Il faut s'attendre à ce qu'à la fin 2005 intervienne un changement législatif modifiant le fonctionnement de la commission et son secrétariat qui seront amenés à remplir une nouvelle mission.

Cela concerne l'adaptation de la Directive européenne du 29 avril 2004. Cette directive donnera la possibilité aux victimes d'un acte de violence, commis dans un autre pays que celui de la résidence de la victime, d'introduire une demande d'aide devant l'organe compétent de l'État dans le ressort duquel le fait a été commis. Ce projet de loi qui devrait selon toute vraisemblance entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2006, confie cette mission à la commission.

Des données statistiques présentées dans ce rapport, il appert qu'année après année, le nombre de décisions rendues par les 6 chambres de la commission a augmenté. D'autant que ces chiffres démontrent qu'au fil des ans, le nombre de requêtes augmente.

Je considère comme une priorité, avec les membres du secrétariat, d'organiser le travail afin de déterminer la façon la plus efficace de procéder; les premières initiatives seront prises en ce sens et je suis persuadé, qu'avec la collaboration des membres du secrétariat, nous atteindrons ce résultat.

L. DE MUYER

COMPOSITION DE LA COMMISSION

1. COMPOSITION DE LA COMMISSION

La composition de la commission est réglée par l'article 30, § 2 de la loi du 1er août 1985 :

« La commission est divisée en chambres. Le Roi détermine le nombre de chambres.

Le président et les vice-présidents de la commission sont des magistrats de l'ordre judiciaire. Le nombre de vice-présidents est égal au nombre de chambres moins un.

La commission comprend en outre autant d'avocats ou avocats honoraires et de fonctionnaires ou fonctionnaires retraités de niveau 1 qu'il y a de chambres. D'autres catégories de membres de la commission peuvent être désignées par le Roi. À cet effet, celui-ci peut imposer des conditions particulières. La moitié des membres appartient au rôle linguistique français, l'autre moitié au rôle linguistique néerlandais. Le président, les vice-présidents et chaque membre ont un suppléant.

Le président doit justifier de la connaissance de la langue française et de la langue néerlandaise, conformément à la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. Au moins une des personnes mentionnées à l'alinéa précédent doit justifier de la connaissance suffisante de la langue allemande, selon les modalités précisées par le Roi. Le président, les vice-présidents, les membres et leurs suppléants sont désignés par le Roi. La moitié des fonctionnaires est désignée sur proposition du ministre des Finances, l'autre moitié sur proposition du ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Le mandat du président, des vice-présidents, des membres et de leurs suppléants a une durée de six ans, sans que le titulaire de ce mandat puisse dépasser l'âge de 70 ans. Le mandat est renouvelable. »

Article 5bis de l'arrêté royal stipule ce qui suit:

« A côté des avocats et fonctionnaires visés à l'article 30, § 2, 3e alinéa, de la loi, peuvent être désignées en tant que membre de la commission les personnes qui remplissent les conditions suivantes :

- posséder au moins 5 ans d'expérience professionnelle utile en matière d'estimation ou d'évaluation du préjudice physique ou psychique important résultant d'infractions dans une fonction académique, dans une fonction médicale, au sein d'une entreprise d'assurance autorisée, au sein d'un service du Service public fédéral Justice ou dans un service agréé par l'autorité compétente pour l'aide sociale aux justiciables ou pour le secteur de la santé mentale;
- être titulaire d'un diplôme ou certificat d'études délivré par une université ou par un établissement assimilé;
- jouir des droits civils et politiques. »

Le montant des jetons de présence est réglé par l'arrêté royal du 26 avril 1999 déterminant le montant des jetons de présence alloués au président, aux vice-présidents et aux membres de la commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence. Par audience les montants bruts suivants sont alloués : avocats : 1.650 BEF ; fonctionnaires retraités : 1.650 BEF; vice-présidents: 1.800 BEF et président : 2.000 BEF.

1.1. Composition jusqu'au 31 janvier 2005.

A. MEMBRES MAGISTRATS

Théoriquement, la commission se compose de 36 membres (12 magistrats, 12 avocats et 12 fonctionnaires)

| | théoriquement 1999 | équipe 2004 | équipe 2004 | fin 2004 |
|----------------|-----------------------|----------------|----------------|----------|
| magistrats | 8 | 6 | 4 | 4 |
| avocats | 12 | 9 | 6 | 3 |
| fonctionnaires | 12 | 6 | 6 | 4 |

Président :

Madame C. DELESIE, juge au tribunal de première instance de Courtrai

Vice-présidents :

- Monsieur L. DE MUYER, premier substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Malines
- Monsieur Ph. GORLE, conseiller à la Cour d'appel de Liège

Vice-présidents suppléant :

- Monsieur L. DE VIDTS, avocat général près la cour militaire de Bruxelles
- Monsieur L.-H. OLDENHOVE DE GUERTECHIN , substitut du Procureur général près la Cour d'appel de Mons
- Monsieur J. VAN DER EECKEN, conseiller à la cour d'appel de Bruxelles

B. MEMBRES AVOCATS

- Maître B. FRANCQ, avocat au barreau de Charleroi
- Maître F. VAN HENDE, avocat au barreau de Gand
- Maître P. BROTCORNE, ancien bâtonnier du barreau de Tournai
- Maître R. EUGENE, avocat au barreau d'Anvers
- Maître F. MOTTE DE RAEDT, avocat au barreau de Bruxelles
- Maître N. VERBEEST, avocat au barreau de Gand

Suppléants :

- Maître L. BOUTELIGIER, avocat au barreau d'Anvers
- Maître H.J. TOUSSAINT, avocat au barreau de Liège
- Maître F. BEHOGNE, avocat au barreau de Charleroi
- Maître J.-B. PETITAT, avocat au barreau de Bruges
- Maître M. VANLOUWE, avocat au barreau de Bruxelles
- Maître E. VERGAUWEN, avocat au barreau de Bruxelles

C. MEMBRES FONCTIONNAIRES

- Madame A.M. VERSCHUEREN, auditeur général près du Ministère des Finances
- Monsieur L. LEUNENS, directeur
- Monsieur R. NAMECHE, auditeur général près du Ministère des Finances

Suppléants :

- Monsieur H. LAQUAY, premier commissaire d'Etat au Ministère de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement
- Monsieur R.-J. COENEN, directeur régional de l'administration fiscale
- Monsieur Ch.-E. COLLIER, directeur régional de l'administration fiscale

- Monsieur D. GYSELS, conseiller adjoint
- Monsieur G. MALEMPRE, auditeur général honoraire près du Ministère des Finances
- Monsieur M. VAN STEIRTEGEM, médecin en chef directeur

1.2 Composition à partir du 1er février 2005.

A. MEMBRES MAGISTRATS (A.R. du 13-01-2005)

Président:

Monsieur L. DE MUYER, premier substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Malines

Vice-présidents:

- Madame C. DELESIE, juge de paix du canton de Menin
- Madame D. DESMET, juge au tribunal du travail de Courtrai
- Monsieur J.-P. GAUDY, juge au tribunal du travail d'Arlon
- Madame A. DELHEZ, substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Dinant
- Monsieur L-H. OLDENHOVE DE GUERTECHIN , substitut du procureur général près la Cour d'appel de Mons

Vice-présidents suppléant :

- Monsieur L. VULSTEKE, juge de complément au tribunal de police de Bruges
- Monsieur P. DE SMET, substitut du procureur général près la Cour d'appel de Gand
- Monsieur P. DRAULANS, juge au tribunal de police de Turnhout
- Monsieur V. WINAND, substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Liège
- Monsieur S. CHARLIER, substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Liège
- Monsieur Ph. GORLE, conseiller à la Cour d'appel de Liège

B. MEMBRES AVOCATS (A.R. du 28-01-2005)

- Monsieur N. ESTIENNE, avocat au barreau de Bruxelles
- Monsieur A. TREVISAN, avocat au barreau de Liège

- Madame E. WESTERLINCK, avocate au barreau de Nivelles
- Monsieur M. SWINNEN, avocat au barreau d'Anvers
- Madame N. VERBEEST, avocate au barreau de Gand
- Monsieur F. VAN HENDE, avocat au barreau de Gand

Suppléants:

- Monsieur R. DEWULF, avocat au barreau de Bruxelles
- Madame I. PECHARD, avocate au barreau de Liège
- Madame H. MELOTTE, avocate au barreau de Louvain
- Monsieur L. LOOS, avocat au barreau de Termonde
- Monsieur B. FRANCQ, avocat au barreau de Charleroi
- Madame M. VANLOUWE, avocate au barreau de Bruxelles

C. MEMBRES FONCTIONNAIRES (A.R. du 28-01-2005)

- Monsieur J. BUTS, directeur SPF Finances
- Madame D. DERINCK, 1^{er} attaché des Finances
- Madame I. GILLEBERT, inspecteur principal a.i. SPF Finances
- Monsieur L. LEUNENS, directeur SPF Finances
- Madame A.M. VERSCHUEREN, auditeur général SPF Finances
- Madame J. HUSSON, chef de travaux SPF Affaires sociales et de la Santé publique

Suppléants:

- Monsieur L. VAN ENDE, attaché des Finances
- Monsieur H. LAQUAY, conseiller adjoint SPF Affaires sociales et de la Santé publique

D. MEMBRES 4EME CATEGORIE (A.R. du 28-01-2005)

- Madame C. DEWULF, directrice de la Maison de Justice d'Ypres
- Madame M. PIERAERTS, coordinatrice de projets à l'a.s.b.l. "Dienst voor Sociale Reïntegratie" à Bruxelles

- Monsieur K. VAN GOETHEM, psychologue des services extérieurs des établissements pénitentiaires
- Monsieur P. VERHAEGHE, directeur de la Maison de Justice de Tongres
- Madame C. HANOZIN, directrice de la Maison de Justice de Dinant
- Madame L. VAN PETEGEM, directrice de la Maison de Justice de Mons
- Madame A. WARRANT, conseiller adjoint de l'Administration centrale du SPF Justice
- Madame A. DEVOS, conseiller général ff. de l'Administration centrale du SPF Justice

2. LE SECRETARIAT

Art 30, § 2, 6^e membre de la loi : “*La commission est assistée par un secrétaire et au moins autant de secrétaires adjoints moins un et autant de secrétaires suppléants qu'il y a de chambres; l'effectif du secrétariat de la commission ne peut être inférieur à quatorze personnes. Ils sont désignés par le ministre de la Justice. La moitié appartient au rôle linguistique français, l'autre moitié au rôle linguistique néerlandais.* »

- Adresse postale : Bld. de Waterloo 115 - 1000 Bruxelles
bureaux : Avenue de la Porte de Hal, 5-8 - 1060 Bruxelles
téléfax : 02/542.72.40
- Heures de visite : chaque jour ouvrable de 9 h à 11 h 45 et de 14 h à 16 h 30.
 - Francophone

Madame C. BAEYENS
Monsieur S. BECHOU
Madame D. COLPIN
Monsieur J. GOMEZ PAVON
Madame A. KERVYN
Madame F. MAZY

Monsieur P. ROBERT

- Néerlandophone

Monsieur E. DEMUNTER

Monsieur T. NEEL

Monsieur P. PARENT

Madame M. STEYAERT

Monsieur G. VAN DEN ABEELE

Monsieur B. VAN BEURDEN

Monsieur P. VERHOEVEN

I. NOTIONS GENERALES

L'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels¹ trouve ses sources dans les articles 28 à 41 de la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres, dans l'arrêté royal du 18 décembre 1986 relatif à la commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence et dans l'arrêté royal du 11 septembre 1987 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence, instituée par l'article 30 de la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres.

Ces trois textes organisent en substance un système juridique (avec entre autres une juridiction administrative) qui règle l'intervention possible, forfaitaire et subsidiaire de l'Etat à l'égard du dommage subi par les personnes qui ont subi de graves atteintes au corps ou à la santé suite à un acte intentionnel de violence ou à un acte de sauvetage.

L'intervention est « possible et subsidiaire » en ce sens qu'on ne peut s'adresser à la commission que dans le cas où la victime ne peut pas obtenir une réparation effective, l'auteur des faits étant insolvable ou inconnu, ou parce que la victime n'a pas pu ou ne pourra pas obtenir une réparation adéquate par d'autres voies.

Il faut souligner que le fondement de cette indemnisation ne réside pas dans une présomption de faute qui pèserait sur l'Etat au motif qu'il n'a pas pu empêcher l'infraction.

L'indemnisation ainsi prévue trouve son fondement dans un "principe de solidarité collective entre les membres d'une même nation", axé sur la notion de risque social anormal entraînant une rupture de l'égalité des citoyens devant les charges publiques⁽²⁾. L'idée est que la collectivité se doit de prendre en charge, en équité, tout ou partie

¹ Loi programme du 27 décembre 2004. M.B.

² Ann. Parl., Ch. Repr., 1984-1985, 23 juillet 1985, 3491 et Doc. Parl., Sén., 1984-1985, 873, 2/1^{mo} (rapport fait au nom de la commission de la Justice par M. VAN ROMPAEY), p. 5.

de la réparation d'un dommage considéré comme étant en soi un mal social.

Il résulte du système même et de son fondement que la victime d'un acte intentionnel de violence ou un sauveteur occasionnel ne se voit pas conférer un droit subjectif⁽³⁾ à l'octroi d'une aide de la part de l'Etat, mais un simple intérêt dont le contentieux a été attribué à une juridiction administrative, la commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence.

La commission détient un pouvoir d'appréciation à la fois quant à l'opportunité de l'octroi de l'aide et quant à la fixation de son montant dans les limites légales. Il en résulte que la réparation du préjudice n'est nullement garantie (JU 1).

Par ailleurs, la commission fixe le montant de l'aide en équité (JU 2), indépendamment de la décision du tribunal ayant statué sur l'action civile.

Jurisprudence :

1. explication de la référence d'une décision. Une référence s'articule en 2 parties: un code, suivi d'une année entre parenthèse

- le code : renseigne sur le moment de l'introduction de la requête.

1 à 1222 : de 1985 à 1996

> **97**001: 1997; **98**001: 1998; **99**001: 1999

MM001: 2000; **M1**001: 2001; **M2**001: 2002; **M3**001: 2003;
M4001: 2004

- la mention de l'année: est l'année durant laquelle la décision a été rendue

³ Cf. Ann. parl., Ch., 1984-1985, 23 juillet 1985, 3480 : " A ce sujet, le Gouvernement a attiré l'attention sur ce que la formule mise en place relevait d'un souci d'équité, avait un caractère supplétif et consistait en un « geste de solidarité » qui n'impliquait pas, dans le chef des demandeurs, un droit à l'obtention "

p.ex.. MM333 (2003): c'est la 333^{ème} requête introduite en 2000 – la décision fut rendue en 2003

2. la plupart des décisions de la commission peuvent être consultées via internet :

http://www.just.fgov.be/index_fr.htm

2.a. choisir Jurisprudence dans Sources du droit

2.a.1. sélectionner commission aide aux victimes dans Juridiction

2.a.2. sélectionner année et texte

2.a.3. éventuellement un mot spécifique, tel que invalidité, plainte, prescription, ...

2.b. cliquer sur recherche

2.c. ensuite vous pouvez choisir liste et visualisation

3. il n'y a à ce jour aucune décision concernant les sauveteurs occasionnels.

JU 1 la réparation du préjudice n'est pas garantie

- le principe
- l'Europe

le principe

MM333 (2003)

du fait que la commission est chargée d'apporter une aide aux victimes et ne peut couvrir une indemnisation du dommage. L'aide octroyée, dont le montant est fixé en équité, ne garantit pas à la victime la réparation intégrale des préjudices subis. Seules certaines catégories de dommage peuvent faire l'objet d'une demande d'aide, conformément à la loi du 01/08/1985, modifiée par les lois des 17 et 18/02/1997.

M1102 (2004)

Waar de commissie echter slechts tussenkomt in billijkheid, en rekening houdende met het bedrag van € 4.709,98, door de verzoeker reeds ontvangen binnen het kader van de clausule insolventie van derden van zijn verzekерingsmaatschappij Providis, is de vordering weliswaar ontvankelijk doch niet gegrond. De hoofdsom van het gevraagde werd immers reeds gerecupereerd en de commissie kan niet tussenkomen in de betaling van intresten en de minimale uitvoeringskosten.

M2483 (2004)

Tenant compte d'une part,

- des circonstances des faits ;
- des séquelles que le requérant a subi suite aux faits (plaies à l'avant-bras ayant nécessité une intervention chirurgicale et cicatrices à l'avant-bras et au coude) ;
- des frais médicaux, d'hospitalisation et pharmaceutiques justifiés au dossier ;

et d'autre part,

- du fait que l'expert judiciaire ne retient aucune invalidité permanente dans le chef du requérant suite aux faits ;
- que cet expert mentionne en son rapport une incapacité temporaire de 15 jours et ensuite le retour complet à une situation normale;
- que la commission tient compte de l'agression subie par le requérant mais qu'en raison des conclusions de l'expert, elle ne peut assimiler ces faits à un préjudice physique ou psychique grave ayant entraîné des séquelles permanentes dans le chef de la victime;
- que le requérant était étudiant au moment des faits et n'a pas subi de perte ou diminution de revenus ou de perte d'une année de scolarité suite aux faits ;
- que le requérant a perçu une indemnisation de la part de l'auteur des faits s'élevant à la somme de 2.229,90 € à la date du 04/12/2002;

- de ce que les intérêts ne font pas partie de la liste des postes du préjudice prévue à l'article 32 de la loi du 01/08/1985 et conformément à la jurisprudence de la commission, ne sont pas pris en considération;
- du fait que la commission est chargée d'apporter une aide aux victimes, ce qui ne correspond pas à l'indemnisation du dommage mais répond à l'idée de solidarité collective en faveur des victimes d'actes intentionnels de violence;
- que la commission tient compte du principe de subsidiarité de l'aide ainsi que de l'absence d'invalidité permanente ;

la commission estime que la demande du requérant est recevable mais non fondée.

l'Europe

Il y a lieu de renvoyer à :

a) la décision-cadre du Conseil du 15 mars 2001 concernant le statut de la victime dans la procédure pénale, publication des Communautés européennes 22.3.2001 L 82/1, :

Article 9

Droit à une indemnisation dans le cadre de la procédure pénale

1. Chaque État membre garantit à la victime d'un acte de violence le droit à une décision concernant la réparation des dommages par l'auteur des faits dans le cadre de la procédure pénale endéans un délai, sauf si la législation nationale détermine dans certains cas que l'indemnisation intervient dans un autre cadre.

2. Chaque État membre prend des mesures afin que l'auteur indemnise suffisamment la victime.

3. les effets de la victime qui, dans la procédure pénale, sont confisqués et qui peuvent être restitués, le sont immédiatement, sauf si, dans le cadre de la procédure pénale cela ne soit absolument impossible.

b) et au rapport de la commission du 3 février 2004 sur base de l'article 18 de la décision-cadre du Conseil daté du 15 mars 2001

concernant le statut de la victime dans la procédure pénale, en ce qui concerne l'article 9, alinéa 1

La plupart des états membres ont estimé que la modification du premier alinéa de l'article était possible via la possibilité de se constituer partie civile dans le cadre de la procédure pénale, le traitement en étant cependant accéléré. L'Irlande ne fait aucune mention d'une disposition de ce type, mais seulement de mécanismes de compensation en faveur de catégories de victimes bien précises. Le Danemark, la Grèce et le Royaume Uni n'ont fait part d'aucune disposition modificative. En outre, certains états membres ont opté, comme par exemple la Belgique, Allemagne, la France, l'Espagne et la Suède, pour des catégories déterminées de victimes eu égard aux possibilités d'indemnisation par l'État. De telles mesures ne constituent pas vraiment une modification de l'article 9, alinéa 1: elles peuvent tout au plus être prise en considération en tant qu'exception éventuelle sur base des derniers mots de cet alinéa.

JU 2 l'équité

- le principe
- indépendance vis-à-vis de la décision en matière civile
- modifications au 1er janvier 2004

le principe

99200 (2002)

De commissie verzekert geen integrale schadeloosstelling: het gaat om een financiële *hulp*, die *naar billijkheid* bepaald wordt.

M2737 (2004)

De commissie onderkent de traumatische gevolgen van een handtassendiefstal op oudere, weerloze slachtoffers. Het lijdt geen twijfel dat er, naast de lichamelijke schade, ook blijvende psychische traumata zijn die recht geven op een billijke vergoeding. De in het verzoekschrift geformuleerde cijfers zijn redelijk zodat ze door de commissie, in billijkheid, worden overgenomen.

indépendance vis-à-vis de la décision en matière civile

MM621 (2003)

De commissie is ook van oordeel zich voor de raming van de post blijvende werkonbekwaamheid te moeten richten op de bedragen vooropgesteld in de gekende “indicatieve tabel”.

In billijkheid kent de commissie een hulp toe zoals hierna bepaald.

M1362 (2003)

Uitgaande van de door de strafrechter op burgerlijk gebied toegekende sommen - die alhoewel niet bindend voor de commissie toch een belangrijk uitgangspunt zijn bij de beoordeling van de hulpvraag - en rekening houdend met de door de verzekeraar uitgekeerde som, beslist de commissie in billijkheid aan verzoeker een hulp toe te kennen van € 3.273.

M1625 (2003)

Voor wat de gevraagde hulp voor morele schade betreft kent de commissie in billijkheid, zich hierbij steunend op de gebruikelijke rechtspraak van Hoven en Rechtbanken, een hulp toe van € 9.916.

M2137 (2004)

De commissie houdt rekening met de gruwelijkheid van de feiten en de erge traumata die hiervan, zeker op psychisch gebied, het gevolg zijn. De door het Assenhof van de provincie Antwerpen toegekende vergoedingen zijn in overeenstemming met de gebruikelijke begrotingen en kunnen door de commissie, in billijkheid, worden gevolgd.

Het betreft een toekenning van een hulp voor de morele schade die de verzoekers hebben opgelopen waarbij geen rekening wordt gehouden met de provisies die door het Assenhof worden toegekend voor de materiële schade. Verzoekers bekomen dan ook in billijkheid elk de som van € 4.957.

M2262 (2003)

De commissie beslist in billijkheid een hulp te moeten toekennen gelijk aan het bedrag toegekend door de strafrechter op burgerlijk gebied.

M2602 (2004)

Gelet op het feit dat, volgens het arrest, door de heer C effectief één frank (definitief) gevorderd werd, is de Afgevaardigde van de Minister van Justitie de mening toegedaan dat het huidig verzoek in eigen naam ongegrond is. De raadsman van verzoeker weerlegt dit in zijn memorie van wederantwoord d.d. 25 maart 2003. Door een materiële vergissing werd door het Hof van Assisen slechts een vergoeding van 1 frank definitief toegekend.

...

De discussie of het Hof van Assisen de in zijn arrest over de burgerlijke belangen aan verzoeker – al dan niet wegens materiële vergissing – toegekende 1 BEF wegens morele schade definitief of provisioneel was is in deze irrelevant, nu de beslissing van de rechter de commissie niet bindt in haar beoordeling.

De commissie is van oordeel verzoeker de gevraagde hulp wegens morele schade ingevolge het gewelddadig overlijden van zijn schoonmoeder te moeten toekennen.

M2682 (2004)

Rekening houdend met de gruwelijkheid van de feiten zoals blijkt uit het dossier meent de commissie in billijkheid een hulp te kunnen toekennen. De commissie is van oordeel dat een hogere vergoeding dan toegekend door de Raadkamer te Turnhout verantwoord is rekening houdend met de blijvende klachten die verzoeksters hebben op psychisch gebied als gevolg van deze feiten.

M2729 (2004)

De Afgevaardigde van de Minister van Justitie merkt op dat dit bedrag niet overeenstemt met het door de rechtbank toegekend bedrag. Wat voor de bevoegde rechtbank is beslist op burgerlijk gebied geldt inter partes, en is om die reden niet bindend voor de commissie (in tegenstelling tot het gezag van het strafrechtelijk gewijsde).

Bij de toekenning van een financiële hulp baseert de commissie zich evenwel steeds op hetgeen op burgerlijk gebied duidelijk en uitdrukkelijk is beargumenteerd door de strafrechter.

...

De commissie is van oordeel dat zij zich bij het toekennen van de hulp kan richten naar de bij arrest van het Hof van beroep te Gent toegekende bedragen.

Het arrest heeft op oordeelkundige wijze gemotiveerd waarom het bedrag van € 3.233,37 kan worden toegekend. Nu de commissie geen intresten toekent, dient dit bedrag te worden toegestaan als hulp, zij het dat het reeds ontvangen bedrag van € 550 in mindering moet worden gebracht, zodat uiteindelijk de som van € 2.683 wordt verleend als hulp.

M2730 (2004)

Artikel 33 § 2 van de wet van 1 augustus 1985, vervangen door artikel 5 van de wet van 26 maart 2003 bepaalt: "*De hulp wordt per schadegeval en per verzoeker toegekend voor schade boven 500 euro..*".

Hoewel de commissie niet gebonden is door de beslissing op civielrechtelijk vlak, legt verzoeker ook geen stukken neer ter staving van het voor de commissie meergevorderde.

M3165 (2004)

De Afgevaardigde van de Minister van Justitie merkt in haar memorie van antwoord d.d. 22 augustus 2003 op dat wat voor de bevoegde rechbank beslist is op *burgerlijk gebied geldt inter partes*, en is om die reden niet bindend voor de commissie (in tegenstelling tot het gezag van het strafrechterlijk gewijsde).

Bij de toekenning van een financiële hulp baseert de commissie zich evenwel steeds op hetgeen op burgerlijk gebied *duidelijk en uitdrukkelijk is* beargumenteerd door de strafrechter.

...

In de gedetailleerde opsomming van de verschillende schadeposten vraagt de verzoeker een hulp voor "psychisch lijden"; naast de vaststelling dat voor deze schade thans wel een hulp aan de commissie gevraagd werd, die niet door de rechbank werd toegekend, is de commissie van oordeel dat dit een element is van de morele schade waarvoor ook afzonderlijk reeds een hulp gevraagd wordt.

Verzoeker vraagt ook een hulp wegens procedurekosten, waarvan het bedrag op geen enkele wijze gestaafd wordt en dat de commissie door de grootte van het vooropgestelde bedrag als ongeloofwaardig voorkomt.

Tenslotte wordt een bedrag wegens “materiële kosten” gevraagd; het vooropgestelde bedrag wordt niet gestaafd tenzij het door de rechtbank voor deze schadepost toegekende bedrag, dat de commissie dan ook als basis aanneemt.

modifications au 1er janvier 2004

Art 36 « Lorsqu'il s'agit des frais visés à l'article 32, § 1er, 2°, [ce sont les frais médicaux] l'urgence est toujours présumée. L'article 33, § 1er, n'est pas d'application lorsque la commission se prononce sur la demande de prise en charge de ces frais. Le montant réel des frais est pris en compte par la commission, sans application de la limite prévue à l'alinéa 2. »

Artikel 33, § 1

Le montant de l'aide est fixé en équité.

La commission peut notamment prendre en considération:

- le comportement du requérant lorsque celui-ci a contribué directement ou indirectement à la réalisation du dommage ou à son aggravation;
- la relation entre le requérant et l'auteur.

**II. LES DISPOSITIONS LEGISLATIVES
ET
LA JURISPRUDENCE DE LA COMMISSION

SECTION 1:
LES CONDITIONS D'OCTROI DE L'AIDE**

CHAPITRE 1. QUANT A L'ACTE DOMMAGEABLE

Il doit s'agir :

- A. D'un acte intentionnel de violence engendrant de graves (JU 3) atteintes au corps ou à la santé
-

Cet acte doit nécessairement comporter :

- A.1 un élément matériel qui consiste dans l'emploi de la violence dirigée contre une personne (JU 4)
- A.2 un élément moral qui consiste dans l'intention de l'agresseur (JU 5) de commettre cet acte de violence (ce qui exclut les infractions par imprudence ou par négligence)
- A.3 un lien de causalité entre l'acte de violence et le dommage subi (JU 6)
- A.4 il n'est pas toujours requis que tous les éléments constitutifs de l'infraction (éléments moral et matériel) soient réunis. Il suffit que le fait dommageable ait le caractère matériel d'un acte intentionnel de violence pour qu'une aide puisse être octroyée, même si l'auteur de cet acte est jugé irresponsable de ses actes.

En 2004 il y eut une modification terminologique: dommage physique et psychique important en lien direct avec les conséquences de l'acte intentionnel de violence.

B. Commis en Belgique

C'est l'application du principe de la territorialité (JU 7)

Le 1^{er} janvier 2004 le texte de l'article 31, § 1, premier et dernier membre (JU 8) a été remplacé par : « *L'acte de violence a été commis en Belgique. Est assimilé à un acte intentionnel de violence commis en Belgique, celui qui est commis à l'étranger et dont est victime une personne en service commandé visée à l'article 42, § 3* » (art. 31bis, 1°).

C. Date des faits

Depuis le 1^{er} janvier 2004, aucune modification concernant la date des faits n'a été apportée dans la loi.

Avant le 1^{er} janvier 2004, les règles suivantes disposaient:

C.1) après le 6 août 1985

L' article 58 de l'arrêté royal du 18 décembre 1986 fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi au 6 août 1985.

Il faut remarquer que suivant l'article 12, 1er alinéa, de la loi du 18 février 1997, cette loi est applicable aux dommages résultant d'actes intentionnels de violence qui ont eu lieu postérieurement au 6 août 1985 pour les victimes visées à l'article 3, dernier alinéa (les proches d'une victime décédée) même si un dossier avait déjà été introduit et clôturé par la commission avant l'entrée en vigueur de cette loi.

C.2) avant le 6 août 1985

La loi du 8 juin 1998 modifiant la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres en ce qui concerne l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence commis avant le 6 août 1985 a complété le premier alinéa de l'article 40 (JU 9) :

“Ces dispositions sont également applicables aux dommages causés par les actes de violence commis avant son entrée en vigueur, pour

autant que ces faits ne soient pas prescrits et qu'il y ait présomption de connexité avec des actes de violence commis après la date visée."

D. Actes de courage

L'article 31bis, § 2 impose les conditions suivantes:

"1° être intervenu sur le territoire de la Belgique;

2° avoir subi un préjudice :

a) soit en se portant volontairement au secours d'une victime d'un acte intentionnel de violence ou de l'explosion d'un engin de guerre ou d'un engin piégé;

b) soit en accomplissant un acte de sauvetage de personnes dont la vie était en danger;"

Jurisprudence :

JU 3 graves atteintes au corps ou à la santé

- faible taux d'invalidité permanente
- absence d'invalidité permanente, taux important des incapacités temporaires
- absence d'invalidité permanente (aide octroyée)
- absence d'invalidité permanente (refus d'aide)
- manque de preuve

faible taux d'invalidité permanente

MM594 (2003)

Als gevolg van de feiten verloor verzoeker drie tanden en werden drie andere tanden afgebroken, waarvan de wortelresten op 25 juni 1996 chirurgisch dienden te worden verwijderd. Uit een attest van tandarts M. Derycke (Gevangenissen Gent) blijkt de noodzaak van een volledig bovengebit voor verzoeker (kostprijs 16.757 frank). De plaatsing van deze prothese is inmiddels gebeurd.

De noodzakelijke latere vernieuwingen werden geraamde op 40.000 frank ex aequo et bono.

M1026 (2002)

Tenant compte,

- de l'invalidité permanente limitée à 2% par l'expert médical ;
- de ce que les pièces du dossier attestant de séquelles médicales n'indiquent pas l'existence d'atteintes graves à la santé telles que définies par l'article 31 §1er, de la loi du 1er août 1985, ;
- de la situation financière de la requérante ;
- de l'absence de frais médicaux,

- que la victime doit bien comprendre que notre but n'est pas de nier ou de minimiser les conséquences pénibles de l'agression, mais que la commission est tenue par la législation en vigueur en matière d'aide aux victimes. La commission est chargée d'apporter une aide aux victimes et non de les indemniser.

la commission statuant ex aequo et bono, estime la demande non fondée.

absence d'invalidité permanente, taux élevé des incapacités temporaires

97208 (2002)

Il résulte des éléments du dossier que les conditions de recevabilité sont remplies. En effet, même si l'expert médical ne retient pas d'invalidité permanente, l'incapacité temporaire élevée (70 %) retenue par l'expert dans la période immédiate des faits et les blessures occasionnées au requérant (fracture du nez, ...) permettent de considérer, dans son chef, l'existence manifeste d'une atteinte grave au corps ou à la santé.

absence d'invalidité permanente (aide octroyée)

97120 (2003)

Tenant compte d'une part:

- des circonstances des faits ;
- du dommage moral ;
- des souffrances physiques et psychiques résultant des faits ;
- des conclusions de l'expert de l'OML ;
- des frais d'hospitalisation, d'ambulance, médicaux, pharmaceutiques justifiés par la requérante ;
- des frais matériels (déplacement et vêtements) dûment justifiés ;

et d'autre part :

- du fait que la loi du 01/08/1985 régissant l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence prévoit l'intervention de la commission lors de graves atteintes au corps ou à la santé

résultant directement de faits constitutifs d'un acte intentionnel de violence (art. 31) ;

- du fait que la commission tient compte du préjudice subi par la requérante mais note que l'expert OML qui fixe les taux et périodes d'incapacité résultant de l'agression ne retient aucune invalidité permanente suite aux faits, ce qui ne permet pas de relever, dans le chef de la requérante, l'existence de graves séquelles telles que prévues par la loi;
- de ce que les efforts accrus et le préjudice d'agrément ne font pas partie de la liste limitative des postes du dommage fixés par la loi du 01/08/1985 (art. 32) et conformément à la jurisprudence de la commission, ne sont pas pris en considération ;
- de ce que la perte de revenus invoquée par la requérante fait cependant référence à la perte de primes, que ces dernières doivent compenser des prestations qui n'ont pas été effectuées par la requérante et conformément à la jurisprudence de la commission, ne sont pas prises en considération;
- du fait que la commission est chargée d'apporter une aide aux victimes et ne peut couvrir une indemnisation du dommage. L'aide octroyée, dont le montant est fixé en équité, ne garantit pas à la victime la réparation intégrale des préjudices subis. Seules certaines catégories de dommage peuvent faire l'objet d'une demande d'aide, conformément à la loi du 01/08/1985, modifiée par les lois des 17 et 18/02/1997.

la commission, statuant ex æquo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide de 610,00 €, dont aucun montant n'est retenu à titre de perte de revenu.

MM298 (2002)

Tenant compte d'une part :

- des frais médicaux dûment justifiés qui ont été supportés par le requérant ;
- du fait que le requérant a perdu une année d'études universitaires ;

et d'autre part :

- de l'absence de séquelles permanentes chez le requérant suite à l'agression dont il a été victime ;

la commission estime qu'il y a lieu d'accorder au requérant une aide, fixée ex æquo et bono, à la somme de 5.140 €.

M1644 (2003)

Tenant compte d'une part :

- des circonstances et de la violence de l'agression subie par le requérant alors qu'il demandait uniquement aux jeunes de cesser leur trafic dans le quartier;
- des séquelles occasionnées par les faits ;
- des conclusions de l'expert de l'Office médico-légal ;
- des souffrances physiques et psychiques résultant de l'agression;
- du dommage moral ;
- des frais médicaux et dentaires dûment justifiés ;
- des frais de renouvellement du matériel dentaire ;
- des frais de procédure justifiés par le requérant ;

et d'autre part :

- de l'absence d'invalidité permanente dans le chef du requérant, tel qu'exposé par l'expert de l'OML ;
- de l'absence de frais de constitution de partie civile ;
- du fait que le requérant n'a pas subi de perte ou diminution de revenu suite aux faits ;

la commission, statuant ex æquo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide principale.

absence d'invalidité permanente (refus d'aide)

97080 (2003)

Il ressort des éléments du dossier que le requérant a été légèrement blessé suite aux faits, son état n'a cependant pas nécessité un suivi médical prolongé et il n'est fait mention d'aucune répercussion particulière des faits sur le plan psychique, médical ou thérapeutique.

Le requérant ne soumet aucun justificatif de frais médicaux et ne fait état d'aucune incapacité ou préjudice corporel permanent suite aux faits.

Ces indications ne permettent dès lors pas de considérer l'existence d'atteintes graves au corps ou à la santé dans le chef du requérant, au sens de l'article 31 de la loi précitée. Sa demande ne peut dès lors être rattachée aux critères de la loi du 01/08/1985, régissant l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence.

98394 (2003)

Tenant compte,

- de l'absence d'atteintes graves à la santé dans le chef du requérant comme le définit l'article 31 §1er de la loi du 01 août 1985 ;
- de ce que le requérant n'a conservé aucune invalidité ;
- de l'absence de frais médicaux ;
- que les frais d'avocat ne sont pas pris en ligne de compte par la commission dans la mesure où la loi du 01/08/1985 ne les retient pas dans la liste exhaustive des préjudices pour lesquels une aide peut être octroyée ;

la commission estime la demande non recevable.

98401 (2002)

Le 16/01/95 (1.30 du matin) à Charleroi, le requérant sort d'un café afin de regagner son domicile lorsqu'un individu, le nommé Q, lui porte des coups de poing au visage. Par jugement du ... passé en force de chose jugée, le Tribunal correctionnel de Charleroi condamne le nommé Q à une peine de 18 mois d'emprisonnement avec sursis et à verser au requérant, qui s'était constitué partie civile, la somme d'un franc à titre provisionnel.

...

Séquelles médicales

Le 16/01/95, le requérant est examiné par le docteur H qui constate les lésions suivantes :

- tuméfaction et hématomes à l'aile droite du nez mais pas de fracture de l'os propre du nez;

- hématome et contusions au doigt gauche mais pas de fracture.

...

Tenant compte,

- de ce que les pièces du dossier attestant de séquelles médicales n'indiquent pas l'existence d'atteintes graves à la santé telles que définies par l'article 31 §1er, de la loi du 1er août 1985,

98863 (2002)

Tenant compte :

- du fait que le requérant n'a pas subi de graves atteintes au corps ou à la santé au sens de l'article 31 §1^{er}, 1 de la loi du 1/8/1985, étant donné la courte période des incapacités temporaires (9 jours) et l'absence d'invalidité permanente;
- du peu de frais médicaux qui ont été supportés par le requérant ;

99031 (2002)

Il ressort des éléments du dossier que le requérant a été victime d'une agression dans le cadre de ses fonctions professionnelles (gendarme). La loi requiert l'existence de « graves atteintes au corps ou à la santé résultant directement de faits constitutifs d'un acte intentionnel de violence ». Or, les deux experts médicaux (le Dr B, expert judiciaire et le Dr N, expert OML), requis pour évaluer les séquelles que le requérant conserve suite aux faits, précisent qu'il ne subsiste aucune invalidité permanente dans le chef de la victime. Le Dr B fait état dans son rapport d'une atteinte à l'intégrité physique, laquelle représente une indemnité éventuellement indemnisable mais aucune précision complémentaire n'y sera apportée. Le Dr N ne relève aucune séquelle ORL et l'absence de stress post-traumatique. Ces indications ne permettent dès lors pas de considérer que les atteintes au corps ou à la santé résultant de l'acte intentionnel de violence puissent être qualifiées de graves dans le chef du requérant, au sens de l'article 31 de la loi précitée.

Les faits ont été qualifiés d'accident du travail et le requérant a continué à être payé par son employeur durant les périodes d'incapacités de travail. Il ressort des pièces fiscales jointes au dossier que le revenu du requérant n'a pas subi de diminution pour l'année des faits, ni l'année qui a suivi. Néanmoins, le requérant invoque la perte de traitement pour les prestations supplémentaires qui ne furent pas exécutées durant la période d'incapacité totale temporaire (30 jours). Les heures supplémentaires non prestées ne peuvent cependant pas être rattachées aux postes du dommage prévus à l'article 32 de la loi du 01/08/1985, la commission relevant que la perte de revenu qui y est liée est compensée par le fait que le requérant n'a pas du préster ce travail supplémentaire.

Compte tenu de ces éléments, la commission considère la demande non fondée.

99033 (2002)

Tenant compte,

- que le requérant, dans sa requête initiale, ne fait état d'aucune atteinte au corps ou à la santé dont il aurait été victime ;
- que le préjudice subi par le requérant semble être purement matériel (vol d'une somme de 25.500 FB, ainsi que des cartes bancaires et d'identité).

99117 (2002)

Tenant compte,

- que le requérant, dans sa requête initiale, ne fait état que d'un dommage matériel (vol d'un GSM et d'une carte bancaire) et non de graves atteintes au corps ou à la santé dont il aurait été victime ;
- de l'absence de justificatifs de frais liés aux conséquences de l'agression ;

99126 (2003)

Tenant compte d'une part :

- des circonstances des faits ;
- du devis dentaire de 2107,09 € déposé par le requérant ;

- du rapport de l'Office médico-légal faisant état des frais dentaires ;

et d'autre part :

- des conclusions de l'expert médical qui ne retient aucune invalidité permanente et n'a pu compléter son dossier en l'absence de réponse aux précisions sollicitées auprès de la victime ;
- du fait que le requérant expose devant la commission un devis dentaire établi le 29/01/1996 pour un montant de 2107,09 €, que ce montant a été entièrement couvert par l'aide d'urgence octroyée au requérant ;
- que le requérant n'apporte aucune précision sur les frais dentaires réels exposés, l'intervention mutuelle, les éventuels montants restés à sa charge depuis les faits et n'apporte aucune indication relative à un suivi médical ou dentaire à ce jour ;
- que dès lors, en l'absence de précisions, et compte tenu de l'aide d'urgence préalablement octroyée, la demande d'aide principale ne paraît pas fondée ;
- qu'en effet, la commission est chargée d'apporter une aide aux personnes ayant subi de graves atteintes au corps ou à la santé et que l'absence d'indications (tant dans le rapport d'expertise, que dans les pièces soumises à la commission) ne permet pas de rattacher la demande d'aide principale aux critères de la loi du 01/08/1985 ;

La commission estime que la requête est non fondée.

99153 (2002)

Plusieurs courriers sont adressés à la requérante (05/03/1999, 12/10/1999, 18/09/2000), l'invitant à compléter sa requête mais aucune réponse n'y est apportée.

La requérante fait état d'un préjudice matériel et sollicite une aide de la commission pour le poste du dommage résultant du vol de son sac à main, qu'elle évalue à environ 8.000 FB (198,31 €), montant inférieur à la limite légale précitée.

Par ailleurs, aucune indication au dossier ne permet de considérer dans le chef de la requérante l'existence de graves atteintes au corps

ou à la santé, elle fait exclusivement mention d'un préjudice matériel, ce qui ne permet pas de rattacher sa demande aux critères de la loi du 01/08/1985 régissant l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence.

Par ailleurs, la requérante n'a jamais précisé les suites judiciaires apportées à sa plainte et ne fait état d'aucune constitution de partie civile, citation directe, ou procédure devant le tribunal civil.

Compte tenu de ces éléments, la commission estime que la requérante ne satisfait pas aux conditions de l'article 31 §1^{er} et 3 et de l'article 33 de la loi précitée et que sa demande est donc jugée irrecevable.

99307 (2002)

Vu le dossier de la procédure et notamment :

- la requête introduite le 31/05/1999 par laquelle la requérante sollicite une aide principale d'un montant de 50.000 F du chef d'un acte intentionnel de violence subi en date du 23 février 1999;

...

Exposé des faits et suites judiciaires

Le 23/02/1999, la requérante marchait en rue lorsque quelqu'un a tenté de lui arracher son sac. Madame E a résisté et a été entraînée à terre, ressentant une forte douleur à la main gauche.

Par jugement du ..., le tribunal de la jeunesse de Bruxelles, statuant par défaut, ordonne le placement du mineur B et le condamne, ainsi que sa mère civilement responsable, à verser à la requérante, qui s'était constituée partie civile, la somme de 20.317 F provisionnels.

Par jugement du ... coulé en force de chose jugée, le tribunal correctionnel de Bruxelles condamne le nommé A à 3 ans d'emprisonnement du chef de plusieurs préventions dont celle de vol avec violences.

Le même jugement condamne l'auteur et sa mère, civilement responsable, à verser à la partie civile Madame E, la somme de 16.409 F provisionnels.

Séquelles médicales

Il résulte d'une attestation du Centre Hospitalier d'Ixelles que Madame E a subi une entorse du pouce gauche.

Interrogée sur la nature des séquelles encourues, la requérante nous écrit le 13/08/1999 n'en avoir subi aucune si ce n'est qu'elle ressent une crainte perpétuelle lorsqu'elle se trouve en rue, même en pleine journée.

...

Fondement de la demande

Tenant compte d'une part :

- des circonstances des faits et du traumatisme lié à l'agression;
- des frais médicaux et matériels restés à charge de la requérante et dûment justifiés pour un montant de 5.376 F (133.27 €) ;

et d'autre part :

- de ce que la requérante expose ne garder aucune séquelle suite à sa chute mais conserver une crainte lorsqu'elle se trouve en rue, ce qui ne permet pas de considérer, dans son chef, l'existence de graves atteintes au corps ou à la santé résultant directement de l'acte de violence (article 31 de la loi du 01/08/85 régissant l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence);
- de ce que le montant minimum de l'aide pouvant être octroyée par la commission s'élève à 375 € (supérieur aux frais exposés par la requérante) selon l'article 33 de la loi précitée;
- de ce que la requérante déclare avoir été indemnisée par la mère d'un des auteurs à raison de 17.000 F (421,42 €) ;

Dès lors, la commission estime que la requérante ne se trouve pas dans les conditions d'octroi d'une aide telles que prévues par la loi du 01/08/1985 modifiée par les lois des 17 et 18/02/1997 et déclare sa demande recevable mais non fondée.

99376 (2002)

Tenant compte,

- de l'absence d'une invalidité permanente déterminée par l'expert médical ;
 - de ce que les pièces du dossier attestant de séquelles médicales n'indiquent pas l'existence d'atteintes graves à la santé telles que définies par l'article 31 §1er, de la loi du 1er août 1985,
 - de l'absence de frais médicaux dûment justifiés.
-
- que la victime doit bien comprendre que notre but n'est pas de nier ou de minimiser les conséquences pénibles de l'agression, mais que la commission est tenue par la législation en vigueur en matière d'aide aux victimes. La commission est chargée d'apporter une aide aux victimes et non de les indemniser.

99606 (2003)

Tenant compte :

- de ce que le requérant ne présente pas d'atteintes graves au corps ou à la santé comme le prévoit l'article 31 § 1^{er} de la loi du 1/8/1985, celui-ci n'ayant gardé aucune séquelle permanente des faits;
- de l'absence de justificatifs de frais médicaux qui auraient été exposés par le requérant suite aux faits ;
- du principe de subsidiarité de l'aide consacré à l'article 31 § 1^{er} de la loi du 1/8/1985 et de ce qu'en l'espèce, il ressort des pièces du dossier que l'auteur des faits travaille et pourrait indemniser le requérant ;

99639 (2002)

Tenant compte d'une part :

- des frais matériels ainsi que des frais de procédure dûment justifiés qui ont été supportés par le requérant ;

et d'autre part :

- du fait de l'absence de séquelles permanentes chez le requérant suite à l'agression dont il a été victime ;

MM258 (2003)

Tenant compte:

- du fait que ni le requérant ni son conseil ne se sont présentés à l'audience ni excusés;
- de ce que le requérant ne justifie qu'un montant de 284, 09 € de frais médicaux et de procédure et que ce montant est inférieur au minimum prévu par la loi;
- que le requérant ne présente pas d'atteintes graves au corps ou à la santé au sens de l'article 31 § 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1985 dans la mesure où il n'a été en incapacité que pendant 10 jours et qu'il ne conserve pas d'invalidité permanente;
- de ce que la commission estime surabondamment, que le requérant n'est pas totalement étranger à la survenance de son dommage;

MM332 (2002)

Tenant compte d'une part :

des circonstances de l'agression et du préjudice subi par le requérant ;

et d'autre part :

- de l'article 31 § 1^{er}, de la loi du 01/08/1985, qui prévoit que l'aide peut être demandée par la personne qui a subi de graves atteintes au corps ou à la santé résultant directement de faits constitutifs d'un acte intentionnel de violence commis en Belgique, pour autant (conditions visées au point 1.) que la réparation du préjudice ne paraisse pas pouvoir être assurée de façon effective et suffisante par d'autres moyens ;
- que les faits ont été reconnus comme accidents de travail et que les frais médicaux ont été couverts dans ce cadre ;
- que le requérant a été dédommagé de son préjudice matériel pour la quasi totalité (sauf 20 % de son traitement pour la période d'incapacité temporaire d'un mois, les primes et chèques repas) ;
- que les primes et chèques repas ne sont néanmoins pas repris dans la liste limitative des postes du dommage énumérés à l'article

32 de la loi, qu'ils résultent de prestations qui n'ont pas été effectuées par le requérant pour cette période et conformément à la jurisprudence de la commission, ils ne peuvent être pris en considération ;

- que le rapport d'expertise médico-légale du Dr DU VERGER du 07/04/1999 reconnaît une période d'incapacité temporaire de travail d'un mois, souligne qu'il n'y a plus de traitement en cours ou prévu ultérieurement et qu'il ne peut être retenu d'incapacité permanente de travail personnel;
- que le rapport du Dr VAN DAMME du 12/07/2000 signale que le requérant a présenté des symptômes de stress post-traumatique et qu'il n'est pas encore tout à fait rétabli de l'agression mais il ne précise pas de traitement en cours ni de nouvelles périodes d'incapacités temporaires et ne conclut pas à l'existence d'une invalidité permanente dans son chef ;
- que si la commission n'écarte pas les souffrances et difficultés vécues par le requérant suite aux faits, elle doit néanmoins tenir compte des conclusions de l'expert médical pour estimer la gravité des atteintes pour le requérant et de l'intervention de l'employeur et de l'assureur pour considérer la question de la réparation du préjudice, éléments qui ne permettent pas de rattacher la demande aux critères de la loi du 01/08/1985 ;
- de ce que les intérêts ne sont pas repris dans la liste limitative des postes du dommage énumérés à l'article 32 de la loi et conformément à la jurisprudence de la commission, ne peuvent être pris en considération ;

MM595 (2004)

Artikel 31 bepaalt dat een hulp kan toegekend worden aan wie "ernstige lichamelijke of psychische schade" ondervindt als gevolg van een opzettelijke gewelddaad. Overeenkomstig de rechtspraak van de commissie veronderstelt dit een door een deskundige vastgestelde blijvende invaliditeit en / of aanzienlijke medische kosten. Een ernstig letsel kan ook aanvaard worden indien blijkt dat de verzoeker een ernstig psychisch trauma heeft opgelopen ingevolge de feiten, dat deskundig behandeld werd.

Uit de verslagen van de diverse deskundigen blijkt niet dat verzoeker ernstige kwetsuren of dure medische behandelingen heeft opgelopen

naar aanleiding van de feiten d.d.25 juni 1997. Uit deze verslagen blijkt zeker niet dat verzoeker enige blijvende invaliditeit, dan wel een psychisch trauma zou hebben opgelopen. De commissie oordeelt dan ook dat er geen afdoende gronden zijn om te stellen dat de verzoeker een "ernstig" lichamelijk letsel of nadeel voor zijn gezondheid heeft geleden.

De commissie erkent wel dat verzoeker slachtoffer is geweest van een opzettelijke gewelddaad en dat hij naar aanleiding van deze feiten enige geneeskundige- en gerechts kosten heeft dienen te maken.

M1048 (2002)

En date du 07 février 1997, vers 3h45 à Eupen, le requérant, gendarme, interpelle une personne sur le site d'une pompe à essence. Celle-ci, en état d'ébriété, s'opposera au contrôle et lancera des injures avant de se rebeller violemment causant une blessure à la main gauche du requérant.

...

Tenant compte d'une part,

- de l'absence d'atteintes graves à la santé dans le chef du requérant comme le définit l'article 31 §1er de la loi du 01 août 1985 ;
- de la durée réduite des incapacités temporaires ;

la commission statuant ex aequo et bono, déclare la requête irrecevable.

M1154 (2003)

Wat de grond van de zaak betreft wenst de commissie de aandacht te vestigen op artikel 31, § 1, van de wet van 1 augustus 1985. Luidens deze bepaling kan er enkel een hulp worden toegekend aan wie "een ernstig lichamelijk letsel of nadeel voor de gezondheid" ondervindt als rechtstreeks gevolg van de gewelddaad. Volgens de constante rechtspraak van de commissie veronderstelt dit een blijvende invaliditeit, een langdurige arbeidsongeschiktheid en/of aanzienlijke medische kosten.

De commissie is van oordeel dat aan deze voorwaarde in casu niet is voldaan. Ter ondersteuning van deze zienswijze kan nuttig verwezen worden naar het vonnis van de Correctionele rechtbank, waarin het door verzoeker gevorderde bedrag van 5.000 frank voor lichamelijke schade als ongegrond werd afgewezen bij gebrek aan bewijsstukken. Ook in de procedure voor de commissie heeft verzoeker nagelaten bewijsstukken voor te leggen met betrekking tot zijn lichamelijke schade.

M1334 (2003)

Tenant compte,

- de l'absence de justificatifs des frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation supportés suite à l'agression,
- de l'absence de documents attestant d'atteintes graves à la santé,

M1379 (2003)

En date du 08 octobre 1997, à Spa, le requérant a été victime d'une agression dans un café.

...

Tenant compte,

- de ce que le requérant ne précise pas quels frais médicaux, pharmaceutiques ou d'hospitalisation lui sont restés à charge après intervention de la mutuelle ;
- de ce que dans l'état actuel du dossier il n'apparaît pas que le requérant a subi de graves atteintes au corps ou à la santé ;
- de ce que la commission peut refuser d'accorder une aide, non pas parce que la victime n'a pas droit à une indemnisation mais parce que l'intervention de la commission est limitée aux cas particulièrement graves ;

M1414 (2003)

Force est de constater que le requérant, victime d'un acte intentionnel de violence, n'a pas subi de séquelles graves au corps et à la santé. D'après le dossier répressif, il apparaît que le requérant a été légèrement blessé lors de la bagarre (coupures au front et blessures au

nez), qu'il a subi une incapacité de travail temporaire (selon les indications de son conseil) mais aucune attestation médicale ne fait état de graves atteintes au sens de la loi, ni d'invalidité permanente, ni de suivi particulier suite aux faits. Il ne justifie aucun frais médical, pharmaceutique ou thérapeutique et aucun échec scolaire lié aux faits.

Le conseil du requérant fait état de séquelles (morales et psychologiques) dans le chef de son client mais n'apporte aucune précision et aucun document permettant d'établir l'existence d'un préjudice particulièrement important au corps ou à la santé. Si la commission tient compte de la nature et des circonstances de l'agression dont a été victime le requérant et reconnaît l'impact que les faits ont du avoir sur son état de santé, elle relève néanmoins que cet impact paraît, selon les éléments du dossier, très limité et qu'il ne peut être qualifié de grave, comme le prévoit la loi précitée.

La demande ne peut dès lors être rattachée aux critères de la loi du 01/08/1985 régissant l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence.

M1422 (2004)

Il ressort des conclusions de l'expertise rédigée à l'attention de l'assurance du requérant, que le requérant ne conserve pas d'invalidité permanente suite aux faits et que les incapacités temporaires sont très limitées (4 jours d'incapacité totale puis un taux dégressif de 10 %, 5 % puis 3 %). L'expert relève qu'il persiste un préjudice esthétique lié à la cicatrice au front, davantage visible lors du plissement du front, présentant un caractère souple, indolore et non adhérente au plan profond. Ces indications ne permettent pas de rattacher la demande aux critères prévus par la loi précitée qui fait référence à *un préjudice physique ou psychique important*.

Par ailleurs, l'article 34 de cette même loi précise les modalités d'introduction de la requête devant la commission et les indications qui doivent être fournies pour compléter une demande (notamment au point 5 ° : « les moyens dont dispose le requérant pour obtenir une indemnisation »).

Force est de constater que, malgré les nombreux rappels adressés au conseil du requérant, aucune suite n'a été apportée aux demandes de

compléter le dossier (courriers des 12/10/2001, 02/04/2002, 01/10/2002, 06/02/2003, 05/09/2003 et 25/03/2004).

Le requérant fait uniquement mention de frais de procédure s'élevant à la somme de 12,05 € et n'a jamais précisé quelle a été l'intervention de son assurance suite aux faits (dans le cadre des frais de procédure, de la clause d'insolvabilité tiers, etc.).

Enfin, le conseil du requérant sollicitait initialement également une aide au nom de la compagnie d'assurance du requérant, soit P&V Assurances mais la loi du 01/08/1985 régissant l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence ne vise que les personnes physiques (article 31).

Il ressort des éléments du dossier et des indications précitées, que la demande du requérant ne rencontre pas les critères de la loi du 01/08/1985.

M1516 (2003)

Uit de stukken blijkt dat verzoekster een dreigbrief in de bus kreeg, waarin stond dat ze ergens geld moet gaan deponeren, maar de politie heeft de dader kunnen vatten. De dader is inmiddels terug vrij en woont niet ver van verzoekster.

...

Uit de aan de commissie voorgelegde stukken in onderhavig dossier blijkt dat verzoekster het slachtoffer werd van louter schriftelijke bedreigingen ten gevolge waarvan zij onder psychische druk kwam te staan. Zonder deze feiten te willen minimaliseren, dient echter gesteld te worden dat de verzoekster in onderhavig dossier nalaat te bewijzen dat voldaan zou zijn aan één der basisvooraarden voor de toekekening van een hulp, met name het lijden van een *ernstig* lichamelijk letsel of nadeel voor de gezondheid als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad.

M1601 (2003)

Uit de stukken blijkt dat verzoeker met een voorwerp een harde klap op het hoofd kreeg toegediend van de heer C. Verzoeker werd hierbij gewond.

...

Ingevolge de gewelddaad liep verzoeker een diepe scalpwonde frontaal op. Hij was duizelig en had een kortstondige bewustzijnsvermindering. Hij was een week volledig werkonbekwaam en hield aan de klap een litteken over.

...

Wat de grond van de zaak betreft wenst de commissie de aandacht te vestigen op artikel 31, § 1, van de wet van 1 augustus 1985. Luidens deze bepaling kan er enkel een hulp worden toegekend aan degene die "een ernstig lichamelijk letsel of nadeel voor de gezondheid" ondervindt als rechtstreeks gevolg van de gewelddaad. Volgens de vaste rechtspraak van de commissie veronderstelt dit een blijvende invaliditeit, een langdurige arbeidsongeschiktheid en/of aanzienlijke medische kosten.

De commissie is van oordeel dat aan deze voorwaarde in casu niet is voldaan. Verzoeker heeft in elk geval nagelaten rechtvaardigingsstukken voor te leggen waaruit het tegendeel zou blijken.

M2063 (2003)

De commissie dient verder na te gaan in welke mate het lichamelijk letsel of nadeel voor de gezondheid van een verzoeker "ernstig" is geweest (art. 31 van de wet).

Rekening houdend met de principes van de wet en in acht genomen de gekende feitelijke gegevens van de zaak, meer bepaald wat de geleden schade betreft: zo worden noch ernstige kwetsuren noch bijhorende dure medische behandelingen aangetoond, oordeelt de commissie dat er geen afdoende gronden zijn om te stellen dat de verzoeker een "ernstig" lichamelijk letsel of nadeel voor zijn gezondheid heeft geleden.

Artikel 33 § 1 van de wet van 1 augustus 1985 draagt de commissie daarenboven uitdrukkelijk op bij het waarderen van het bedrag van de hulp onder meer rekening te houden met "het gedrag van de verzoeker indien deze rechtstreeks of onrechtstreeks bijgedragen heeft tot het ontstaan van het nadeel of de toename ervan." Welnu, zoals hiervoor reeds aangehaald blijkt uit het strafdossier dat de verzoeker ook veroordeeld werd wegens het toebrengen van slagen.

Hiermee rekening houdend, en de andere elementen van het dossier mee in ogenschouw nemend, dient het verzoek als ongegrond afgewezen te worden.

M2174 (2003)

En 1996 , à, le dénommé F, cultivateur, s'est rendu coupable à plusieurs reprises de menaces et dégradation de biens dans le cadre de conflits de voisinage ainsi que de violence lors de son interpellation par les forces de l'ordre ; à l'égard de la requérante, il a proféré des menaces de mort.

...

- de l'absence d'atteintes graves à la santé dans le chef de la requérante comme le définit l'article 31 §1er de la loi du 01 août 1985 ;
- de ce que la requérante n'a conservé aucune invalidité ;
- de l'absence de frais médicaux,

la commission estime la demande non recevable.

M2341 (2004)

Le requérant travaille comme employé au supermarché. Le ... peu avant la fermeture, vers 19h50, trois individus armés et cagoulés font irruption dans le magasin. Sous la menace de leurs armes, ils se font remettre le contenu des caisses et du coffre. Le requérant s'est vu forcé de remettre le contenu du coffre.

...

En l'espèce, la commission estime que, sans nier l'existence d'un impact des faits sur la santé morale du requérant, il n'apparaît pas à suffisance des éléments du dossier et notamment des pièces médicales déposées par le requérant, que celui-ci ait subi un préjudice physique ou psychique important au sens de la loi précitée.

M2548 (2004)

et d'autre part :

du fait que l'article 32 de la loi du 01/08/1985 énumère limitativement les postes du dommage pour lesquels une aide peut être sollicitée de la commission et que, tenant compte du fait que l'expert judiciaire ne retient aucune séquelle permanente et ne quantifie pas le préjudice esthétique, il ne peut être tenu compte d'une invalidité résultant des faits ;

M3192 (2004)

De commissie erkent dat verzoeker het slachtoffer is geweest van een opzettelijke gewelddaad, maar meent dat gelet op de afwezigheid van een blijvend ernstig lichamelijk letsel of nadeel voor zijn gezondheid zoals voorzien in artikel 31, §1, lid 1 van de wet van 1 augustus 1985 en de tussenkomst van de verzekeraar, het verzoek ongegrond is.

M3488 (2004)

De commissie erkent dat verzoeker het slachtoffer is geweest van een opzettelijke gewelddaad, maar meent dat gelet op de afwezigheid van een blijvend ernstig lichamelijk letsel of nadeel voor zijn gezondheid zoals voorzien in artikel 31, 1° van de wet van 1 augustus 1985 het verzoek ongegrond is.

M3788 (2004)

De commissie erkent dat verzoeker het slachtoffer is geweest van een opzettelijke gewelddaad, maar meent dat gelet op de afwezigheid van een blijvend ernstig lichamelijk letsel of nadeel voor zijn gezondheid zoals voorzien in artikel 31, 1° van de wet van 1 augustus 1985 het verzoek ongegrond is.

manque de preuve

M1265 (2004)

Tenant compte d'une part :

- que le requérant ne fournit aucun justificatif de frais médicaux, ni de rapport médical ;
- qu'il n'apparaît pas que le requérant ait subi de graves atteintes au corps ou à la santé ;

- que le requérant n'a pas donné suite aux lettres du secrétariat de la commission lui demandant de fournir les renseignements nécessaires.

M1389 (2004)

Tenant compte :

- de l'absence de tout rapport médical ou psychologique au dossier, ce qui ne permet pas d'établir l'existence d'atteintes graves au corps ou à la santé dans le chef de la requérante suite aux faits ;
- de l'absence de tout justificatif de frais médicaux ou thérapeutique en rapport avec les faits, malgré les nombreux courriers adressés à la requérante en ce sens ;
- du fait que la requérante n'a pas donné suite aux courriers de la commission et ne s'est plus manifestée pour compléter son dossier depuis le dépôt de la requête en août 2001, ce qui ne permet pas de justifier l'urgence de la demande ;
- du fait que l'aide d'urgence peut être octroyée par la commission « lorsque tout retard dans l'octroi de l'aide pourrait causer au requérant un préjudice important, vu sa situation financière » (art. 36 de la loi du 01/08/1985), que les éléments précités ne permettent pas d'établir le préjudice subi, ni de justifier l'urgence ;

JU 4 violence contre une personne

- délit contre les biens sans violence à l'égard d'une personne
- escroquerie
- autres
- preuves
- quelques cas particuliers

délit contre les biens sans violence à l'égard d'une personne

L'exposé des motifs concernant l'article 2.a. de la Convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions

violentes (qui vaut comme établissement de dispositions minimales) est clair :

“La Convention ne prévoit aucune intervention en cas de délits contre la propriété matérielle. Les atteintes doivent être graves et résulter directement de l’infraction; il doit y avoir un lien de causalité clair et nécessaire entre le dommage et l’acte de violence. La Convention ne prévoit donc aucune intervention en cas d’atteintes légères à l’intégrité physique ou à la santé, ou d’atteintes qui ne résultent pas directement de l’infraction.”(Sénat, 3-218/1, p. 3)

988 (2003)

En l’espèce, il ressort des déclarations du requérant qu’il n’a pas été victime d’un acte intentionnel de violence ayant entraîné de graves atteintes au corps ou à la santé mais que c’est son habitation qui a été l’objet d’un vol avec effraction. Le requérant n’était pas présent au moment des faits. C’est à son retour su'il constatera les faits. Il n'a donc pas été menacé personnellement lors des faits ou confronté directement à la violence d'un ou plusieurs auteurs.

La découverte du vol et des dégradations à son habitation, ainsi que la perte de biens matériels auxquels le requérant tenait, constitue un préjudice important mais qui ne peut être assimilé à un acte dirigé directement contre sa personne. Si une infraction contre les biens est établie, elle ne s’accompagne cependant pas de violence à l’encontre du requérant, tel que prévoit la loi du 01/08/1985 en son article 31 § 1er.

[Il est à noter que cette affaire fut fixée à 5 reprises devant la commission entre le 9 avril 2002 et le 4 août 2003 et que le requérant demanda chaque fois un report. Pour ces raisons, une lettre de convocation a été envoyée au requérant :

Sans nouvelle de votre part, la commission statuera sur la recevabilité de votre demande ce 4 août prochain. Vous êtes invité à vous présenter à l’audience prévue à 15h30 ou à vous y faire représenter par votre conseil. En cas d’absence, la commission statuera sur base des pièces en sa possession. Il n’y aura vraisemblablement pas de remise d’audience étant donné qu'il s’agit de la 5ème convocation qui vous est adressée, suite aux précédentes demandes de remise que

vous nous aviez adressées. Pour tout renseignement complémentaire, vous pouvez toujours prendre contact avec un service d'aide aux victimes, qui peut également, selon leurs disponibilités, vous accompagner lors de l'audience. A VERVIERS ce service est situé Rue de la Chapelle, 69, téléphone : 087/33.60.89. ...]

99020 (2003)

Dans la nuit du ... 1994, le véhicule du requérant, stationné sur la voie publique, a été endommagé et dégradé par le nommé K.

...

L'article 31 § 1er de la loi du 1er août 1985 précise que "la personne qui a subi de graves atteintes au corps ou à la santé résultant directement de faits constitutifs d'un acte intentionnel de violence commis en Belgique peut demander une aide".

Cet acte doit nécessairement comporter un élément matériel qui consiste dans l'emploi de la violence dirigée contre une personne.

En l'espèce, il ressort des pièces du dossier que le requérant n'a pas été victime d'un acte intentionnel de violence ayant entraîné de graves atteintes au corps ou à la santé mais que c'est la voiture de la société dont il était le gérant qui a fait l'objet d'actes de vandalisme.

Par ailleurs, l'article 31 § 3 de la loi précitée précise que « la victime doit s'être constituée partie civile à raison des faits constitutifs de l'acte intentionnel de violence ».

Or, selon le jugement du .. 1997 du tribunal de première instance, seule la société dont le requérant était le gérant s'est constituée partie civile à l'encontre de l'auteur des faits.

Par conséquent, la demande ne peut être rattachée aux critères de la loi du 01/08/1985 et la commission considère que la requête est irrecevable.

99033 (2002)

Tenant compte,

- que le requérant, dans sa requête initiale, ne fait état d'aucune atteinte au corps ou à la santé dont il aurait été victime ;
 - que le préjudice subi par le requérant semble être purement matériel (vol d'une somme de 25.500 FB, ainsi que des cartes bancaires et d'identité).
- ...

déclare la demande irrecevable ;

99117 (2002)

Tenant compte,

- que le requérant, dans sa requête initiale, ne fait état que d'un dommage matériel (vol d'un GSM et d'une carte bancaire) et non de graves atteintes au corps ou à la santé dont il aurait été victime ;
 - de l'absence de justificatifs de frais liés aux conséquences de l'agression ;
- ...

déclare la demande irrecevable ;

99539 (2003)

L'article 31 § 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1985 stipule que « la personne qui a subi de graves atteintes au corps ou à la santé résultant directement de faits constitutifs d'un acte intentionnel de violence commis en Belgique peut demander une aide ». L'acte intentionnel doit nécessairement comporter un élément matériel qui consiste dans l'emploi de la violence dirigée contre une personne et un élément moral qui consiste dans l'intention de l'agresseur de commettre cet acte de violence.

Or, dans le cas présent, la requérante a été victime d'un cambriolage en son absence et n'a pas subi de violence physique. Dès lors, le cas de la requérante n'entre pas dans le champ d'application de la loi précitée et ne peut donc pas être pris en compte par la commission.

Par ailleurs, la requérante n'a pas donné suite aux lettres du secrétariat de la commission ce qui laisse à penser qu'elle s'est désintéressée de son dossier.

Compte tenu de ce qui précède, la commission estime que la demande de la requérante est non fondée.

99581 (2002)

Uit de stukken blijkt dat de verzoeker op 25 november 1996 het slachtoffer werd van een inbraak. Het PV vermeldt als kwalificatie van de inbreuk: zware diefstal (zonder geweld of bedreiging) zonder contact tussen verdachte en slachtoffer): de verzoeker verklaarde: "*Heden werd ik plots wakker door een krak. Iets later hoorde ik terug lawaai, dat ik hoorde in de omgeving van mijn voordeur. Hierop stond ik op en ging naar beneden. ... Hierop heb ik dan naar buiten gekeken, maar heb niets of niemand gezien; ...*"

...

Uit de voorgelegde stukken blijkt dat de feiten een inbraak betreffen, zonder lichamelijk letsel. Verzoeker werd zelf niet aangevallen noch bedreigd. Hij heeft de schade enkel vastgesteld nadat de feiten waren gepleegd. Dit belet uiteraard niet dat verzoeker hierdoor getraumatiseerd werd en psychologische problemen kent, doch de voorwaarden om een hulp van de commissie te krijgen zijn in wezen niet vervuld. Artikel 31 § 1 van de wet van 1 augustus 1985 bepaalt immers: "Wie een ernstig lichamelijk letsel of nadeel voor zijn gezondheid heeft ondervonden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad in België gepleegd, kan een hulp aanvragen (...)."

Luidens de vaste rechtspraak van de commissie houdt deze voorwaarde in dat er geweld moet gepleegd zijn tegen de persoon van de verzoeker.

Aangezien aldus aan de voorwaarde van artikel 31 § 1 niet is voldaan, kan het verzoekschrift niet aangenomen worden.

99570 (2003)

En l'espèce, il ressort du dossier que la requérante a été victime d'un vol mais ne semble pas avoir subi de graves atteintes au corps ou à la

santé comme le stipule la loi et ne fournit aucune pièce justificative concernant un éventuel préjudice physique.

Par ailleurs, la requérante n'a pas donné suite aux différents courriers qui lui ont été adressés par le secrétariat de la commission et semble donc s'être désintéressée de sa requête.

Dès lors, la commission estime que les conditions de recevabilité ne sont pas remplies.

MM444 (2004)

Tenant compte des déclarations du requérant ainsi que des pièces jointes au dossier, les faits dont le requérant dit être victime relèvent exclusivement d'infractions aux biens.

Selon la loi du 01/08/1985 régissant l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence, la notion d'acte intentionnel de violence exclut les infractions aux biens, s'ils ne sont pas accompagnés de violence contre les personnes.

Le requérant n'a jamais fait mention d'atteintes contre sa personne physique.

Adoptant l'exposé du délégué du Ministre de la Justice, on ne peut considérer que le requérant a subi un acte intentionnel de violence engendrant de graves atteintes au corps ou à la santé.

La demande du requérant ne peut dès lors être rattachée aux critères de la loi en vigueur.

M1419 (2003)

L'article 31 § 1er de la loi du 1er août 1985 précise que "la personne qui a subi de graves atteintes au corps ou à la santé résultant directement de faits constitutifs d'un acte intentionnel de violence commis en Belgique peut demander une aide".

Cet acte doit nécessairement comporter un élément moral qui relève l'intention de l'auteur de commettre un acte de violence et un élément matériel qui consiste dans l'emploi de la violence dirigée contre une personne physique.

S'il est manifeste, des pièces du dossier, que le requérant a subi un préjudice considérable sur le plan matériel, ce dernier ayant des incidences sur son dommage moral, il n'apparaît pas que les conditions de l'article 31§1^{er} de la loi soient rencontrées. En effet, selon le dossier, le feu a été bouté à l'atelier voisin du requérant et s'est ensuite propagé à l'atelier puis au logement du requérant. Si l'auteur de l'incendie avait manifestement l'intention de commettre un acte infractionnel, ce dernier ne visait pas directement le requérant. Et si l'on considère le point de vue du conseil du requérant selon lequel l'auteur ne pouvait ignorer que les ateliers voisins ne pouvaient être visés, il n'en reste pas moins que l'infraction visait directement les biens et non des personnes physiques.

Le parallèle exposé par le conseil du requérant qui faisait référence à une décision antérieure de la commission (AR97105/99) ne peut être retenu dans ce cas présent, en effet, la décision visée concernait une victime assistant au hold-up de la banque gérée par son fils, étant témoin direct de la violence à l'égard de son fils et étant personnellement menacé par l'auteur lors des faits, ce qui diffère fortement de la situation du requérant qui n'a pas été menacé personnellement et directement par un auteur mais a subi la destruction totale de ses biens, suite à un incendie criminel dont l'origine est située au niveau de l'atelier de son voisin.

Que la loi du 01/08/1985 est explicite quant au préjudice subi par la victime, parlant de graves atteintes au corps et à la santé. Si le requérant a subi un traumatisme certain, au vu d'une part, de l'ampleur de l'incendie qu'il a essayé de limiter autant que possible en prenant les mesures adéquates et d'autre part, de la perte de son outil de travail, de son logement et de tous ses effets personnels, le traumatisme est lié à un dommage matériel manifeste et ne peut être assimilé à de graves atteintes au corps ou à la santé.

Par conséquent, la demande ne peut être rattachée aux critères de la loi du 01/08/1985 et la commission considère que la requête est irrecevable.

M3164 (2004)

Aangezien de advocaat van verzoekster per brief d.d. 14 april 2004 mededeelde dat het om een schadegeval gaat dat gericht was tegen

goederen, zonder dat er enig geweld was ten aanzien van de leden van de BVBA;

Aangezien verzoekster vraagt dat de zaak wordt doorgedaald, behoort het de Voorzitter toepassing te maken van artikel 27 van het K.B. van 18 december 1986.

escroquerie

97265 (2002)

De commissie stelt vast dat de vordering benadeelde partij van verzoekster enkel werd toegekend voor wat de oplichting betreft. Het volstaat hiervoor te verwijzen naar het arrest van het Gerechtshof te Amsterdam d.d. 24 september 1999.

Gelet op het feit dat de tenlastelegging met betrekking tot de mishandelingen niet door het Gerechtshof werd weerhouden, is het opzettelijk geweldmisdrijf ten nadele van verzoekster niet bewezen.

Volledigheidshalve kan hieraan worden toegevoegd dat de tenlastelegging “oplichting” geen aanleiding kan geven tot tussenkomst van de commissie nu het geen opzettelijk geweldmisdrijf betreft.

autres

M1558 (2004)

La requérante déclare avoir été victime d'un accident de roulage sur le chemin du travail. Malgré plusieurs courriers qui lui ont été adressés, la requérante n'a pas fourni la copie du jugement rendu en cette affaire et la commission ne dispose pas de précisions complémentaires quant aux préventions retenues à charge de l'auteur des faits.

La requête telle que déposée par la requérante ne permet pas de considérer l'existence d'un acte intentionnel de violence à son égard. En effet, l'acte intentionnel de violence suppose un élément matériel qui consiste dans l'emploi de la violence dirigée contre une personne et un élément moral qui consiste dans l'intention de l'agresseur de commettre cet acte de violence, ce qui exclut les infractions par imprudence ou par négligence. La requérante a été victime d'un

accident de voiture occasionné par un tiers, qui a entraîné des séquelles et un préjudice important dans son chef mais la requérante n'a jamais complété sa demande et les faits, tels qu'exposés dans la requête, ne relèvent pas d'un acte intentionnel de violence tel que le prévoit la loi du 01/08/1985.

La demande ne peut dès lors malheureusement pas être rattachée aux prescriptions légales et la requête est manifestement irrecevable.

M2679 (2004)

Op 5 januari 2001 was verzoekster slachtoffer van een autodiefstal en de ontvoering van haar dochtertje die in de wagen zat.

...

a. Wat de hulpaanvraag van verzoekster in eigen naam betreft, stelt de commissie vast dat verzoekster niet zelf rechtstreeks het slachtoffer is geworden van de fysieke gewelddaad, zodat haar hulpvraag niet voor vergoeding in aanmerking komt.

Terzake bepaalt artikel 31 van de wet van 1 augustus 1985, ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 26 maart 2003, het volgende: "De commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden, hierna "de commissie" genoemd, kan een financiële hulp toekennen aan:

1^{ste}: personen die ernstige lichamelijke of psychische schade ondervinden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad; (...)." Luidens de vaste rechtspraak van de commissie houdt deze voorwaarde in dat er geweld moet gepleegd zijn tegen de persoon van de verzoek(st)er.

De daders werden niet veroordeeld voor diefstal met geweld of bedreiging. Dit is van belang vermits de commissie gebonden is door het gezag erga omnes van het strafrechtelijk gewijsde. Overeenkomstig vaste rechtspraak van de commissie kent zij hulp toe voor zover het misdrijf gepaard is gegaan met opzettelijk geweld ten aanzien van de persoon van de verzoeker.

Vandaar dat ook enkel de schade die verband houdt met de opgelopen letsets in aanmerking komt (en bijvoorbeeld niet de waarde van de gestolen goederen).

De vraag van verzoekster in eigen naam is om deze reden niet ontvankelijk. Ze werd, gelet op het strafvonnis, niet het slachtoffer van een op haar persoon gepleegde gewelddaad.

In die omstandigheden dient de hulpaanvraag van verzoekster in eigen naam als onontvankelijk afgewezen te worden.

M2721 (2004)

Bij inzage van dit arrest dient de commissie vast te stellen dat de betichting XIII.1 betrekking heeft op de feiten waarvan verzoeker het slachtoffer is geweest; deze feiten zijn gekwalificeerd als “vernieling van landelijke en stedelijke afsluitingen” (artikel 545 Strafwetboek); aangezien dit misdrijf opgenomen is onder de titel IX “Misdaden en wanbedrijven tegen eigendommen” en derhalve niet onder het toepassingsgebied van de wet dient het verzoek als onontvankelijk afgewezen te worden.

M40201 (2004)

Ook noodhulp vereist een opzettelijke gewelddaad. Artikel 36, eerste lid, van de wet van 1 augustus 1985 stelt immers: “*Onverminderd de toepassing van de artikelen 31 tot 33, § 1, kan de commissie een noodhulp toekennen wanneer elke vertraging bij de toekenning van de hulp de verzoeker een ernstig nadeel kan berokkenen, gelet op zijn financiële situatie.*”

In het onderhavig dossier ontbreekt één van de basisvoorwaarden voor de toekenning van een financiële hulp, met name het bestaan van een opzettelijke gewelddaad.

De heer D werd door de Politierechtbank veroordeeld wegens het niet aan de leiband houden van zijn hond in een park. De overtreding van deze politieverordening kan niet gelijkgesteld worden met een opzettelijke gewelddaad in de zin van de wet van 1 augustus 1985. Dat laatste veronderstelt een materieel bestanddeel (het gebruik van geweld tegen een fysieke persoon) en een moreel bestanddeel (het

bijzonder opzet in hoofde van de dader, d.w.z. de wil van de dader om een gewelddaad te plegen).

In de onderhavige zaak zou er sprake zijn van een opzettelijke gewelddaad mocht de heer D zijn hond hebben *opgehitst* om verzoeker te bijten. Uit het verhoor van de betrokkenen (zie hoger sub I) blijkt dat dit niet het geval was.

In die omstandigheden dient het verzoek als niet ontvankelijk te worden afgewezen.

preuve

MM583 (2004)

Dans sa requête, le requérant expose les faits de la façon suivante :

A Silly, le requérant se trouve dans un café en compagnie d'un ami. Dans l'établissement, il y a d'autres clients dont deux hommes et deux femmes. A un certain moment, un des couples quitte le café. Le requérant regarde en direction de la jeune fille toujours attablée et son ami lui fait alors une remarque. Il y a échange de paroles entre celui-ci et le requérant. Ensuite, l'individu prend un verre qui se trouve sur une table et le brise sur la joue du requérant.

Il est à noter que la version des faits du requérant est en totale contradiction avec celle de deux témoins dont les auditions figurent au dossier répressif.

...

La commission estime qu'il y a lieu de surseoir à statuer quant au fondement de la demande dans la mesure où elle ne dispose pas des pièces du dossier répressif permettant de connaître la manière dont les faits se sont produits;

M1544 (2004)

L'article 34 de cette même loi précise les modalités d'introduction de la requête devant la commission et les indications qui doivent être fournies pour compléter une demande.

Force est de constater que, malgré les nombreux rappels adressés au conseil de la requérante puis à cette dernière directement, aucune suite n'a été apportée aux demandes de compléter le dossier. Par courrier du 16/05/2003, Me LECLEF informait la commission qu'il était sans nouvelle de sa cliente.

La commission ne dispose ni des informations relatives aux faits (circonstances, auteurs, préjudice subi,...), ni des suites judiciaires, ni des séquelles médicales. Aucun élément ne permet dès lors de considérer que la requérante ait été victime d'un acte intentionnel de violence au sens de la loi précitée, aucune indication, même partielle, n'est apportée quant au préjudice physique ou psychique encouru suite aux faits.

Etant donné qu'aucune suite n'a été apportée par la requérante aux nombreuses demandes du secrétariat de la commission, les mesures d'instructions n'ont pu être sollicitées et la requête n'a pu être complétée. La demande de la requérante ne peut dès lors être rattachée aux critères de la loi du 01/08/1985 régissant l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence et est manifestement irrecevable.

M1560 (2004)

Tenant compte du fait :

- que la loi du 01/08/1985 régissant l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence prévoit en son article 31 que « La commission peut octroyer une aide financière aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence » ;
- que l'article 36 de la loi précitée indique que « la commission peut octroyer une aide d'urgence lorsque tout retard dans l'octroi de l'aide pourrait causer au requérant un préjudice important, vu sa situation financière. (...) La demande tendant à l'octroi d'une aide d'urgence peut être introduite dès que le requérant a déposé plainte ou s'est constitué partie civile» ;
- que la requérante déclare être victime d'un acte intentionnel de violence mais ne soumet pas de copie de dépôt de plainte et

- aucun rapport médical ou justificatif de frais médical, pharmaceutique ou thérapeutique lié aux faits ;
- que les éléments du dossier ne permettent pas de considérer l'existence d'un préjudice physique ou psychique important dans le chef de la requérante puisque les seuls justificatifs concernent le devis pour une porte et que la requérante ne soumet aucun rapport médical faisant état des répercussions des faits sur son état de santé ;
- que les frais matériels justifiés au dossier, conformément à la jurisprudence de la commission, peuvent être examinés dans le cadre d'une demande d'aide principale qui tient compte de l'ensemble des postes du dommage prévus par la loi, que la commission, dans le cadre de l'aide d'urgence, tient compte des justificatifs des frais médicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation, thérapeutiques mais que ces frais sont inexistant au présent dossier ;
- que l'article 34 de la loi reprend les indications et pièces nécessaires au traitement de la demande, que la commission a sollicité à plusieurs reprises la requérante à cet égard mais que le dossier n'a jamais été complété. La commission ne dispose dès lors pas des indications suffisantes pour rattacher la demande aux prescriptions légales ;
- que les conditions relatives à l'aide d'urgence ne sont pas remplies et que la requête est manifestement non-fondée ;
- que si la requérante s'est constituée partie civile et dispose d'une décision judiciaire définitive condamnant l'auteur pour des faits de violence à son égard, elle peut solliciter une aide principale et reprendre contact avec le secrétariat de la commission à cet égard.

La commission estime que la demande d'aide d'urgence de la requérante est non fondée.

M1562 (2004)

Tenant compte des pièces du dossier répressif et des suites données à la constitution de partie civile du requérant (ordonnance de non lieu de la chambre du conseil et confirmation en appel), les faits n'ont pas été établis par décision judiciaire. L'arrêt du 26/05/2003 retient « qu'il n'existe aucun élément matériel

corroboration les affirmations et plaintes variées de la partie civile. Que l'on pourrait tout au plus estimer qu'il existe des indices de l'existence d'une transaction entre T et C, transaction qui ne pourrait avoir d'incidences que sur le plan civil. » La notion d'acte intentionnel de violence, au sens de la loi du 01/08/1985, exclut les infractions visant exclusivement les biens. Les décisions judiciaires rendues ne permettent pas d'établir, dans le chef d'un ou de plusieurs agresseurs, l'utilisation de la violence à l'encontre du requérant.

Adoptant l'exposé du délégué du Ministre de la Justice, on ne peut considérer l'existence d'un acte intentionnel de violence ayant entraîné de graves atteintes au corps ou à la santé « au cas où cette ordonnance prononce un non lieu pour défaut de charges suffisantes ».

Les rapports médicaux joints au dossier font état de l'anxiété générée par les procédures judiciaires mais ne permettent pas plus d'établir les faits, ni de considérer que le préjudice que le requérant dit subir depuis les faits soit le résultat direct d'un acte intentionnel de violence.

La demande du requérant ne peut dès lors être rattachée aux critères de la loi en vigueur.

Par conséquent, la commission considère que la demande est irrecevable.

M2085 (2004)

Force est de constater qu'aucun document soumis au dossier ne permet de déterminer le caractère intentionnel des faits. Dans le PV d'audition LI.43.01.10095/98 joint en annexe du courrier du requérant, il est stipulé que les vêtements du requérant « ne présentent aucune trace laissant penser à une agression. Il est plus que probable qu'il a chuté dans son état d'ébriété ». Le requérant fournit la copie de la feuille d'audition, il ne porte pas plainte et ne se constitue pas partie civile. Les éléments communiqués ne permettent pas à la commission de considérer qu'un acte de violence ait été volontairement exercé contre le requérant par un tiers. L'existence d'un acte intentionnel de violence à l'égard du requérant n'est donc pas établie.

De plus, les faits ont eu lieu dans la nuit du 29 au 30/03/1998 et le requérant introduit une demande d'aide d'urgence en date du 05/02/2002, soit près 4 ans plus tard, ce qui ne permet pas de justifier l'urgence, en l'absence d'indications complémentaires permettant de rattacher la demande aux conditions légales précitées.

Dans le cas présent, la commission estime que les conditions de recevabilité ne sont pas réunies et déclare la demande d'aide urgente irrecevable.

M2480 (2004)

Bij vonnis van de Correctionele rechtbank werd V vrijgesproken. Verzoeker verklaarde immers "*op de avond van het gebeuren was ik er zeker van dat V de dader was van deze slagen. Thans begin ik echter te twijfelen. Het staat mij voor dat diegene die mij geslagen heeft, struiser was*". De rechtbank oordeelde dat er twijfel was omtrent de plichtigheid van V en dat deze twijfel in diens voordeel diende te worden uitgelegd en hij derhalve dient vrijgesproken te worden

Verzoeker en het Openbaar Ministerie tekenden beroep aan tegen voormeld vonnis.

Bij arrest van het Hof van beroep werd het bestreden vonnis bevestigd in al zijn beschikkingen.

...

Wat de grond van de zaak betreft, is de commissie van oordeel dat er in de neergelegde stukkenbundel onvoldoende objectieve elementen kunnen aangetroffen worden die het bestaan van een opzettelijke gewelddaad, zoals vereist door de wet van 1 augustus 1985 aannemelijk maken.

Gelet op deze onzekerheid, kan de commissie in de gegeven omstandigheden niets anders dan het verzoek tot het bekomen van een hulp als ongegrond afwijzen.

quelques cas particuliers

M3003 (2004)

Uit de stukken blijkt dat verzoekster met haar echtgenoot en haar twee dochertjes een wandeling maakte op de Zeedijk te

Middelkerke. Nadat een jongetje met zijn elektrisch wagentje reeds meermaals opzettelijk tegen verzoekster en haar dochertje was gebost, gaf verzoekster het jongetje een lichte tik tegen het hoofd. Hierop kwam een man – vermoedelijk de vader van het jongetje - naar verzoekster toe en gaf haar een vuistslag op de rechter wang. Verzoekster kwam hierbij ten val en diende met verwondingen en hevige nekpijn te worden overgebracht naar het A.Z. te Oostende.

M3458 (2004)

En date du 09 juin 2001 la requérante a été renversée par un chien et s'est blessée en tombant.

Par jugement, le Tribunal Correctionnel dit « qu'il ressort de l'instruction d'audience que les faits litigieux sont imputables à un chien n'appartenant pas au prévenu et acquitte le prévenu ».

Statuant sur la demande de la partie civile, le jugement se déclare sans pouvoir pour statuer sur l'action civile.

...

Tenant compte,

- de que l'art.31 de la loi stipule que « la personne qui a subi de graves atteintes au corps ou à la santé résultant directement d'un acte intentionnel de violence peut demander une aide » ;
- de que cet acte doit nécessairement comporter :
 - un élément matériel qui consiste dans l'emploi de la violence dirigée contre une personne ;
 - un élément moral qui consiste dans l'intention de l'agresseur de commettre cet acte de violence, ce qui exclut les infractions par imprudence ou par négligence ;
- de ce que dans le cas présent, l'intention du propriétaire du chien de commettre l'acte de violence n'est pas établie,
- de ce que les faits ne constituent pas un acte intentionnel de violence au sens de l'article 31 §1 de la loi du 01 août 1985.

la commission déclare la requête irrecevable.

M3478 (2004)

En date du 11 avril 2003 vers 10h00 du matin, la requérante se trouve dans le sas d'entrée d'une agence bancaire afin de réaliser des opérations de self-banking. Elle entend un bruit sourd dans la banque, sort et va se réfugier dans une pharmacie voisine.

Ce bruit avait été causé par trois individus qui pénétraient dans l'agence bancaire en fracturant la vitre latérale.

...

Tenant compte d'une part :

que par victime directe, la loi désigne les personnes physiques qui ont subi elles-mêmes le dommage résultant de l'acte de violence.

- il ressort du PV d'audition du 15 avril 2003 que la requérante n'a pas été directement confrontée aux agresseurs ;
- elle n'est citée dans les différents procès verbaux d'audition qu'au titre de témoin et qu'elle n'est pas mentionnée parmi les préjudiciables.

M40026 (2004)

... legde verzoeker klacht neer tegen onbekenden bij de politie van de politiezone Kortrijk-Kuurne-Lede. Wat volgt is de weergave van deze klacht:

"Op 21.10.02 was er een lek in de waterleiding. Men is komen zoeken naar het lek, men heeft het lek gevonden en is vertrokken. Toen ik thuis kwam, heb ik sanitair X opgebeld omdat er nog steeds water uit de leiding spoot en ik meer schade wou vermijden. Dezelfde persoon is terug gekomen en heeft de leiding afgelegd. Ik vroeg hem hoe het kwam dat hij dat 's morgens niet had gedaan, dacht hij dat het lag aan de druk van het water.

In de loop van de dag was ik iets gaan drinken te Marke. Daar zat een zekere M. Ik sprak hem over mijn probleem met het water en dit omdat hij het gebouw kent. De uitbaatster deed teken aan M dat hij niet met mij mocht spreken. Ik vond dat heel eigenaardig.

Op 23.10.02 voelde ik mij eveneens onveilig op mijn werk en ben in de middagpauze iets gaan drinken te Kortrijk. Daar deed een persoon teken naar anderen. Hij ging met zijn rechterduim van rechts naar links, namelijk de beweging kop eraf. Het ging zekerlijk over mij, doch wist niet waarom. Ik heb dan mijn vader opgebeld die in ... woonachtig is. Hij kon niet onmiddellijk komen en ik ben er gebracht door mijn oom. Ik wilde vluchten en dacht dat ik mij in ... veilig zou voelen. In ... heeft mijn vader een dokter geraadpleegd. Hij heeft mij niet onderzocht. Ik kreeg ... voorgescreven. Toen mijn vader dit ging halen, stak er geen bijsluter bij. Ik voelde mij niet gek en heb maar enkele dagen die medicatie genomen. Het verwonderde mij dat mijn vader zei dat ik daar wijn op mocht drinken.

Door die toestand voelde ik mij opnieuw onveilig omdat, toen ik buiten keek overal geblendeerde ruiten zag. Ik vroeg mijn moeder of mijn leven in gevaar was. Zij knikte van ja, doch gaf geen uitleg. Ik heb mijn vader in een drankgelegenheid iets horen zeggen tegen derden: "Het is dat of de psychiatrie." Ik weet niet wat hij daarmee bedoelde.

Door al die opeenvolgende feiten heb ik ... Ik werd een week werkonbekwaamheid voorgescreven. Ik zoek antwoorden op al die vragen. Wat is er gaande, word ik gezocht of wil iemand mijn leven. Ik voel mij niet meer veilig en zal bij vrienden onderduiken".

JU 5 l'intention

- le principe
- défaut d'un acte intentionnel de violence
- preuve d'un acte intentionnel de violence
- l'intention et l'autorité de chose jugée
- l'autorité de chose jugée: a contrario
- un cas particulier

le principe

99383 (2002)

Exposé des faits et suites judiciaires

Le ..., le requérant, se trouvait comme passager dans une voiture qui circulait dans le tunnel à hauteur du Botanique. Trois individus ont lancé du haut de la chaussée un pavé en direction du véhicule, brisant le pare-brise et atteignant le requérant à l'œil gauche. Monsieur X a été immédiatement conduit à l'hôpital où il a subi une opération.

Dépôt de plainte avec constitution de partie civile auprès du Tribunal de première instance de Bruxelles le 22/03/1996

Le 09/09/1996, le Tribunal de 1^{ère} Instance de Bruxelles rend une Ordonnance de non-lieu, les auteurs étant restés inconnus.

99690 (2002)

Exposé des faits et suites judiciaires

Dans la nuit du 17 au 18 ..., vers 1 h 45 du matin, trois gendarmes de la brigade de ... se présentent armés et portant des gilets pare-balles au domicile du requérant, à la recherche d'armes. Monsieur Y, dont les armes avaient déjà été précédemment confisquées, est empêché de rejoindre sa chambre par le gendarme G, il déclare se rebiffer et reçoit aussitôt des coups de genoux et de pieds portés par ce même gendarme.

Le requérant dépose plainte auprès de la police, le dossier est classé sans suite par le Procureur du Roi. Le requérant se constitue ensuite partie civile auprès du Juge d'instruction. Le ... 1999, la Chambre du conseil décide du renvoi devant le Tribunal correctionnel du chef de coups et blessures volontaires occasionnées par le nommé G et ayant entraîné une maladie ou incapacité de travail personnelle au requérant. Par jugement du ... 2000 du Tribunal correctionnel, le nommé G est acquitté. Appel est interjeté par le conseil du requérant. Par arrêt du ... 2001, la Cour d'appel condamne le nommé G à deux mois d'emprisonnement et à payer au requérant sur le plan civil la somme de 50.000 F à majorer

des intérêts. Monsieur G introduit un pourvoi contre cette décision, que la Cour de Cassation rejette.

défaut d'un acte intentionnel de violence

579 (2003)

L'article 31 § 1^{er} de la loi du 1/8/1985 prévoit que « *la personne qui a subi de graves atteintes au corps ou à la santé résultant directement de faits constitutifs d'un acte intentionnel de violence, peut demander une aide.* »

Cette notion suppose un élément matériel qui consiste dans l'emploi de la violence contre une personne physique ainsi qu'un élément moral qui consiste en l'intention particulière dans le chef de l'agresseur, donc dans la volonté de celui-ci de commettre un acte de violence.

En l'espèce, après examen du dossier répressif, la commission relève :

- que dans un premier temps, le dossier a été classé sans suite par le parquet;
- que la chambre du Conseil du tribunal de première instance a rendu une ordonnance de non-lieu, faute d'éléments neufs;
- que nonobstant un appel à témoin dans les journaux ainsi qu'une enquête complémentaire sur les personnes de T et de V, aucun nouvel élément en faveur de la thèse d'une agression n'est apparu ;
- que l'expert judiciaire, le docteur R dans ses rapports des 17/8/1992 et 4/2/1994 se prononce plutôt en faveur d'un acte de suicide que d'une agression ;
- que la requérante semblait à l'époque des faits, très préoccupée par des problèmes concernant le club dont elle était la présidente.

Compte tenu de ce qui précède, la commission estime qu'elle ne dispose pas suffisamment d'éléments établissant de manière certaine que la requérante a été victime d'un acte intentionnel de violence et considère dès lors que la requête est irrecevable.

98607 (2003)

Or, en l'espèce, il résulte du dossier que le requérant en tant que piéton a été victime d'un accident de roulage. Par conséquent, son cas n'entre pas dans le champ d'application de la loi du 1^{er} août 1985.

Dès lors, la commission estime que les conditions de recevabilité ne sont pas remplies.

MM379 (2002)

Le ..., le fils de Madame X, Monsieur Z, est décédé des suites d'une overdose après avoir consommé de la méthadone et de l'héroïne en compagnie d'autres drogués.

Par jugement du ..., le tribunal correctionnel reconnaît les nommés V et D coupables d'avoir détenu, vendu ou offert en vente des stupéfiants et d'avoir usé de ceux-ci en groupe.

Au civil, le tribunal se déclare incomptétent pour statuer sur l'action de Madame X qui s'était constituée partie civile.

Dans son arrêt du ..., la Cour d'Appel retient la circonstance que l'usage de la substance spécifiée a causé la mort de Z, les condamne à 18 mois d'emprisonnement et ordonne la réouverture des débats quant à l'action civile.

Par arrêt du ..., la Cour d'appel, statuant par défaut à l'égard du nommé V, condamne les prévenus V et D à payer à la requérante, partie civile, la somme de 483.485 FB + intérêts.

Recevabilité de la demande

L'article 31 §1^{er} de la loi du 01/08/1985 prévoit l'intervention de la commission en cas de graves atteintes au corps ou à la santé résultant directement de faits constitutifs d'un acte intentionnel de violence commis en Belgique.

Cet acte doit comporter :

- un élément matériel qui consiste en l'emploi de la violence dirigée contre une personne ;

- un élément moral qui consiste dans l'intention de l'agresseur de commettre cet acte de violence, ce qui exclut les infractions par imprudence ou négligence.

D'après les indications reprises sur les décisions judiciaires en cause, si les prévenus ont proposé à la victime de consommer divers produits stupéfiants, ce dernier leur ayant déclaré qu'il se trouvait en état de manque, il n'y a manifestement pas eu d'utilisation de violence dirigée contre sa personne.

La Cour d'appel de ..., dans son arrêt du ..., relate que *des substances hautement toxiques ont été consommées par Z à une dose létale et que cette consommation s'est réalisée en présence et avec la participation des prévenus qui n'ont pu en ignorer les conséquences possibles*. Si la commission tient compte du fait qu'il s'agissait d'un mineur d'âge, des explications relatives aux circonstances dramatiques du décès et du fait que les prévenus ne pouvaient ignorer les conséquences de la consommation effectuée pour la victime, elle remarque qu'il n'est pas retenu d'élément de contrainte, menace ou de violence à l'égard de la victime. Les prévenus n'ont pas été poursuivis pour comportement intentionnel de violence, pour homicide ou même pour non-assistance à personne en danger. Est uniquement retenue par le Tribunal à charge des prévenus l'infraction à la législation sur les stupéfiants, commise à l'égard d'un mineur, avec la circonstance aggravante de décès. Dans ce cadre, il apparaît que l'emploi de la violence et l'intention de commettre un acte de violence ne peuvent être rencontrés en vue de rattacher la demande aux critères de la loi précitée.

L'arrêt de la Cour d'appel du ... précise qu'*il apparaît des éléments de la cause que Z, « toxicomane connu », détenait, au moment de son décès, outre des objets devant servir ou ayant servi à consommer des substances stupéfiantes, 12 timbres de LSD ; que de surcroît, il offrit à V, en prenant congé de lui, « un petit bout de haschich »*. Il n'apparaît pas des éléments du dossier que la victime consommait pour la première fois des substances hautement toxiques. Si les prévenus lui ont donné divers produits stupéfiants, qui ne pouvaient néanmoins que poursuivre l'accoutumance du mineur, ce dernier ne s'est pas vu proposer lors des faits une

consommation radicalement différente qui aurait amené une nouvelle dépendance.

La commission ne veut pas écarter la gravité des faits ni les circonstances dramatiques, les difficultés et souffrances qui y sont liées. Elle est cependant liée à la législation qui règle l'aide en matière d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence.

M2015 (2003)

Verzoeker stelde zich op 29 maart 2001 burgerlijke partij bij de onderzoeksrechter tegen N wegens opzettelijke slagen en verwondingen met werkongeschiktheid.

De Procureur des Konings nam op 3 december 2001 een vordering tot verwijzing van de dader naar de Correctionele rechtbank wegens onopzettelijke slagen en verwondingen. De verwondingen van verzoeker zijn volgens de Procureur des Konings het gevolg van een ongeval tijdens een vriendschappelijk gesprek tussen verzoeker en N.

Op 24 april 2002 verwees de raadkamer de dader naar de Correctionele rechtbank wegens onopzettelijke slagen en verwondingen.

III. Beoordeling door de commissie

Gelet op de hierboven verstrekte inlichtingen door de Procureur des Konings dient het verzoekschrift dan ook als onontvankelijk afgewezen te worden.

M2348 (2004)

Het vonnis ... herkwalificeerde de feiten ten laste van de dader en besluit dat de dader handelde uit wettige zelfverdediging om de bedreigingen van verzoeker af te weren. Dit vonnis bekwam kracht van gewijsde.

Volgens artikel 31,1^{ste} van de wet van 1 augustus 1985, ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 26 maart 2003, kan een hulp worden aangevraagd door elkeen die een ernstig lichamelijk letsel of nadeel voor zijn gezondheid heeft ondervonden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad in België gepleegd.

Dit houdt in dat misdrijven uit wettige zelfverdediging moeten worden beschouwd als uitgesloten voor de toepassing van deze wet. De vraag van verzoeker dient derhalve als niet ontvankelijk te worden beschouwd.

M2464 (2004)

Naar luid van artikel 31 1° van de wet van 1 augustus 1985 kunnen personen zich tot de commissie wenden met een vraag tot financiële hulp indien zij ernstige lichamelijke of psychische schade ondervonden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad.

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg werd de dader veroordeeld wegens het toebrengen van onopzettelijke slagen of verwondingen aan onder meer verzoekster (pagina 3 van het vonnis); dit vonnis heeft kracht van gewijsde.

Welnu, "de beslissing van de strafrechter over de strafvordering raakt de openbare orde, waaruit werd afgeleid dat deze beslissing gezag van gewijsde erga omnes heeft.... Het gezag erga omnes is een algemeen rechtsbeginsel.... De burgerlijke rechter die na de beslissing over de strafvordering een beslissing moet nemen over de burgerlijke vordering voortspruitend uit hetzelfde feit, mag geen oordeel vellen dat strijdig is met wat beslist werd bij het oordeel over de strafvordering" (Verstraeten R. Handboek strafvordering (3° bijgewerkte druk), Maklu, Antwerpen, 1999, randnummer 1903, waarin verwijzing naar relevante cassatierechtspraak en rechtsleer).

Bij toepassing van bovenvermelde principes is de commissie, die een administratief rechtscollege is, ook gebonden door de beslissing van de strafrechter in deze zaak.

Nu derhalve onherroepelijk is komen vast te staan dat de slagen aan verzoekers onopzettelijk werden toegebracht, dienen de verzoeken als onontvankelijk afgewezen te worden.

M2475 (2004)

Op 27 maart 1998 had de heer X, broer van verzoeker, een ontmoeting met de genaamde M. Na deze ontmoeting ging de heer X naar het appartement van de genaamde V, om er te gaan rusten. De

heer X had diezelfde dag enkele glazen genuttigd met V en met de genaamde W.

M, die een methadonkuur volgt, had aan de heer X een dosis methadon gegeven.

De volgende ochtend werd de heer X dood aangetroffen. Het medisch expertiseverslag toonde aan dat de heer X cocaïne en methadon had gebruikt.

...

In casu werd(en) de dader(s) veroordeeld voor het onopzettelijk doden van de heer Weidenbaum.

Welnu, de beslissing van de strafrechter over de strafvordering raakt de openbare orde, waaruit werd afgeleid dat deze beslissing gezag van gewijsde erga omnes heeft. Het gezag erga omnes is een algemeen rechtsbeginsel. De burgerlijke rechter die na de beslissing over de strafvordering een beslissing moet nemen over de burgerlijke vordering voortspruitend uit hetzelfde feit, mag geen oordeel vellen dat strijdig is met wat beslist werd bij het oordeel over de strafvordering" (Verstraeten R. Handboek strafvordering (3^e bijgewerkte druk), Maklu, Antwerpen, 1999, randnummer 1903, waarin verwijzing naar relevante cassatierechtspraak en rechtsleer).

Bij toepassing van bovenvermelde principes is de commissie, die een administratief rechtscollege is, ook gebonden door de beslissing van de strafrechter in deze zaak.

Nu derhalve onherroepelijk is komen vast te staan dat de dood van de broer van verzoeker onopzettelijk werd veroorzaakt, dient het verzoek als onontvankelijk afgewezen te worden.

M2520 (2003)

De Afgevaardigde van de Minister van Justitie merkt op dat, om in aanmerking te komen voor een hulp vanwege de commissie, het moet gaan om een *opzettelijke gewelddaad* gepleegd t.a.v. de persoon van het slachtoffer (artikel 31 §1 van de wet van 1 augustus 1985). Het gaat hier echter om een verkeersongeval. Bovendien werd het strafonderzoek gevoerd wegens onopzettelijke doding en vluchtmisdrijf. Derhalve werd niet voldaan aan een essentiële

ontvankelijkheidsvoorwaarde tot het bekomen van een hulp vanwege de commissie.

M3458 (2004)

En date du 09 juin 2001 la requérante a été renversée par un chien et s'est blessée en tombant.

Par jugement, le Tribunal Correctionnel dit « qu'il ressort de l'instruction d'audience que les faits litigieux sont imputables à un chien n'appartenant pas au prévenu et acquitte le prévenu ».

Statuant sur la demande de la partie civile, le jugement se déclare sans pouvoir pour statuer sur l'action civile.

...

Tenant compte,

- de que l'art.31 de la loi stipule que « la personne qui a subi de graves atteintes au corps ou à la santé résultant directement d'un acte intentionnel de violence peut demander une aide » ;
- de que cet acte doit nécessairement comporter :
 - un élément matériel qui consiste dans l'emploi de la violence dirigée contre une personne ;
 - un élément moral qui consiste dans l'intention de l'agresseur de commettre cet acte de violence, ce qui exclut les infractions par imprudence ou par négligence ;
- de ce que dans le cas présent, l'intention du propriétaire du chien de commettre l'acte de violence n'est pas établie,
- de ce que les faits ne constituent pas un acte intentionnel de violence au sens de l'article 31 §1 de la loi du 01 août 1985.

la commission déclare la requête irrecevable.

M3499 (2004)

En date du 31 mai 1991, à Charleroi, le requérant a été blessé à l'occasion d'un jeu collectif. Le dénommé L s'était amusé à viser ses différents compagnons de soirée. À un certain moment, il pointa le

requérant et le coup est parti accidentellement, le blessant à l'oeil gauche.

...

Le jugement précise : « attendu que le caractère accidentel des faits apparaît clairement au pièce 7/1 et 7/13. »

...

Tenant compte,

- de que l'art. 31 de la loi stipule que « la personne qui a subi de graves atteintes au corps ou à la santé résultant directement d'un acte intentionnel de violence peut demander une aide » ;
- de que cet acte doit nécessairement comporter :
- un élément matériel qui consiste dans l'emploi de la violence dirigée contre une personne ;
- un élément moral qui consiste dans l'intention de l'agresseur de commettre cet acte de violence, ce qui exclut les infractions par imprudence ou par négligence ;
- de ce que dans le cas présent, les faits ne constituent pas un acte intentionnel de violence au sens de l'article 31 §1 de la loi du 01 août 1985.

la commission déclare la requête irrecevable.

preuve d'un acte intentionnel de violence

97251 (2002)

De commissie meent echter dat zowel in onderhavig verzoekschrift als in het opgevraagde strafdossier onvoldoende elementen aanwezig zijn die het bestaan van een opzettelijke gewelddaad, zoals vereist door artikel 31, § 1, 1^e lid van de wet, aannemelijk maken. De verzoeker laat ook na verdere bewijzen te leveren. Daarenboven merkt de commissie ook op dat de verzoeker ook meer dan één maand gewacht heeft om klacht neer te leggen.

99110 (2003)

Force est de constater que, malgré les nombreux rappels adressés au conseil du requérant puis à ce dernier directement, aucune suite n'a été apportée aux demandes de compléter le dossier. Par courrier du 29/08/2001, Me B, qui avait sollicité le formulaire de requête à compléter avec son client, informait la commission qu'elle était sans nouvelle et se considérait sans instruction de son client.

Etant donné qu'aucune suite n'a été apportée par le requérant aux nombreuses demandes du secrétariat de la commission, les mesures d'instructions n'ont pu être sollicitées et la requête n'a pu être complétée. La demande du requérant ne peut dès lors être rattachée aux critères de la loi du 01/08/1985 régissant l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence.

99234 (2003)

Uit de neergelegde stukken en in het bijzonder uit het voorgelegde strafdossier blijkt onvoldoende duidelijk dat de verzoeker het slachtoffer werd van een opzettelijke gewelddaad, hetgeen vereist wordt door de wet of dat zijn toestand verergerde door hem in zijn wagen achter te laten.

De commissie kan in de gegeven omstandigheden alleen vaststellen dat er onvoldoende zekerheid bestaat met betrekking tot het bestaan van een opzettelijke gewelddaad en dient het verzoek tot het bekomen van een noodhulp dan ook als ongegrond af te wijzen.

Indien in de loop van het strafonderzoek evenwel toch nog zou blijken dat er sprake is van een opzettelijke gewelddaad, dan kan de verzoeker zich desgevallend opnieuw tot de commissie wenden.

99403 (2002)

Par arrêt du 11/01/2000, passé en force de chose jugée, la Cour d'appel de Liège confirme le jugement du Tribunal correctionnel d'Arlon du 17/02/1999 qui déclarait les faits non établis et se déclarait incompétent pour connaître de la constitution de partie civile de la requérante.

...

Tenant compte,

- de la décision de la juridiction de fond et du dossier répressif constitué à cette occasion ;
- qu'à défaut d'un acte intentionnel de violence, la victime ne remplit pas les conditions pour bénéficier d'une aide de la commission,

la commission estime la demande recevable mais non fondée.

MM511 (2002)

Rechtspraak en rechtsleer zijn het erover eens dat de benadeelde die door de buitenvervolgingstelling door de Raadkamer wordt afgewezen, zich met zijn vordering tot schadevergoeding kan wenden tot de burgerlijke rechtbank (zie Verstraeten, R., "Handboek Strafvordering" (3e bijgewerkte druk), nr. 1039-1040, Antwerpen, Maklu, 1999). De afwezigheid van een gezag van gewijsde na buitenvervolgingstelling vloeit vooral voort uit het feit dat het onderzoeksgerecht slechts oordeelt over "bezwaren" en niet over bewijzen.

Het Hof van Cassatie (Cass., 7 oktober 1976, R.W., 1976-77, 1569) besliste dat, gelet op de aard van de uitspraak van de Raadkamer, de burgerlijke rechter moet overgaan tot een eigen beoordeling van de voorgelegde gegevens en zich niet gebonden mag achten door de uitspraak van de strafrechter.

De commissie dient dus zelf het al of niet aanwezig zijn van "een ernstig lichamelijk letsel of nadeel voor zijn gezondheid als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad in België gepleegd" te onderzoeken.

Op basis van alle elementen geput uit het verzoekschrift van X, uit de kopie van het strafdossier dat de verzoeker heeft laten neerleggen en uit de mondelinge toelichting ter zitting verstrekt door zijn raadsman, komt de commissie tot de conclusie dat er onvoldoende gegevens aanwezig zijn om aan te nemen dat de verzoeker het slachtoffer is geweest van een opzettelijke gewelddaad, zoals door artikel 31 van de wet vereist wordt.

Om deze reden moet het verzoekschrift dan ook als ongegrond afgewezen worden.

[Un recours a été introduit contre cette décision devant le conseil d'État.]

MM601 (2002)

De septembre 1988 à avril 1989, la requérante aurait été victime d'attouchements et d'abus sexuels de la part de son père.

...

En l'espèce, il n'apparaît pas à suffisance des pièces du dossier que l'acte intentionnel de violence soit établi. En effet, la Chambre du Conseil du tribunal de première instance de ... a rendu le ... une ordonnance de non-lieu disant qu'il n'y a pas lieu de poursuivre vu qu'il n'existe pas de charges suffisantes à l'encontre du prévenu, ordonnance qui a été confirmée par l'arrêt du 1/10/1998 de la Chambre des mises en accusation ;

Compte tenu de ce qui précède, la commission estime que les conditions de recevabilité ne sont pas remplies.

MM640 (2002)

Naar aanleiding van de feiten gepleegd op ... in ... werd, na klacht van verzoeker een opsporingsonderzoek uitgevoerd. Twee jaar na de feiten werd het dossier geseponeerd.

Op 25 februari 1999 stelde verzoeker zich bij onderzoeksrechter G burgerlijke partij tegen de heer A, wegens het toebrengen van opzettelijke slagen en verwondingen met een blijvende arbeidsongeschiktheid tot gevolg.

Door de Procureur des Konings werd de buitenvervolgingstelling gevorderd van de heer A, overwegende dat "*tegen de inverdenkinggestelde generlei bezwaar bestaat*".

Bij definitieve beschikking d.d. 7 juni 2000 van de Raadkamer bij de Correctionele Rechtbank te ... werd de heer A buiten vervolging gesteld. De Raadkamer verklaarde dat "*er geen reden is tot vervolging*".

Om volledige duidelijkheid te krijgen over deze zaak heeft de commissie, met toepassing van de bevoegdheden haar verleend door artikel 34 § 4 van de wet, via de Procureur-generaal de mededeling van het strafrechtelijk dossier gelast.

Dit strafdossier werd op het secretariaat van de commissie ter inzage gehouden van verzoeker en zijn raadsman. Na grondige lectuur van het strafdossier komt de commissie tot het besluit dat het weliswaar vaststaat dat het tot een ruzie gekomen is tussen twee groepen personen, dat het tot een duw - en trekpartij over en weer gekomen is, dat op bepaald ogenblik verzoeker ten val gekomen is, maar dat uit geen enkel stuk in het dossier kan afgeleid worden dat deze val het gevolg is geweest van een door een derde persoon gepleegde handeling die als een opzettelijke gewelddaad kan omschreven worden.

M2417 (2003)

In deze zaak ligt een beslissing van de Raadkamer voor waarin beslist wordt dat "na aanneming van de verzachtende omstandigheden, de strafvordering vervallen is door verjaring", derhalve hebben wij in onderhavig geval te maken met de hypothese dat "de dader niet kan worden vervolgd of veroordeeld".

Aangezien de beschikking van de Raadkamer voor het overige niet gemotiveerd is, heeft de commissie, om te kunnen oordelen of verzoekster het slachtoffer is geweest van een opzettelijke gewelddaad, bij toepassing van artikel 34 § 4 de mededeling gelast van een afschrift van het strafrechtelijk dossier.

Vooreerst stelt de commissie vast dat het Openbaar Ministerie in zijn schriftelijke eindvordering in hoofdorde de buitenvervolgingstelling van de beweerde dader van de feiten vordert "overwegende dat tegen inverdenkinggestelde generlei bezwaar bestaat" en in subsidiaire orde, met toepassing van de artikelen 21 en 21 bis van de Voorafgaande Titel van het Wetboek van Strafvordering, "na aanneming van verzachtende omstandigheden, te verklaren dat de strafvordering vervallen is door verjaring".

De commissie dient vast te stellen dat de Raadkamer in haar voor het overige niet gemotiveerde beschikking voorbijgaat aan de vraag

of er al dan niet bezwaren bestaan en er zich toe beperkt om, na aanneming van verzachtende omstandigheden – wat voor feiten van deze aard een quasi-automatisme is – de verjaring vast te stellen; het komt de commissie dan ook gepast voor zelf het strafdossier te onderzoeken.

Vooreerst dient vastgesteld te worden dat, alhoewel de feiten een einde namen uiterlijk op ... 1992, verzoekster zich eerst op ... 1999 tot de politieke en wel gerechtelijke autoriteiten wendt middels een klacht met burgerlijke partijstelling in handen van de onderzoeksrechter. (stuk 1 strafdossier).

Alhoewel in de procedure echtscheiding tussen haar ouders in ... het co-ouderschap was bepaald, verbleef zij naar eigen zeggen meestal bij haar vader: zij zegt af en toe twee, drie maanden bij haar moeder verbleven te hebben maar telkens teruggekeerd te zijn naar haar vader niettegenstaande deze haar sedert ... meermaals per week, soms zelfs meermaals per dag, zou verkracht hebben; zij verklaart zelf letterlijk “wanneer ik dan mijn vierde middelbaar moest aanvangen ben ik veranderd van school omdat ik was weggetrokken bij mijn moeder om bij mijn vader te gaan wonen” (stuk 6/3 strafdossier); overigens blijkt zij zich tijdens dit verhoor (stukken 6/1 tot 6/12 van het strafdossier) herhaaldelijk tegen te spreken. Meerdere verklaringen uit het dossier bevestigen dat verzoekster meestal bij haar moeder verbleef en niet bij haar vader.

In stuk 18 van het strafdossier doet de eerste echtgenoot van verzoekster omstandig het relaas van zijn leven met verzoekster, van haar omgang zowel met haar vader als haar moeder om tot de slotsom te komen dat hij niet gelooft dat de feiten gebeurd zijn en daarentegen stelt de overtuiging toegedaan te zijn dat financiële motieven haar enige drijfveer zijn.

In stuk 20 komt de tante van verzoekster, bij wie verzoekster enige maanden heeft gewoond nadat ze weer eens was weggetrokken, tot de conclusie dat ze het verhaal uiterst ongeloofwaardig vindt.

Uit stuk 24 blijkt dat de dokters die zogezegd destijds verzoekster zouden onderzocht hebben en bepaalde verwondingen vastgesteld hebben, dit ontkennen en dan ook weigeren enig attest af te leveren.

Verzoekster legt weliswaar nog een attest voor van psychiater V. Telukov waarin deze ondermeer stelt:

"Concluderend lijken de ernstige psychotraumata van seksuele en emotionele aard bij uitstek verbonden te zijn met het ziektebeeld van betrokkenen", maar deze geneesheer kan zich echter niet uitspreken over de waarachtigheid van de feiten daar deze reeds meer dan 10 jaar voordien zouden gepleegd zijn.

De commissie dient dan ook tot de conclusie te komen dat er geen objectieve gegevens vorhanden zijn die toelaten te stellen dat verzoekster het slachtoffer is geweest van een opzettelijke gewelddaad.

M3202 (2004)

Tenant compte d'une part :

- des circonstances des faits;
- des frais d'hospitalisation et pharmaceutiques dûment justifiés par le requérant ;

et d'autre part :

- du fait que le requérant justifie des frais médicaux complémentaires mais n'a pas apporté de précision en ce qui concerne l'intervention de la mutuelle;
- du fait que l'article 31, 1^e de la loi du 01/08/1985 prévoit que « *La commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence peut octroyer une aide financière aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence* » ;
- du fait que le dossier judiciaire est toujours à l'instruction et que la commission doit pouvoir disposer des indications permettant d'établir le caractère intentionnel des faits ;
- qu'actuellement, la commission dispose uniquement des déclarations du requérant et de certaines pièces du dossier répressif ;

- que si la commission tient compte des déclarations du requérant et du rapport médical joint au dossier, ces éléments ne permettent pas à suffisance d'établir que le requérant a été victime d'un acte *intentionnel* de violence, supposant dans le chef du ou des auteurs, un élément matériel (usage de la violence) et un élément moral (intention de commettre l'acte de violence) ;
- que la commission doit absolument disposer des conclusions de l'instruction et prendre connaissance de la décision judiciaire définitive avant de pouvoir se prononcer sur le caractère intentionnel des faits ;
- qu'il est dès lors demandé au requérant de reprendre contact avec la commission dès qu'il aura connaissance des suites judiciaires apportées aux faits, afin de permettre à la commission de pouvoir statuer tenant compte des prescriptions légales ;

La commission estime que la demande d'aide d'urgence actuelle du requérant est recevable mais non fondée,

M3508 (2004)

In de onderhavige zaak liggen enkel de verklaringen voor van verzoekerster, van de heer V en van de uitbater van de snookerzaak. Deze laatste was geen getuige van de feiten. Al bestaat er aldus enige twijfel omtrent de waarachtheid van de feiten, toch mag in de huidige stand van het dossier [aanvraag noodhulp] aangenomen worden dat er sprake is van een opzettelijke gewelddaad.

l'intention et l'autorité de chose jugée

M1117 (2002)

Uit het vonnis van de Krijgsraad blijkt dat X veroordeeld werd wegens het toebrengen van *onopzettelijke* slagen en verwondingen aan verzoeker. Voormeld vonnis heeft kracht van gewijsde verworven en geldt, op strafrechtelijk gebied, *erga omnes*. De commissie zou derhalve, in strijd met het vonnis, niet kunnen vaststellen dat de daad van de dader wel een opzettelijk karakter vertoonde. Ook het feit dat de dader niet overgegaan is tot vergoeding van het slachtoffer is niet van aard te stellen dat dat

deze laatste zich tot de commissie kan wenden. De vraag van de verzoeker is derhalve niet ontvankelijk.

M1227 (2002)

Op 1 september 1997 begaf verzoekster zich, naar aanleiding van het ontslag van haar zoon bij het bedrijf Q, met haar zoon naar voormeld bedrijf. Verzoekster trok naar het bureel van bedrijfsleider X, dat op de eerste verdieping gelegen was. Toen de heer X uit zijn bureel kwam, ontstond er een woordenwisseling met verzoekster. Wat er toen precies gebeurde is onduidelijk – de verklaringen van beide partijen lopen uiteen -, doch in elk geval viel verzoekster van de trap (bestaande uit drie treden). Ze liep hierbij een fractuur op van de linker enkel. Ingevolge de opgelopen verwondingen diende verzoekster gedurende 5 dagen te worden gehospitaliseerd en moest ze 8 maanden in een rolstoel doorbrengen. Ze diende ook dagelijks medicatie te nemen en kinesitherapie te volgen.

Bij vonnis van de Correctionele rechtbank werd de heer X veroordeeld tot een gevangenisstraf van twee maanden en een geldboete van 100 frank. Op burgerlijk gebied werd aan verzoekster een provisionele som van 30.000 frank toegekend. Tegen voormeld vonnis werd door alle partijen hoger beroep ingesteld.

Bij arrest van het Hof van Beroep werd voormeld vonnis vernietigd en werd de heer X vrijgesproken op grond van twijfel. In het arrest lezen we het volgende:

“(...) het Hof dient vast te stellen dat er twijfel is over het antwoord op de vraag of de beklaagde deze burgerlijke partij van de trap heeft geduwd of minstens zodanig heeft geduwd dat zij hierdoor op of ter hoogte van de trap ten val is gekomen. Het is dan ook niet aangetoond dat de val (...) veroorzaakt of mede veroorzaakt werd door de gedragingen van de beklaagde. (...) De twijfel nopens de precieze feitelijke toedracht brengt mee dat evenmin is aangetoond dat er sprake is van enig gebrek aan voorzorg of voorzichtigheid dat de letsels zou hebben veroorzaakt of mede veroorzaakt. De beklaagde dient derhalve te worden vrijgesproken.”

Tegen voormeld arrest werd geen cassatieberoep aangetekend.

...

De beslissing van de strafrechter ten gronde is bindend voor de commissie. Het rechterlijk gewijsde in strafzaken is van openbare orde en dringt zich op erga omnes, dus ook aan de commissie, dat een administratief rechtscollege is.

Het arrest van het Hof van Beroep, waarbij de heer X werd vrijgesproken, is duidelijk gemotiveerd.

De commissie kan niet, zonder het gezag van het strafrechtelijk gewijsde te miskennen, oordelen dat verzoekster wel degelijk het slachtoffer is geworden van een door de heer X op haar persoon gepleegde opzettelijke gewelddaad.

M1246 (2002)

De dader werd bij vonnis van de correctionele rechtkbank op *strafrechtelijk gebied* veroordeeld wegens gebrek aan voorzichtigheid of voorzorg, maar zonder het oogmerk de persoon van een ander aan te randen, onopzettelijk de dood van Z te hebben veroorzaakt en onopzettelijk slagen of verwondingen te hebben toegebracht aan verzoekster; bovendien opzettelijk een onroerende eigendom te hebben vernield door het veroorzaken van een ontploffing.

...

Bij vonnis van de rechtkbank van eerste aanleg werd de dader veroordeeld wegens het toebrengen van onopzettelijke slagen of verwondingen aan ondermeer verzoekster (pagina 3 van het vonnis); dit vonnis heeft kracht van gewijsde.

Welnu, "de beslissing van de strafrechter over de strafvordering raakt de openbare orde, waaruit werd afgeleid dat deze beslissing gezag van gewijsde erga omnes heeft.... Het gezag erga omnes is een algemeen rechtsbeginsel.... De burgerlijke rechter die na de beslissing over de strafvordering een beslissing moet nemen over de burgerlijke vordering voortspruitend uit hetzelfde feit, mag geen oordeel vellen dat strijdig is met wat beslist werd bij het oordeel over de strafvordering" (Verstraeten R. Handboek strafvordering (3° bijgewerkte druk), Maklu, Antwerpen, 1999, randnummer 1903, waarin verwijzing naar relevante cassatierechtspraak en rechtsleer).

Bij toepassing van bovenvermelde principes is de commissie, die een administratief rechtscollege is, ook gebonden door de beslissing van de strafrechter in deze zaak.

Nu derhalve onherroepelijk is komen vast te staan dat de slagen aan verzoeker onopzettelijk werden toegebracht, dient het verzoek als onontvankelijk afgewezen te worden.

[Un recours a été introduit contre cette décision devant le conseil d'État.]

99557 (2003)

Uit de stukken blijkt dat verzoeker rond middernacht thuiskwam van zijn werk en zijn auto wilde parkeren op de plaats waar F, een buurman van verzoeker, zijn hond uitliet. Verzoeker zou geclaxonneerd hebben met de bedoeling de aandacht te trekken van F om zijn hond te verwijderen. Omdat F niet reageerde, zou verzoeker uitgestapt zijn om hem beleefd te vragen zijn hond te verwijderen. Hierop begon F verzoeker uit te schelden en gaf hem een zware vuistslag in het aangezicht, waardoor de tanden van verzoeker ernstig beschadigd werden. Beide partijen zouden elkaar vastgegrepen hebben en op de grond gevallen zijn. De echtgenote van F spoot nog traangas in de ogen van verzoeker. Omstanders riepen de politie die onmiddellijk ter plaatse kwam en proces-verbaal opstelde.

In de versie van F zou verzoeker begonnen zijn met te slaan, waardoor F viel en zich verdedigde met één slag.

Er was slechts één (objectieve) getuige van de feiten, met name P. Die verklaarde het volgende: *"Met dit schrijven verklaar ik dat [de verzoeker] op de bewuste avond na het parkeren van zijn wagen, om onverklaarbare reden werd aangevallen door een man die in het gezelschap was van een vrouw. Deze man was reeds aan het schelden toen [de verzoeker] aan het parkeren was. Wat de eigenlijke aanleiding was voor deze scheldpartij heb ik niet kunnen vaststellen. Wel heb ik gezien dat [de verzoeker] beleefd om uitleg ging vragen en op dat moment geenszins provocerend gedrag vertoonde. Zijn vraag werd echter beantwoord door een spontane slag in het aangezicht. Naderhand zijn ze beide op de grond beland achter de geparkeerde wagens en heb zodoende de situatie niet verder kunnen volgen."*

II. Vervolging

Bij vonnis van de Correctionele rechbank werd de heer F vrijgesproken wegens zelfverdediging (toepassing van artikel 416 Sw.). Gelet op deze vrijspraak, verklaarde de rechbank zich onbevoegd om te oordelen over de burgerlijke vordering.

Bij vonnis van de Rechtbank van eerste aanleg werd de burgerlijke vordering van verzoeker ongegrond verklaard op grond van de vroegere vrijspraak van de heer F in de correctionele zaak.

...

De commissie stelt vast dat de dader bij vonnis van de Correctionele rechbank op strafrechtelijk gebied werd vrijgesproken.

Voormeld vonnis heeft kracht van gewijsde verworven en heeft gezag erga omnes. De commissie is gebonden door het gezag erga omnes van het strafrechtelijk gewijsde.

Zij kan niet, zonder dit gezag te miskennen, aannemen dat sprake is van een opzettelijke gewelddaad in hoofde van F. Een opzettelijke gewelddaad veronderstelt een wederrechtelijke gedraging. Dit laatste ontbreekt in casu ingevolge het aanvaarden van een rechtvaardigingsgrond (wettige verdediging – artikel 416 Sw.).

Volledigheidshalve kan ook worden opgemerkt dat in de verklaring, afgelegd door verzoeker aan de Politie te ... , het volgende staat te lezen: *"Ik ben de man en zijn vrouw dan naar hun woning gevolg."* Deze houding van verzoeker heeft mogelijk bijgedragen tot het ontstaan van de gewelddaad.

Het hulpverzoek dient als onontvankelijk te worden afgewezen.

MM181 (2003)

Par jugement du ... 2000, le tribunal de première instance acquitte le nommé H de la prévention A relative à la requérante (« avoir commis le crime de viol ... ») au motif que celle-ci n'étant pas établie à suffisance en raison des éléments suivants :

« Attendu que le prévenu nie avoir jamais entretenu de relation sexuelle avec la plaignante , mais expose la connaître, pour l'avoir

rencontrée à diverses reprises à l'aéroport de Zaventem où il travaille et avoir eu un différend d'ordre financier avec elle : il lui aurait été redevable d'une somme de 5.000 BEF et se serait disputé avec elle à ce sujet, la veille de la plainte» ;

« Attendu que les explications de la plaignante comportent certaines invraisemblances et ont en outre fortement varié dans le temps » ;

« qu'il est ainsi étonnant qu'un homme qui a l'intention de commettre un viol emmène sa victime au domicile conjugal, lui donne son nom et son numéro de téléphone, des renseignements sur son employeur, la raccompagne en voiture après son forfait et lui téléphone 3 jours plus tard pour s'excuser et lui proposer une somme de 5.000 BEF, non pas contre son silence mais « à titre de dédommagement » pour payer des frais médicaux » ;

que la plaignante, après n'avoir accusé le prévenu que de tentative de viol dans sa plainte initiale..., l'accuse ensuite de viol lors de son audition du ... 2000 » ;

« que la visite domiciliaire effectuée le ... n'a pas permis aux enquêteurs de trouver le couteau qui, selon la plaignante, se serait trouvé dans un tiroir près du lit » ;

« qu'enfin aux jours et heures des faits, le prévenu assistait à une veillée funèbre, ainsi qu'en atteste son épouse, interrogée le jour même de la plainte, soit le lendemain des faits présumés, et la mère de la personne défunte ».

...

En l'espèce, le tribunal de première instance de ... a acquitté le nommé H de la prévention relative à la requérante au motif que celle-ci n'était pas établie à suffisance.

Compte tenu de cet élément, la commission estime que la demande est irrecevable.

M2679 (2004)

b. Wat de hulpvraag van verzoekster als wettelijke vertegenwoordigster van haar minderjarige dochter betreft, stelt de

commissie vast dat het kind ook niet zelf rechtstreeks het slachtoffer is geweest van de fysieke gewelddaad; derhalve is ook dit verzoek onontvankelijk.

De vierjarige dochter van verzoekster bevond zich in het voertuig toen het gestolen werd.

Het voertuig was niet slotvast, met het dochtertje op de achterbank en de sleutel in het contact. Zij werd kort na de diefstal teruggevonden in een OCMW - gebouw.

Overigens blijkt ook uit het vonnis dat de dader niet vervolgd werd, en a fortiori ook niet veroordeeld werd, voor enig strafbaar feit ten opzichte van het meisje.

M2738 (2004)

Naar luid van artikel 31 § 1 van de wet van 1 augustus 1985, dat van toepassing was op het ogenblik waarop het verzoekschrift werd ingediend, kan een persoon zich tot de commissie wenden met een vraag tot hulp indien hij (zij) 'een ernstig lichamelijk letsel of nadeel voor zijn (haar) gezondheid heeft ondervonden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad'.

Luidens de vaste rechtspraak van de commissie houdt deze voorwaarde in dat er geweld moet gepleegd zijn tegen de persoon van de verzoek(st)er.

Uit het onderhavige dossier blijkt evenwel dat verzoekster op het ogenblik van de feiten niet in het gebouw aanwezig was. De feiten betreffen een opzettelijke brandstichting van het appartement van verzoekster, zonder lichamelijk letsel.

Bij definitief vonnis van de Correctionele Rechtbank werd de dader veroordeeld wegens opzettelijke brandstichting van een gebouw, terwijl hij moest vermoeden dat zich aldaar op het ogenblik van de brand één of meer personen bevonden, met de omstandigheid dat de brand bij nacht gesticht werd. De dader werd *vrijgesproken* van de tenlastelegging van "slagen en verwondingen".

Welnu, "de beslissing van de strafrechter over de strafvordering raakt de openbare orde, waaruit werd afgeleid dat deze beslissing gezag

van gewijsde erga omnes heeft.... Het gezag erga omnes is een algemeen rechtsbeginsel.... De burgerlijke rechter die na de beslissing over de strafvordering een beslissing moet nemen over de burgerlijke vordering voortspruitend uit hetzelfde feit, mag geen oordeel vellen dat strijdig is met wat beslist werd bij het oordeel over de strafvordering" (Verstraeten R., *Handboek strafvordering* (3° bijgewerkte druk), Maklu, Antwerpen, 1999, randnummer 1903, waarin verwijzing naar relevante cassatierechtspraak en rechtsleer).

Bij toepassing van bovenvermelde principes is de commissie, die een administratief rechtscollege is, ook gebonden door de beslissing van de strafrechter in deze zaak.

Nu derhalve onherroepelijk is komen vast te staan dat de dader werd vrijgesproken van de tenlastelegging van slagen en verwondingen, dient het verzoek als onontvankelijk afgewezen te worden.

M3014 (2004)

Verzoeker legde op 23 december 1993 bij de Onderzoeksrechter lastens M klacht neer met burgerlijke partijstelling wegens onder meer doodsbredigingen met een wapen en opzettelijke slagen en verwondingen.

De Raadkamer en nadien de Kamer van Inbeschuldigingstelling oordeelden dat mevrouw M voor deze feiten buitenvervolging diende te worden gesteld, daar er onvoldoende bezwaren vorhanden waren. M werd door de K.I. enkel doorverwezen naar de Correctionele rechtbank wat betreft de tenlastelegging "kwaadwillig bij de overheid, namelijk bij de politie van de stad Sint-Niklaas, schriftelijk een lasterlijke aangifte ingediend te hebben, te Sint-Niklaas op 20 december 1991".

Bij vonnis van de Correctionele Rechtbank werd M evenwel vrijgesproken van laatstgenoemde tenlastelegging. Dit vonnis werd bevestigd bij definitief arrest van het Hof van Beroep .

Verzoeker stelt dat Justitie zijn klacht met betrekking tot de "doodsbedreigingen met een wapen" telkenmale weerde. Hij maakt hierbij gewag van manipulaties.

...

De commissie stelt vast dat mevrouw M bij definitief arrest van het Hof van Beroep werd ontslagen van rechtsvervolging omdat de haar ten laste gelegde feiten het Hof niet bewezen voorkwamen. Hiermee bevestigde het Hof het vonnis van de Correctionele rechtbank. Beide beslissingen werden duidelijk gemotiveerd.

De commissie dient zich te schikken naar het gezag *erga omnes* van hetgeen op strafgebied werd beslist. Gelet op voornoemd arrest van het Hof van Beroep, kan de commissie onmogelijk aannemen dat mevrouw M zich wel degelijk schuldig zou hebben gemaakt aan de feiten die haar ten laste werden gelegd. Als administratief rechtscollege is de commissie verplicht de definitieve uitspraak van de strafrechter ten volle te respecteren.

Het afwijzen van het hulpverzoek betekent echter geenszins dat de commissie blind blijft voor het leed dat verzoeker ontgangensprekelijk heeft ondergaan, wel integendeel.

l'autorité de chose jugée: a contrario

MM140 (2002)

Le ..., le nommé E poursuivait, arme au poing, deux proxénètes albanais. Il s'est arrêté, et a fait feu dans la rue, blessant mortellement Monsieur X qui se trouvait malencontreusement dans ligne de tir du nommé E.

Par arrêt du ... coulé en force de chose jugée, la Cour d'assises condamne le nommé E à 12 ans de réclusion pour avoir par défaut de prévoyance ou de précaution, mais sans intention d'attenter à la personne d'autrui, involontairement causé la mort de Monsieur X et à payer à Madame Y , qui s'était constituée partie civile les sommes de 85.996 F, de 500.000 F, et de 500.000 F, à titre de dommage moral.

...

Recevabilité de la demande

L'article 31 § 1er de la loi du 1/8/1985 dispose que "*la personne qui a subi de graves atteintes au corps ou à la santé résultant directement de faits constitutifs d'un acte intentionnel de violence commis en Belgique, peut demander une aide*".

Cet acte intentionnel de violence doit comporter :

- un élément matériel qui consiste dans l'emploi de la violence dirigée contre une personne;
- un élément moral qui consiste dans l'intention de l'agresseur de commettre cet acte de violence.

En l'espèce, l'auteur des faits a été condamné pour avoir *par défaut de prévoyance ou de précaution, mais sans intention d'attenter à la personne d'autrui, involontairement causé la mort de X.*

Cependant, l'examen des pièces du dossier répressif dont notamment la description de la façon dont les faits se sont déroulés permet de penser que les actes posés par l'auteur ont un caractère volontaire.

On peut donc dire qu'il y a eu coups et blessures volontaires dès l'instant où l'auteur a sciemment et volontairement utilisé une arme en plein rue à plusieurs reprises, prenant ainsi le risque de blesser gravement les personnes présentes sur les lieux dont le mari de la requérante, même si la conséquence potentielle de sa mort n'était pas désirée.

Compte tenu de ces éléments, la commission estime que la demande est recevable.

un cas particulier

En date du ..., à Liège, un huissier, sur requête de la Communauté française, accompagné d'un serrurier et d'un agent de police, effectue une saisie. La requérante, adoptant un comportement incontrôlable, doit être maîtrisée par l'agent de police qui lui passe les menottes. Confronté à cet état d'excitation, l'agent fera appel à une ambulance, mais la requérante se calmant, elle refusa de suivre les ambulanciers.

La requérante a déposé une déclaration de personne lésée à la police fédérale de Liège.

...

Attendu que la requérante ne fait pas état d'une atteinte grave à son intégrité physique ;

Attendu que les séquelles dont elle se plaint ne peuvent être attribuées avec certitude aux faits du ..., lesquels sont par ailleurs constitutifs d'une violence dont le caractère illégitime n'est pas démontré, la requérante ayant dû être maîtrisée après s'être rebellée contre un officier ministériel accompagné des forces de l'ordre.

JU 6 lien causal entre l'acte de violence et le dommage

- absence de preuve d'un lien causal

absence de preuve d'un lien causal

98418 (2002)

En date du 27/11/1993, à ..., sur le parking du Colruyt, la victime, au volant de son véhicule, fut agressée par un conducteur qui avait pris une place que celle-ci s'apprêtait à occuper. Le requérant fit savoir verbalement son mécontentement à l'égard de ce comportement. Après avoir été menacé de représailles par l'agresseur, ce dernier l'attaqua et le blessa. Le requérant prit note le numéro minéralogique de sa voiture. À nouveau, l'auteur des faits s'en prit au requérant qui fut protégé par un employé de la firme Colruyt.

...

Tenant compte d'autre part : de ce que le syndrome parkinsonien, découvert chez le requérant dans les mois qui ont suivi l'agression, ne résulte cependant pas de celle-ci.

98823 (2002)

Voor wat betreft de bewering dat de problemen met de borstprothesen het gevolg zouden zijn van de op verzoekster gepleegde gewelddaden en naast het ondergaan van noodzakelijke chirurgische ingrepen, mede aan de basis zouden liggen van de psychische problemen die zij sedertdien ondervindt, dient verwezen te worden naar het verslag van de Gerechtelijk-geneeskundige Dienst d.d. 22 november 2000 die, na consultatie van het medisch dossier van verzoekster, tot de gemotiveerde conclusie komt dat deze geen verband houden met de geweldpleging.

99081 (2003)

du fait que la requérante n'a pas perdu son emploi suite aux faits mais en raison de problèmes internes à l'entreprise ;

99191 (2002)

de ce qu'il ne peut être retenu, dans le chef de la requérante, la perte de travail suite aux faits, l'intéressée ayant été occupée, selon l'attestation fournie, jusqu'au 30/04/1999 ;

MM643 (2002)

Het arrest van het Hof van Beroep te Gent, dat duidelijk gemotiveerd werd, heeft geen causaal verband weerhouden tussen de heuppathologie van verzoekster en de door haar opgelopen letseling ingevolge de feiten van 25 februari 1992, reden waarom de ziekenhuisfacturen en de post familiale hulp afgewezen werden en de partijen verzocht werden nader te concluderen over de materiële schade. Wel stelt het Hof dat de uitgaven die te maken hebben met de psychische sekwellen ingevolge de feiten, in aanmerking kunnen komen.

M1360 (2003)

Tenant compte,

- que le lien de cause à effet entre l'agression et l'hospitalisation d'avril à juin 2001 et les transferts en ambulance en juin 2001 et en avril 2002 n'est nullement établi ;
- que l'expert médical fait état d'antécédents antérieurs à l'agression ;
- que les frais évoqués au sujet de ces événements dont le lien avec l'agression n'est pas établi ne peuvent entrer en ligne de compte pour une aide ;
- que seuls paraissent pouvoir être invoqués à cet égard les frais d'hospitalisation du jour de l'agression et les frais pharmaceutiques ;
- que le total de ces frais est néanmoins inférieur à la somme de 15.000 BEF ;

il n'y a, dès lors, pas lieu pour la commission d'intervenir.

M3482 (2004)

Wat de post « morele schade wegens overlijden echtgenoot» betreft, volgt de commissie de stelling van de Correctieele rechtbank dat er geen causaal verband bestaat met de feiten d.d. 22 augustus 1999.

Daar het overlijden van de echtgenoot van verzoekster niet het gevolg is van de feiten, kan de eventueel financiële impact tengevolge dit overlijden ook niet weerhouden worden door de commissie.

M3612 (2004)

[De echtgenote van verzoekster werd bij een schietpartij in een café dodelijk geraakt.]

Verder is er niet aangetoond hoe de kosten die werden gemaakt voor tandverzorging in causaal verband staan met de feiten.

JU 7 principe de territorialité

- Convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes

M1096 (2003)

Op ... te X (Nederland) heeft X de moeder van verzoeker opgehaald in een herberg vlak bij de grens teneinde met haar een ritje te maken. Nadien heeft hij haar vermoord.

...

Artikel 31, § 1 van de wet van 1 augustus 1985 stelt dat de commissie een hulp kan toekennen voor de schade die het gevolg is van een gewelddaad *in België* gepleegd.

Hierbij werpt de raadsman van verzoeker op dat, alhoewel het misdrijf in Nederland gepleegd werd, zowel de dader als het slachtoffer Belg waren. De dader pleegde de misdaad in Nederland, juist over de grens om vervolgens terug naar België te keren. Behoudens de vaststellingen bij het vinden van het slachtoffer werd het volledig onderzoek in België gevoerd. Volgens de advocaat van verzoeker blijkt na lectuur van het strafdossier, dat verschillende elementen van het misdrijf zich hebben voltrokken zowel in

Nederland als in België. Het opzet om tot een moord te komen begon in België.

Het is enkel het feitelijk om het leven brengen dat waarschijnlijk in Nederland is gebeurd. Vervolgens is de dader terug naar België gekeerd om daar te trachten Justitie te ontlopen.

De raadsman van verzoeker is de mening toegedaan dat er sprake is van een discriminatie tussen nabestaanden van slachtoffers waarvan het misdrijf in België is gepleegd en nabestaanden waarbij het misdrijf of een gedeelte van het misdrijf werd gepleegd in het buitenland, hoewel alle andere aanknopingspunten verwijzen naar België.

...

Het komt de commissie niet toe zich uit te spreken over de motieven die er de wetgever toe gebracht hebben het toepassingsgebied van de wet te bepalen tot opzettelijke gewelddaden in België gepleegd. Nu overduidelijk uit het dossier blijkt dat de feiten in Nederland gepleegd werden, dient de commissie vast te stellen dat het verzoek onontvankelijk is.

M2716 (2004)

III. Inlichtingen ingewonnen bij de FOD Buitenlandse Zaken

De mededeling in de brief d.d. 22 december 2003 neergelegd op het secretariaat op 23 december 2003 luidt als volgt: *"Indien de betrokkene, zoals blijkt uit haar paspoort, in mei 2000 het Schengengebied binnenkwam, dan had zij het recht om vanaf die datum voor een periode van 3 maanden in het Schengengebied te verblijven."*

De raadsman van verzoekster deelt in zijn schriftelijke reactie d.d. 13 februari 2004 mee dat volgens het uittreksel uit haar paspoort de visumstempel: *10 mei 2000* draagt en dat zij derhalve gerechtigd was maximum 3 maanden in België te blijven.

Verzoekster is na de feiten pas op *9 januari 2001* voor het eerst terug naar België gekomen. Dit is het bewijs dat verzoekster wel degelijk in België verbleef op het ogenblik van de feiten. Zij heeft het land wél

degelijk verlaten bij het verstrijken van de toegelaten geldige verblijfsperiode.

M3291 (2004)

Vu le courrier, exposant que les faits se sont déroulés en France et qu'il se désiste donc de la requête introduite devant la commission, compte tenu de l'article 31bis de la loi du 01/08/1985,

Convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes

La loi du 19 février 2004 portant assentiment à la Convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes, faite à Strasbourg le 24 novembre 1983 a été publiée dans le moniteur du 13 avril 2004. Ce qui a pour conséquence que la Convention a produit son plein et entier effet. L'exposé des motifs concernant l'article 3 de cette convention (qui vaut comme établissement de dispositions minimales) stipule : « Lorsque les éléments constituant une infraction sont répartis dans différents pays, l'État dans lequel la victime a son domicile permanent et où l'infraction a été partiellement commise accordera l'éventuelle indemnisation. » (Sénat, 3-218/1, p. 4)

JU 8 dérogation au principe de territorialité, prévue par la loi

- à partir de 1997

L'article 31, § 1 de la loi dispose, avant 1997, comme suit : "La personne qui a subi de graves atteintes au corps ou à la santé résultant directement de faits constitutifs d'un acte intentionnel de violence commis en Belgique, peut demander une aide aux conditions suivantes ... «

Ce paragraphe a été complété par l'article 3 de la loi du 18 février 1997 par un deuxième alinéa, qui dispose ce qui suit : « Est assimilé à un acte intentionnel de violence commis en Belgique, celui qui est

commis à l'étranger et dont est victime une des personnes visées à l'article 42, § 2, en service commandé »

Dans le cadre de la justification de l'amendement nr. 26 de Monsieur Barzin, il a été demandé :

“M. Barzin demande encore si les familles des paras belges assassinés ont droit à ce type d'aide. Le ministre n'y voit, en principe, aucun obstacle, mais fait observer qu'elles ont déjà été indemnisées par le ministre de la Défense nationale. En principe, elles peuvent toutefois bénéficier du régime prévu, pour autant qu'elles introduisent une demande en ce sens. (Rapport, n° 726/4-96/97, p. 30).

à partir de 1997

MM735 (2003)

L'article 31 §1^{er} de la loi du 1/8/1985 modifié par l'article 3 de la loi du 18/2/1997 dispose qu'« est assimilé à un acte intentionnel commis en Belgique, celui qui est commis à l'étranger et dont est victime une des personnes visées à l'article 42 § 2, en service commandé ».

L'article 40 de la loi du 1/8/1985 prévoit que les dispositions de la présente section (articles 28 à 41 de la loi du 1/8/1985) sont applicables aux dommages qui sont causés par des actes de violence commis après son entrée en vigueur, soit après le 6/8/1985 (article 58 de l'A.R. du 18/12/1986 relatif à la commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence .

Par ailleurs, l'article 13 de la loi du 18/2/1997 précise que la présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge, soit le 11/9/1997.

Or, en l'espèce, les faits remontent au 15/4/1993. Dès lors, ils ne rentrent pas dans le champ d'application de la loi.

Compte tenu de ce qui précède, la commission estime que la demande du requérant est irrecevable.

JU 9 avant le 6 août 1985

- pas de connexité
- connexité

pas de connexité

MM572 (2002)

Verzoekster getroostte zich reeds veel inspanningen om de feiten uit haar jeugd te verwerken. Zij gaat nu een nieuwe uitdaging aan op het professionele vlak: zij heeft het voornemen om in de verpleegsector aan de slag te gaan.

De leden van de commissie zijn zich bewust van de ernst van de feiten en de gevolgen die dit heeft veroorzaakt bij verzoekster. Er moet echter worden vastgesteld dat de feiten plaatsvonden in de periode januari 1975 – september 1982. Uit de inwerking-treding van de wet van 1 augustus 1985 volgt dat enkel feiten daterend van na deze datum in aanmerking komen voor een financiële tegemoetkoming van de Staat.

Ook het artikel 40, tweede lid, van voornoemde wet, dat bij wet van 8 juni 1998 werd toegevoegd, kan in dit dossier geen toepassing vinden. Dit artikel luidt als volgt: "*Deze bepalingen zijn eveneens van toepassing op schade toegebracht ten gevolge van gewelddaden die vóór de inwerkingtreding van de wet zijn gepleegd voor zover deze feiten niet verjaard zijn en er een vermoeden van samenhang is met gewelddaden gepleegd na bedoelde datum.*"

Uit de informatie die door de Procureur des Konings te Kortrijk werd verstrekt blijkt dat er lastens de dader geen andere strafrechtelijke feiten bekend zijn.

Verzoekster ondernam de nodige stappen om via de burgerlijke procedure een schadevergoeding van de dader te bekomen. Dit lijkt de enige uitweg te zijn. De uitvoering van het arrest lijkt echter moeilijk

realiseerbaar omdat er aanwijzingen zijn dat de dader zich onvermogend heeft gemaakt.

Gelet op artikel 40, eerste lid, van de wet van 1 augustus 1985 dient het verzoekschrift onontvankelijk te worden verklaard.

connexité

98773 (2002)

Exposé des faits et suites judiciaires

Le 25/2/1983, le requérant attendait son futur beau-fils à la sortie d'un supermarché à Uccle lorsqu'il a vu un homme armé et cagoulé. Pensant qu'il s'agissait d'un hold-up, il a couru vers la station-service voisine pour demander que l'on appelle la gendarmerie et s'est fait tirer dans les jambes.

Cette agression se situe dans le cadre des tueries du Brabant wallon.

Le requérant s'est constitué partie civile devant le juge d'instruction le 25/5/1999.

Actuellement, le dossier est toujours à l'instruction .

99082 (2002)

Exposé des faits et suites judiciaires

Le ... 1983, alors que la requérante travaillait à une caisse du Delhaize, plusieurs hommes masqués ont fait irruption dans la magasin, tirant sur le directeur et touchant la requérante de deux balles. L'un des truands se dirigea alors vers elle, lui tendant un sac et lui ordonnant de le remplir avec l'argent des caisses. Après avoir récolté l'argent, le malfaiteurs ont quitté les lieux. Ces faits ont été attribués aux « tueurs du Brabant ». La requérante s'est constituée partie civile en date du 03/03/1999.

L'affaire est toujours à l'instruction.

...

Tenant compte d'une part :

- du dommage moral, des circonstances particulièrement violentes et traumatisantes des faits et de leurs conséquences pour la requérante ;
- du taux d'invalidité permanente fixé à 10 % et du préjudice esthétique léger retenus par l'expert OML ;

99119 (2002)

Exposé des faits et suites judiciaires

Le 17/09/1983 au petit matin, le requérant et son collègue assurent la permanence mobile de la gendarmerie lorsqu'on leur demande de se rendre au Colruyt de Nivelles dont l'alarme s'est déclenchée. Arrivés sur place, les deux gendarmes aperçoivent deux véhicules à l'arrêt dont ils s'approchent avant de descendre de leur véhicule. A ce moment, des coups de feu retentissent. Monsieur X est touché au pouce gauche et tente de résister. Il comprend toutefois très vite que ses adversaires sont trop nombreux et qu'il ne pourra pas s'en sortir. Il décide alors de se laisser tomber, pour faire croire aux malfaiteurs qu'il est touché. Les coups de feu cessent avant que ne retentisse une déflagration isolée. Monsieur X pense qu'on vient d'achever son collègue et attend son tour. Une deuxième déflagration retentit en effet, probablement destinée au requérant. Par chance, la balle n'atteint pas son objectif. Les agresseurs prendront la fuite.

Le requérant s'est constitué partie civile en date du 18/03/1999 ;

Les faits étant imputés aux tueurs du Brabant, l'affaire est toujours à l'instruction.

...

Fondement de la demande

Tenant compte d'une part :

- de la violence de l'agression, des circonstances dramatiques et traumatisantes des faits et du dommage moral important pour le requérant ;

- du taux d'incapacité permanente de 2 % retenu par l'expert de l'Office médico-légal;
- des séquelles qui ont un impact au niveau des activités personnelles et professionnelles du requérant ;

et d'autre part :

- de ce que les faits ont été qualifiés d'accident du travail, que le requérant a continué à percevoir son salaire durant les incapacités temporaires et que les frais exposés ont été pris en charge par l'assureur;
- de ce que le préjudice d'agrément et la perte de primes pour les heures supplémentaires et les week-end ne font pas partie des postes repris à l'article 32 de la loi et conformément à la jurisprudence de la commission, ne peuvent être pris en compte.

99446 (2002)

Exposé des faits et suites judiciaires

En date du 30/09/1982, à Wavre, le requérant se rend dans l'armurerie pour y acheter des cartouches pour la chasse. Trois homme ont fait irruption dans le magasin et l'ont menacé à l'aide d'une arme de poing et d'un fusil. L'un d'eux lui porta plusieurs coups au visage et dans la nuque, des suites desquels il perd connaissance. Il fut transporté immédiatement à l'hôpital.

En date du 25/03/1987, le requérant s'est constitué partie civile devant le juge d'instruction du Tribunal de Première Instance de Nivelles.

Ces faits s'inscrivent dans le cadre de l'affaire « des tueries du Brabant wallon ».

MM737 (2002)

Uit de stukken blijkt dat X, in de nacht van 22 op 23 december 1982 te Beersel het slachtoffer werd van gewelddaden toegeschreven aan de Bende van Nijvel.

...

Aan de ontvankelijkheidsvooraarden werd voldaan. De feiten in onderhavige zaak dateren van december 1982, zodat de schade in principe niet voor vergoeding door de commissie in aanmerking komt. Overeenkomstig artikel 2 van de wet van 8 juni 1998 kan evenwel een hulp gevraagd worden voor schade *“toegebracht ten gevolge van gewelddaden die vóór de inwerkingtreding [van de wet van 1 augustus 1985] zijn gepleegd, voor zover deze feiten niet verjaard zijn en er een vermoeden van samenhang is met gewelddaden gepleegd na bedoelde datum.”* Uit het proces-verbaal burgerlijke partijstelling blijkt de samenhang met de gewelddaden die zich na de inwerkingtreding van de wet hebben voorgedaan.

CHAPITRE 2. QUANT AUX VICTIMES

A. L'article 31 de la loi du 1 août 1985 distingue deux catégories de requérants : les victimes et les proches d'une victime décédée (JU 10).

A.1) Les victimes sont les personnes qui ont subi elles-mêmes le dommage résultant de l'acte de violence. Ce sont donc des personnes physiques qui sont atteintes directement par l'acte de violence.

Ne sont pas victimes dans le sens de cet article : voy. JU 11.

A.2) Les proches d'une victime décédée sont les personnes qui, à la suite du décès de la victime, ont engagé des frais ou subi un préjudice. (JU 12)

Les proches d'une victime décédée doivent se trouver dans les conditions prévues au paragraphe 1er, 1° à 3° de l'article 31 de la loi (subsidiarité, ...).

Article 31, § 2 : “*Si la victime est décédée des suites de l'acte intentionnel de violence visé au paragraphe 1er, les personnes qui, à la suite du décès, font valoir des frais ou un préjudice visés à l'article 32, § 2, peuvent demander une aide pour autant qu'elles satisfassent aux conditions prévues par le § 1er, alinéa 1er du présent article »*”

Article 32, § 2 : “*L'aide prévue à l'article 31, § 2, inclut :*

1° les frais médicaux et d'hospitalisation;

2° les frais funéraires, à concurrence d'un montant maximal déterminé par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, et le préjudice moral occasionné par la mort de la victime;

3° les frais de constitution de partie civile et/ou les frais de procédure;

4° la perte d'aliments pour les personnes qui, au moment du décès de la victime, étaient à sa charge;

5° le dommage résultant de la perte d'une année de scolarité."

Le 1er janvier 2004, deux catégories de victimes ont été ajoutées et la définition des proches a été modifiée.

A.1) Les victimes sont les personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence ;

A.2) Les proches d'une victime décédée sont les personnes qui vivaient dans un rapport familial durable avec une personne dont le décès est la suite directe d'un acte intentionnel de violence;

A.3) Les parents d'un mineur ou les personnes qui ont à leur charge un mineur, qui suite à un acte intentionnel de violence, a besoin d'un traitement médical ou thérapeutique de longue durée (JU 13);

A.4) les parents jusqu'au deuxième degré d'une victime ou les parents qui vivaient dans un rapport familial durable avec une victime disparue depuis plus d'un an, dont il est admis que la disparition est due selon toute probabilité à un acte intentionnel de violence (JU 14).

Le 31 décembre 2004 une autre catégorie de victimes a été ajoutée :

A. 5) les personnes qui portent volontairement secours à des victimes en dehors de l'exercice d'une activité professionnelle liée au domaine de la sécurité et en dehors de toute participation à une association quelconque structurée en vue de porter assistance et secours à des tiers, et qui sont dénommés « sauveteurs occasionnels », ou, en cas de décès, à leurs ayants droit tels qu'énumérés à l'article 42, § 5 (JU 15)

B. La victime doit, au moment où l'acte de violence a été commis, être de nationalité belge ou avoir le droit d'entrer, de séjourner ou de s'établir dans le Royaume. (JU 16)

En 2004 cette condition a été assouplie pour les victimes de la traite des êtres humains :

Au moment où l'acte de violence est commis, la victime est de nationalité belge, a le droit d'entrer, de séjourner ou de s'établir dans le Royaume, ou s'est vue octroyer par la suite par l'Office des étrangers un permis de séjour à durée indéterminée dans le cadre d'une enquête relative à la traite des êtres humains⁴).

Cette condition n'est pas applicable aux sauveteurs occasionnels (art. 31, 5° juncto article 31bis, § 2)

C. *La victime doit s'être constituée partie civile à raison des faits constitutifs de l'acte intentionnel de violence ou avoir donné une citation directe ou introduit une procédure devant le tribunal civil..”(JU 17)*

⁴ Dans la réglementation actuelle, entrent en ligne de compte pour une aide les victimes qui, au moment où l'acte de violence est commis, sont belges ou ont le droit d'entrer, de séjourner ou de s'établir dans notre pays. Il est légitime de l'étendre aux personnes considérées comme victimes de la traite des êtres humains. L'octroi d'un permis de séjour aux personnes étrangères reconnues comme victimes de la traite des êtres humains est réglé par voie de circulaires ministérielles datées du 7 juillet 1994 et du 13 janvier 1997. La délivrance d'un permis de séjour de plus de trois mois (d'habitude 6 mois) relève de la compétence de l'Office des Etrangers et est soumise à deux conditions : l'existence d'une information ou d'une instruction judiciaire pour traite des êtres humains et l'accompagnement de la victime par un centre d'accueil spécialisé. A partir du moment où il y a octroi de ce permis de séjour à la victime, on peut considérer qu'il y a reconnaissance d'un « statut de victime de la traite des êtres humains ». L'Office des Etrangers peut octroyer un permis de séjour à durée indéterminée lorsque la plainte ou la déclaration de la victime a donné lieu à une citation. Le juge pénal se prononcera sur la traite des êtres humains imputé à l'exploiteur et sur l'acte de violence qui a causé le préjudice grave, visé à l'article 2. (amendement n° 1 du gouvernement, Chambre, 626/002).

Comme il a été explicité dans la justification de l'amendement n° 1 du gouvernement, l'Office des Etrangers peut octroyer un permis de séjour à durée indéterminée lorsque la déclaration ou la plainte de la victime a conduit à une citation devant le tribunal. L'élargissement des bénéficiaires d'une aide financière doit nécessairement être limité à cette catégorie de victimes de la traite des êtres humains. Pour ce type de cas, la commission peut se baser sur le résultat final de l'enquête menée par l'instance compétente. L'accroissement du nombre de requêtes et la charge de travail de la commission doivent être maintenus dans des limites raisonnables. Si tel n'est pas le cas, le traitement des dossiers risque, à nouveau, de souffrir d'un arriéré important (amendement n° 8 du gouvernement, Chambre, 626/004) .

Depuis le 1er janvier 2004 cette condition est modifiée: un classement sans suite suffit dans certains cas, d'une part et d'autre part il est devenu très clair qu'une procédure pénale est une condition sine qua non. Cet article est une fusion entre les anciens articles 31,§ 1, 3 et 34, § 2 , dernier membre.

Article 31bis, 3° est aujourd'hui libellé comme suit:

« Une décision judiciaire définitive sur l'action publique est intervenue et le requérant a tenté d'obtenir réparation de son préjudice en s'étant constitué partie civile, en ayant procédé à une citation directe ou en ayant intenté une procédure devant un tribunal civil.

Lorsque le dossier pénal est classé sans suite parce que l'auteur est demeuré inconnu, la commission peut estimer que le dépôt de plainte ou l'acquisition de la qualité de personne lésée par le requérant est suffisant (JU 18). L'aide peut également être demandée lorsqu'un délai d'un an minimum s'est écoulé depuis la date de constitution de partie civile et que l'auteur demeure inconnu. »

Cette condition n'est pas applicable aux sauveteurs occasionnels (art. 31, 5° juncto article 31bis, § 2).

Jurisprudence :

JU 10 double qualité

99482 (2002)

Op basis van alle elementen van het dossier en gelet op de toelichting verstrekt ter zitting door de raadsman van verzoekster, beslist de commissie haar een hulp toe te kennen van € 5000 voor morele schade als rechtstreeks slachtoffer van de gijzeling en van € 10.000 voor morele schade als onrechtstreeks slachtoffer wegens het verlies van haar vader.

MM068 (2003)

En tant que *victime directe*

Tenant compte d'une part :

- des circonstances et de la violence de l'agression ;
- de l'impact considérable des faits sur l'état de santé et la vie sociale, familiale, affective et professionnelle de la requérante ;
- du dommage moral important ;
- des souffrances physiques et psychiques ;
- des longues périodes d'incapacités temporaires au taux élevé ;
- de l'invalidité permanente fixée par l'expert de l'OML à 25 % ;
- du préjudice esthétique important relevé par l'expert, tenant compte du sexe et de l'âge de la victime ;
- de la répercussion des faits sur le parcours scolaire de la requérante qui n'a pas pu poursuivre l'année secondaire en cours lors des faits, n'a pas pu obtenir de diplôme et bénéficie actuellement d'allocations de chômage ;
- des frais médicaux dûment justifiés au dossier ;
- du dommage matériel (frais vestimentaires) évalué forfaitairement ;
- du suivi médical et pharmaceutique coûteux à poursuivre ;

et d'autre part :

- de ce que le préjudice ménager et le poste des efforts accrus sont pris en compte dans l'aide globale octroyée pour les périodes d'incapacités temporaires ;

En tant que *victime indirecte*

Tenant compte :

- des circonstances dramatiques de l'agression;
- du dommage moral très important pour la requérante qui a assisté au meurtre de son compagnon venu à son secours, elle-même venant d'être grièvement blessée ;

la commission, statuant ex æquo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide.

M1033 (2004)

En date du ..., à Bruxelles, le dénommé D, connaissance récente de la victime, la dénommée C, a égorgé celle-ci dans sa chambre, avant de tenter d'éliminer à l'aide d'une baïonnette, le requérant qui, blessé, réussit à s'enfuir.

...

La commission, statuant contradictoirement à l'égard du requérant et par défaut à l'égard du délégué du Ministre, en audience publique,

- déclare la demande recevable et partiellement fondée ;
- alloue au requérant
 - une aide principale en tant que victime indirecte de 7.500 € dont aucune part n'est attribuée au titre de remplacement de revenu ;
 - une aide principale en tant que victime directe de 6.750 € dont aucune part n'est attribuée au titre de remplacement de revenu.

M2295 (2004)

Par requête introduite au Secrétariat de la commission en date du 21/5/2002, la requérante expose qu'elle même a été victime d'un acte intentionnel de violence et que sa mère a été victime d'un acte

intentionnel de violence des suites duquel elle est décédée et postule l'octroi d'une aide principale dont le montant n'est pas précisé.

JU 11 ne sont pas victimes au sens de cet article

- uniquement des personnes physiques
- membres de la famille des personnes non décédées (exception: voir JU 13)
- autres actes de violence
- menaces
- menaces: refus
- témoins
- témoins: refus
- ni menace ni témoin
- un cas particulier

personnes physiques

M3523 (2004)

Bij het beoordelen van een hulp dienen de voorschriften van de artikelen 31, 31bis, 32, 33 en 33bis van de wet van 1 augustus 1985 nageleefd te worden. Uit deze bepalingen blijkt duidelijk dat alleen natuurlijke personen voor een hulp van de commissie in aanmerking komen. De hulp die verzoekster vraagt namens de huwgemeenschap kan dan ook niet in aanmerking worden genomen.

membres de la famille des personnes non décédées (exception : voy. JU 13)

98476 (2002)

Wat de hulpaanvraag van verzoekster in eigen naam betreft, stelt de commissie echter vast dat verzoekster niet zelf rechtstreeks het

slachtoffer is geworden van de fysieke gewelddaden, zodat haar hulpvraag niet voor vergoeding in aanmerking komt.

Terzake bepaalt artikel 31 van de wet van 1 augustus 1985 het volgende: "Wie een ernstig lichamelijk letsel of nadeel voor zijn gezondheid heeft ondervonden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad in België gepleegd, kan een hulp aanvragen (...)." Luidens de vaste rechtspraak van de commissie houdt deze voorwaarde in dat er geweld moet gepleegd zijn tegen de persoon van de verzoek(st)er.

In die omstandigheden dient de hulpaanvraag van verzoekster in eigen naam als onontvankelijk te worden afgewezen.

MM276 (2002)

Bij de begroting van de door hem geleden schade vordert de verzoeker *schade bij repercussie* (hij verkeerde in levensgevaar en zijn toestand was uiterst zorgwekkend voor zijn naasten), dit is 'gevolgschade voor nabestaanden wegens pijnen geleden door anderen'. Deze kosten komen niet voor in de limitatieve opsomming van artikel 32, § 1 van de wet en komen dus ook niet voor vergoeding in aanmerking. Daarenboven dient nog de aandacht gevestigd te worden op de bepalingen van artikel 31, § 1 van de wet luidens dewelke alleen hij die een ernstig lichamelijk nadeel voor zijn gezondheid heeft opgelopen als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad op zijn persoon gepleegd, een hulp van de Staat kan vragen. In onderhavig geval zijn de niet alleen de verwanten van de verzoeker zelf niet het slachtoffer geworden van een gewelddaad op hun persoon, maar hebben zij bovendien ook geen verzoekschrift ingediend.

MM502 (2002)

De echtgenoot van de verzoekster werd door twee mannen overvallen: een kogel doorboorde zijn rechterhand. De verzoekster had op het ogenblik van de feiten het kantoor, waar zij eveneens tewerkgesteld is, reeds verlaten.

...

Er dient opgemerkt te worden dat verzoekster niet zelf rechtstreeks het slachtoffer is geworden van de fysieke gewelddaden, zodat haar hulpvraag niet voor vergoeding door de commissie in aanmerking komt. Terzake bepaalt artikel 31 van de wet van 1 augustus 1985 het volgende: " *Wie een ernstig lichamelijk letsel of nadeel voor zijn gezondheid heeft ondervonden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad in België gepleegd, kan een hulp aanvragen (...).*" Luidens de vaste rechtspraak van de commissie houdt deze voorwaarde in dat er geweld moet gepleegd zijn tegen de persoon van de verzoek(st)er.

In die omstandigheden dient het verzoek als onontvankelijk te worden afgewezen.

M1454 (2004)

Selon les indications apportées au dossier, la requérante venait de quitter la friterie pour rentrer chez elle lorsque l'agression a eu lieu. Elle n'était pas présente au moment des faits et n'a pas subi personnellement la violence des agresseurs puisque seul son mari se trouvait sur les lieux.

Dans le cadre qui nous occupe, la loi du 01/08/1985 régissant l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence, prévoit comme catégories de victimes, soit les personnes ayant directement subi l'acte intentionnel de violence (victimes directes), soit les proches d'une victime décédée ou disparue suite à un acte intentionnel de violence (victimes indirectes).

La commission prend en considération le fait que la requérante est l'épouse de la victime et la gérante de la friterie où l'agression a été perpétrée, que les faits ont entraîné de nombreuses difficultés dans la poursuite de l'activité et qu'elle estime donc être une victime directe des faits. Néanmoins, force est de constater que la requérante n'a pas subi directement l'acte intentionnel de violence puisqu'elle n'était pas présente au moment des faits. Elle ne peut donc être considérée comme victime directe de l'acte intentionnel de violence subi par son époux. La demande de la requérante ne peut donc malheureusement pas être rattachée aux critères de la loi en vigueur.

Par conséquent, la commission considère que la demande est irrecevable.

M2734 (2004)

De vriend van verzoekster werd het slachtoffer van opzettelijke slagen en verwondingen, hem toegebracht door zijn broer.

In de marge van die feiten werd ook de auto van verzoekster opzettelijk beschadigd.

...

Uit de voorgelegde stukken blijkt immers dat de feiten een opzettelijke beschadiging aan het voertuig van verzoekster betreffen, zonder lichamelijk letsel.

Luidens de bepalingen van artikel 31 1° van de wet van 1 augustus 1985 kan enkel de persoon die een *ernstig lichamelijk letsel of nadeel voor zijn gezondheid* heeft opgelopen als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad, een hulp aanvragen. Volgens vaste rechtspraak van de commissie wordt onder ernstig lichamelijk letsel begrepen: een blijvende werkonbekwaamheid of toch minstens een langdurige tijdelijke werkonbekwaamheid of aanzienlijke medische kosten.

M3009 (2004)

Uit de stukken blijkt dat de heer J, de echtgenoot van verzoekster, het slachtoffer werd van een gewapende overval door de zogenaamde "Bende van Nijvel". De heer J raakte hierbij zwaargewond en diende voor deze feiten een hulpverzoek in bij de commissie (zie dossier A.R. 99453).

...

Overeenkomstig artikel 31 van de wet van 1 augustus 1985 kan een financiële hulp toegekend worden aan:

- "personen die ernstige lichamelijke of psychische schade ondervinden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad" (artikel 31, 1°). Luidens de vaste rechtspraak van de commissie houdt deze voorwaarde in dat er geweld moet

gepleegd zijn tegen de persoon van de verzoek(st)er. In het onderhavig dossier is dat niet het geval.

- "nabestaanden van of personen die in duurzaam gezinsverband samenleefden met een persoon die overleden is als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad" (artikel 31, 2°). In casu is de heer J niet overleden ingevolge de op hem gepleegde feiten.

Aangezien aldus niet voldaan is aan de voorwaarden van artikel 31 van de wet, kan het verzoekschrift niet aangenomen worden. Dit neemt uiteraard niet weg dat de commissie het volste begrip toont voor het leed dat aan verzoekster ongetwijfeld is toegebracht.

M3621 (2004)

Uit de stukken blijkt dat verzoekster op 9 september 2000 verkracht werd. Deze laatste had ongemerkt een slaaptablet in de drank van verzoekster gedaan, en maakte van haar diepe slaap gebruik om, tegen haar wil, met haar geslachtsgemeenschap te hebben. Het dochertje N, dat in 1993 geboren werd uit de relatie tussen verzoekster en de heer ..., was getuige van de feiten.

...

Wat het verzoek van mevrouw X namens haar minderjarige dochter **N** betreft, dient de commissie vast te stellen dat N noch als rechtstreeks slachtoffer noch als onrechtstreeks slachtoffer in de zin van de wet van 1 augustus 1985 kan worden beschouwd:

- zij is geen rechtstreeks slachtoffer omdat zij de gewelddaad niet zelf heeft ondergaan (artikel 31, 1° van de wet). Zij was enkel getuige van de feiten. Het feit dat de Rechtbank aan N een morele schadevergoeding heeft toegekend is niet terzake dienend.
- zij kan evenmin beschouwd worden als een onrechtstreeks slachtoffer of nabestaande, aangezien het rechtstreeks slachtoffer (haar moeder) niet *overleden* is als gevolg van de op haar gepleegde feiten (artikel 31, 2° van de wet).

Aldus dient het door verzoekster namens haar minderjarige dochter N ingediend verzoek als onontvankelijk te worden afgewezen.

M3762 (2004)

Op 8 november 1995 kreeg verzoeker, op het moment dat hij werkzaam was als nachtwaker een slag toegediend.

...

Wat de hulpaanvraag van verzoekster [noot: echtgenote van de verzoeker] betreft, stelt de commissie vast dat verzoekster niet zelf rechtstreeks het slachtoffer is geworden van de fysieke gewelddaad, zodat haar hulpvraag niet voor vergoeding in aanmerking komt.

...

Luidens de vaste rechtspraak van de commissie houdt deze voorwaarde in dat er geweld moet gepleegd zijn tegen de persoon van de verzoek(st)er.

De vraag van verzoekster is om deze reden niet ontvankelijk. Ze werd niet het slachtoffer van een op haar persoon gepleegde gewelddaad.

autres actes de violence

MM315 (2003)

Entre le ... et le ... à X, la requérante, alors âgée de 15 ans, affirme avoir été violée par le nommé M (23 ans), qui était hébergé depuis quelques jours dans la famille et logeait dans sa chambre. Suite au fait, la requérante est tombée enceinte et a accouché le 18/05/1998 d'un petit garçon, Z.

...

Si la requérante a effectivement subi directement un préjudice résultant de l'acte intentionnel de violence commis sur sa personne (relevant d'une atteinte grave au corps ou à la santé), son enfant n'a, par contre, subi aucune violence dirigée contre sa personne.

La demande de la requérante a fait l'objet d'un examen séparé (RG MM314) et la commission a pris en compte l'important dommage moral subi par la requérante, qui s'est retrouvée enceinte suite aux faits, a accouché d'un petit garçon et a assuré la prise en charge de son enfant.

Il apparaît cependant que si la requérante peut être reconnue comme victime directe, son fils Z ne peut être reconnu ni comme victime directe, ni comme victime indirecte, au sens de la loi précitée.

la commission estime dès lors que la demande de la requérante, agissant en tant que représentante légale de son fils Z, n'est pas recevable.

M1438 (2004)

Bij verzoekschrift van 13 september 2001, neergelegd op het secretariaat van de commissie op 14 september 2001 heeft de raadsman van verzoeker de toekenning gevraagd van een hulp.

De verzoeker overleed echter 19 dagen voor het indienen van het verzoekschrift.

Artikel 31 van de wet van 1 augustus 1985 voorziet : “*De commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden, hierna ‘de commissie’ genoemd, kan een financiële hulp toekennen aan* :

10 personen die ernstige lichamelijke of psychische schade ondervinden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad;

20 nabestaanden van of personen die in duurzaam gezinsverband samenleefden met een persoon die overleden is als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad;

...”

De wet voorziet dus enkel in de mogelijkheid voor het indienen van een verzoekschrift voor rechtstreekse slachtoffers, dit zijn personen die een ernstig lichamelijk nadeel voor hun gezondheid hebben opgelopen als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad op hun persoon gepleegd enerzijds en anderzijds door nabestaanden van overleden slachtoffers.

Aangezien de verzoeker op het tijdstip van het indienen van het verzoekschrift reeds overleden was, is het verzoekschrift op zijn naam ingediend, onontvankelijk. Anderzijds werd er in het verzoekschrift van 13 september 2001 ook geen gewag gemaakt van de nabestaanden van de verzoeker.

Het verzoekschrift dient wegens het overlijden van de verzoeker geschrapt te worden.

menaces

99495 (2002)

Le 12/03/1999, la requérante et ses parents se trouvent à leur domicile lorsque des individus armés et cagoulés pénètrent dans la maison et menacent tout le monde avec leurs armes. Le père de la requérante se bat avec les malfrats tandis que le reste de la famille est plaqué au sol avec des couvertures sur la tête. La requérante est directement menacée par les individus qui lui demandent de les accompagner afin de trouver l'argent qui se trouve dans la maison

Pour pouvoir assurer leur fuite, les agresseurs vont vouloir emmener la requérante mais, finalement, ils enfermeront tout le monde à la cave et saccageront la maison avant de s'enfuir.

MM717 (2002)

Uit de stukken blijkt dat verzoekster op 7 februari 2000 in haar frituur overvallen werd door twee onbekende mannen. Verzoekster werd bedreigd met een vuurwapen en een mes. De daders gingen er met de inhoud van de kassa (ca. 30.000 frank) vandoor. Verzoekster werd tevens beroofd van de inhoud van haar handtas, haar GSM en juwelen.

MM292 (2003)

A ..., le 07/10/1998, la requérante a été l'objet d'un hold-up perpétré dans le magasin où elle travaillait en qualité de caissière. La requérante a été braquée au moyen d'un arme à feu, insultée et menacée parce que prise de panique, elle ne parvenait pas à ouvrir sa caisse.

MM411 (2003)

En date du ... 1996, à X , deux inconnus s'étant introduits par le toit dans le bureau de poste, ont menacé une employée qui se trouvait dans le local et lui ont intimé l'ordre d'ouvrir le coffre. La requérante arrivant, à ce moment, pour prendre son service aperçoit un des

agresseurs, elle réussit à prendre la fuite pour aller chercher du secours.

...

Dans son rapport du 30 janvier 2001, l'expert médico-légal conclut :

- qu'il n'y a pas eu de vraie agression ; celle-ci a été évitée par le comportement de fuite de la requérante ;
- que la menace téléphonique et par lettre, qui ont suivi, ont déclenché le syndrome de stress post-traumatique qui est encore présent actuellement ;
- que ce syndrome est l'accumulation de plusieurs événements ;
- que, comme ces éléments ont été matériellement bien gérés spontanément par la requérante, il est étonnant qu'elle ait un réflexe de victime au lieu d'avoir un réflexe de « vainqueur » ;
- qu'il est certain qu'un état antérieur psychologique est patent et qu'il est responsable de la mauvaise gestion inconsciente des événements ;
- la prise de poids n'est pas directement ni exclusivement consécutive à l'événement du 18 juillet 1996 ;
- que l'échelle des taux peut se décrire comme suit :

*ITP du 18 juillet 1996 au 30 juillet 1996 : 50% ;

*ITP du 01 août 1996 au 31 décembre 1996 : 30% ;

*ITP du 01 janvier 1997 au 31 décembre 1997 : 25% ;

*ITP du 01 janvier 1998 au 31 décembre 1998 : 20% ;

Consolidation du cas, le 01 janvier 1999 avec une IPP de 7%

Le médecin expert du Service de santé administratif, dans son rapport du 10/06/1999, fixe le taux d'IPP à 25 % le 01/01/1999, pour syndrome de stress post-traumatique. La requérante est déclarée inapte à exercer ses fonctions et doit être réaffectée.

...

Tenant compte d'une part,

- de l'invalidité permanente fixée à 7% par l'expert médical ;
- de l'angoisse latente chez la requérante ;

- des menaces reçues après les faits ;
- que la requérante expose, sans être contredite sur ce point qu'elle a été menacée par les auteurs avec une arme à feu, menaces assimilées à des violences,

Tenant compte d'autre part,

- de ce qu'il n'y a pas de diminution ou de perte de revenu vu que la requête porte uniquement sur les primes ;

la commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide principale de 7.000 € dont aucune part n'est attribuée au titre de remplacement de revenu.

MM555 (2003)

En date du ..., l'ex-époux de la requérante (duquel elle vivait séparée) se présente chez elle, sous l'emprise de la boisson et de médicaments et muni d'une hache. Il va forcer la porte, menacer la requérante et son fils âgé de 5 ans, blesser grièvement la requérante et menacer de tuer son fils qu'il avait pris dans les bras. Il sera maîtrisé par le fils aîné de la requérante ainsi que des voisins arrivés sur les lieux.

...

Selon l'attestation de l'IMP:

- l'enfant a été suivi en traitement thérapeutique (thérapie du développement psycho-moteur) suite à une problématique de structuration de la personnalité ;
- ce traitement a fait partie d'un projet global de l'institution ;
- aucun suivi particulier n'a été mis en place suite aux faits, si ce n'est une écoute plus attentive dans la thérapie déjà instaurée.

...

Tenant compte:

- du dommage moral qu'a subi le fils de la requérante et qu'il conserve suite aux faits;
- des frais médicaux dûment justifiés qui ont été à charge de la requérante;

la commission estime qu'il y a lieu d'accorder à la requérante agissant au nom de son fils une aide principale.

MM679 (2003)

Verzoeker werd in de periode tussen ... 1997 en ... 1998 herhaaldelijk slachtoffer van afpersing, oplichting met geweld en bedreigingen.

...

Verzoeker werd fysiek niet aangevallen en heeft bijgevolg geen lichamelijke schade opgelopen.

...

De commissie is van oordeel op basis van de stukken van het dossier en van de aanvullende mondelinge toelichting ter zitting door de raadsman van verzoeker de gevraagde hulp te moeten toe kennen.

M1346 (2003)

Het vonnis van 20 december 2000 vermeldt dat het slachtoffer bedreigd werd met een jachtgeweer en voor haar leven vreesde. Verzoekster verklaart dat zij om het trauma te verwerken medische hulp zocht en de dienst slachtofferhulp contacteerde. Uit het medisch attest van Dokter Van Erom blijkt dat verzoekster inderdaad angststoornissen vertoonde. Zij diende zelfs ontslag in maar werkt opnieuw in een andere apotheek, telkens in het bijzijn van een collega.

M1522 (2003)

En date du 14/12/1999, la poste de ... où travaille le requérant fait l'objet d'un hold-up. Le requérant et ses collègues se réfugient dans une pièce voisine tandis que les voleurs se précipitent vers le coffre-fort et emportent l'argent.

...

Il résulte du rapport du Service de santé administratif de Liège (Ministère des affaires sociales), daté du ... 2001 :

- que le requérant présentait un état antérieur (accident du travail du 01/07/1986, consolidé à 3 % et accident du travail du 18/02/1997 consolidé à 10 %) ;
- que les faits ont entraîné un choc émotif sur cet état antérieur ;
- qu'il n'y a pas de séquelle indemnisable (IPP 0 %) ;
- que les absences imputables à l'accident du 14/12/1999 se détaillent comme suit : incapacité totale ITT du 15/12/1999 au 03/03/2000.

Selon les rapports des 31/05/2000, 11/09/2000 et 27/09/2000 du Dr D, expert neuropsychiatre consulté par le requérant :

- le requérant a été victime de hold-up multiples qui l'ont fragilisé ;
- il a souffert d'une incapacité tout à fait significative (incapacité de 3 mois) ;
- les consultations chez le Dr B se sont accélérées ;
- le cas est toujours évolutif ;
- la thérapeutique a dû être augmentée (suivi à visée psychothérapeutique essentiellement supportive et traitement psychotrope) ;
- le requérant reste manifestement anxieux et crispé ;
- il y a une évolution péjorative ;
- en rapport avec les faits du 14/12/1999, le blessé a été :
 - en ITT 100 % du 14/12/1999 au 03/03/2000 ;
 - en IPT 10 % du 04/03/2000 au 31/04/2000 ;
 - en IPT 7 % du 01/05/2000 au 30/06/2000 ;
 - IPT 5 % du 01/07/2000 au 31/08/2000 ;
 - Consolidation le 01/09/2000 avec IPP de 3 % (invalidité physiologique avec pénibilité professionnelle).

...

Tenant compte d'une part :

- des circonstances des faits ;

- du dommage moral, des souffrances physiques et psychiques résultant des faits;
- des séquelles que le requérant conserve, confirmées par le rapport du Dr D ;
- de l'incapacité permanente consolidée au taux de 3 %;
- des frais de constitution de partie civile dûment justifiés ;

et d'autre part :

- du fait que les frais d'avocat (qui ne peuvent être assimilés à des frais de procédure) et le préjudice ménager ne font pas partie des postes du dommage fixés limitativement à l'article 32 de la loi du 01/08/1985 et conformément à la jurisprudence de la commission, ne peuvent être pris en considération ;
- du fait que l'agression a été reconnue comme accident du travail, que la requérant a continué à percevoir son salaire dans l'entièreté lors des incapacités et qu'il n'invoque aucun frais médical resté à sa charge suite aux faits ;
- du fait que la perte de revenus invoquée par le requérant fait référence à l'absence de primes et allocations diverses correspondant à des prestations que le requérant n'a cependant pas effectué et conformément à la jurisprudence de la commission, ne sont pas pris en considération ;
- du fait que la commission est chargée d'apporter une aide aux victimes et ne peut couvrir l'indemnisation du dommage. Seules certaines catégories de dommage peuvent faire l'objet d'une demande d'aide, conformément à la loi du 01/08/1985, modifiée par les lois des 17 et 18/02/1997.

la commission, statuant ex æquo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide de 2230,00 €, dont aucun montant n'est retenu à titre de perte de revenu.

M3284 (2004)

Artikel 31, 1° stelt dat de commissie een hulp kan toekennen aan "*personen die ernstige lichamelijke of psychische schade ondervinden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad*". De commissie is er van overtuigd dat het getuige zijn van een meervoudige moord en de angst om zelf het slachtoffer te

worden van de acties van de dader een opzettelijke gewelddaad uitmaken die een ernstig nadeel voor de gezondheid meebrengen. Bijgevolg kan een hulp worden toegekend.

menaces: refus

99656 (2002)

En date du ..., à la suite d'un différend avec la famille du nommé F, le requérant, son épouse et leurs enfants sont menacés de représailles et de mort par quatre jeunes armés dont les nommés F et R. En date du ..., les mêmes menaces sont réitérées par le nommé J. Les mêmes faits de menace se reproduisent à de nombreuses reprises jusqu'à la condamnation des auteurs intervenue le ...

...

L'article 31 § 1er de la loi du 1er août 1985 stipule que "la personne qui a subi de graves atteintes au corps ou à la santé résultant directement de faits constitutifs d'un acte intentionnel de violence commis en Belgique peut demander une aide".

Cet acte doit nécessairement comporter :

- un élément matériel qui consiste dans l'emploi de la violence dirigée contre une personne;
- un élément moral qui consiste dans l'intention de l'agresseur de commettre cet acte de violence, ce qui exclut les infractions par imprudence ou par négligence.

En l'espèce, par jugement du 14/5/1998, le tribunal correctionnel condamne les auteurs "*pour avoir menacé par gestes ou emblèmes ,d'un attentat contre les personnes ou les propriétés punissable d'une peine criminelle ; de la peine de mort ou des travaux forcés , ...*".

Cette décision judiciaire est passée en force de chose jugée et vaut "erga omnes".

La commission estime, sur base de la lecture de ce jugement et du dossier répressif, que les faits invoqués par le requérant ne constituent

pas un acte intentionnel de violence au sens de la loi du 1/8/1985 et dès lors, que la requête est recevable mais non fondée.

MM1516 (2003)

Uit de stukken blijkt dat verzoekster op ... 1999 te X een dreigbrief in de bus kreeg, waarin stond dat ze ergens geld moet gaan deponeren, maar de politie heeft de dader kunnen vatten. De dader is inmiddels terug vrij en woont niet ver van verzoekster.

...

Uit de aan de commissie voorgelegde stukken in onderhavig dossier blijkt dat verzoekster het slachtoffer werd van louter schriftelijke bedreigingen ten gevolge waarvan zij onder psychische druk kwam te staan. Zonder deze feiten te willen minimaliseren, dient echter gesteld te worden dat de verzoekster in onderhavig dossier nalaat te bewijzen dat voldaan zou zijn aan één der basisvooraarden voor de toekenning van een hulp, met name het lijden van een *ernstig* lichamelijk letsel of nadeel voor de gezondheid als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad.

Om die reden is de commissie van oordeel dat het verzoek als onontvankelijk dient te worden afgewezen.

M2341 (2004)

Le requérant travaille comme employé au supermarché. Le ... peu avant la fermeture, vers 19h50, trois individus armés et cagoulés font irruption dans le magasin. Sous la menace de leurs armes, ils se font remettre le contenu des caisses et du coffre. Le requérant s'est vu forcé de remettre le contenu du coffre.

...

En l'espèce, la commission estime que, sans nier l'existence d'un impact des faits sur la santé morale du requérant, il n'apparaît pas à suffisance des éléments du dossier et notamment des pièces médicales déposées par le requérant, que celui-ci ait subi un préjudice physique ou psychique important au sens de la loi précitée.

Dès lors, la commission estime que la demande du requérant est non fondée.

M3414 (2004)

Entre 1978 et 1985, le requérant a vécu en concubinage avec la dénommée V. Ils ont eu plusieurs enfants dont S. Dans le cadre de la séparation, les enfants sont confiés à la garde de la mère. En date du 16 avril 2002, S prend la décision de venir vivre chez son père, le requérant.

Depuis lors, le requérant se plaint de menaces – de mort et d'enlèvement – de la part de ses deux fils et de son frère à l'égard de S.

En date du 15 mai 2002, le requérant a déposé plainte auprès de la police.

...

Tenant compte :

- que l'article 31 de la loi du 01 août 1985 (modifiée par les lois des 26 mars et 22 avril 2003) régissant l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence précise que : « la commission peut octroyer une aide financière aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence »;
- que l'article 36 de la loi du 01 août 1985 (modifiée par les lois des 26 mars et 22 avril 2003) régissant l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence précise les conditions en ce qui concerne l'aide d'urgence pouvant être octroyée par la commission;
- qu'aucun document dans le dossier ne permet de déterminer le caractère violent des faits. Dans les différents PV d'audition, il est fait état de menaces; les éléments communiqués ne permettent donc pas à la commission de considérer qu'un acte de violence ait été exercé contre la fille du requérant par un tiers;
- que l'existence d'un préjudice physique ou psychique important résultant de l'acte intentionnel de violence à l'égard de la fille du requérant n'est pas clairement établie;
- que les frais matériels invoqués concernent des achats de vêtements, des déplacements divers sans éléments permettant de lier ces dépenses aux conséquences des faits.

la commission déclare la requête recevable, mais non fondée.

témoins

MM067 (2002)

Dans la nuit du ..., les requérants ont été réveillés par des coups de feu émanant de la maison voisine à la leur. De leur fenêtre, ils ont été les témoins impuissants de la mise à mort de Madame R. Terrorisés, les requérants se sont réfugiés dans leur grenier qu'ils n'ont quitté qu'après plusieurs heures.

Par arrêt du ..., la Cour d'Assises condamne les nommés A, A, P et C respectivement à la réclusion à perpétuité, à 20 ans de réclusion, 20 ans de réclusion et 30 ans de réclusion du chef de plusieurs préventions dont celles d'homicides volontaires sur les personnes de C, K et R. Aucune prévention relative aux requérants n'est invoquée.

Par arrêt du ...la Cour, statuant sur les intérêts civils, condamne les auteurs solidairement à verser à chacun des requérants, qui s'étaient constitués parties civiles, la somme de 100.000 F aux motifs que « si l'agression, d'une violence exceptionnelle, était difficilement supportable pour des personnes d'âge et de formation plus mûres et devait laisser des traces psychologiques, il est incontestable qu'elle a causé aux époux X un grave traumatisme dont la cour a pu se rendre compte au cours des débats ».

...

Recevabilité de la demande

Etant donné les circonstances particulièrement dramatiques des faits auxquels les requérants ont assisté et la répercussion considérable de ces faits tant sur leur état de santé psychique et physique que sur un plan social et matériel ;

Tenant compte de larrêt sur les intérêts civils prononcé par la Cour d'Assises, retenant la relation causale entre les faits réprimés et le dommage des parties civiles, soulignant le *grave traumatisme, dont la cour a pu se rendre compte au cours des débats*, causé aux requérants par l'agression;

Eu égard à cette décision de la Cour d'Assises qui condamne les auteurs du triple meurtre, admet la constitution de partie civile des requérants et ce faisant, déclare qu'il existe un lien entre le triple meurtre des voisins directs du couple et le grave traumatisme dont les requérants montrent encore aujourd'hui les symptômes (*compte tenu de la gravité des faits et des conséquences qu'ils ont entraînées sur leur équilibre psychique, des dépens exposés, des mesures qu'ils ont prises pour recouvrer un certain sentiment de sécurité...)* ;

La commission considère au vu des éléments précités que la requête remplit les conditions de recevabilité prévues par la loi du 01/08/1985 régissant l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence.

témoins: refus

MM464 (2002)

En l'occurrence, si Madame X a bien subi des séquelles consolidables des suites de l'agression dont elle a été victime, il n'apparaît pas des pièces du dossier que sa fille J, mineure au moment des faits, puisse être considérée comme victime directe au sens de la loi. En effet, si l'enfant a assisté aux faits, elle n'a heureusement pas subi de graves atteintes au corps ou à la santé, n'a pas été blessée et aucun rapport médico-psychologique n'établit de séquelles graves dans son chef. Le seul document joint au dossier fait état de la crainte vis à vis de l'agresseur que vivent la requérante et ses enfants depuis les faits. Selon les pièces du dossier, ce dernier est décédé en date du 14/03/2000.

Par ailleurs, si Madame X s'est constituée partie civile en son nom personnel, elle ne s'est pas constituée partie civile au nom de son enfant, en tant que représentante légale de sa fille mineure J.

M3621 (2004)

Het dochtertje N, dat in 1993 geboren werd uit de relatie tussen verzoekster en de heer, was getuige van de feiten.

...

Wat het verzoek van mevrouw X namens haar minderjarige dochter N betreft, dient de commissie vast te stellen dat N noch als rechtstreeks

slachtoffer noch als onrechtstreeks slachtoffer in de zin van de wet van 1 augustus 1985 kan worden beschouwd:

- zij is geen rechtstreeks slachtoffer omdat zij de gewelddaad niet zelf heeft ondergaan (artikel 31, 1° van de wet). Zij was enkel getuige van de feiten. Het feit dat de Rechtbank aan N een morele schadevergoeding heeft toegekend is niet terzake dienend.
- ...

Aldus dient het door verzoekster namens haar minderjarige dochter N ingediend verzoek als onontvankelijk te worden afgewezen.

M3478 (2004)

En date du 11 avril 2003 vers 10h00 du matin, la requérante se trouve dans le sas d'entrée d'une agence bancaire afin de réaliser des opérations de self-banking. Elle entend un bruit sourd dans la banque, sort et va se réfugier dans une pharmacie voisine.

Ce bruit avait été causé par trois individus qui pénétraient dans l'agence bancaire en fracturant la vitre latérale.

...

Tenant compte d'une part :

que par victime directe, la loi désigne les personnes physiques qui ont subi elles-mêmes le dommage résultant de l'acte de violence.

- il ressort du PV d'audition du 15 avril 2003 que la requérante n'a pas été directement confrontée aux agresseurs ;
- elle n'est citée dans les différents procès verbaux d'audition qu'au titre de témoin et qu'elle n'est pas mentionnée parmi les préjudiciables.

ni menace ni témoin

98710 (2002)

Le requérant était affecté à un service de livraison avec fourgon dont il était conducteur. Il était accompagné de deux convoyeurs. Au bureau de poste, un convoyeur descend pour effectuer la livraison et tarde à revenir. Le requérant attend dehors un certain temps et puis

considérant que le temps de sécurité convenu est dépassé, il démarre avec l'autre convoyeur.

Dans un courrier du 14/10/1998, le Procureur du Roi confirme le dépôt de plainte par le requérant le 4/9/1998 et que le dossier a été classé sans suite.

...

Fondement de la demande

L'article 31§ 1^{er}, 1 de la loi du 1/8/1985 prévoit que « la personne qui a subi de graves atteintes au corps ou à la santé résultant directement d'un acte intentionnel de violence commis en Belgique, peut demander une aide ».

La notion d'acte intentionnel de violence suppose un élément matériel et moral.

L'acte matériel consiste dans l'emploi de la violence contre une personne physique et l'élément moral consiste en l'intention particulière dans le chef de l'agresseur, donc dans la volonté de celui-ci de commettre un acte de violence.

En l'espèce, il ressort de la manière dont les faits se sont déroulés que le requérant n'a pas été le témoin oculaire de la scène de braquage et n'a pas fait l'objet de menaces de la part des auteurs du hold-up.

Compte tenu de cet élément, la commission estime que le requérant n'a pas été directement victime d'un acte intentionnel de violence au sens de la loi du 1/8/1985 et que sa demande est non fondée.

99581 (2002)

Uit de stukken blijkt dat de verzoeker op 25 november 1996 het slachtoffer werd van een inbraak. Het PV vermeldt als kwalificatie van de inbreuk: zware diefstal (zonder geweld of bedreiging) zonder contact tussen verdachte en slachtoffer): de verzoeker verklaarde: “*Heden werd ik plots wakker door een krak. Iets later hoorde ik terug lawaai, dat ik hoorde in de omgeving van mijn voordeur. Hierop stond ik op en ging naar beneden. ... Hierop heb ik dan naar buiten gekeken, maar heb niets of niemand gezien; ...*”

...

Uit de voorgelegde stukken blijkt dat de feiten een inbraak betreffen, zonder lichamelijk letsel. Verzoeker werd zelf niet aangevallen noch bedreigd. Hij heeft de schade enkel vastgesteld nadat de feiten waren gepleegd. Dit belet uiteraard niet dat verzoeker hierdoor getraumatiseerd werd en psychologische problemen kent, doch de voorwaarden om een hulp van de commissie te verkrijgen zijn in wezen niet vervuld. Artikel 31 § 1 van de wet van 1 augustus 1985 bepaalt immers: "*Wie een ernstig lichamelijk letsel of nadeel voor zijn gezondheid heeft ondervonden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad in België gepleegd, kan een hulp aanvragen (...).*"

Luidens de vaste rechtspraak van de commissie houdt deze voorwaarde in dat er geweld moet gepleegd zijn tegen de persoon van de verzoeker.

Aangezien aldus aan de voorwaarde van artikel 31 § 1 niet is voldaan, kan het verzoekschrift niet aangenomen worden.

MM294 (2002)

Dans la nuit du ..., le mari de la requérante, Monsieur J, se trouvait comme convoyeur de fond dans un fourgon de la firme X et devait se rendre à l'agence du ... Vers 23H45, le fourgon arrive à hauteur de l'agence mais le conducteur ne peut stationner sur le trottoir comme il le fait d'habitude en raison de la présence d'un autre véhicule inoccupé. Le mari de la requérante sort alors du fourgon avec un "box" contenant les documents et fonds destinés à la banque. Lorsqu'il ouvre la porte de la banque, deux individus cagoulés se jettent sur lui, le poussent violemment à l'intérieur du sas d'entrée et le projettent au sol. Avant de pénétrer à leur tour à l'intérieur du sas, un des individus pointe une arme en direction du conducteur du fourgon qui est resté aux commandes du véhicule. Ce dernier lance un message radio signalant l'attaque et quitte les lieux. Pendant ce temps, Monsieur J est plaqué au sol et menacé par une arme de poing placée sur la tête et est contraint d'ouvrir le "box" qu'il transporte. Les agresseurs essaient également de lui faire ouvrir d'autres coffres mais sans succès et s'enfuient en le laissant enfermé dans le sas de l'agence. Il parvient à ouvrir le sas et se réfugie dans le fourgon avec lequel son collègue était revenu sur place.

...

Recevabilité de la demande

L'article 31 de la loi du 1^{er} août 1985 distingue deux catégories de requérants : les victimes et les proches d'une victime décédée.

Les victimes sont les personnes qui ont subi elles-mêmes le dommage résultant de l'acte de violence, ce sont donc des personnes physiques qui sont atteintes directement par l'acte de violence.

Les proches d'une victime décédée sont les personnes qui, à la suite du décès de la victime, ont engagé des frais ou subi un préjudice.

En l'espèce, il y a lieu de constater que la requérante ne rentre dans aucune des deux catégories de la loi et par conséquent, la commission estime que sa demande est irrecevable.

un cas particulier

MM089 (2002)

Uit de stukken blijkt dat de verzoeker het slachtoffer werd van een gewapende overval op het postkantoor, waar hij werkte.

“Omstreeks 15u40 hoorde ik opeens een hels lawaai zoals een schot, tot drie maal toe. Ik stond aan loket twee en keek wat er gaande was. Eerst dacht ik dat de computer ontplofte. Opeens zag ik twee mannen staan in de deuropening achteraan. Ze droegen een overall en hadden machinegeweren bij zich. Ik deed vlug de sasdeur open van de publiekzaal en riep “een overval” want er stonden nog klanten in de publiekzaal. Ik liep weg in de richting van een winkel, schreeuwde om hulp en een GSM. Ik keerde mij vliegensvlug om en ging terug gaan lopen in de straat en legde mij neer naast een auto. Het was de auto van de daders. Een dader opende de deur van de auto en richtte zijn machinepistool op mij. Hij schoot mij en ik ben rechtgekropen ...”

[C'était le troisième hold-up dont le requérant était victime.]

JU 12 victimes indirectes

- le principe
- pas de droit transmissible

- décès non causé par une agression
- victime décédée au cours de la procédure
- un cas particulier: une victime a été retrouvée, l'autre pas (avant 2004)
- les sauveteurs occasionnels

le principe

MM057 (2004)

De raadsman van de overleden verzoeker stelt dat schuldvorderingen m.b.t. de uitoefening van enig recht behoren tot de vermogensrechtelijke sfeer en deel uitmaken van de nalatenschap, ook wanneer de schuldvordering ingesteld voor het overlijden, slechts geconcretiseerd wordt na het overlijden. Krachtens artikel 915 e.v. Ger. W vindt dan ook een gedinghervatting plaats.

De raadsman wijst erop dat de moeder en de zuster van de verzoeker het geding verderzetten. Zij waren zelf ook slachtoffer van de gewelddaad en dienden verzoekschriften in met rolnummers MM056 en MM058.

De parlementaire bescheiden wijzen uit dat de formule van indeplaatsstelling van de Staat ingegeven was door een streven naar billijkheid, een aanvullend karakter had en in feite een solidariteitsgebaar was maar geenszins in hoofde van de aanvragers een "recht" inhield (Parlementaire Handelingen Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting van 23 juli 1985, blz. 3480). De Minister van zijn kant heeft verklaard dat het niet de bedoeling was een recht in het leven te roepen doch dat de door het ontwerp voorziene tussenkomst, mutatis mutandis, kan worden vergeleken met de wet op de rechtshulp en dus eerder afgestemd is op de idee van een waarborgfonds met het doel het lijden van de slachtoffers te verlichten waarbij niettemin rekening wordt gehouden met de beschikbare financiële middelen (verslag in naam van de Senaatscommissie van Justitie door de Heer VAN ROMPAEY - Documenten Senaat 1964-65, blz. 873).

Dit artikel werd ten gronde niet gewijzigd door de recente wetswijzigingen.

Uit wat voorafgaat kan worden afgeleid dat de wet geen burgerlijk recht tot schadeloosstelling heeft toegekend en dat de erfgenaamen van de verzoeker geen titularis zijn van een overdraagbaar recht zodat de vraag van verzoekers een hulp te bekomen als gedinghervattende partijen niet kan ingewilligd worden.

M2732 (2004)

C, een vriend van verzoeker, ging de vluchtende daders achterna en werd beschoten. Hij werd dodelijk getroffen in het hoofd en overleed drie dagen later in het ziekenhuis.

...

Betreffende het hulpverzoek van verzoeker als onrechtstreeks slachtoffer, wenst de commissie de aandacht te vestigen op artikel 31, 2°, van de wet van 1 augustus 1985, zoals gewijzigd door de wet van 26 maart 2003. Luidens deze bepaling kan de commissie een financiële hulp toekennen aan ‘nabestaanden van of personen die in duurzaam gezinsverband samenleefden met een persoon die overleden is als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad’.

In de onderhavige zaak dient te worden vastgesteld dat verzoeker niet voldoet aan de hierboven geciteerde voorwaarde, zodat zijn hulpverzoek als ongegrond dient te worden afgewezen.

M3015 (2004)

Wat het hulpverzoek van verzoekster namens M betreft, dient te worden vastgesteld dat dit verzoek niet voldoet aan de in artikel 31, 2°, van de wet van 1 augustus 1985 bepaalde voorwaarde. Luidens deze bepaling kan een financiële hulp worden toegekend aan “nabestaanden van of personen die in duurzaam gezinsverband samenleefden met een persoon die overleden is als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad”.

In casu kan M, geboren uit het eerste huwelijk van verzoekster, niet worden beschouwd als een nabestaande van het overleden slachtoffer.

Evenmin is voldaan aan de voorwaarde van "samenleving in een duurzaam gezinsverband" met het overleden slachtoffer, nu uit het dossier blijkt dat M werd opgevoed door de grootmoeder langs moederszijde in Frankrijk. Enkel tijdens de schoolvakanties kwam hij bij zijn moeder en S logeren.

pas de droit transmissible

MM390 (2003)

La loi du 01/08/1985 régissant l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence exige notamment que le requérant se soit constitué partie civile à raison des faits constitutifs de l'acte intentionnel de violence ou ait donné une citation directe ou introduit une procédure devant le tribunal civil (article 31, §1er, alinéa 3).

Force est de constater que la requérante ne s'est pas constituée partie civile au nom de sa fille L, suite à l'agression subie par son beau-frère. C'est son époux, M, frère de la victime, qui s'était constitué partie civile en son nom personnel lors de la procédure judiciaire engagée à l'encontre des auteurs des faits. Par arrêt du 28/03/1991, la Cour d'Assises du ... avait condamné solidairement les auteurs à payer à M la somme de 6.197,34€.

L'époux de la requérante, père de L, décède le 18/02/1998. La requérante introduit une requête au nom de sa fille mineure L en tant qu'héritière de son défunt mari. Or, l'article 31 de la loi du 01/08/1985 ne confère pas un droit civil à l'indemnisation, la commission intervenant à titre d'aide (principe de solidarité). Les héritiers de Monsieur M ne sont pas titulaires d'un droit transmissible qui leur permettraient de demander une aide, au nom de ce dernier.

Dès lors, la commission ne peut rattacher la demande de la requérante, agissant en tant que représentante légale de sa fille mineure, aux critères de la loi précitée et déclare la demande irrecevable.

MM396 (2003)

La loi du 01/08/1985 régissant l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence exige notamment que le requérant se soit constitué partie civile à raison des faits constitutifs de l'acte intentionnel

de violence ou ait donné une citation directe ou introduit une procédure devant le tribunal civil (article 31, §1er, alinéa 3).

Force est de constater que la requérante ne s'est pas constituée partie civile suite à l'agression subie par son beau-frère. C'est son époux, M, frère de la victime, qui s'était constitué partie civile lors de la procédure judiciaire engagée à l'encontre des auteurs des faits. Par arrêt du 28/03/1991, la Cour d'Assises du ... avait condamné solidairement les auteurs à payer à l'époux de la requérante la somme de 250.000F (6.197,34€).

L'époux de la requérante décède le 18/02/1998. La requérante introduit une requête en son nom personnel en tant qu'héritière de son défunt mari. Or, l'article 31 de la loi du 01/08/1985 ne confère pas un droit civil à l'indemnisation, la commission intervenant à titre d'aide (principe de solidarité). Les héritiers de Monsieur M ne sont pas titulaires d'un droit transmissible qui leur permettraient de demander une aide, au nom de ce dernier.

Dès lors, la commission ne peut rattacher la demande de la requérante aux critères de la loi précitée et déclare la demande irrecevable.

décès non causé par une agression

MM056 (2004)

[Le fils de la requérante s'est suicidé 9 ans après les faits.]

Krachtens artikel 31, 2° van de wet kan de commissie een financiële hulp toekennen aan nabestaanden van of personen die in duurzaam gezinsverband samenleefden met een persoon die overleden is als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad.

In het kader van het strafonderzoek werd door de onderzoeksrechter een deskundige aangesteld. De deskundige, Dr. H. van de Voorde, kwam op 19 augustus 1997 (6 jaar na de feiten – 3 jaar voor het overlijden) tot volgende conclusie:

“... Begin december 1991 was er een vals alarm, een soort gefingeerde overval voor de lol. Het werd hem allemaal te veel, en rond Kerstmis heeft hij een depressie gekregen. ... Tenslotte heeft hij om opname gevraagd in de psychiatrische kliniek. Op 26 augustus 134

1992 was hij weer thuis. Nadien heeft hij ... ingenomen om zelfmoord te plegen, hij zag het niet meer zitten. Hij heeft dan het antigifcentrum gebeld en heeft zich laten opnemen in het ziekenhuis. Vandaar werd hij gedurende 3 maanden gehospitaliseerd in het psychiatrisch ziekenhuis.

Op het ogenblik van de overval was hij reeds sinds 1966-67 niet meer beroepshalve werkzaam, hij hielp zijn moeder nog wel in de winkel, doch was als bediende bij het Ministerie van Financiën in disponibiliteit gesteld om gezondheidsredenen: kon niet meer juist rekenen, had concentratiestoornissen en stress. Thans acht hij zich voor 90% hersteld en zelfs alerter dan voor de overval.

...

L lijkt de posttraumatische crisis volledig overwonnen te hebben.

...

Bespreking.

L had reeds voor de overval een kwetsbare persoonlijkheid en de overval zelf heeft hem psychisch ontredderd: het waren niet alleen de opgelopen kwetsuren, maar ook de enorme bedreiging die uitging van drie gemaskerde en gewapende kerels en het feit, dat ze geen geld hadden gevonden en dus zouden kunnen terugkomen, die jaren lang zijn geest hebben verstoord.

...

Besluit

4.1 Ten gevolge van de fysieke letsels en van het psychisch trauma dat hij door de gewapende overval heeft opgelopen, is L gedurende 1 jaar volledig werkonbekwaam is geweest. Vervolgens was hij 1 jaar 25% werkonbekwaam en 2 jaar 10% tijdelijk werkonbekwaam.

4.2 Er is geen bestendige werkonbekwaamheid, geen ongeneeslijk lijkende ziekte ontstaan, noch een verlies van het volle gebruik van een orgaan, noch zware vermindering.”

De door de verzoekster overgemaakte stukken en bijkomende uitleg laten niet toe om met voldoende zekerheid te stellen dat het overlijden

van haar zoon op 29 oktober 2000 het rechtstreeks gevolg is van de in 1991 gepleegde overval.

M1438 (2004)

Bij verzoekschrift van 13 september 2001, neergelegd op het secretariaat van de commissie op 14 september 2001 heeft de raadsman van verzoeker de toekenning gevraagd van een hulp.

De verzoeker overleed echter 19 dagen voor het indienen van het verzoekschrift.

...

III.B. wat het verzoekschrift van de nabestaanden van wijlen de heer J betreft

Op 5 april deelde meester Depla mee dat zijn cliënt overleden was en vroeg hij contact op te nemen met de heer W, erfgenaam van wijlen de heer J.

De heer W reageerde niet op de brieven vanwege het secretariaat van de commissie (o.m. een aangetekend schrijven op 3 juli 2002).

Op 10 juli 2002 (9 maanden na het indienen van het verzoekschrift) manifesteerde Meester Verdu zich als raadsman van mevrouw M en mevrouw M, onder voorrecht aanvaardende erfgenamen.

als erfopvolgers

De verzoekers verklaren op te treden als gedinghervattende partij namens de heer J

Waar vastgesteld wordt dat laatstgenoemde geen geldig geding voor deze commissie had ingesteld, kunnen de verzoekers geen gedinghernemende partij zijn.

De parlementaire bescheiden wijzen uit dat de formule van indeplaatsstelling van de Staat ingegeven was door een streven naar billijkheid, een aanvullend karakter had en in feite een solidariteitsgebaar was maar geenszins in hoofde van de aanvragers een "recht" inhield (Parl. Hand., Kamer, zitting van 23 juli 1985, blz. 3480).

De Minister van zijn kant heeft verklaard dat het niet de bedoeling was een recht in het leven te roepen doch dat de door het ontwerp voorziene tussenkomst, mutatis mutandis, kan worden vergeleken met de wet op de rechtshulp en dus eerder afgestemd is op de idee van een waarborgfonds met het doel het lijden van de slachtoffers te verlichten waarbij niettemin rekening wordt gehouden met de beschikbare financiële middelen (verslag in naam van de Senaatscommissie van Justitie door de Heer VAN ROMPAEY - Documenten Senaat 1984-85, blz. 873).

Uit wat voorafgaat kan worden afgeleid dat de wet geen burgerlijk recht tot schadeloosstelling heeft toegekend en dat de erfgenamen van de verzoeker geen titularis zijn van een overdraagbaar recht zodat de vraag van verzoekers tot het bekomen van een hulp niet kan ingewilligd worden.

als nabestaanden in de zin van de wet van 1 augustus 1985

Het secretariaat wees de verzoekers schriftelijk op de voorwaarden waaraan nabestaanden dienen te voldoen.

De verzoekers laten echter na het bewijs te leveren dat het overlijden in 2002 het gevolg is van de in 1993 gepleegde feiten. Bijkomend dient ook opgemerkt te worden dat de verzoekers zich geen burgerlijke partij gesteld hebben.

M3482 (2004)

Wat de post « morele schade wegens overlijden echtgenoot» betreft, volgt de commissie de stelling van de Correctionele rechtkbank dat er geen causaal verband bestaat met de feiten d.d. 22 augustus 1999.

Daar het overlijden van de echtgenoot van verzoekster niet het gevolg is van de feiten, kan de eventueel financiële impact tengevolge dit overlijden ook niet weerhouden worden door de commissie.

victime décédée au cours de la procédure

704 (2002)

Quant à la procédure

Il y a lieu de biffer la requête du rôle général suite à l'acte de décès de Monsieur X, communiqué par les services de la commune de La Bruyère à la commission.

776 (2002)

Quant à la procédure

Il y a lieu de biffer la requête du rôle général suite à l'acte de décès de Monsieur X, communiqué par les services de la commune d'Anderlecht à la commission.

785 (2002)

Quant à la procédure

Il y a lieu de biffer la requête du rôle général suite à l'acte de décès de Monsieur X, communiqué par les services de la commune de Meix-devant-Virton à la commission.

un cas particulier: une victime a été retrouvée, l'autre pas (avant 2004)

M1074 (2002)

I. Feiten

Op ... verdween A, de dochter van verzoeker, samen met haar broertje B in de loop van de avond toen ze bij vriendjes gingen spelen. Terzake werd bij de politie aangifte gedaan en werd een uitgebreid onderzoek gestart teneinde de kinderen terug te vinden.

Op ... werd het lichaam van A aangetroffen, doch van B werd tot op heden geen spoor gevonden.

Verzoeker stelde zich burgerlijke partij. Het gerechtelijk onderzoek is nog steeds lopende teneinde de dader(s) van de feiten te identificeren.

Verzoeker vraagt de toekenning van een hulp voor morele schade alsmede een tussenkomst voor de begrafenis Kosten.

II. Vervolging

Tot op heden werd van de dader(s) geen enkel spoor gevonden.

III. Gevolgen

Het verlies van zijn kinderen heeft bij verzoeker zware morele schade teweeggebracht. Hij heeft het lijk van zijn dochter nooit mogen zien. Daarbij komt dat de moord tot op heden niet is opgelost, hetgeen de verwerking bemoeilijkt. Zijn zoon B is tot op heden niet teruggevonden.

...

Het verzoekschrift aan de commissie is regelmatig naar de vorm en het werd tijdig neergelegd.

Artikel 32 § 2 van de wet van 1 augustus 1985, zoals vervangen door artikel 4 van de wet van 18 februari 1997, geeft een limitatieve opsomming van de kosten die voor dekking door de eventueel toe te kennen hulp in aanmerking komen.

Dat verzoeker een uitzonderlijk zwaar moreel nadeel geleden heeft en nog steeds lijdt door het gelijktijdig verdwijnen van zijn twee kinderen staat vast; het feit dat thans, meer dan acht jaar na de feiten, één van de twee kinderen nog steeds niet werd teruggevonden en dat het gevoerde gerechtelijk onderzoek nog steeds niet heeft toegelaten de dader(s) van de feiten te identificeren, is ongetwijfeld zeer zwaar om dragen. De commissie is van oordeel in billijkheid een bedrag voor morele schade zoals hierna bepaald te moeten toekennen.

[Il est à noter, dans ce dossier, que la commission s'appuie sur ce que consacrera l'article 31, 4° de la loi: aux parents jusqu'au deuxième degré d'une victime ou aux parents qui vivaient dans un rapport familial durable avec une victime disparue depuis plus d'un an, dont il est admis que la disparition est due selon toute probabilité à un acte intentionnel de violence.]

sauveteurs occasionnels

L'article 31,5° limite les ayants droits d'un sauveteur occasionnel aux personnes énumérées à l'article 42, § 5:

§ 5. Sont considérés comme les ayants droit de la victime :

- 1° le conjoint, si la victime était mariée et non séparée de corps;
- 2° la personne qui cohabitait avec la victime au sens des articles 1475 à 1479 du Code civil;
- 3° si la victime était célibataire, veuve, divorcée ou séparée de corps, les personnes énumérées ci-après par ordre prioritaire des catégories :
 - a) 1re catégorie : les enfants de la victime et leurs descendants, qui étaient à charge de celle-ci;
 - b) 2e catégorie : ses père et mère;
 - c) 3e catégorie : ses frères et soeurs;
 - d) 4e catégorie : toute personne physique qui justifie avoir assuré l'éducation et l'entretien de la victime pendant cinq ans au moins avant sa majorité.

S'il n'existe qu'un seul ayant droit, celui-ci bénéficie de la totalité de l'indemnité.

Lorsqu'existent plusieurs ayants droit de la même catégorie, l'indemnité est attribuée par parts égales à chacun d'eux.

Les ayants droit visés à l'alinéa 1^{er}, 3°, b) à d), sont tenus d'apporter la preuve qu'ils bénéficiaient directement des rémunérations de la victime. Sont présumés remplir cette condition, ceux qui habitaient avec la victime ou chez qui la victime avait son foyer.

JU 13 parents de

- situation avant 2004
- situation à partir du 1er janvier 2004

avant 2004

650 (2002)

Mademoiselle X a été victime de viols et de sévices graves de la part de ses parents.

...

Attendu que les époux Z ne peuvent invoquer la qualité de victime directe au sens de l'article 31, § 1^{er}, de la loi, celles-ci étant décrites comme « *personnes qui ont subi de graves atteintes au corps ou à la santé résultant directement de faits constitutifs d'un acte intentionnel de violence* »; que même en ayant pris la louable initiative de recueillir leur petite-fille, elle-même victime directe, ils ne rentrent pas dans cette catégorie;

Attendu que les victimes indirectes ne peuvent invoquer le bénéfice de la loi qu'en cas de décès de la victime directe (*cfr.* article 31, § 2, de la loi), ce qui n'est heureusement pas le cas en l'espèce;

Que la requête introduite par les époux Z est dès lors irrecevable;

881 (2002)

Le mari de la requérante et père des enfants, a abusé sexuellement de ceux-ci à diverses reprises.

...

Quant à la requérante agissant en son nom personnel

L'article 31 de la loi du 1^{er} août 1985 distingue deux catégories de requérants : les victimes et les proches d'une victime décédée.

Les victimes sont les personnes qui ont subi elles-mêmes le dommage résultant de l'acte de violence, ce sont donc des personnes physiques qui sont atteintes directement par l'acte de violence.

Les proches d'une victime décédée sont les personnes qui, à la suite du décès de la victime, ont engagé des frais ou subi un préjudice.

En l'espèce, il y a lieu de constater que la requérante ne rentre dans aucune des deux catégories de la loi et par conséquent, la commission estime que sa demande est irrecevable.

98256 (2002)

Tenant compte,

- que les victimes « directes » sont celles qui ont subi directement l'acte intentionnel de violence, commis sur leur propre personne

(art.31 §1er), les victimes « indirectes » étant les proches d'une victime décédée suite à un acte intentionnel de violence (art.31 §2).

- que force est de constater qu'en l'espèce, ce sont les enfants de la requérante qui ont été victimes d'un acte intentionnel de violence (infractions à caractère sexuel).
- que dès lors, la requérante ne peut être considérée ni comme une victime directe au sens de la loi, n'ayant pas subi elle-même l'acte intentionnel de violence, ni comme une victime indirecte, n'étant pas proche d'une victime décédée suite à un tel acte.

la commission statuant ex aequo et bono, déclare la demande irrecevable.

M3382 (2004)

[La fille majeure de la requérante a été violée.]

Er dient opgemerkt te worden dat verzoekster niet zelf rechtstreeks het slachtoffer is geworden van de fysieke gewelddaden, zodat zijn hulpvraag niet voor vergoeding door de commissie in aanmerking komt. Terzake bepaalt artikel 31, 1° van de wet van 1 augustus 1985 dat de commissie een hulp kan toekennen aan “*personen die ernstige lichamelijke of psychische schade ondervinden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad*”. Luidens de vaste rechtspraak van de commissie houdt deze voorwaarde in dat er geweld moet gepleegd zijn tegen de persoon van de verzoek(st)er.

M3498 (2004)

En date du 31 mai 1991, à Charleroi, le fils des requérants, le dénommé F, a été blessé à l'occasion d'un jeu collectif. Le dénommé L s'était amusé à viser ses différents compagnons de soirée. À un certain moment, il pointa F et le coup est parti accidentellement, le blessant à l'oeil gauche.

...

Tenant compte,

de ce que par victime directe, la loi désigne les personnes physiques qui ont subi elles-mêmes le dommage résultant de l'acte de violence.

Ce n'est pas le cas car la demande est basée sur l'accident qu'a subi F,

la commission déclare la requête irrecevable.

[Remarque: Le dossier de la victime-même M3499 a été rejeté eu égard au caractère non intentionnel de l'acte de violence.]

à partir du 1er janvier 2004

M2768 (2004)

Wat het verzoek van mevrouw L in eigen naam betreft, dient de aandacht gevestigd op artikel 31, 3°, van de wet van 1 augustus 1985. Luidens deze bepaling kan de commissie een financiële hulp toekennen aan *"ouders of personen die voorzien in het onderhoud van een minderjarig slachtoffer dat als gevolg van een opzettelijke gewelddaad een langdurige medische of therapeutische behandeling behoeft."*

Na kennisname van de verklaring d.d. 24 maart 2004 vanwege E. (Vrij Centrum voor Leerlingenbegeleiding Zuid-Limburg) en van het attest d.d. 25 maart 2004, opgesteld door Dr. J. (Vertrouwenscentrum kindermishandeling te Hasselt), is de commissie van oordeel dat niet voldaan is aan de in artikel 31, 3° van de wet bepaalde voorwaarde. Bijgevolg dient het verzoek in eigen naam als ongegrond te worden afgewezen.

M3026 (2004)

Tenant compte d'une part,

- qu'en tant que représentants légaux de T les requérants ont perçu une aide principale de 30.000 € (décision du 24 février 2004) dont la somme de 25.000 € bloquée sur un compte ou un livret d'épargne ouvert au nom de l'enfant et frappée d'indisponibilité jusqu'à sa majorité ou émancipation, sauf autorisation à donner par le magistrat compétent ;
- que l'article 31, 3° stipule que la commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence peut octroyer une aide financière aux père et mère d'un mineur ou aux personnes qui ont à leur charge un mineur, qui suite à un

acte intentionnel de violence, a besoin d'un traitement médical ou thérapeutique de longue durée ;

- qu'il résulte des pièces déposées au dossier que T a été hospitalisé à plusieurs reprises :
 - du 9 octobre 2002 au 2 novembre 2002,
 - du 4 novembre 2002 au 26 novembre 2002,
 - du 27 janvier 2003 au 30 avril 2003,
 - du 30 avril 2003 au 31 mai 2003,
 - du 1 juin 2003 au 27 juin 2003,
- qu'il résulte des attestations médicales que T ne présente pas seulement des séquelles psychiques graves, mais également des séquelles physiques importantes ;
- que le montant total des frais médicaux supportés par les parents s'élève à 4.485,48 € sous réserve des frais médicaux futurs eu égard à la situation actuelle de T ;
- que T est suivi, depuis septembre 2003, dans le cadre d'un centre psychothérapeutique et pédagogique; ce centre reçoit des garçons et filles de 12 à 18 ans présentant des difficultés psychologiques d'ordre névrotique et prépsychotique ; cet établissement est agréé par le Fonds de soins Médico-Socio-Pédagogiques pour handicapés et destinés aux mineurs d'âge ; ces centres fonctionnent, en outre, sur base d'une convention conclue avec l'Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité ; ce suivi entrant, dès lors, dans la catégorie des traitements, médical ou thérapeutique de longue durée, permettant « aux père et mère d'un mineur ou aux personnes qui ont à leur charge un mineur, qui suite à un acte intentionnel de violence, a besoin d'un traitement médical ou thérapeutique de longue durée » (article 31, alinéa 3 de la loi du 1er août 1985, d'obtenir une aide financière,
- qu'il résulte des pièces du dossier ainsi que du témoignage des parents à l'audience que ces derniers n'ont pas seulement encouru des frais médicaux importants, mais qu'ils s'investissent énormément dans la guidance de T, ce qui constitue pour eux une source de tension permanente, tant sur le plan familial, que scolaire et avec l'encadrement médical de T,

la commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide principale de 8.000 €.

M3264 (2004)

Overeenkomstig artikel 31, 3° van de wet van 1 augustus 1985 kan de commissie een hulp toekennen aan ouders of personen die voorzien in het onderhoud van een minderjarig slachtoffer dat als gevolg van een opzettelijke gewelddaad een langdurige medische of therapeutische behandeling behoeft. Uit het dossier blijkt nergens dat M of M een dergelijke behandeling behoeven.

M3386 (2004)

Overeenkomstig artikel 31, 3° van de wet van 1 augustus 1985 kan de commissie een hulp toekennen aan ouders of personen die voorzien in het onderhoud van een minderjarig slachtoffer dat als gevolg van een opzettelijke gewelddaad een langdurige medische of therapeutische behandeling behoeft. Uit het dossier blijkt nergens dat de dochters van verzoekster een dergelijke behandeling behoeven.

Het door verzoekster ingediende verzoekschrift is dan ook onontvankelijk.

M3419 (2004)

De commissie wenst de aandacht te vestigen op artikel 31, 3°, van de wet van 1 augustus 1985. Luidens deze bepaling kan de commissie een financiële hulp toekennen aan *“ouders of personen die voorzien in het onderhoud van een minderjarig slachtoffer dat als gevolg van een opzettelijke gewelddaad een langdurige medische of therapeutische behandeling behoeft.”*

Bij nazicht van het dossier is de commissie van oordeel dat er door verzoekers onvoldoende bewijzen worden voorgelegd waaruit blijkt dat voldaan is aan de in artikel 31, 3°, van voormelde wet bepaalde voorwaarde. Bijgevolg dient het verzoek als ongegrond te worden afgewezen.

JU 14 les proches d'une victime disparue

98319 (2004)

De commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden kreeg van de wetgever de opdracht om de nabestaanden van slachtoffers een financiële tegemoetkoming toe te kennen.

Aan de basis van dit principe ligt zoals blijkt uit de Memorie van toelichting bij de wet van 1 augustus 1985 (Gedr. St., Senaat, 1984-85, nr. 873/1, blz. 17) de collectieve solidariteit met (de familie van) het slachtoffer ingeval de dader niet wordt gevonden of insolvabel blijkt.

Pas door de wetswijziging van 26 maart 2003 (inwerking getreden sinds 1 januari 2004) kan in bepaalde omstandigheden een tegemoetkoming worden toegekend aan de naaste familieleden of naasten van een vermist persoon.

Pas nu kan derhalve het ingediende verzoekschrift ontvankelijk worden verklaard.

Zeker in het dossier van ... is het vrij moeilijk om de schade van de naaste familieleden te begroten.

Het dient gezegd dat een financiële tegemoetkoming toch nooit – hoe groot die ook zou mogen zijn – het verlies van ... kan doen vergeten.

Bovendien staat vast dat het een onrustwekkende verdwijning betreft en kon tot op heden de dader niet geïdentificeerd worden en vond er derhalve ook geen strafproces plaats.

Dit laatste heeft vooral tot gevolg dat de naaste familieleden een belangrijks stap in hun verwerkingsproces missen.

De commissie beschikt ook niet over een vonnis of arrest waarin de schade wordt begroot.

Na kennisname van het dossier dat aan de commissie werd voorgelegd enerzijds en vooral na de betrokken familieleden te hebben gehoord in hun zeer serene uiteenzetting anderzijds, meent de commissie een vergoeding te kunnen toekennen op basis van volgende elementen:

- de grote onzekerheid die de familie kent sinds die bewuste ... waarbij de actualiteit en de persbelangstelling ertoe bijdragen dat zij nog steeds meer vragen dan antwoorden hebben over wat er met ... zou zijn gebeurd;
- de vele inspanningen die de familie zich heeft getroost om onmiddellijk na de verdwijning van ..., alle mogelijke diensten in te schakelen, en om zelf initiatieven te nemen zoals het uithangen van grote affiches met de foto van ... in alle steden, en dit in een periode waar instanties als Child Focus nog niet waren opgericht.

Bij het nader bepalen van de toe te kennen financiële hulp wordt eveneens rekening gehouden met het feit dat de maatschappij veel meer dan voorheen zwaar tilt aan dossiers als die van ..., zodat ook de commissie op basis van het principe van solidariteit van de maatschappij ten aanzien van de slachtoffers en hun naasten, hiermee rekening houdt bij het bepalen van het toe te kennen bedrag.

JU 15 sauveteurs occasionnels

Outre la section II de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres, il existe une Section III : Octroi d'une indemnité spéciale en cas de dommage physique subi par des membres des services de police et de secours

Evolution de l'article 42

1. loi du 1er août 1985

Octroi d'une indemnité spéciale en cas d'acte intentionnel de violence contre des membres des services de police et de secours et contre des particuliers secourant une victime d'acte intentionnel de violence

2. loi du 18 février 1997

Octroi d'une indemnité spéciale en cas de dommage physique subi par des membres des services de police et de secours et par des particuliers, secouristes volontaires

2.a modification⁽⁵⁾

« ou lorsque le dommage résulte du sauvetage de personnes dont la vie était en danger ».

2.b. justification

Cette extension est considérée comme une sorte de compensation de la disposition légale qui prévoit que tout citoyen doit venir en aide à ses concitoyens. Par ailleurs, il n'est pas toujours évident de déterminer si un incendie a été provoqué ou non par un acte de malveillance. La répercussion budgétaire de cette disposition sera minime.

3. Loi du 24 août 2001 relative à l'indemnisation des victimes d'actes de courage

Octroi d'une indemnité spéciale en cas de dommage physique subi par des membres des services de police et de secours et par des particuliers, secouristes volontaires ou occasionnels

3.b. modification

Art. 2. B. L'article 42, § 2, est complété par un 9°, libellé comme suit : « 9° aux sauveteurs occasionnels, c'est-à-dire à quiconque, en dehors de l'exercice d'une activité professionnelle liée au domaine de la sécurité et en dehors de toute participation à une association quelconque structurée en vue de porter assistance et secours à des tiers, accomplit un acte de sauvetage de personnes dont la vie était en danger. »

3.b. justification

Le législateur s'est préoccupé depuis près de 15 ans d'accorder une aide de l'État aux victimes d'actes intentionnels de violence et, le cas échéant, à leurs ayants droit. Pour tous ceux-ci, la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres a prévu un système très complet d'indemnisations.

⁵ Amendements n° 20 au 22 du Gouvernement (Chambre, 726/3)

Rien n'est par contre prévu s'il s'agit de l'accomplissement d'un acte de courage par un sauveteur bénévole, acte qui aurait entraîné des dommages graves au sauveteur bénévole, ou même son décès.

Cette situation est anormale, en morale comme en droit.

En morale, car on ne peut admettre qu'un geste désintéressé posé pour sauver autrui ne soit pas reconnu et pris en compte par l'État si d'aventure ce geste de courage entraîne des conséquences graves pour celui qui l'a posé.

En droit, parce que notre Code pénal lui-même prescrit les nécessités de l'assistance à personne en danger. Quand un citoyen, au mépris de sa vie, apporte cette assistance, il respecte profondément la loi.

L'objet de cette proposition est donc d'apporter l'aide de l'État au sauveteur bénévole et le cas échéant à ses ayants droit, lorsque l'acte de courage qu'il a accompli a entraîné des dommages pour lui-même ou est cause de son décès. (6)

Il est préférable d'utiliser l'expression « sauveteur occasionnel » plutôt que les termes « sauveteur bénévole ». En effet, la proposition de loi ne vise pas ceux qui, sans être rémunérés et sans être à proprement parler des professionnels du secours, s'intègrent de manière habituelle dans des structures destinées à l'assistance et au secours; tel est, par exemple, le cas des volontaires bénévoles de la Croix-Rouge ou de la protection civile. Les sauveteurs bénévoles mais non occasionnels sont actuellement visés par l'article 42 de la loi du 1er août 1985, mais tel n'est pas le but du présent texte qui ne vise que l'acte de courage accompli fortuitement par quelqu'un qui n'y était nullement préparé⁽⁷⁾.

⁶ Toelichting bij het wetsvoorstel betreffende de schadeloosstelling van de slachtoffers van daden van moed (Senaat 326/1).

⁷ Amendement nr. 1 van de heer Monfils (Senaat, 326/2)

| | | | |
|------------------------------------|-----------------------|------------------------|--------------------------|
| 1/1/2004 jusqu'au 30/12/2004 | Les professionnels | Les non-professionnels | |
| | | sauveteur bénévole | sauveteur occasionnel |
| victimes | 42, § 2, 1° tot 8° | 42, § 4 | 42, § 2, 9° |
| faits | 42, § 1 | 42, § 1 en 4 | 42, § 2, 9° |
| compensation | 42, § 1 | 42, § 1 | 42, § 4bis |

4. loi du 27 décembre 2004

Les sauveteurs non-professionnels (sauveteurs occasionnels) peuvent dorénavant introduire une demande devant la commission.

JU 16 séjour légal en Belgique

M1539 (2004)

La requérante arrive en Belgique le 17/01/2001, dépose une demande d'asile et est accueillie au centre du « Petit Château » à Bruxelles. En date du ..., 3 individus de nationalité mongole entrent dans sa chambre, la menacent d'un couteau et l'obligent à la suivre dans un immeuble en exigeant qu'elle travaille pour eux, sous menace de mort. La requérante refuse et sera violée à tour de rôle par la trentaine de personnes présentes.

...

Tenant compte d'une part,

- des circonstances particulièrement dramatiques des faits et de l'extrême violence de l'agression subie par la requérante;
- du fait que la requérante, qui venait d'arriver en Belgique et était accueillie dans un centre de la Croix-Rouge, a subi, durant de nombreuses heures, des abus sexuels répétés de la part de

compatriotes qui l'ont enlevée, séquestrée, voulaient l'obliger à travailler et la menaçaient de mort;

- des répercussions indéniables des faits sur l'état de santé de la requérante ;
- du préjudice physique et psychique très important dans son chef ;
- du dommage moral considérable pour la requérante ;
- des frais de thérapie, nécessaires pour accompagner la requérante suite aux faits et qui seront à charge de la requérante pour une longue période tenant compte de la gravité des faits subis ;
- de la précarité de la situation matérielle actuelle de la requérante ;
- du courage, de la volonté et des efforts déployés par la requérante pour dépasser le traumatisme, se former et s'engager professionnellement et de la nécessité de l'encourager pour la poursuite de ses objectifs ;

et d'autre part :

- du fait que les frais médicaux exposés ont été à charge du centre d'accueil de la Croix-Rouge qui hébergeait la requérante ;
- du fait que la commission est chargée d'apporter une aide aux victimes, ce qui ne correspond pas à l'indemnisation intégrale du dommage mais répond à l'idée de solidarité collective en faveur des victimes d'actes intentionnels de violence,

la commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide principale.

M3618 (2004)

En l'espèce, la requérante a introduit une demande de régularisation auprès de sa commune en date du 17/1/2000 et celle-ci a donné lieu à un avis favorable de la commission de Régularisation en date du 2/3/2001 alors que les faits datent du 7/1/2000.

Par conséquent, la requérante n'était pas en séjour légal sur le territoire belge au moment où elle a été victime de son agression.

Compte tenu de ce qui précède, la commission estime qu'il y a lieu de déclarer que la demande de la requérante, est irrecevable.

JU 17 constitution de partie civile

- une constitution de partie civile suffit, la recevabilité de la partie civile n'est pas requise
- absence de constitution de partie civile
- décès de l'auteur des faits
- force majeure
- après une décision pénale, une procédure civile suffit

une constitution de partie civile suffit, la recevabilité de la partie civile n'est pas requise

97069 (2002)

Recevabilité de la demande

Selon l'article 31, §1, 3° de la loi du 01/08/1985, « la victime doit s'être constituée partie civile à raison des faits constitutifs de l'acte intentionnel de violence ou avoir donné une citation directe ou introduit une procédure devant le Tribunal civil ».

En date du 03/08/1998, la requérante se constitue partie civile auprès du Juge d'instruction du Tribunal de Nivelles. Dans son réquisitoire, le Procureur du Roi déclare que la partie civile n'apporte aucun élément nouveau justifiant la réouverture de l'instruction close par l'ordonnance de non-lieu du 12/06/1996 et en date du 05/08/1998, la chambre du conseil du Tribunal de première instance de Nivelles déclare la constitution de partie civile de X irrecevable.

Compte tenu de l'arrêt du Conseil d'Etat du 29/03/1999, la condition prévue à l'article 31, §1, 3° de la loi du 01/08/1985 n'exclut pas les cas où la constitution de partie civile est finalement déclarée irrecevable (ici, en l'occurrence, parce qu'aucun nouvel élément ne justifie la réouverture de l'instruction). La loi exige que la requérante se soit constituée partie civile en vue de la réparation du dommage résultant de l'acte intentionnel de violence, ce qui a été effectivement rencontré.

La commission estime dès lors que les conditions de recevabilité sont remplies.

[Cette jurisprudence se fonde sur l'arrêt n° 79.555 du 29 mars 1999 du Conseil d'Etat.]

absence de constitution de partie civile

650 (2002)

Attendu que la victime directe, M^{lle} X, ne remplit pas la condition de recevabilité reprise à l'article 31, § 1^{er}, 3° de la loi, ne s'étant pas constituée partie civile ou n'ayant ni donné citation directe ni introduit une procédure civile; qu'il apparaît en effet au long de la procédure répressive, que les époux Z ont agi exclusivement en leur nom personnel, même s'ils se sont moralement engagés à rétrocéder les montants obtenus à leur petite-fille (*cfr.* en particulier le jugement du tribunal correctionnel de Liège), étant donné qu'ils n'avaient d'ailleurs pas de pouvoir de représentation de leur petite-fille, à défaut de désignation comme tuteur *ad hoc*;

Attendu que la requête introduite par la victime directe, M^{lle} X, est également irrecevable au stade actuel de la procédure.

665 (2002)

Par ailleurs, l'article 34 § 1^{er}, 3 de la loi du 1/8/1985 avant les modifications précitées prévoyait « que la victime doit s'être constituée partie civile à raison des faits constitutifs de l'acte intentionnel de violence ».

Dans le cas présent, le requérant ne s'est pas constitué partie civile bien qu'il ait été avisé par le greffe du tribunal de la date d'audience et que son conseil de l'époque s'y soit rendu.

Compte tenu de ce qui précède, la commission estime que le requérant ne remplit pas les conditions légales et que sa demande doit être déclarée irrecevable.

782 (2002)

L'article 31 §1^{er}, 3 de la loi du 1/8/1985 prévoit que « la victime doit s'être constituée partie civile ou avoir donné une citation directe ou introduit une procédure devant le tribunal civil ».

En l'espèce, le requérant n'apporte pas la preuve qu'il satisfasse à cette condition.

Dès lors, la commission estime que sa demande est irrecevable.

98284 (2002)

De raadsman van verzoekster stelt dat zijn cliënte al het mogelijke gedaan heeft om zich burgerlijke partij te stellen. De commissie merkt op dat verzoekster beschikte over de mogelijkheid om zich in de loop van het gerechtelijk onderzoek –dat een jaar aansleepte–burgerlijke partij te stellen. Het feit dat de daders nooit teruggevonden zijn, is voor de commissie onvoldoende opdat er sprake zou zijn van overmacht, waardoor de verzoekster niet voldoet aan de vereiste wettelijke voorwaarden, zodat de commissie niet anders kan oordelen dan dat het ingediende verzoekschrift onontvankelijk is

99032 (2002)

Tenant compte,

- de ce que l'article 31§1^{er}, 3 prévoit que « la victime doit s'être constituée partie civile à raison des faits constitutifs de l'acte intentionnel de violence ou avoir donné une citation directe ou introduit une procédure devant le tribunal civil ». De ce que dans l'état actuel du dossier, il n'apparaît pas que la requérante a satisfait à ces conditions.

99251 (2003)

De commissie stelt vast dat zich in deze zaak een ontvankelijkheidsprobleem stelt. Zoals reeds werd opgemerkt in de memorie van antwoord van de vertegenwoordiger van de Minister van Justitie heeft de verzoekster zich geen burgerlijke partij gesteld uit hoofde van de bestanddelen van het strafbare feit van de opzettelijke gewelddaad. Aldus is niet voldaan aan de voorwaarde vervat in artikel 31, § 3, punt 3 van voormelde wet.

De verzoekster roept ter verantwoording aan dat ze zich geen burgerlijke partij heeft gesteld door haar psycho-sociale ontreddering ten gevolge van de feiten, verder meent zij dat iedere burgerlijke partijstelling zonder enig gevolg zou geweest zijn wegens het gebrek aan financiële middelen van de heer D en dat zij zich in een situatie bevindt die vergelijkbaar is met de situatie waarbij de dader van gewelddaden onbekend gebleven is. Tot slot vraagt zij de commissie humanitaire consideransen in aanmerking te nemen.

Het loutere feit dat de dader, volgens verzoekster, onvermogend is, ontslaat de verzoekster niet van de in artikel 31 van de wet opgenomen verplichtingen. Evenmin is een gebrek aan kennis een voldoende reden om aan deze verplichtingen niet te moeten voldoen. Wat de door de verzoekster aangehaalde filosofie van de wet en humanitaire consideransen betreft, wijst de commissie ter illustratie van de wil van de wetgever bijkomend naar de toekomstige wetswijziging van de wet van 1 augustus 1985 (⁸). Ook het nieuwe artikel 31bis, 3° vereist een rechterlijke beslissing en burgerlijke partijstelling. Alleen bij een seponering wegens onbekende dader kan voorbijgegaan worden aan deze voorwaarde. De commissie meent dan ook dat de aangehaalde redenen onvoldoende zijn om een afwijking toe te staan van de vereiste van burgerlijke partijstelling.

Daarnaast wijst de commissie op het feit dat, zelfs indien aangenomen zou worden dat het verzoek ontvankelijk zou zijn (*quod non*), door de verzoekster onvoldoende aangetoond wordt dat zij het slachtoffer was

⁸ Wet van 26 maart 2003 houdende de voorwaarden waaronder de commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden een hulp kan toekennen, B.S., 22 mei 2003. Deze wet zal inwerking treden op 1 januari 2003. Artikel 3 van de wet van 26 maart 2003 luidt als volgt:

In dezelfde wet wordt een artikel 31bis ingevoegd, luidende:

« Art. 31bis. De financiële hulp als bedoeld in artikel 31 wordt toegekend onder de volgende voorwaarden: ...

3° Er is een definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering genomen en de verzoeker heeft schadevergoeding nagestreefd door middel van een burgerlijke partijstelling, een rechtstreekse dagvaarding of een vordering voor een burgerlijke rechtkant.

Indien het strafdossier geseponeerd is wegens het onbekend blijven van de dader, kan de commissie oordelen dat het voldoende is dat de verzoeker klacht heeft ingediend of de hoedanigheid van benadeelde persoon heeft aangenomen. ...”

van opzettelijke gewelddaden enerzijds: de vorhanden zijnde gegevens in het neergelegde dossier laten niet toe dit met zekerheid te stellen en anderzijds indien er sprake zou zijn van opzettelijke gewelddaden, dat de latere problemen het gevolg zijn van de in 1988 – 1990 gepleegd gewelddaden.

De commissie is een administratief rechtscollege dat gehouden is de door de wet vastgestelde procedurevoorschriften na te leven. Nu de verzoeker zich geen burgerlijke partij heeft gesteld is het verzoek tot het bekomen van een hulp onontvankelijk. De door de verzoeker aangehaalde elementen kunnen niet als overmacht aanvaard worden.

99578 (2002)

Wat de feiten voor 27 juli 1995 betreft

De verzoeker beweert voor 27 juli 1995 het slachtoffer geweest te zijn van zware geweldplegingen. Voor zover de verzoeker in onderhavig dossier een hulp wenst te bekomen, dient de commissie vast te stellen dat zich met betrekking tot deze feiten een ontvankelijkheidsprobleem stelt. Voor deze feiten ontbreekt nl. een in kracht van gewijsde gegane beslissing over de strafvordering. Dit is nochtans een ontvankelijkheidsvoorwaarde, voorzien in artikel 34, § 2, laatste lid van de wet van 1 augustus 1985. Evenmin blijkt uit het dossier dat verzoeker zich burgerlijke partij heeft gesteld uit hoofde van de bestanddelen van het strafbare feit van de opzettelijke gewelddaad. Aldus is niet voldaan aan de voorwaarde van artikel 31, § 3, punt 3 van voormelde wet.

De verzoeker merkte hierover op dat hij “nooit een aangifte heeft gedaan [van de vroegere feiten] om geen verdere ruzies meer te willen” en ook dat “het attest van dokters Tubbax en Renson houdt wel rekeningschap met gans het dossier, de bedreigingen en de inbraken zijn nooit aangegeven, ga maar eens aangifte doen op de Politie ofwel hebben ze geen tijd of wel moet U terugkomen voor verhoor, eerst moeten er gewonden vallen dan zijn ze nog lastig om een P.V. op te maken. En daarom werd er op 03.12.1994 geen aangifte gedaan uit angst als men hen ging ondervragen ze opnieuw begonnen.” In een later schrijven stelde hij dat hij geen aangifte gedaan heeft uit angst dat ze het kind [zijn dochter] en mij wilde vermoorden.

De commissie meent dat de door verzoeker aangehaalde redenen in voorliggend dossier geen grond van overmacht uitmaken met betrekking tot de vereisten van de artikelen 31, § 3, punt 3, en 34, § 2, laatste lid. In die omstandigheden is de commissie van oordeel dat het verzoek, wat de feiten voor 27 juli 1995 betreft, als onontvankelijk moet worden afgewezen.

99628 (2004)

In het onderhavig dossier ontbreekt een burgerlijke partijstelling. Volgens verzoekster zou een burgerlijke partijstelling lastens haar echtgenoot voor de Raadkamer nadelig (kunnen) geweest zijn voor de hangende echtscheidingsprocedure (op grond van feiten). Bij de behandeling van de zaak voor de Raadkamer bleek dat de heer D voor internering in aanmerking kwam. In het kader van de echtscheidingsprocedure hield verzoekster evenwel voor dat haar echtgenoot zich wel degelijk bewust was van de door hem begane fouten.

Mocht verzoekster zich burgerlijke partij gesteld hebben lastens haar echtgenoot, zou dit erop neerkomen dat zij akkoord ging met diens internering. Aldus zou ook de echtscheidingsprocedure op grond van feiten niet verder kunnen behandeld worden (geen schuldbewijs). Kortom, verzoekster roept overmacht in voor het zich niet stellen van burgerlijke partij.

In de onderhavige zaak is de commissie van oordeel dat overmacht niet kan aangenomen worden, aangezien verzoekster in het kader van haar echtscheiding de *strategische keuze* heeft genomen om zich geen burgerlijke partij te stellen.

In deze omstandigheden kan het ontbreken van een burgerlijke partijstelling niet als overmacht worden beschouwd.

Het afwijzen van het hulpverzoek betekent echter geenszins dat de commissie blind blijft voor het onnoemelijke leed dat verzoekster ongetwijfeld heeft ondergaan naar aanleiding van de op haar gepleegde gewelddaden, wel integendeel.

MM464 (2002)

En l'occurrence, si Madame X a bien subi des séquelles consolidables des suites de l'agression dont elle a été victime, il

n'apparaît pas des pièces du dossier que sa fille J, mineure au moment des faits, puisse être considérée comme victime directe au sens de la loi. En effet, si l'enfant a assisté aux faits, elle n'a heureusement pas subi de graves atteintes au corps ou à la santé, n'a pas été blessée et aucun rapport médico-psychologique n'établit de séquelles graves dans son chef. Le seul document joint au dossier fait état de la crainte vis à vis de l'agresseur que vivent la requérante et ses enfants depuis les faits. Selon les pièces du dossier, ce dernier est décédé en date du 14/03/2000.

Par ailleurs, si Madame X s'est constituée partie civile en son nom personnel, elle ne s'est pas constituée partie civile au nom de son enfant, en tant que représentante légale de sa fille mineure J. Elle n'a par ailleurs ni donné une citation directe, ni introduit une procédure devant le tribunal civil au nom de son enfant mineur d'âge.

MM561 (2002)

En l'espèce, il apparaît du dossier que la requérante s'est uniquement constituée partie civile au nom de ses enfants mineurs et non pas en son nom personnel.

Dès lors, la commission estime que cette condition de recevabilité n'est pas remplie.

M1114 (2002)

Een definitieve beslissing over de strafvordering of een beslissing van het onderzoeksgerecht ligt niet voor. Het strafdossier werd geseponeerd. Verzoeker heeft zich geen burgerlijke partij gesteld bij een onderzoeksrechter noch één of meerdere verdachten rechtstreeks gedagvaard voor de strafrechter. Aldus is niet voldaan aan de wettelijke voorwaarde.

MM598 (2003)

L'article 31 § 1^{er}, 3 de la loi du 1^{er} août 1985 prévoit que "*la victime doit s'être constituée partie civile à raison des faits constitutifs de l'acte intentionnel de violence ou avoir donné citation directe ou introduit une procédure devant le tribunal civil*" .

En l'espèce, la commission relève que les faits se sont déroulés le ... 1994 et que la requérante est placée sous administration provisoire depuis le ... 1996.

Dans ces conditions, la commission considère que l'absence de constitution de partie civile et l'aspect tardif du dépôt de la requête ne peuvent constituer un cas de force majeure ayant empêché la requérante de remplir les conditions exigées par la loi.

Compte tenu de ce qui précède, la commission estime que la demande est irrecevable.

décès de l'auteur des faits

97027 (2002)

Recevabilité de la demande

Le requérant ne s'est pas constitué partie civile et allègue le fait que le suspect serait décédé. Il apparaît néanmoins de l'ordonnance de non-lieu rendue le 01/02/1996 qu'il n'y a pas eu extinction de l'action publique par suite de décès mais plutôt qu'il n'y a pas eu de raison de poursuivre car l'enquête ne permettait pas d'attribuer les faits à une personne déterminée. Le décès du suspect ne devait dès lors pas constituer un obstacle à la constitution de partie civile.

Néanmoins, dans un courrier du 06/03/2001 accompagnant le dernier mémoire, le conseil du requérant allègue un cas de force majeure. Nonobstant le fait que le requérant pouvait toujours se constituer partie civile devant le Tribunal et que les indications médicales pouvaient justifier le cas de force majeure, le conseil du requérant s'est informé régulièrement des suites données à l'affaire (12 courriers entre janvier 1993 et janvier 1996) et s'est trouvé dans l'impossibilité de se constituer partie civile durant l'instruction dès lors que le Parquet lui a donné une mauvaise information (il lui est répondu le 19/04/1996 que l'affaire est toujours en cours d'information alors que l'ordonnance de non-lieu avait déjà été prononcée) et qu'il n'a jamais été convoqué pour l'audience de la Chambre du Conseil.

Compte tenu de ce qui précède, la commission retient dans le chef du requérant l'existence d'un cas de force majeure l'ayant empêché de se

constituer partie civile comme le prévoit la loi du 01/08/1985 et considère que les conditions de recevabilité sont remplies.

M1512 (2002)

Op ... werd de heer Q, de 32-jarige zoon van verzoekers, tijdens de uitoefening van zijn ambt als (plaatsvervangend) deurwaarder, doodgeschoten door de genaamde Y. Het slachtoffer diende zich bij deze laatste aan om er beslag te leggen. De dader pleegde zelfmoord.

...

Bij beschikking van de Raadkamer van de Rechtbank van eerste aanleg ... werd de strafvordering vervallen verklaard wegens het overlijden van de heer Y. Er moet in die omstandigheden vastgesteld worden dat de verzoeker zich geen burgerlijke partij kon stellen en dat overmacht mag aanvaard worden.

M3465 (2004)

Volgens artikel 31bis, 3° van de wet van 1 augustus 1985 diende verzoekster zich burgerlijke partij te stellen. Aan deze voorwaarde werd niet voldaan; verzoekster heeft zich geen burgerlijke partij gesteld. Gezien de dader zichzelf onmiddellijk na de feiten van het leven beroofd heeft, kan de commissie in casu wel overmacht aanvaarden.

force majeure

M1126 (2003)

De commissie stelt vast dat er geen burgerlijke partijstelling qualitate qua E voorligt, zoals voorzien in artikel 31, § 1, 3, van de wet van 1 augustus 1985. Aangezien het slachtoffer minderjarig is en ter verdediging van haar belangen aangewezen is op haar vertegenwoordigers, meent de commissie dat in casu overmacht kan aanvaard worden: de hulp die gevraagd wordt is uitsluitend in haar belang.

M3051 (2004)

Rekening houdend met alle elementen van het dossier, en onder meer met het feit dat de heer G zich naast een burgerlijke partijstelling in eigen naam zich ook burgerlijke partij gesteld had namens de

huwgemeenschap, meent de commissie op voldoende wijze te kunnen afleiden dat de intentie om zich ook voor de minderjarige dochter burgerlijke partij te stellen, voldoende aangetoond is.

M3553 (2004)

La loi du 01/08/1985 régissant l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence prévoit en son article 31bis la condition de recevabilité suivante :

« 3° Une décision judiciaire définitive sur l'action publique est intervenue et le requérant a tenté d'obtenir réparation de son préjudice en s'étant constitué partie civile, en ayant procédé à une citation directe ou en ayant intenté une procédure devant un tribunal civil. »

L'arrêt de la Cour d'Assises du 07/03/2003 ne mentionne pas la requérante comme partie civile agissant au nom de sa fille mineure B.

Selon les explications apportées au dossier, la requérante, partie civile en son nom personnel, a cru de bonne foi qu'elle agissait également en justice pour sa fille mineure, vu qu'elle avait remis les documents sollicités à cet effet par son avocat. Mais la constitution de partie civile de la requérante en tant que représentante légale de sa fille mineure n'a pas été actée par la Cour et aucune motivation n'a été apportée à cet égard par le conseil de la requérante.

Tenant compte du fait que la fille de la requérante ne pouvait agir seule en justice vu sa minorité et qu'elle dépendait donc entièrement de ses représentants légaux, elle ne peut être tenue responsable de l'absence de constitution de partie civile et la commission considère dès lors qu'il s'agit d'un cas de force majeure.

Tenant compte de ces éléments, les conditions de recevabilité pour une demande d'aide principale sont remplies.

après une décision pénale, une procédure civile suffit

MM274 (2002)

De verzoeker stelde zich geen burgerlijke partij in de Assisenprocedure, maar bij beslissing d.d. ... van de rechtbank van

eerste aanleg te Dendermonde (in burgerlijke zaken) werd de dader bij verstek veroordeeld om aan de verzoeker 150.000 frank meer de intresten en de kosten, begroot op 21.013 frank te betalen.

JU 18 classement sans suite pour auteur inconnu

M1213 (2004)

Uit de stukken blijkt dat verzoekster in haar woning ongewenst bezoek kreeg van de heer C. Toen de heer C aanbelde, weigerde verzoekster hem binnen te laten. Hij slaagde er evenwel in de deur open te duwen en de woonkamer binnen te gaan. Toen verzoekster de politie belde, begon de heer C de inboedel kort en klein te slaan, waarna hij wegvluchtte.

...

Naar aanleiding van voormelde feiten diende verzoekster op 2 februari 1999 klacht in bij de Politie te Oostkamp. Nadien volgden nog diverse klachten, doch deze werden alle gesponeerd.

...

De commissie stelt vast dat zich in deze zaak een ontvankelijkheidsprobleem voordoet. Overeenkomstig artikel 31bis, 3°, van de wet van 1 augustus 1985 kan een financiële hulp slechts worden toegekend indien er een definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering voorligt en de verzoeker schadevergoeding heeft nagestreefd door middel van een burgerlijke partijstelling, een rechtstreekse dagvaarding of een vordering voor een burgerlijke rechtbank.

Verzoekster voldoet aan geen enkele van de voornoemde voorwaarden.

Evenmin kan in onderhavige zaak toepassing gemaakt worden van artikel 31bis, 3°, tweede lid, luidens welke bepaling de commissie kan oordelen dat het voldoende is dat de verzoeker klacht heeft ingediend indien het strafdossier gesponeerd is wegens het *onbekend blijven* van de dader.

De commissie kan dan ook niet anders dan het hulpverzoek als onontvankelijk af te wijzen. Niets belet verzoekster evenwel om zich alsnog burgerlijke partij te stellen.

M3657 (2004)

Verzoeker was op 28 januari 2003 te Antwerpen het slachtoffer van een opzettelijke gewelddaad gepleegd door enkele Noord - Afrikanen, die hem op straat wilden tegenhouden. Eén van hen gaf verzoeker een kopstoot. De andere twee grepen hem langs achter vast en stampen hem in de rug. Nadien zijn ze gaan lopen.

Op 28 januari 2003 legde verzoeker klacht neer bij de Politie te Antwerpen.

Volgens inlichtingen bij de Dienst Slachtofferonthaal bij het Parket werd de klacht zonder gevolg geklasseerd op 27 februari 2003 wegens onbekende dader.

...

Verder vraagt verzoeker in de begroting van de gevraagde noodhulp ook een bedrag van € 370, bedrag dat hij zegt nodig te hebben om klacht met burgerlijke partijstelling te kunnen neerleggen bij de onderzoeksrechter. Welnu, de commissie is van oordeel, op basis van de elementen van het strafdossier waarvan zij kennis heeft, dat het uiterst onwaarschijnlijk is dat een thans nog op te starten gerechtelijk onderzoek nieuwe elementen aan het licht zou brengen die tot identificatie van de daders zouden kunnen leiden.

Nu artikel 31bis, 3°, lid 2, zoals dit van toepassing is sedert 1 januari 2004, bepaalt dat de commissie kan oordelen dat, indien het dossier geseponeerd is wegens het onbekend blijven van de dader, het voldoende is dat de verzoeker klacht heeft ingediend, is in huidige zaak, gelet op wat voorafgaat, de commissie van oordeel niet te moeten eisen dat verzoeker vooralsnog de weg van het gerechtelijk onderzoek bewandelt.

Er is dan ook geen reden om dit onderdeel van de gevraagde noodhulp toe te kennen.

CHAPITRE 3. QUANT AU DOMMAGE DANS LE CHEF DES VICTIMES

A. L'article 32, par. 1er de la loi prévoit de manière exhaustive les types de dommages pour lesquels une aide peut être demandée (JU19):

- A.1) une perte et/ou une diminution de revenus (JU 20),
- A.2) une invalidité temporaire ou permanente (JU 21),
- A.3) des frais médicaux (JU 22) et d'hospitalisation, en ce compris la destruction de prothèses indispensables à l'intégrité physique de la victime.
- A.4) un dommage moral (JU 23)
- A.5) un dommage esthétique (JU 24)
- A.6) des frais matériels (JU 25) à concurrence d'un maximum de 1.250 EURO.
- A.7) des frais de constitution de partie civile et de procédure (JU 26)
- A.8) des souffrances physiques et/ou psychiques (JU 27)
- A.9) le dommage résultant de la perte d'une année de scolarité (JU 28)

Ces postes de dommage ont été formulés différemment dans le cadre de l'article 32 § 1 selon la modification législative en 2004.

Pour l'octroi d'une aide aux personnes visées à l'article 31, 1°, la commission se fonde exclusivement sur les éléments suivants du dommage subi:

1° le dommage moral, tenant compte de l'invalidité temporaire ou permanente;

- 2° les frais médicaux et d'hospitalisation, en ce compris les frais de prothèses;
- 3° l'invalidité temporaire ou permanente;
- 4° une perte ou une diminution de revenus résultant de l'incapacité de travail temporaire ou permanente;
- 5° le dommage esthétique;
- 6° les frais de procédure;
- 7° les frais matériels;
- 8° le dommage résultant de la perte d'une ou de plusieurs années de scolarité.

Cela apporte quelques changements:

- une perte et/ou une diminution de revenus est devenu une perte ou une diminution de revenus résultant de l'incapacité de travail temporaire ou permanente
- des frais médicaux et d'hospitalisation, en ce compris la destruction de prothèses indispensables à l'intégrité physique de la victime est devenu les frais médicaux et d'hospitalisation, en ce compris les frais de prothèses
- un dommage moral est devenu le dommage moral, tenant compte de l'invalidité temporaire ou permanente
- le maximum pour les frais matériels est dorénavant repris dans l'article 3 de l'A.R. du 19 décembre 2003
- des frais de constitution de partie civile et de procédure est devenu les frais de procédure
- des souffrances physiques et/ou psychiques ont disparu
- le dommage résultant de la perte d'une année de scolarité est devenu le dommage résultant de la perte d'une ou de plusieurs années de scolarité

Selon l'article 2 de l'arrêté royal, les frais de procédure sont limités à € 4.000. Auparavant, aucune limite n'existe.

Selon l'article 32, § 4, 1° ces postes de dommage valent aussi pour les sauveteurs occasionnels.

B. Quant au caractère limitatif de cet article.

Il résulte du texte même de cet article et notamment de l'utilisation du mot "exclusivement" que seuls les dommages énumérés dans ce paragraphe peuvent être pris en considération pour l'octroi d'une aide.

B.1 les intérêts

La commission a systématiquement (JU 29), comme auparavant, affirmé que les intérêts n'entrent pas dans le champ d'application strictement limité de l'article 32 de la loi. Le premier rapport avait déjà mis en évidence que le principe selon lequel l'accessoire suit le principal ne peut pas trouver application en l'espèce. Le débiteur de l'aide, à savoir l'Etat belge, n'est en effet pas l'auteur du dommage.

Le droit à l'octroi de l'aide ne naît dans le chef du requérant qu'à partir de la décision de la commission.

B.2 autres postes de dommage exclus : voy. JU 30.

C. Quant à la preuve du dommage.

La commission applique l'adage "actori incumbit probatio" (JU 31) qui trouve, en ce qui concerne la commission, son fondement légal dans l'article 34, par. 1er de la loi.

Il résulte de l'analyse de la jurisprudence de la commission qu'elle n'applique pas cette condition d'une manière restrictive. De plus, la commission peut prendre de très larges mesures d'instruction quand elle est d'avis que les éléments fournis ne lui permettent pas de prendre une décision fondée.

Ces mesures d'instruction sont :

- avec l'autorisation du procureur général
 - se faire communiquer copie du dossier répressif ;
 - demander à la gendarmerie ou à la police locale de procéder à une enquête sur la solvabilité de l'auteur de l'infraction (JU 32);

- requérir de toute personne ou autorité compétente la communication de renseignements sur la situation professionnelle, financière, sociale ou fiscale de l'auteur de l'infraction et de la victime sans que puisse lui être opposé le secret professionnel des fonctionnaires des administrations publiques;
- charger l'office médico-légal de procéder à une expertise (JU 33);
- désigner des experts;
- entendre des témoins.

Jurisprudence :

JU 19 le principe

97101 (2002)

Tenant compte d'une part :

- des conséquences particulièrement importantes des faits pour le requérant tant sur le plan physique que moral;
- des séquelles fixées par l'expert de l'OML à une invalidité permanente de 15 % ;
- de la période d'incapacité temporaire totale et supérieure à 50 %;
- de l'incidence des faits sur l'orientation scolaire et professionnelle du requérant et des nombreuses difficultés rencontrées par la victime sur ce plan depuis lors malgré les nombreux efforts fournis;
- de la perte d'une année scolaire dans l'enseignement supérieur ;
- de l'arrêt des études et formation choisies par passion, suite à l'impossibilité, pour le requérant, de faire face aux exigences de la profession d'enseignant, compte tenu des séquelles de l'agression ;
- du dommage moral ;
- des frais médicaux exposés par le requérant et justifiés au dossier ;
- des frais de procédure dûment justifiés ;
- des frais matériels exposés par le requérant ;

MM327 (2002)

A ..., le ..., le requérant se trouve avec des amis au restaurant J où diverses plaisanteries sont échangées avec une table voisine. A un moment donné, le ton monte et le nommé N, de la table voisine, casse un verre, le lance et blesse le requérant qui perd l'usage de son œil droit.

...

Tenant compte :

- des circonstances des faits et du conséquences dramatiques de l'agression sur l'état de santé du requérant;
- du dommage moral, des séquelles fixées au taux de 35 % par l'expert de l'Office médico-légal et du préjudice esthétique modéré évalué à 3 sur 7;
- des nombreuses périodes d'incapacités temporaires au taux élevé ;
- de ce que le requérant, gérant de taverne au moment des faits, a dû arrêter le travail suite à l'agression et perçoit actuellement des indemnités mutuelle ;
- des frais médicaux restés à charge du requérant et dûment justifiés au dossier pour le montant de 9.183 F (227,64 €);

la commission, statuant ex æquo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide de 48.505 €, dont 21.690 € sont octroyés à titre de perte de revenus.

MM445 (2002)

Tenant compte d'une part :

- des circonstances particulièrement violentes de l'agression et de l'importance des séquelles que le requérant conserve suite aux faits, soulignées par les experts médicaux dans les rapports soumis au dossier;
- du taux d'invalidité de 35 % fixé par l'expert OML et du retentissement équivalent sur le plan de l'incapacité ;
- du dommage moral important ;
- du préjudice esthétique ;
- des frais médicaux dûment justifiés ;

- des frais matériels exposés par le requérant (achat et renouvellement de lunettes, frais vestimentaires,...);
- des frais de procédure justifiés au dossier ;
- de l'impact des faits sur l'évolution de la situation sociale et professionnelle du requérant ;
- des nombreuses difficultés rencontrées par le requérant depuis les faits ;

et d'autre part :

- du montant de l'aide d'urgence accordée au requérant par décision de la commission datée du 14/12/1999 ;
- de ce que les frais et honoraires d'avocat ne font pas partie de la liste limitative de l'article 32 de la loi du 01/08/1985 et conformément à la jurisprudence de la commission, ne peuvent être pris en considération ;
- de l'absence de nouveaux justificatifs relatifs aux frais médicaux, pharmaceutiques et thérapeutiques exposés par le requérant et consécutifs aux faits ;
- de ce que le requérant, au moment des faits, était sans emploi et bénéficiait d'allocations de chômage.

la commission, statuant ex æquo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide de 27.500,00 €, dont 1/3 est octroyé à titre de préjudice matériel.

M1401 (2003)

Tenant compte d'une part :

- des circonstances des faits ;
- des séquelles importantes que le requérant conserve telles qu'exposées par l'expert judiciaire ;
- des très longues périodes d'incapacités temporaires totales (3 ans) et du taux d'invalidité permanente de 50 % ;
- du dommage moral ;
- des séquelles physiques et psychiques ;

- des frais de procédure dûment justifiés ;
- des frais matériels (déplacements pour les soins médicaux) ;
- du courage manifesté par le requérant qui malgré les nombreuses interruptions de travail suite aux faits, a repris le travail et a été réorienté vers un autre service ;

et d'autre part :

- du fait que les faits ont été reconnus comme accident de travail et que les frais médicaux, pharmaceutiques ainsi que le salaire durant les incapacités temporaires ont été pris entièrement en charge par l'employeur, ce dernier octroyant également une rente annuelle au requérant suite aux faits, ce qui ne permet pas de considérer une perte de revenu dans son chef;
- de ce que les postes de perte de chèques-repas et de la prime d'assiduité ne font pas partie de la liste limitative des postes du préjudice prévue à l'article 32 de la loi du 01/08/1985 et conformément à la jurisprudence de la commission, ne peuvent être pris en considération;
- du plafond légal prévu pour les frais matériels ;
- du fait que la commission est chargée d'apporter une aide aux victimes, ce qui ne correspond pas à l'indemnisation intégrale du dommage mais répond à l'idée de solidarité collective en faveur des victimes d'actes intentionnels de violence.

la commission, statuant ex æquo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide principale de 42.300,00 €, dont aucun montant n'est retenu à titre de perte de revenu.

M1613 (2002)

Tenant compte d'une part :

- des circonstances des faits et de la violence de l'agression subie par la requérante;
- de l'impact considérable des faits sur son état de santé d'une part et sa situation sociale, matérielle et financière d'autre part ;
- des longues périodes d'incapacités temporaires au taux élevé, tel qu'exposé par l'expert de l'Office médico-légal ;

- de l'importance du dommage moral et des souffrances psychiques ;
- des séquelles que la victime conserve suite aux faits, fixées au taux d'incapacité permanente de 20 % par l'expert de l'Office médico-légal ;
- des nombreuses répercussions de l'agression sur la situation et l'avenir professionnel de la requérante, qui n'a pu poursuivre d'activités dans le domaine pour lequel elle avait étudié et a été obligée de se réorienter ;
- des efforts manifestes déployés par la requérante, soutenue par son entourage, pour surmonter le traumatisme, retrouver un certain équilibre et s'engager dans une nouvelle orientation ;
- des frais médicaux et pharmaceutiques justifiés au dossier ;
- des frais de procédure exposés par la requérante et dûment justifiés ;
- de la nécessité, telle que soulignée par les experts médicaux, de bénéficier d'un accompagnement thérapeutique et du coût estimé pour cette dernière ;

et d'autre part :

- de la liste limitative des postes d'aide pour laquelle la commission peut intervenir, en vertu de l'article 32§1^{er} de la loi du 01/08/1985 régissant l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence ;

JU 20 la perte et la diminution de revenus

- pas de perte de revenus
- primes

99638 (2002)

de ce que suite à l'agression dont elle a été victime, la requérante n'a plus pu exercer le travail qu'elle effectuait à l'époque;

99670 (2002)

de ce que suite aux faits, la requérante n'a pas pu reprendre son travail d'éducatrice pour des raisons médicales ainsi que cela ressort d'un certificat du médecin du travail daté du 11/6/2001 qui précise que la requérante devrait bénéficier d'un emploi excluant le travail avec des délinquants et qu'elle est inapte de façon permanente et définitive à l'emploi précité et qu'elle ne peut effectuer un travail de nuit seule.

MM568 (2004)

de ce que suite à l'agression qu'elle a subie, la requérante a été contrainte d'abandonner son métier de gardienne d'enfants et s'est retrouvée au chômage ;

M1069 (2002)

Voor het loonverlies tijdelijke arbeidsongeschiktheid moet uitgegaan worden van het nettoloon.

pas de perte de revenus

97194 (2002)

de ce qu'il ne peut être retenu de perte de revenu dans le chef du requérant, ce dernier dépendant du CPAS au moment des faits ;

97201 (2002)

de ce qu'il n'y a pas eu de perte de revenu dans le chef du requérant suite aux faits ;

98423 (2002)

de l'absence de perte significative de revenu dans le chef de la requérante.

98689 (2002)

du fait que le requérant [gendarme] n'a pas subi de réelle perte de revenus même si durant les incapacités temporaires, il n'a pu effectuer des prestations de nuit ou de week-end ;

98823 (2002)

Onder de rubriek inkomstenverlies van het hulpverzoek wordt aangegeven dat voor het functioneren van de handelszaak, waarin

verzoekster meewerkende echtgenote was, tijdelijk een personeelslid diende aangeworven te worden, om haar te vervangen; de voor deze schadepost gevraagde hulp dient afgewezen te worden aangezien het hier om een uitgave van de huwgemeenschap gaat. Tevens wordt het inkomstenverlies in de periode van tijdelijke werkbonbekwaamheid die zich uitstrekkt over 4 kalendermaanden geraamd op 165.000 frank (€ 4.090); deze raming komt als ongelooftwaardig over als ze vergeleken wordt met het gezamenlijk belastbaar gezinsinkomen van het jaar 1996 zoals deze blijkt uit de bij het dossier gevoegde kopie van het aanslagbiljet van de personenbelasting waarin dit inkomen vastgesteld wordt op 298.817 frank (€ 7.407).

99220 (2002)

de ce qu'il n'y a pas à retenir, selon les pièces du dossier, de perte de revenu dans le chef du requérant, qui était au chômage au moment des faits ;

99637 (2002)

de ce que suite aux faits, le requérant n'a pas subi de perte de revenus dans la mesure où il était au chômage au moment où ils se sont produits ;

99681 (2002)

de l'absence de répercussion de l'agression sur les revenus du requérant, pensionné au moment des faits ;

MM446 (2003)

du fait que la perte de revenus invoquée par le requérant fait référence à l'absence de participation aux services d'ordre, de permanences,... ce qui correspond à la perte de primes et avantages liés aux heures supplémentaires que le requérant n'a cependant pas du prêter et dont il n'a pas du supporter les inconvénients que couvraient ces primes;

M1567 (2003)

des avertissements extraits de rôle joints au dossier qui montrent une très nette augmentation du revenu imposable du ménage de la

requérante l'année des faits, ce qui ne permet pas de considérer l'existence d'une perte de revenus suite aux faits ;

les primes

M1453 (2004)

du fait que les pertes de salaire invoquées par le requérant consistent en la perte de primes et d'allocations dominicales et nocturnes, que ces diverses primes et allocations dépendent de prestations qui n'ont pas été effectuées par le requérant qui était alors en période d'incapacité et conformément à la jurisprudence de la commission, ne sont pas pris en considération ;

JU 21 invalidité

98423 (2002)

Tenant compte d'une part,

- de l'invalidité permanente fixée à 15% par l'expert médical ;
- de la longue période d'invalidité temporaire ;

M2715 (2004)

Ofschoon de esthetische schade beperkt is en er geen blijvende fysieke noch economische arbeidsongeschiktheid werd weerhouden door de expert, is de commissie van oordeel dat het gevraagde in billijkheid kan worden toegekend voor een bedrag van € 18.480, rekening houdende met de hoge graad van agressiviteit waarmee het slachtoffer werd neergestoken. Het lijdt geen twijfel dat er een groot onveiligheidsgevoel moet zijn ontstaan als gevolg van deze aanval en de toegekende hulp kan daar maar deels aan tegemoet komen.

JU 22 les frais médicaux

98423 (2002)

Tenant compte d'une part, des frais de procédure et d'hospitalisation dûment justifiés.

98479 (2002)

Tenant compte d'une part,

- des frais dûment justifiés par les suivis de logopédie et psychologique ;
- des frais futurs engendrés par la nécessité de poursuivre l'encadrement thérapeutique.

99675 (2002)

Tenant compte : de la nécessité pour le fils de la requérante de suivre une psychothérapie et du montant très important des frais que cela a déjà entraîné dans le chef de la requérante;

98287 (2003)

que les frais de résidence en seniorerie ne constituent pas des frais d'hospitalisation à proprement parler ;

99583 (2003)

Tenant compte :

- des frais médicaux dûment justifiés qui ont été supportés par le requérant ;
- des frais liés à la prothèse dentaire portée par le requérant et à la nécessité de son remplacement tous les 2 à 3 ans comme précisé par l'expert judiciaire ;

JU 23 le dommage moral

- dommage moral – facteurs aggravants
- jeunes victimes
- jeunes victimes et relation avec l'auteur des faits

dommage moral – facteurs aggravants

99187 (2002)

Tenant compte :

- des circonstances des faits, de la gravité et de la violence de l'agression, telles que mentionnées dans les arrêts des 29/10/1999 et 30/03/2000 (*« du caractère sordide du viol collectif auquel il a apporté son aide, de la violence à laquelle le prévenu a recouru ainsi que de l'importance des séquelles et des traumatismes...»*, *« de la violence particulière dont le prévenu, et les mineurs qui l'accompagnaient, ont fait preuve à plusieurs reprises durant la séquestration et les viols multiples de la victime, des dommages importants, tant physiques que psychologiques, que les faits particulièrement graves sont de nature à causer,... »*) ;
- des répercussions importantes des faits sur l'état de santé de la requérante, telles que soulignées par les divers rapports et pièces jointes au dossier ;
- des séquelles que conserve l'intéressée suite aux faits ;
- du dommage moral très important ;

M1216 (2002)

De commissie houdt rekening met het uitzonderlijk moreel nadeel geleden door verzoekster, die ten gevolge van de verkrachtingen van de dader van een dochertje beviel.

M1395 (2002)

Wat de morele schade betreft gaat de commissie niet voorbij aan de angst voor een mogelijke aids-besmetting van verzoeker.

M2468 (2003)

Rekening houdend met de ernst van de feiten en de schade zoals zij blijkt uit het dossier, met de opgelopen S.O.A., met de jeugdige leeftijd van het slachtoffer op het moment van de feiten en met de reeds ontvangen sommen, meent de commissie in billijkheid een hulp te kunnen toekennen.

M3201 (2004)

morele schade wegens doodsgangsten uitgestaan tengevolge van de vrees van de burgerlijke partij voor een mogelijke aids-besmetting:

Deze gevorderde schadevergoeding betreft evident andere schade dan de morele schade T.A.O.

Die morele schade T.A.O. betreft schade, die de burgerlijke partij leed tengevolge van de doorstane pijnen en smarten als gevolg van de slagen en verwondingen, waardoor hij gedurende 25 dagen volledig arbeidsongeschikt was.

De thans gevorderde schadepost beoogt daarentegen een vergoeding te krijgen voor de vrees die bij de burgerlijke partij gedurende een ganse periode leefde, dat hij door de opgelopen letsels met het aids-virus zou besmet geweest zijn, alsook voor de ongemakken die de burgerlijke partij opliep tengevolge van de langdurige inname van zware medicatie (braken, misselijkheid, hoge bloeddruk, 's nachts opstaan om medicatie te nemen).

Tevens bevat deze schadepost ook vergoeding voor de moeilijkheden, die de burgerlijke partij in zijn sex-beleving met zijn echtgenote ondervond.

Dat de burgerlijke partij tengevolge van de opgelopen letsels terecht kon vrezen dat hij mogelijks met het aids-virus kon besmet zijn, hoeft geen betoog. P dreigde in de rijkswachtkazerne met het feit dat hij H.I.V.- drager is (zie stuk 40 van het strafdossier). Dit feit werd door de gerechtsdeskundige (zie stukken 49 en 50 van het strafdossier). P beet en krabde E met serieuze bloedstortingen tot gevolg (zie attesten dr. P.). Ook P bloedde hevig aan het rechter jukbeen en zijn bloed kwam in contact met E (zie stukken 3 en 4 van het strafdossier). In het U.Z. te Gent werd overigens een behandeling gestart met medicatie, die de aanmaak van H.I.V.- partikels blokkeert. (zie strafdossier stuk 35).

Jeunes victimes

98479 (2002)

Tenant compte d'une part,

du préjudice moral eu égard aux faits commis sur une enfant en très bas âge ;

98691 (2002)

Le ... à 23h00, après s'être disputée avec sa mère dans un restaurant, la requérante se rend chez son père quand en traversant le champ de foire, elle est abordée par quatre garçons qui la mettent en confiance par leur bonne humeur. C'est donc naïvement qu'elle les suit vers un appartement situé à proximité. Une fois dans la place, il y a eu séquestration, intimidation, coups et blessures, menace de noyade dans la baignoire, absorption forcée d'alcool et finalement viol collectif. La requérante sera séquestrée jusqu'à 5h du matin avant d'être libérée.

...

Tenant compte :

- de l'invalidité permanente de 8% que la requérante conserve suite aux faits ;
- de l'important dommage moral qu'a subi la requérante suite à l'agression dont elle a été victime et aux circonstances dramatiques de celle-ci;
- du jeune âge de la victime au moment des faits (14 ans) ;

99171 (2002)

Tenant compte :

- des circonstances des faits ;
- du jeune âge de la victime qui avait alors 8 ans ;
- des conséquences des faits sur le développement psychologique et social de l'enfant;
- du dommage moral important ;
- de la possibilité d'engager un suivi thérapeutique suite aux faits ;

99309 (2002)

Rekening houdend met de jeugdige leeftijd van het slachtoffer op het ogenblik van de feiten alsmede met de lange duur van de geweldplegingen, meent de commissie dat aan verzoeker een hulp kan worden toegekend zoals hierna bepaald.

99327 (2002)

Tenant compte d'une part :

- de l'âge de l'enfant au moment des faits (12 ans) ;
- de la période durant laquelle les faits se sont déroulés (8 mois) ;
- du lien entre la victime et l'auteur : ce dernier étant son grand frère (âgé de 15 ans au moment des faits) ;
- des circonstances des faits et de la brutalité développée par l'auteur, telle que précisée par l'expert judiciaire ;
- du traumatisme et de l'impact des faits sur le développement psychologique du requérant, l'expert relatant des séquelles modérées ;
- de l'importance du dommage moral ;

99689 (2002)

Tenant compte d'une part:

- des circonstances particulièrement traumatisantes des faits ;
- de ce que la victime était un enfant alors âgé de 11 ans;
- des répercussions particulièrement importantes de l'agression sur l'état de santé et le développement psychologique du requérant ;
- de l'invalidité permanente fixée par l'expert de l'OML au taux de 15 % ;
- du dommage moral important ;
- de la nécessité pour le requérant de poursuivre un accompagnement thérapeutique (interrompu par manque de moyens financiers) et un suivi médical pour le traitement pharmaceutique en cours ;
- des faibles revenus du requérant qui ne bénéficie que d'allocations de chômage d'environ 14.000 FB par mois ;
- du courage et de la volonté manifeste de s'en sortir, démontrée par le requérant jusqu'à ce jour, et du soutien qu'il doit continuer à recevoir pour entreprendre ses projets d'avenir ;

-

M2468 (2003)

Rekening houdend met de ernst van de feiten en de schade zoals zij blijkt uit het dossier, met de opgelopen S.O.A., met de jeugdige leeftijd van het slachtoffer op het moment van de feiten en met de reeds ontvangen sommen, meent de commissie in billijkheid een hulp te kunnen toekennen.

Jeunes victimes et relation avec l'auteur des faits

1070 (2004)

Tenant compte d'une part,

- du jeune âge de la requérante au moment des faits;
- du fait que l'auteur était le concubin de la mère qui avait autorité sur la requérante alors mineure d'âge ;

97119 (2004)

Tenant compte d'une part,

- du jeune âge de la victime au moment des faits (8 ans)
- du lien qui unissait l'auteur à sa jeune victime, de sa qualité d'animateur de mouvement de jeunesse, de l'autorité qu'il exerçait à cet égard et du climat de confiance qu'il avait instauré et dont il a abusé;

97190 (2003)

Tenant compte :

- de la nature et des circonstances des faits ;
- de la répétition des abus commis sur la requérante ;
- du jeune âge de la requérante au moment des faits (8 ans) ;
- du lien unissant l'auteur à sa jeune victime (père d'une amie d'école) ;
- des répercussions des faits sur l'état de santé physique et psychique de la requérante ;
- du dommage moral important qui en résulte ;
- des souffrances physiques et psychiques liées aux faits ;

- des difficultés rencontrées par la requérante et des conclusions des experts médicaux faisant état des troubles liés aux faits ;
- de la volonté manifestée par la requérante pour dépasser les évènements et de trouver un équilibre social, affectif et matériel et de la nécessité de l'aider dans ce sens;
- de la perte d'une année de scolarité liée aux faits ;

97350 (2003)

Tenant compte d'une part :

- des circonstances et de la durée des faits ;
- du jeune âge de l'enfant ;
- du lien avec l'auteur (concubin de la voisine à qui l'enfant était confié) ;
- du dommage moral important;
- des souffrances physiques et psychiques ;
- des répercussions des faits sur le développement de l'enfant et du grave traumatisme développé par l'enfant suite à l'agression, ayant des répercussions sur le plan clinique, alimentaire, scolaire, social et affectif ;
- de l'importance d'engager un suivi thérapeutique régulier pour l'enfant, tel que souligné par le rapport de l'expert judiciaire ;
- de la perte de deux années primaires suite aux faits ;
- de l'impact des faits sur la situation sociale et financière de la requérante et des nombreuses démarches menées par cette dernière pour aider son enfant à dépasser les difficultés rencontrées ;
- du fait que la requérante ne peut financièrement prendre en charge actuellement un suivi thérapeutique approfondi en faveur de son enfant, et de la nécessité primordiale de cet accompagnement psychologique en raison des séquelles persistantes mais également en raison du fait que l'auteur continue à harceler l'enfant et sa famille ;

et d'autre part :

- de l'aide d'urgence octroyée à la requérante par décision de la commission datée du 12/07/1999 ;

98704 (2002)

Tenant compte :

- du dommage moral qu'a subi la fille de la requérante suite aux faits dont elle a été victime ;
- du jeune âge de la fille de la requérante au moment des faits (7 ans) ;
- de la durée des faits et de leur gravité ;
- de ce que les faits ont été commis par le père de la victime ;

99253 (2002)

Tenant compte :

- des circonstances des faits et de leur répétition;
- du fait que l'auteur était le « beau-père » de la requérante ;
- du très jeune âge de la victime (entre 10 et 15 ans) ;
- de la longueur de la période concernée ;
- du dommage moral important ;
- de l'impact des faits sur le développement personnel et psychologique de la requérante, des multiples problèmes familiaux, sociaux, scolaires et professionnels rencontrés depuis les faits et des nombreuses séquelles que la victime conserve à l'heure actuelle, faits soulignés les experts médicaux ;
- de la nécessité d'une prise en charge thérapeutique pour aider la requérante à dépasser les difficultés actuelles en lien avec les faits;

99300 (2003)

Tenant compte:

- des circonstances des faits;
- de la très longue période (près de 8 ans) durant laquelle l'enfant a été abusée ;

- du jeune âge de l'enfant au moment des faits (4 à 12 ans) ;
- du lien qui unissait l'auteur à la jeune victime, en l'occurrence son oncle, qui usait de son autorité sur l'enfant;
- des répercussions des faits sur l'état de santé de la requérante, sur sa situation sociale, affective, familiale et morale ;
- des souffrances physiques et psychiques ;
- du dommage moral particulièrement important;
- de l'invalidité permanente de 15% retenue par l'expert judiciaire;
- de l'impact des faits sur la scolarité de la requérante qui a connu l'échec et n'a pu poursuivre les études entreprises ;
- du courage et de la volonté manifestés par la requérante;
- de l'importance pour la requérante de pouvoir être aidée face aux difficultés rencontrées et de pouvoir être accompagnée suite au traumatisme subi ;

99318 (2003)

Tenant compte d'une part :

- des circonstances des faits;
- du jeune âge du requérant et de la période durant laquelle les faits se sont déroulés (plus d'un an et demi, le requérant étant alors âgé de 11 à 13 ans) ;
- du lien qui unissait l'auteur au requérant (père d'un copain d'école, clown de profession) et de la relation de confiance que le prévenu avait établie avec le requérant ;
- du dommage moral important, des souffrances psychiques qui en résultent;

99381 (2002)

Tenant compte d'une part :

- du jeune âge de l'enfant au moment des faits (entre 10 et 12 ans) ;
- de la longueur de la période durant laquelle les faits se sont déroulés (près de 2 ans) ;

- du lien entre la victime et les auteurs : ces derniers étant respectivement sa mère et le concubin de sa mère, qui avaient autorité sur l'enfant;
- du rôle tenu par la mère de la victime lors des faits;
- de la violence extrême des faits, de leur gravité, de leur répétition et des nombreux sévices portés à l'enfant par sa mère et son concubin;
- des circonstances particulièrement traumatisantes des faits, des souffrances endurées par l'enfant, de leur impact sur son développement psychologique;
- de la nécessité d'une psychothérapie et de la poursuite de ce suivi manifestée par l'enfant ;
- des répercussions des faits sur l'entourage familial de l'enfant (famille déchirée, mère incarcérée, enfant placée,...) et des conséquences directes pour la victime;
- de l'importance du dommage moral ;

99409 (2002)

Rekening houdend met de ernst van de feiten (verkrachting) en de schade zoals zij blijkt uit het dossier, met de zeer jonge leeftijd van de verzoekster op het ogenblik van de feiten, met de duur van deze feiten en met het feit dat de pleger van het seksueel misbruik haar eigen biologische vader was, meent de commissie ...

99458 (2002)

Tenant compte d'une part,

- de la période d'hospitalisation ;
- du jeune âge de la victime ;
- de la longueur de la période infractionnelle ;
- que l'auteur des faits est le père de la victime ;
- du traumatisme grave engendré par les faits.

99534 (2002)

Tenant compte d'une part :

- du très jeune âge de l'enfant au moment des faits (de la naissance jusqu'à l'âge de 4,5 ans) ;
- de la période durant laquelle les faits se sont déroulés (plus de 4 ans) ;
- du lien entre la victime et l'auteur : ce dernier étant son père, qui avait autorité sur l'enfant ;
- des circonstances et de la gravité des faits, de la violence utilisée par l'auteur, telle que précisée par le dossier répressif et l'expert judiciaire ;
- du traumatisme important, de l'impact des faits sur le développement psychologique du requérant ;
- de la nécessité d'une prise en charge de l'enfant ;
- de l'importance du dommage moral ;

99551 (2002)

Tenant compte :

- du jeune âge de la requérante au moment des faits ;
- de la durée des faits qui se sont déroulés sur une période de 9 ans ;
- du lien parenté et donc de confiance qui existait entre la victime et ses agresseurs (grand-père et tante)

99651 (2002)

Tenant compte :

- du dommage moral qu'a subi la requérante suite aux faits dont elle a été victime ;
- du jeune âge de la requérante au commencement des faits (11 ans) ;
- de la très longue durée des faits et de leur gravité ;
- de ce que les faits ont été commis par le beau-père de la victime ;

99654 (2002)

Tenant compte :

- du dommage moral qu'a subi la requérante suite aux faits dont elle a été victime ;
- du jeune âge de la requérante au commencement des faits (10 ans) ;
- de la très longue durée des faits et de leur gravité ;
- de ce que les faits ont été commis par le père de la victime ;

99693 (2003)

Tenant compte :

- de la nature et des circonstances des faits ;
- de leur répétition sur une période d'un an ;
- du très jeune âge de l'enfant au moment des faits (4 à 5 ans) ;
- du lien unissant l'auteur à sa jeune victime (son père à qui elle était confiée un week-end sur deux) ;
- du dommage moral important qui en résulte pour l'enfant;
- de l'impact des faits sur l'état de santé de l'enfant et sur ses résultats scolaires (orientation vers l'enseignement spécial);
- des séquelles importantes que garde l'enfant, tel que le souligne l'expert judiciaire et de l'inquiétude que ce dernier souligne quant au développement psychologique de l'enfant ;
- de la nécessité d'un accompagnement thérapeutique régulier ;
- des justificatifs de frais thérapeutiques apportés par la requérante (hyppo-thérapie) ;

MM016 (2002)

Tenant compte :

- des circonstances des faits et de leur répétition durant de nombreuses années ;
- de la gravité et de la violence des agressions subies par la victime, ayant entraîné plusieurs grossesses chez la requérante, mineure d'âge à l'époque ;
- du lien unissant la victime à l'auteur (beau-père) ;

- du jeune âge de la requérante lors du début des faits et de leur prolongement tout au long de l'enfance et de l'adolescence (7 à 17 ans) ;
- des répercussions importantes des faits sur l'état de santé de la requérante et des séquelles que conserve l'intéressée suite aux faits, malgré la stabilité relationnelle et sociale que la requérante a pu progressivement mettre en place ;
- de l'absentéisme et des échecs du parcours scolaire de la requérante au moment des faits ;
- du dommage moral très important ;
- de l'invalidité de 20% fixée par l'expert OML.

MM077 (2003)

Tenant compte d'une part :

- des circonstances et de la nature des faits ;
- du lien entre l'auteur et sa victime (son père) ;
- de l'âge de la requérante au moment des faits (17 ans) ;
- de la durée des faits (1 mois) ;
- du dommage moral considérable qui en résulte pour la requérante;
- des séquelles particulièrement importantes résultant des faits, telles que soulignées par l'expert dans son rapport ;
- des nombreux échecs scolaires consécutifs aux faits (3 années secondaires), ne permettant pas à la requérante de terminer normalement sa scolarité ;
- du suivi psychologique mis en place pour aider la requérante;

et d'autre part :

de l'absence de justificatifs de frais médicaux et/ou thérapeutiques,

MM186 (2002)

Tenant compte :

- du dommage moral qu'a subi le fils du requérant suite aux faits dont il a été victime ;

- du jeune âge de la victime au moment des faits (9 ans) ;
- du fait que l'auteur était un membre de la famille de la victime ;

MM314 (2003)

Entre le ... et le ... à X , la requérante, alors âgée de 15 ans, affirme avoir été violée par le nommé M (23 ans), qui était hébergé depuis quelques jours dans la famille et logeait dans sa chambre. Suite au fait, la requérante est tombée enceinte.

Par jugement du ..., passé en force de chose jugée, le même tribunal, statuant sur opposition du prévenu, disqualifie le fait de viol en attentat à la pudeur sur mineure, sans violence ni menace et assortit la peine d'un sursis probatoire de cinq ans.

...

Tenant compte d'une part :

- des circonstances et de la nature de l'agression (prévention d'attentat à la pudeur retenue par le jugement du ...) ;
- du jeune âge de la requérante (15 ans) ;
- du fait que l'auteur était un ami de la famille, qui était accueilli chez la requérante au moment des faits ;
- des conséquences très importantes des faits sur la vie de la requérante qui a accouché à 16 ans et s'est retrouvée seule pour élever son petit garçon ;
- du dommage moral important qui en résulte pour la requérante;
- des souffrances physiques et psychiques résultant des faits;
- de la volonté manifestée par la requérante de prendre en charge son enfant, d'assumer son éducation et son entretien, tout en poursuivant sa formation scolaire ;
- de la nécessité de la soutenir dans les efforts déployés pour dépasser les faits, s'occuper au mieux de son enfant et gérer sa vie personnelle ;
- du rapport du psychologue datant de 1998, précisant que des mesures thérapeutiques ne doivent pas être prises actuellement mais que son développement doit être suivi ;

- des frais médicaux et des frais de procédure dûment justifiés au dossier ;
- de l'absence de tout remboursement, même partiel, de la part de l'auteur ;

et d'autre part :

- du fait que la requérante était étudiante au moments des faits, a ensuite bénéficié de l'aide du CPAS avant de trouver du travail ;
- du fait que les intérêts ne font pas partie des postes du dommage fixés limitativement à l'article 32 de la loi du 01/08/1985;

la commission, statuant ex æquo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide de 12.400,00 €, dont aucun montant n'est retenu à titre de perte de revenu.

MM352 (2003)

Tenant compte d'une part :

- des circonstances et de la répétition des faits sur une période d'un an ;
- du jeune âge de l'enfant au moment des faits (7 à 8 ans) ;
- du lien unissant l'auteur à sa jeune victime (voisin) ;
- du dommage moral important qui en résulte pour l'enfant;
- de l'impact des faits sur l'état de santé de l'enfant et sur ses résultats scolaires (échec d'une année primaire l'année des faits);
- des frais de justice dûment justifiés ;

MM507 (2003)

Tenant compte :

- de la nature et des circonstances des faits ;
- de leur répétition tout au long de l'enfance, puis de l'adolescence de la requérante (de 5 à 17 ans);
- du lien unissant l'auteur à sa victime, en l'occurrence son père, qui avait autorité sur la victime et s'est arrangé pour isoler ses enfants de sorte qu'ils ne puissent solliciter l'aide dont ils avaient besoin ;

- du fait que la mère de la requérante, mise au courant par son enfant à de nombreuses reprises, n'a jamais répondu aux demandes de protection de sa fille et a laissé son époux poursuivre les abus commis sur ses enfants ;
- du dommage moral considérable qui en résulte pour la requérante ;
- des souffrances physiques et psychiques résultant des faits ;
- du courage considérable manifesté par la requérante pour dévoiler les faits et poursuivre seule la procédure judiciaire ;
- de la volonté, de la dignité et des nombreux efforts déployés par la requérante depuis la révélation des faits, pour mener sa vie, se débrouiller seule financièrement et matériellement et assumer sa vie d'adolescente puis de jeune adulte, malgré les difficultés, découragements et embûches ;
- des répercussions des faits sur son parcours scolaire (interrompu pour travailler et survivre) et professionnel ;
- du suivi thérapeutique engagé par la requérante et de la nécessité de la poursuite de ce dernier pour aider la requérante, lui permettre de retrouver un certain équilibre personnel, affectif et social;

MM541 (2003)

Tenant compte:

- de l'important préjudice moral qu'a subi la requérante suite aux faits odieux dont elle a été victime;
- du jeune âge de la requérante au moment des faits;
- de la gravité et de la durée particulièrement longue des faits (10 ans);
- de ce que les faits ont été commis par des membres de l'entourage de la requérante ;
- de la situation financière très précaire de la requérante qui ne vit que d'allocations de chômage;

MM625 (2003)

Tenant compte:

- du préjudice moral qu'a subi la requérante suite aux faits dont elle a été victime;
- du jeune âge de la victime au moment des faits;
- de la durée des faits et de ce qu'ils ont été commis par le père de la victime;

MM739 (2002)

Rekening houdend met alle omstandigheden van de zaak, inzonderheid de jeugdige leeftijd van het slachtoffer en het feit dat het ernstig en veelvuldig seksueel misbruik werd gepleegd door de biologische vader, meent de commissie dat aan verzoekster qualitate qua haar minderjarige zoon wegens het moreel nadeel een hulp kan worden toegekend zoals hierna bepaald.

M1120 (2002)

Tenant compte d'une part,

- du préjudice moral et de l'angoisse persistante chez la requérante ;
- de la nécessité de poursuivre la guidance psychologique.
- de ce que les faits ont été commis par un proche de la famille ;

M1145 (2003)

Entre mars 1999 et janvier 2000, à ..., la requérante a été violée, à plusieurs reprises, par son père. Elle fut également victime d'attouchements fréquents et soumises à ses menaces.

...

Tenant compte,

- de la particulière gravité des faits commis par le père de la victime durant une semi-liberté octroyée dans le cadre de l'exécution d'une peine prononcée en janvier 1996 pour des faits similaires ;
- du préjudice moral et de l'angoisse latente chez la requérante ;
- des frais médicaux dûment justifiés ;

- du préjudice esthétique ;
- de ce que l'auteur a indemnisé en partie la victime pour un montant de 6.800 BEF ;
- de la perte de deux années scolaires ;
- des frais de déplacement dûment justifiés.

la commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide principale.

M2017 (2002)

Tenant compte d'une part,

- du jeune âge de la victime ;
- de la répétition dans le temps des faits ;
- de ce que les faits ont été commis par un parent, proche des victimes ;
- de la nécessité de poursuivre la guidance psychologique ;
- des frais de thérapie.

M3348 (2004)

Tenant compte d'une part :

- des circonstances des faits et de leur répétition;
- du fait que les auteurs étaient respectivement le père de l'amie du requérant et sa compagne, qu'ils avaient autorité sur le requérant, alors mineur d'âge et utilisaient un mode de chantage et de menaces pour poursuivre leurs agissements sur le jeune âgé alors de 15 ans ;

JU 24 le dommage esthétique

99206 (2002)

de l'extrême gravité du préjudice esthétique fixé à 6/7 par l'expert, modifiable par la chirurgie esthétique, ce que la requérante n'a pu envisager jusqu'à présent, par manque de moyens financiers;

99475 (2002)

Tenant compte d'une part,

- de l'invalidité permanente très élevée, fixée à 60 % par l'expert médical ;
- de la période d'invalidité temporaire de plus de 50 % ;
- du dommage esthétique très important car les séquelles se situent sur le visage de la requérante.

MM118 (2002)

de l'absence de préjudice esthétique au vu du rapport d'expertise.

JU 25 les frais matériels

99182 (2002)

de ce que le poste prévu pour les frais matériels est limité par la loi au montant de 50.000 francs.

MM170 (2003)

De commissie stelt vast dat het door de verzoeker gevraagd bedrag voor de materiële schade in feite de waarde van ontstolen gelden van de uitbating van het pompstation betreft. Volgens de constante rechtspraak van de commissie worden onder materiële kosten evenwel de kosten verstaan die verband houden met het letsel opgelopen door het slachtoffer. Aldus komt het gevraagde bedrag van € 3.760 voor materiële schade niet in aanmerking voor vergoeding door de commissie.

M1345 (2004)

In de begroting van de diverse schadekosten vermeldt verzoekster een bedrag van € 2.500 wegens materiële kosten; het maximumbedrag voor deze schadepost werd door artikel 32 § 4 van de wet van 1 augustus 1985 juncto artikel 2 van het Koninklijk Besluit van 18 december 1986 evenwel vastgelegd op € 1.250.

M2021 (2003)

De post materiële schade bestaat o.m. uit loonverlies en saldo medische kosten. Ten onrechte worden deze kosten beschouwd als materiële kosten. Zij dienen ondergebracht te worden onder respectievelijk de post "inkomstenverlies" en de post "medische kosten".

M2425 (2003)

Verzoekster vermeldt in de opsomming van de schadeposten een post “kosten vluchthuis”; deze post is als dusdanig niet opgenomen in de limitatieve opsomming van artikel 32 § 1 van de wet; de commissie is evenwel van mening dat dit nadeel wel kan beschouwd worden als een “materiële kost” die wel in de limitatieve opsomming is opgenomen, evenwel voor een beperkt bedrag vastgelegd op 50.000 (oude) Belgische franken.

M40055 (2004)

De schadepost “ontstolen gelden” is niet opgenomen in de limitatieve opsomming van artikel 32, §1. Volgens de constante rechtspraak van de commissie worden onder materiële kosten de kosten verstaan die verband houden met het letsel opgelopen door het slachtoffer.

JU 26 les frais de procédure

98423 (2002)

Tenant compte d'une part, des frais de procédure et d'hospitalisation dûment justifiés.

99404 (2002)

Bij de begroting van de door haar geleden schade vordert de verzoekster kosten en ereloon van haar advocaat. De kosten van burgerlijke partijstelling en/of procedurekosten, zoals bepaald in artikel 32, §2, lid 3 van de wet zijn evenwel beperkt tot de eigenlijke gerechtskosten, zoals deze van stelling van burgerlijke partij, kosten van expertises en uitvoering. Zij omvatten niet de erelonen en kostenstaten van de raadslieden, wat louter administratieve kosten zijn.

JU 27 des souffrances physiques et/ou psychiques [abrogées]

M1007 (2002)

En date du ..., à ..., la requérante est interpellée par le nommé D qui l'invite à monter dans la voiture. Ce dernier est son ex-petit ami

qu'elle avait quitté en septembre parce qu'il se droguait. Confiante en lui et espérant qu'il l'aimait toujours, elle accepte de monter dans la voiture où se trouve le nommé M. Elle refusa de leur faire une fellation ; ils se sont alors énervés et l'ont giflée. Ensuite, à tour de rôle et en la maintenant de force, ils la violèrent. Ils lui volèrent également quelques bijoux personnels.

...

Tenant compte d'une part,

- des souffrances physiques et psychiques ;
- du préjudice moral chez la requérante ;
- de la gravité des faits commis par une personne bénéficiant de la confiance de la victime ;
- de la situation financière relativement précaire de la requérante ;
- des frais pharmaceutiques dûment justifiés ;
- de la nécessité de poursuivre la guidance psychologique.

JU 28 la perte d'une ou de plusieurs années de scolarité

- la perte d'une année de scolarité
- absence de perte d'une année de scolarité

la perte d'une année de scolarité

704 (2002)

Tenant compte d'une part :

- de l'invalidité permanente de 25% que la requérante conserve suite aux faits;
- du préjudice moral qu'a subi la requérante suite aux agressions dont elle a été victime ;
- du fait que la requérante a subi un préjudice lié à la perte de 3 années scolaires ;

98479 (2002)

Tenant compte d'une part, de la perte d'une année scolaire ;

MM298 (2002)

Tenant compte d'une part :

- des frais médicaux dûment justifiés qui ont été supportés par le requérant ;
- du fait que le requérant a perdu une année d'études universitaires ; et d'autre part :
 - de l'absence de séquelles permanentes chez le requérant suite à l'agression dont il a été victime ;

la commission estime qu'il y a lieu d'accorder au requérant une aide, fixée ex æquo et bono, à la somme de 5.140 €.

M1124 (2003)

- de la perte de deux années de scolarité ;

absence de perte d'une année de scolarité

M1147 (2004)

et d'autre part,

- de ce que le requérant déclare qu'il a perdu une année de scolarité mais de ce que cet échec scolaire ne peut être attribué à l'agression, étant survenu 3 ans après les faits et étant donné que l'invalidité a été consolidée le 30 juillet 1998,

M1443 (2004)

de ce que les indications reprises au dossier ne permettent pas d'établir que la perte d'une année scolaire soit la conséquence directe et unique de l'agression subie ;

M2056 (2002)

que la requérante était étudiante au moment des faits et de ce que ceux-ci ont perturbé sa scolarité mais n'ont pas engendré d'échec.

JU 29 les intérêts

1028 (2002)

Tenant compte d'autre part : de ce que les intérêts ne sont pas repris dans la liste limitative des postes du dommage énumérés à l'article 32 de la loi et conformément à la jurisprudence de la commission, ne peuvent être pris en considération ;

97027 (2002)

de ce que les intérêts ne font pas partie de la liste limitative des postes du dommage prévus à l'article 32 § 1^{er} de la loi et conformément à la jurisprudence de la commission, ne peuvent être pris en considération

98160 (2002)

De commissie merkt op dat het tot haar constante rechtspraak behoort - en deze vloeit voort uit de bedoeling van de wet - dat intresten niet voor vergoeding in aanmerking komen. Het principe dat de bijzaak de hoofdzaak volgt is hier niet van toepassing; immers de schuldenaar van de toegekende hulp, zijnde de Belgische Staat, is niet de

veroorzaker van de schade. Net zoals interessen komt ook de schadepost 'economische verlies huisvrouw niet voor in de limitatieve opsomming van artikel 32, § 1 van de wet. Bijgevolg kan ook deze schadepost niet in aanmerking genomen worden.

MM533 (2002)

De commissie dient aan te stippen dat intresten niet voor vergoeding in aanmerking komen: het betreft een hulp, los van enige aansprakelijkheid van de Staat enerzijds, en anderzijds worden intresten niet opgenomen in de limitatieve opsomming van artikel 32, §1 van de wet van 1 augustus 1985.

JU 30 postes de dommage exclus

- les frais d'avocat
- autres cas

les frais d'avocat

97011 (2002)

Tenant compte d'autre part : de ce que les frais et honoraires d'avocat ne font pas partie de la liste limitative des postes du dommage fixée à l'article 32 de la loi du 01/08/1985.

97208 (2002)

Tenant compte d'autre part : de ce que les frais d'avocat ne font pas partie des postes énumérés à l'article 32 de la loi du 01/08/1985 et conformément à la jurisprudence de la commission, ne peuvent être pris en considération;

99393 (2002)

de ce que les frais d'avocat ne sont pas repris dans la liste limitative de l'article 32 de la loi du 1er août 1985 et ne peuvent pas être pris en considération par la commission;

99404 (2002)

Bij de begroting van de door haar geleden schade vordert de verzoeker kosten en ereloon van haar advocaat. De kosten van burgerlijke partijstelling en/of procedurekosten, zoals bepaald in artikel 32, §2, lid 3 van de wet zijn evenwel beperkt tot de eigenlijke gerechtskosten, zoals deze van stelling van burgerlijke partij, kosten van expertises en uitvoering. Zij omvatten niet de erelonen en kostenstaten van de raadslieden, wat louter administratieve kosten zijn.

MM448 (2002)

de ce que les frais d'avocat ne font pas partie des postes du dommage énumérés à l'article 32 de la loi et conformément à la jurisprudence de la commission, ne peuvent être pris en considération par la commission ;

M1010 (2002)

de ce que les frais d'honoraires d'avocat ne sont pas repris dans la liste limitative de l'article 32 de la loi du 1er août 1985 et, conformément à la jurisprudence de la commission, ne sont pas à prendre en considération pour l'évaluation du montant de l'aide,

M1030 (2002)

Er dient een onderscheid te worden gemaakt tussen de eigenlijke gerechtskosten enerzijds en de erelonen en kostenstaten van de advocaten anderzijds. Erelonen van advocaten zijn niet opgenomen onder de post 'kosten voor de burgerlijke partijstelling en/of procedurekosten' in de limitatieve lijst van artikel 32, §1 van de wet van 1 augustus 1985. De commissie kan ze dan ook niet in aanmerking nemen.

M1351 (2002)

In zijn verzoek om hulp neemt verzoeker ook een schadepost "kosten burgerlijke partijstelling en advocatenkosten" op. Uit het dossier blijkt evenwel dat verzoeker zich burgerlijke partij gesteld heeft ter terechting van de correctionele rechtbank; de burgerlijke partijstelling in deze stand van de procedure brengt geen kosten met zich mee.

Anderzijds zijn advocatenkosten niet opgenomen in de limitatieve lijst van schadeposten waarvoor hulp aan de commissie kan gevraagd worden (artikel 32 §1 van de wet). Deze schadepost dient dan ook geweerd te worden.

M40055 (2004)

Er dient een onderscheid dient te worden gemaakt tussen de eigenlijke gerechtskosten enerzijds en de erelonen en kostenstaten van de advocaten anderzijds. Erelonen van advocaten zijn niet opgenomen onder de post 'procedurekosten' in de limitatieve lijst van artikel 32, §1 van de wet van 1 augustus 1985. De commissie kan ze dan ook niet in aanmerking nemen.

autres cas

Postes de dommage non retenus par la commission durant la période 2002-2004 :

- avantages sociaux
(primes, chèques repas, ...)
- dommage ménager
- efforts accrus
- frais de déplacement
- frais de résidence en seniorerie
- frais et honoraires de tuteur ad hoc
- frais liés à une aide ménagère
- perte des avantages sociaux (primes, chèques repas, prime d'assiduité, congés payés)
- perte des primes pour horaire de nuit, weekend, jours fériés
- hulp van derden
- kosten voor familiale hulp
- meerinspanningen beroepsactiviteit/huishoud en
- pretium voluptatis
- schade bij repercussion (gevolgschade voor nabestaanden wegens pijnen geleden door anderen)
- schade ex haerede
- verlies economische waarde huisvrouw/huisman
- voorbehoud
- voorbehoud voor fiscale lasten

- préjudice d'affection
- préjudice d'agrément
- préjudice ménager
- préjudice sexuel
- pretium voluptatis

JU 31 la preuve du dommage

- refus
- réduction de l'aide
- effort nécessaire du requérant

refus

700 (2003)

Tenant compte :

- de ce que le requérant ne soutient pas sa demande, ayant fait défaut aux audiences des 24/7/2001 et 20/12/2001 et ne répondant pas aux différents courriers que le secrétariat lui a adressés;
- de ce que le requérant ne fournit pas au secrétariat les documents qui lui ont été demandés et ainsi ne démontre pas à suffisance le préjudice pour lequel il postule une aide devant la commission;

la commission estime que la demande du requérant est recevable mais non fondée.

99351 (2002)

Vu le dossier de la procédure et notamment :

Par requête introduite le 18/06/1999, la requérante (alors mineure et représentée par son père, Monsieur A) expose que sa mère a été victime d'un acte intentionnel de violence des suites duquel elle est

décédée et postule une aide d'urgence de 300.000 F couvrant les frais funéraires et le préjudice moral occasionné par la mort de la victime, les frais médicaux nécessités par un suivi thérapeutique et la perte d'aliments;

...

Tenant compte,

- De l'absence de tous justificatifs pour les frais invoqués ;

la commission estime la demande recevable, mais non fondée.

[Il est à noter que les frais de procédure et les frais funéraires ont été payés dans le cadre du dossier 99350.]

99533 (2002)

De commissie dient vast te stellen dat herhaalde schriftelijke aanmaningen van het secretariaat (op 7 februari 2000, 14 juli 2000, 18 september 2000, 18 oktober 2000, 30 juli 2001 en 24 januari 2002) om de ontbrekende stukken aan het dossier toe te voegen, onbeantwoord bleven. De verzoeker heeft het ook niet nodig geoordeeld gevolg te geven aan de oproeping om voor de commissie te verschijnen en er gehoord te worden.

In de gegeven omstandigheden dient de commissie vast te stellen dat zijn vordering tot het bekomen van een hulp ongegrond is.

M1101 (2004)

De commissie dient vast te stellen dat ondanks herhaalde schriftelijke aanmaningen van het secretariaat, deze nagenoeg onbeantwoord bleven. De verzoeker heeft het ook niet nodig geoordeeld gevolg te geven aan de herinneringsbrieven.

In de gegeven omstandigheden dient de commissie vast te stellen dat zijn vordering tot het bekomen van een hulp ongegrond is.

M1393 (2003)

De commissie dient vast te stellen dat herhaalde schriftelijke aanmaningen van het secretariaat (op 24 augustus 2001, 21

november 2001, 24 januari 2002, 9 april 2002 en 28 augustus 2002) om de ontbrekende stukken aan het dossier toe te voegen, onbeantwoord bleven. De verzoekster heeft het ook niet nodig geoordeeld gevolg te geven aan de oproeping om voor de commissie te verschijnen en er gehoord te worden.

In de gegeven omstandigheden dient de commissie vast te stellen dat haar vordering tot het bekomen van een hulp ongegrond is.

M3491 (2004)

Wat de grond van de zaak betreft, is de commissie van oordeel dat er in de neergelegde stukkenbundel onvoldoende objectieve elementen kunnen aangetroffen worden die het bestaan van een opzettelijke gewelddaad, zoals vereist door de wet van 1 augustus 1985, aannemelijk maken.

Gelet op deze onzekerheid, kan de commissie in de gegeven omstandigheden niet anders dan het verzoek tot het bekomen van een noodhulp als ongegrond af te wijzen.

réduction de l'aide

97074 (2002)

Tenant compte d'autre part : de l'absence de justificatifs de frais médicaux, d'hospitalisation et pharmaceutiques consécutifs aux faits;

97208 (2002)

Tenant compte d'autre part : de ce que le requérant fait état de frais médicaux supplémentaires mais n'apporte aucun justificatif à l'appui de sa demande;

98160 (2002)

De verzoekster vraagt ook een vergoeding voor esthetische schade. Zij legt hierover een attest neer van Dr. C. Geelen. De commissie meent echter dat in onderhavig dossier, o.m. rekening houdend met het gerechtelijk medisch deskundig verslag van Dokter L. Mangelschots en de beslissing van de correctionele rechtbank te Tongeren van 28 maart 2000, deze schadepost onvoldoende bewezen is.

98521 (2002)

Tenant compte d'autre part, de l'absence de justificatifs d'éventuels frais médicaux, pharmaceutiques ou d'hospitalisation non remboursés par la mutuelle ou d'éventuels frais matériels, de constitution civile ou de procédure,

99245 (2002)

De verzoekster vraagt € 32.574 wegens inkomstenverlies. Aan de hand van de neergelegde stukken wordt dit echter onvoldoende gestaafd, zodat deze schadepost dan ook afgewezen dient te worden.

99288 (2002)

De commissie is van oordeel dat de door de verzoeker geraamde schade van 600.000 à 700.000 frank wegens het verlies van de slaaoogst niet redelijk kan verantwoord worden, gelet op het feit dat uit de berekeningsnota van de personenbelasting blijkt dat verzoeker in 1991, het jaar vóór de feiten, een nettoresultaat (winst) boekte van slechts 90.676 frank. Volgens de commissie dient de hulp voor de post 'inkomstenverlies' herleid te worden tot € 2.500.

99327 (2002)

Tenant compte d'autre part,

- de l'absence de justificatifs permettant d'établir la répercussion des faits sur le parcours scolaire du requérant, le conseil évoque dans la requête la perte d'une année scolaire mais cette dernière n'est pas établie et ne ressort d'aucun élément du dossier ni du rapport médical ;
- de l'absence de justificatifs de frais médicaux ou d'expertise ;

99578 (2002)

Wat de feiten van 27 juli 1995 betreft

De verzoeker stelt ten gevolge van de feiten een invaliditeit van 66% opgelopen te hebben. In het deskundig verslag wordt opgemerkt: "Belanghebbende verklaarde dat er in 1995 en schouderletsel ontstond door kneuzend geweld waarvoor heilkundige behandeling.

Uit de voorgelegde medische stukken blijkt niet dat belanghebbende een traumatisch schouderletsel opliep. Wel is er een verslag van een operatie thv. schouder uitgevoerd in 1998. Belanghebbende deed aanvraag voor feiten d.d. 29.7.95. Uit medische documenten blijkt ... Ondergetekende meent dat belanghebbende als gevolg van de feiten d.d. 29.7.95 geen restletsels vertoont. Men kan wel een beperkte tijdelijke ongeschiktheid toe kennen." De commissie maakt deze redenering tot de hare. De verzoeker laat ook na aan te tonen dat de feiten van 27.9.95 andere en meer ernstigere implicaties hadden.

Rekening houdend met de ernst van de feiten van 27 juli 1995 en de traumatische gevolgen ervan voor de verzoeker zoals zij blijkt uit het dossier meent de commissie in billijkheid een hulp te kunnen toe kennen.

99596 (2002)

En date du 21/06/1996, à ..., devant son école, le requérant s'est fait dérober son stylo par une étudiante. Il exigea le retour du stylo et s'ensuivit une bousculade. C'est alors que plusieurs jeunes se sont jetés sur lui et l'ont frappé. L'un d'entre eux a brisé ses lunettes.

...

Tenant compte :

- de l'invalidité permanente de 8% que le requérant conserve suite à l'agression dont il a été victime ;
- des frais matériels ainsi que des frais de constitution de partie civile dûment justifiés qui ont été supportés par le requérant ;

la commission estime qu'il y a lieu d'accorder au requérant une aide, fixée ex æquo et bono, à la somme de 6.360 € et qu'il y a lieu de surseoir à statuer quant au montant des frais médicaux qui ont été supportés par le requérant *dans l'attente de pièces justificatives*.

99602 (2002)

De verzoekster vordert 208.395 frank voor medische kosten. De commissie meent dat onvoldoende bewezen is dat deze kosten het gevolg zijn van de feiten van 1994. Om deze reden kan bij het

begroten van de hulp dan ook geen rekening gehouden worden met deze kosten.

MM227 (2002)

de ce que les frais médicaux postulés par le requérant ne sont pas établis par des pièces justificatives ;

MM347 (2002)

- du fait que la requérante sollicite une aide pour les frais funéraires et les frais médicaux mais n'est pas en mesure de produire dès à présent les justificatifs permettant leur examen à l'audience ;
- de ce qu'une aide peut déjà être octroyée à la requérante pour le dommage moral et que la commission se réserve à statuer pour le surplus, dans l'attente des pièces justificatives (frais funéraires en précisant la part restant à charge de la requérante, frais médicaux et/ou thérapeutiques engagés suite aux faits et montant restant à charge de la requérante après intervention de la mutuelle) ;

M1327 (2003)

De door verzoeker gevraagde hulp voor de schadeposten tijdelijke en blijvende invaliditeit, gerechtskosten en morele schade geeft geen aanleiding tot betwisting; voor wat de schadepost "medische kosten" evenwel betreft, wordt het gevraagde bedrag nauwelijks bewezen en wordt ter zitting trouwens mondeling toegelicht dat het om een forfaitaire raming gaat, gebaseerd op het feit dat verzoeker veel medicatie dient te nemen; de commissie houdt hiermee rekening bij het bepalen van het bedrag van de hulp dat zij in billijkheid zoals hierna bepaald toekent.

M1425 (2002)

Bij beslissing van 30 mei 2001 werd aan de verzoekster voor deze feiten een noodhulp van 100.000 frank toegekend: "Rekening houdend met de ernst van de feiten, zoals zij blijken uit het dossier, met de kosten gemaakt om de aangestelde deskundige te betalen *en met de noodzaak voor de verzoekster om een therapie te ondergaan zoals gebleken is uit de uiteenzetting ter zitting door de raadsman van verzoekers*, mag in de gekende feitelijke situatie aanvaard worden dat de vertraging in de hulpverlening aan de verzoekster een ernstig

nadeel kan berokkenen en dat het billijk voorkomt dat haar een noodhulp van 100.000 frank wordt uitgekeerd. Deze noodhulp zal in eerste instantie aangewend worden om de (reeds gemaakte) kosten van de deskundige te betalen en om een aangepaste therapie te volgen.”

De commissie merkt op dat noch de verzoekster noch haar raadsman bij machte was enige stukken voor te leggen in verband met een gevolgde therapie.

effort nécessaire du requérant

946 (2004)

De commissie nam kennis van de stukken, onder meer van:

- het verzoekschrift van 28 november 1995, neergelegd op het secretariaat van de commissie op 1 december 1995, waarbij de verzoeker de toekenning heeft gevraagd van de maximale hulp;
 - de uitgevoerde onderzoeksverrichtingen;
 - het zittingsblad van de Vijfde kamer van de commissie d.d. 6 mei 1999, luidens hetwelk de zaak, op vraag van de raadsman van verzoeker, voor onbepaalde tijd werd uitgesteld;
 - de veelvuldige herinneringsbrieven aan verzoeker teneinde de ontbrekende stukken aan het dossier toe te voegen;
- ...

De commissie dient vast te stellen dat herhaalde schriftelijke aanmaningen van het secretariaat (op 13 september 1999, 7 maart 2000, 14 juli 2000, 18 september 2000, 18 januari 2001, 14 maart 2001, 28 mei 2001, 2 juli 2001 en 7 januari 2002) om de ontbrekende stukken aan het dossier toe te voegen, onbeantwoord bleven. De verzoeker heeft het ook niet nodig geoordeeld gevolg te geven aan de oproeping om voor de commissie te verschijnen en er gehoord te worden.

In de gegeven omstandigheden dient de commissie vast te stellen dat de vordering van verzoeker tot het bekomen van een hulp ongegrond is.

97029 (2004)

Force est de constater que, malgré les nombreux rappels adressés au requérant, celui-ci ne s'est plus manifesté et la commission ne dispose dès lors pas d'indications établies permettant de rattacher la demande aux critères de la loi.

En effet, le requérant sollicite une aide principale mais il n'a jamais précisé les circonstances des faits d'agression, il ne joint aucun document de constitution de partie civile et ne semble disposer d'aucune décision judiciaire établissant les faits dont il déclare avoir été victime. La citation judiciaire dont il joint la copie au dossier le désigne comme l'auteur de dégradations à un véhicule et l'intéressé ne fait mention d'aucune procédure entamée par lui-même ou son conseil à l'encontre des auteurs dont il aurait subi les agressions (rien n'indique au dossier l'existence d'un dépôt de plainte vis-à-vis des agresseurs, d'une constitution de partie civile, ni même d'une citation des auteurs des agressions qu'il aurait subies).

Si les rapports médicaux joints au dossier mentionnent une aggravation de son état de santé depuis les faits, ils ne permettent pas de répondre aux prescriptions légales puisqu'ils ne précisent pas les circonstances des faits et ne permettent pas davantage d'établir que les faits relèvent d'un acte intentionnel de violence.

Compte tenu de ces éléments, la commission estime que la requête du requérant n'est pas recevable.

JU 32 l'enquête de solvabilité

99265 (2002)

Uit inlichtingen ingewonnen via het parket-generaal te Antwerpen blijkt dat S geen vaste inschrijving heeft en zelf schriftelijk verklaart over geen inkomsten of eigendommen te beschikken, zodat hij in de onmogelijkheid verkeert enige schulden (af) te betalen.

W verklaarde op 4 september 2000 het volgende aan de Politie Antwerpen: "*Ik was niet op de hoogte dat ik nog een schadevergoeding moet betalen. Wanneer ik het saldo verneem zal ik dit zeker voldoen. Ik ben momenteel werkloos met een maandinkomen van 24.000 fr.*"

99668 (2002)

Op ons verzoek werd via het parket-generaal te Antwerpen een onderzoek bevolen nopens de financiële situatie van de daders L en V.

De Politie Antwerpen deelde evenwel mede dat hieraan niet kon worden voldaan: V is sinds 15 juli 1999 afgevoerd van ambtswege, terwijl L nooit kon aangetroffen worden op zijn adres te Antwerpen.

Ook uit briefwisseling vanwege gerechtsdeurwaarder Bellens blijkt dat de solvabiliteit van beide daders uiterst onzeker is.

MM331 (2002)

Uit inlichtingen ingewonnen via het parket-generaal te Antwerpen nopens de persoonlijke, familiale en financiële situatie van de beide daders blijkt het volgende:

- de heer O werd sinds zijn 18de verjaardag in feite constant in de gevangenis opgesloten wegens diverse misdrijven. Hij staat nog steeds ingeschreven op het adres van zijn ouders. Hij heeft geen bezittingen. Wanneer hij in vrijheid komt, zal hij zeer waarschijnlijk moeten leven van het bestaansminimum van het OCMW.
- de heer A verblijft bij zijn ouders. Hij verklaart op 15 april 2001 sinds 7 à 8 maanden te werken als vrachtwagenchauffeur en een netto-maandinkomen te genieten van ca. 40.000 fr. Maandelijks moet hij 16.000 fr. huur en 4.000 fr. kosten betalen. Hij heeft twee kinderen, voor wiens opvoeding hij samen met zijn echtgenote financieel instaat. De Brusselse procureur-generaal merkt op dat de verklaring van de heer C leugenachtig is. Hij werd immers van 30 maart 2000 tot 8 april 2001 onder aanhoudingsmandaat geplaatst uit hoofde van moord en opzettelijke slagen en verwondingen met arbeidsongeschiktheid tot gevolg. Deze detentie verhinderde hem om sinds 7 à 8 maanden als vrachtwagenchauffeur te werken.

In een schrijven d.d. 19 mei 2000 verklaart gerechtsdeurwaarder Cailliau dat de heer C op een gemeubelde kamer woont en dat uitvoeren lastens hem totaal onmogelijk is.

MM559 (2002)

Er werd via het Parket-generaal een onderzoek opgestart naar de financiële middelen van de dader. Deze verklaarde nog niet betaald te hebben. Hij stelde echter dat de verzoeker en zijn zus de inboedel van het appartement waar hun moeder verbleef leeggehaald hadden: deze inboedel zou door hem betaald geweest zijn en een waarde van ongeveer 2.000.000 frank hebben. Verder heeft hij geen eigendommen noch bezittingen. Hij verdient in de gevangenis 4 à 5.000 frank per maand, waarvan hij maandelijks 1.000 frank afbetaalt aan zijn raadsman en 1.000 frank voor de huur van een TV en distributie.

In een schrijven van 5 november 2001 ontkent verzoeker met klem dat de meubels in het appartement van zijn moeder eigendom waren van de heer L. Uit een bijgebrachte factuur blijkt dat ze eigendom waren van mevrouw K, de zuster van verzoeker.

JU 33 l'expertise médicale

98206 (2002)

De commissie nam kennis van de stukken, onder meer van:

- het verzoekschrift van 21 maart 1998, neergelegd op het secretariaat van de commissie op 24 maart 1998 waarbij de verzoeker toekenning heeft gevraagd van een hulp van € 8.259;
- de beslissing d.d. 30 mei 2001 waarbij aan de verzoeker een noodhulp van 15.000 frank werd toegekend en waarbij de zaak voor het overige naar de bijzondere rol werd verwezen;
- het bevelschrift van 30 mei 2001 waarbij een medisch deskundigenonderzoek door de Gerechtelijk-geneeskundige Dienst bevallen werd;

98823 (2002)

Verklaart het verzoek ontvankelijk,

Doch vooraleer verder te beslissen, gelast de Gerechtelijk-geneeskundige Dienst:

- kennis te nemen van het dossier van het Ministerie van Volksgezondheid met het afgeleverd attest d.d. ... (dossiernummer ...) en waarbij een ongeschiktheid werd vastgesteld van ten minste 66 % vanaf 1 april 1996 tot en met 31 augustus 1998;
- na te gaan of deze toegekende ongeschiktheid (daterend van vóór de feiten gepleegd op verzoekster d.d. 19 juni 1997), waarvan geen melding werd gemaakt in het toegevoegd verslag van de Gerechtelijk-geneeskundige Dienst d.d. 22 november 2000, gesteund is op psychische stoornissen,
- de commissie te adviseren nopens de eventuele samenloop van de cijfers die weerhouden werden in voormalde verslagen;
- indien de door de Gerechtelijk-geneeskundige Dienst toegekende invaliditeit gesteund is op psychische stoornissen, de wisselwerking vast te stellen met de vroegere problemen van verzoekster.

[Quelques mois plus tard la commission a pu prendre une décision dans cette affaire.]

- de beslissing van de commissie van 12 maart 2002 waarbij de Gerechtelijk-geneeskundige Dienst gelast werd aanvullende onderzoeksverrichtingen uit te voeren;
- het verslag van de Gerechtelijk-geneeskundige Dienst, op het secretariaat neergelegd op 21 maart 2002;
- de regelmatige kennisgevingen aan de partijen van de procedurestukken en van de rechtsdag vastgesteld op 25 juni 2002;

99266 (2002)

Een kinderpsychiatrisch onderzoek werd aangevraagd, doch niet uitgevoerd. Aan de Gerechtelijk-geneeskundige dienst werd de reden hiervan opgevraagd.

De G.G.D. deelde mee contact te hebben opgenomen met een geneesheer-specialist in de kinderpsychiatrie, welke echter stelde dat hij slechts de opdracht wou aanvaarden zo er opname (observatie) plaatsvond in een gespecialiseerde ziekenhuis-dienst. De G.G.D. was van oordeel dat dit het domein van de medische expertise oversteeg

en volledig tot het domein van de curatieve geneeskunde (huisarts – behandelende specialist) behoorde.

99269 (2002)

Op 23 mei 2001 deelde de Gerechtelijk-geneeskundige dienst mee dat X werd opgeroepen voor een medisch onderzoek op 16 september 1999, doch dat hieraan geen gevolg werd gegeven.

De raadsman deelde mee dat X geweigerd had zich aan het medisch onderzoek te onderwerpen (hij wou er met niemand meer over praten).

99406 (2002)

Tenant compte d'autre part,

- de ce que l'article 16 §1 de l'Arrêté Royal du 18 décembre 1986 accorde à la requérante un délai de 15 jours pour faire valoir ses objections quant aux conclusions de l'Office Médico-Légal exposées dans le rapport et de ce que la nommée X n'a pas estimé devoir faire usage de cette faculté ;
- de ce que la requérante, en outre, n'a pas produit, lors de l'audience, d'éléments susceptibles d'étayer une demande pour une seconde expertise ;

99427 (2002)

Tenant compte d'autre part, de ce que la requérante émet des objections à l'égard de l'expertise de l'Office médico-légal, mais ne produit pas d'éléments susceptibles d'étayer une demande pour une seconde expertise ;

MM222 (2002)

Doch vooraleer verder te beslissen, gelast de Gerechtelijk-geneeskundige Dienst:

- een geneesheer-deskundige aan te stellen met de bijkomende opdracht een CT-scan te maken en de arthrose na te gaan zoals vooropgesteld door Dokter Loquet;

- verzoekster psychologisch te laten onderzoeken door een geneesheer-psychiater teneinde de duur en de graden van de tijdelijke, volledige en gedeeltelijke, en blijvende invaliditeit van verzoekster vast te stellen en de weerslag op de levenssferen van verzoekster te bepalen.

MM595 (2004)

Verzoeker meent dat er ten onrechte wordt gesteld dat hij niet buiten bewustzijn is geweest en verwijst hiervoor naar zijn eerste verklaring onmiddellijk na de feiten op 25 juni 1997 voor de politie te Wevelgem waarbij hij uitdrukkelijk stelde: "*ik ben een korte periode bewusteloos geweest*".

Verzoeker meent dan ook dat er ten onrechte wordt aangenomen/gesteld door de artsen dat hij slechts wat versuft zou zijn geweest. Verzoeker zou naderhand, toen hij op het politiebureau was, verteld hebben dat toen hij terug bij bewustzijn kwam en het pand diende te verlaten bij Boone, hij dan wat versuft was.

Daar de artsen over zijn verklaring hebben heen gelezen en dus ten onrechte slechts sufheid hebben weerhouden, menen zij verder ten onrechte dat er geen oorzakelijk verband zou zijn m.b.t. de huidige toestand waarbij verzoeker zich niet kan concentreren en geheugenverlies en verlies van gehoor heeft. Zonodig, zo stelt verzoeker, dient het strafdossier opnieuw te worden voorgelegd aan de deskundige teneinde te laten beoordelen of op basis van de eigenlijk wel bewezen bewusteloosheid tot een ander besluit zou gekomen worden m.b.t. de mogelijke blijvende gevolgen.

Op 29 augustus 2003 richtte verslaggeefster een schrijven aan dokter D. Huyghebaert, geneesheer-ambtenaar bij de Gerechtelijk-geneeskundige dienst, met de vraag of het al dan niet verliezen van het bewustzijn gedurende een korte periode een invloed kan hebben op de besluitvorming en of het noodzakelijk/wenselijk is dat verzoeker opnieuw dient te worden onderzocht door de Gerechtelijk-geneeskundige dienst.

Bij schrijven d.d. 1 september 2003 deelde dokter Huyghebaert aan het secretariaat van de commissie mede dat een periode van bewustzijnsverlies één van de elementen is bij de evaluatie van een

commotio cerebri (in dit geval met hoofdwonde). Andere elementen vormen de resultaten van bijkomende specialistische onderzoeken, dewelke reeds ter hand werden gesteld van de geneesheer-expert (neurologie, radiodiagnose, N.K.O.,...). Aan de hand van de aanwezige stukken in het dossier meent dokter Huyghebaert dat de expertise lege artis werd verricht.

Dokter Huyghebaert deelde tenslotte mede dat indien er bijkomende medische stukken zijn (notificaties in het dossier spoedgevallen, enz. ...), er door dokter Soubry een bijkomend advies "op stukken" kan worden uitgebracht.

Aan de raadsman van verzoeker werd door het secretariaat van de commissie per schrijven d.d. 25 augustus 2003 gevraagd of zij over nog enige andere elementen – andere dan de verklaring van haar cliënt – beschikt waaruit diens bewusteloosheid zou blijken.

Verzoeker heeft geen bijkomende stukken in deze zin overgemaakt aan de commissie.

M1378 (2002)

Alvorens te oordelen over het verzoek tot hoofdhulp acht de commissie het aangewezen om verzoekster medisch te laten onderzoeken door de Gerechtelijk-geneeskundige dienst, teneinde de gevolgen van de gewelddadigen op de gezondheidstoestand van verzoekster te kunnen bepalen. De Gerechtelijk-geneeskundige dienst zal met dit onderzoek worden gelast bij bevel van mevrouw Delesie, voorzitter.

M1603 (2002)

Op basis van het overgelegd dossier is de commissie van oordeel dat aan de voorwaarden voor het toekennen van een *noodhulp*, zoals bepaald in artikel 36 van de wet, is voldaan.

Wat de vraag tot toekenning van een *hoofdhulp* betreft acht de commissie het aangewezen om verzoekster te onderwerpen aan een medisch onderzoek, uit te voeren door de Gerechtelijk-geneeskundige dienst. Op basis van de resultaten van dit onderzoek zal de schade definitief kunnen begroot worden.

M3003 (2004)

In het onderhavig dossier acht de commissie het aangewezen om verzoekster te onderwerpen aan een medisch onderzoek, uit te voeren door de Gerechtelijk-geneeskundige dienst (G.G.D.). De G.G.D. zal hierbij belast worden met de gebruikelijke opdracht, doch zal tevens dienen na te gaan wat de invloed is van een voorgaande aandoening (whiplash) op de blijvende ongeschiktheid van verzoekster, alsmede de weerslag dienen te bepalen van de medische voorgeschiedenis op de economische activiteit van verzoekster.

M3329 (2004)

du fait que la commission ne dispose pas d'un rapport d'expertise définitif et que la requérante peut solliciter auprès de la commission une expertise médicale gratuite, dans le cadre du dépôt d'une demande d'aide principale;

M3765 (2004)

De afgevaardigde van de Minister merkt op de arbeidsongeschiktheid van verzoekster geraamd werd in de termen van de wettelijke ziekte- en invaliditeitsverzekering voor werknemers. Het is echter aangewezen haar tijdelijke en blijvende invaliditeit te laten vaststellen door de Gerechtelijk Geneeskundige Dienst en nadien de zaak opnieuw op te roepen. De raads vrouw van verzoekster kon hiermee akkoord gaan.

In het onderhavig dossier acht de commissie het dan ook aangewezen om verzoekster te onderwerpen aan een medisch onderzoek, uit te voeren door de Gerechtelijk-geneeskundige dienst (G.G.D.).

CHAPITRE 4.QUANT AUX PROCHES D'UNE VICTIME DECEDEE

Article 32,§ 2 : “ L'aide prévue à l'article 31, § 2, *inclus* (JU 34):

- 1° les frais médicaux et d'hospitalisation (JU 35);
- 2° les frais funéraires (JU 36), à concurrence d'un montant maximal déterminé par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, et le préjudice moral) (JU 37) occasionné par la mort de la victime ;
- 3° les frais de constitution de partie civile) et/ou les frais de procédure;
- 4° la perte d'aliments) (JU 38) pour les personnes qui, au moment du décès de la victime, étaient à sa charge;
- 5° le dommage résultant de la perte d'une année de scolarité (JU 39).

[Suite aux modifications législatives en 2004, cet article est peu modifié:

« § 2. Pour l'octroi d'une aide aux personnes visées à l'article 31, 2°, la commission se fonde exclusivement sur les éléments suivants du dommage subi :

- 1° le dommage moral;
- 2° les frais médicaux et d'hospitalisation;
- 3° la perte d'aliments pour les personnes qui, au moment du décès de la victime, étaient à sa charge;
- 4° les frais funéraires;
- 5° les frais de procédure;
- 6° le dommage résultant de la perte d'une ou de plusieurs années de scolarité. »

Changements résultant de cette modification:

- le préjudice moral occasionné par la mort de la victime est devenu le dommage moral;

- les frais de constitution de partie civile et/ou les frais de procédure sont devenus les frais de procédure
- le dommage résultant de la perte d'une année de scolarité est devenu le dommage résultant de la perte d'une ou de plusieurs années de scolarité

L'article 2 de l'arrêté royal limite les frais de procédure à € 4.000.]

Les ayants droit des sauveteurs occasionnels peuvent bénéficier de ces postes de dommages (article 32, § 4, 2°).

Jurisprudence :

JU 34 le principe

- les frais médicaux: le principe
- les postes de dommage exclus
- a contrario

MM477 (2002)

Tenant compte d'une part :

- des circonstances particulièrement dramatiques de l'agression ;
- du fait que la requérante a perdu son conjoint et s'est retrouvée seule pour élever cinq enfants en bas âge ;
- du dommage moral important qui en résulte pour la requérante;
- des frais de procédure exposés par la requérante et dûment justifiés au dossier;
- des frais funéraires justifiés par la requérante ;

et d'autre part :

- du maximum légal de 2000 € prévu pour l'intervention relative aux frais funéraires;
- de ce que les intérêts ne font pas partie de la liste limitative des postes prévus à l'article 32 de la loi du 01/08/1985 et conformément à la jurisprudence de la commission, ne peuvent être pris en considération;

[Voy. les enfants de la requérante: MM478 e.v.]

MM478 (2002)

Tenant compte d'une part :

- des circonstances particulièrement dramatiques de l'agression ;
- du fait que la requérante s'est retrouvée veuve brutalement et a dû élever seule cinq enfants en bas âge, dont sa fille mineure E, âgée seulement d'un an et demi au moment de la disparition de son père ;
- du dommage moral important qui en résulte;

et d'autre part :

- de ce que les intérêts ne font pas partie de la liste limitative des postes prévus à l'article 32 de la loi du 01/08/1985 et conformément à la jurisprudence de la commission, ne peuvent être pris en considération;

la commission estime devoir faire droit à la demande et accorder à la requérante, agissant en tant que représentante légale de sa fille mineure E, une aide principale

MM417 (2003)

Tenant compte d'une part :

- des circonstances particulièrement dramatiques des faits;
- du dommage moral considérable pour l'enfant, alors âgée de 2 ans, qui a été retrouvée sur le corps sans vie de sa mère, le lendemain soir du décès;

- des séquelles que l'enfant conserve suite aux faits, tel qu'exposé par l'expert judiciaire ;
- de la perte d'aliments dans le chef de l'enfant mineur, dont la mère assurait seule la prise en charge, l'éducation et l'entretien au moment des faits ;
- de la situation actuelle de l'enfant, confiée à une famille d'accueil et de l'incarcération de son père ;
- du fait que l'auteur n'a pas indemnisé la victime à ce jour;

M1232 (2003)

De commissie beslist in billijkheid, en hierbij rekening houdend met de bedragen die geregeld door de hoven en rechtbanken toegekend worden in vergelijkbare zaken, zowel aan verzoeker als aan verzoekster een hulp toe te kennen als morele schade wegens het overlijden van hun dochter M van € 12.500 en van € 2.500 wegens het overlijden van hun kleinzoon L.

Daarenboven kent de commissie aan de verzoekers een hulp toe van tweemaal € 2.000 als vergoeding voor de begrafenis kosten.

les frais médicaux: le principe

M40190 (2004)

Luidens artikel 36, eerste lid, van de wet van 1 augustus 1985 wordt voor de *medische kosten en de ziekenhuiskosten* de dringendheid altijd verondersteld. Voor deze kosten kan dus in principe een noodhulp worden toegekend, doch in het onderhavig dossier moet vastgesteld worden dat verzoekster heeft nagelaten aan te tonen dat haar ziekenhuisopname d.d. 2 september 2003 in oorzakelijk verband staat met de moord op haar moeder. Het verzoek van verzoekster ten aanzien van de medische kosten lijkt de commissie dan ook ongegrond.

les postes de dommage exclus

MM346 (2003)

de ce que les frais exposés (voyage et hébergement) ne peuvent être assimilés à des frais de procédure et ne peuvent dès lors être pris en compte par la commission;

MM603 (2002)

Bij de begroting van de hulp houdt de commissie enerzijds rekening met de begrafeniskosten en de morele schade, doch niet met het gestolen geld en de gedumpte wagen anderzijds. Deze schadeposten worden immers niet voorzien in artikel 32, § 2 van de wet juncto artikel 31, § 2.

M2065 (2002)

Tenant compte d'autre part,

- de ce que les frais matériels pour les proches ne sont pas indemnisés par l'Etat dans la mesure où la loi de 1^{er} août 1985 ne les retient pas dans la liste limitative du préjudice pour lequel une aide peut être octroyée, fixée à l'article 32 ;

M40190 (2004)

Verzoekster begroot de geleden schade als volgt:

| | |
|--------------------------------|------------|
| - grafzerk: | € 1.500,00 |
| - heffing oppervlaktewater: | € 83,50 |
| - Belgacom: | € 99,05 |
| - factuur Electrabel 22/7/03: | € 252,35 |
| - 11/8/03: | € 124,57 |
| - 9/10/03: | € 124,57 |
| - 2/11/03: | € 129,02 |
| - opvang broer 6 maanden: | € 2.400,00 |
| - ziekenhuisfactuur UZ Leuven: | € 70,47 |
| - Belgacom: | € 172,55 |
| - opvang familie: | € 400,00 |

Toelichting bij enkele gevraagde schadeposten:

- Factuur Electrabel: na de moord werd de woning van het slachtoffer verzegeld. Verzoekster heeft de elektriciteitsrekeningen van haar moeder doorbetaald (er was ook een opzag van drie maanden);

- Belgacom: telefoongesprekken naar de gerechtelijke politie, met familie en voor het regelen van de begrafenis;
 - Opvang familie: vanaf het ogenblik van de feiten tot enkele dagen na de begrafenis; enkele familieleden bleven inslapen;
 - Opvang broer 6 maanden: verzoekster heeft haar broer, die bij het slachtoffer inwoonde, moeten opvangen, hetgeen bijkomende kosten met zich meebracht.
- ...

Artikel 32, § 2, van de wet van 1 augustus 1985 somt *limitatief* de schadeposten op waarvoor aan nabestaanden van een overleden slachtoffer een financiële hulp kan worden toegekend. Toegepast op het onderhavig dossier, moet vastgesteld worden dat aldus enkel de door de verzoekster gevraagde begrafenis Kosten en de medische kosten voor vergoeding in aanmerking komen.

A contrario

98792 (2003)

Voor de heer A in zijn hoedanigheid van beheerder van de huwgemeenschap houdt de commissie rekening met uitvaartkosten ten bedrage van 80.000 frank of € 2.000 (beperking begrafenis Kosten ingevolge artikel 32 § 1, 2 van de wet van 1 augustus 1985) en 2.500 frank voor kosten ziekenwagen. Er wordt tevens rekening gehouden met 20.000 frank voor *rouwkledij* en 300.000 frank voor morele schade. Van deze som wordt de helft van het totaal afbetaald bedrag afgetrokken. Dit komt op 212.500 frank.

Voor mevrouw J houdt de commissie rekening met 20.000 frank *rouwkledij* en met 300.000 frank morele schade. Van deze som wordt eveneens de helft van het totaal afbetaald bedrag afgetrokken. Dit komt op 130.000 frank.

99499 (2002)

Tenant compte :

- du dommage moral qu'a subi la requérante suite au décès de sa fille survenu des circonstances tragiques;

- des frais médicaux, des frais funéraires ainsi que des *frais matériels* dûment justifiés qui ont été à charge de la requérante;

JU 35 les frais médicaux

MM380 (2003)

Tenant compte d'une part :

- des circonstances dramatiques des faits ;
- du dommage moral considérable en résultant pour la requérante;
- des frais médicaux et d'ambulance dûment justifiés ;
- des frais funéraires exposés par la requérante et justifiés au dossier ;
- du suivi thérapeutique et pharmaceutique mis en place pour la requérante depuis le décès de son mari et des séquelles psychologiques particulièrement importantes pour la requérante et ses enfants ;

JU 36 les frais funéraires

- le principe
- a contrario
- par personne décédée

le principe

98011 (2002)

Tenant compte : des frais funéraires dûment justifiés qui ont été à charge de la requérante et qui sont limités par AR du 18/5/1998 à la somme de 80.000 F;

M1062 (2002)

Tenant compte d'autre part,

- que le montant maximal des frais funéraires pris en considération pour la fixation de l'aide est fixé par l'arrêté royal du 18 mai 1998 à 2.000 €.

M1457 (2002)

du maximum légal de 2000 € prévu pour l'intervention relative aux frais funéraires, ces derniers étant pris en charge conjointement par le requérant et son épouse ;

M1070 (2003)

des frais funéraires pour un montant de 398.000 BEF, montant qui ne peut être pris en considération qu'à concurrence de 2.000 € ;

A contrario

99380 (2002)

Exposé des faits et suites judiciaires

En date ..., à la prison ..., le fils de la requérante, le dénommé S, a été étranglé par un codétenu.

...

Tenant compte d'une part,

- Des frais engendrés par l'exhumation et le transfert du corps de la victime qui grèvent le budget de la requérante de manière telle qu'elle se trouve dans une situation de trésorerie nécessitant l'octroi d'une aide d'urgence ;

la commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide d'urgence de 7188,91 €.

2.000 € par personne décédée

M1089 (2002)

Uit de ondervraging ter zitting van verzoekster en van de raadsman, blijkt dat door haar één derde van de begrafenis Kosten van de drie slachtoffers gedragen werd; er kan haar dan ook voor haar aandeel in de begrafenis Kosten een hulp van € 2.000 toegekend worden; de door de verzoekers X en Y gevraagde hulp voor begrafenis Kosten dient evenwel afgewezen te worden.

M1232 (2003)

De commissie beslist in billijkheid, en hierbij rekening houdend met de bedragen die geregeld door de hoven en rechtbanken toegekend worden in vergelijkbare zaken, zowel aan verzoeker als aan verzoekster een hulp toe te kennen als morele schade wegens het overlijden van hun dochter M van € 12.500 en van € 2.500 wegens het overlijden van hun kleinzoon L.

Daarenboven kent de commissie aan de verzoekers een hulp toe van tweemaal € 2.000 als vergoeding voor de begrafenis Kosten.

M400190 (2004)

Wat de *begrafeniskosten* betreft, waaromtrent verzoekster een factuur van € 1.500,40 voorlegt, meent de commissie dat het verzoek tot noodhulp wel gegrond is, gelet op het bescheiden inkomen van verzoekster.

Er moet opgemerkt worden dat in het samenhangend dossier M40191 door ... eveneens een noodhulp wordt gevraagd voor begrafenis Kosten (€ 3.325,25). De totale begrafenis Kosten bedragen aldus € 4.825,65.

De commissie dient de aandacht te vestigen op het feit dat het maximumbedrag voor de begrafenis Kosten per schadegeval is vastgesteld op € 2.000 (artikel 2 van het Koninklijk besluit van 18 december 1986).

De commissie meent dat het billijk is om de toekenning van de begrafenis Kosten onder verzoekster en de heer N te verdelen in verhouding tot het door hen betaalde percentage. In casu betaalde verzoekster € 1.500,40, dit is 31,1 % van het totale bedrag.

Rekening houdend met het wettelijk plafond van € 2.000, komt aan verzoekster aldus een noodhulp toe van 31,1 % van dit bedrag, zijnde € 622.

JU 37 le dommage moral

98450 (2002)

Tenant compte d'une part :
224

- des circonstances particulièrement dramatiques des faits;
- du dommage moral important pour le requérant;

et d'autre part :

de ce que le fils du requérant ne cohabitait plus avec ses parents au moment des faits mais entretenait des contacts réguliers avec ces derniers.

99433 (2002)

Tenant compte,

- de la particulière gravité des faits ;
- de la cohabitation et des liens affectifs avec la victime ;

99648 (2002)

Tenant compte d'une part :

- du dommage moral qu'a subi la requérante suite au décès de sa petite-fille compte tenu des relations très particulières qu'elles entretenaient;
- des circonstances atroces dans lesquelles les faits se sont produits, ceux-ci ayant été commis par le beau-fils de la requérante et alors qu'elle se trouvait dans l'entourage immédiat;

MM211 (2003)

Le ..., la fille de la requérante a été tuée par son mari qui, après l'avoir aveuglée à l'aide d'un spray lacrymogène, l'a frappée à l'aide d'une batte de base-ball et l'a égorgée avec un couteau.

Par arrêt du ..., la Cour d'assises de la province ... condamne le nommé P à une peine de trois ans d'emprisonnement.

...

Tenant compte :

- du dommage moral qu'a subi la requérante suite au décès de sa fille dans des circonstances atroces;

- de ce que le deuil de la requérante n'a pu être comblé par le procès d'assises compte tenu de la légèreté de la peine infligée à l'auteur des faits ;
- des frais de procédure qui ont été supportés par la requérante;
- du fait que c'est la requérante qui a recueilli ses deux petits-enfants après le décès de leur mère et qui s'est chargée de leur éducation;

MM514 (2002)

Bij het bepalen van het bedrag van de hulp houdt de commissie rekening met de bijzonder dramatische omstandigheden waarin de moeder van verzoekster om het leven is gekomen. Tevens worden volgende elementen in ogenschouw genomen: de jeugdige leeftijd van verzoekster, het feit dat de moord op haar moeder gepleegd werd door haar eigen biologische vader en dat verzoekster ingevolge de feiten als het ware een weeskind is geworden.

MM517 (2002)

Rekening houdend met alle omstandigheden van de zaak, in het bijzonder met het feit dat verzoekster bereid werd gevonden de kinderen van haar om het leven gebrachte zus bij haar op te nemen, meent de commissie dat aan verzoekster een hulp van € 10.000 kan worden toegekend voor het moreel nadeel.

MM612 (2002)

Rekening houdend met de aard van de feiten en de opgelopen schade zoals zij blijken uit het dossier, met de goede verstandhouding tussen de verzoekster en haar vermoorde dochter en met de tussenkomst vanwege de verzekering, meent de commissie in billijkheid een hulp te kunnen toekennen.

M1062 (2002)

Tenant compte d'autre part, de ce que la victime ne cohabitait pas avec la requérante ;

M1294 (2002)

Tenant compte d'une part,

- du préjudice moral pour la requérante qui a assisté, avec ses enfants, à l'homicide de son ami dans des circonstances tragiques et traumatisantes.

Tenant compte d'autre part,

- du caractère récent de la relation de la requérante avec la victime,

M2212 (2003)

Wat de morele schade betreft houdt de commissie in het bijzonder rekening met de gewelddadige omstandigheden waarin verzoekster haar enige zoon, met wie zij een innige band had, heeft verloren.

M2653 (2004)

Het door de verzoekster gevraagde bedrag inzake morele schadevergoeding kan worden toegekend nu er geen twijfel over bestaat dat de omstandigheden waarin haar broer om het leven is gekomen zeer dramatisch en traumatiserend zijn geweest voor haar. Zelfs het feit dat één en ander zich heeft afgespeeld binnen het kader van een drugzaak, doet niets af aan het morele leed van de verzoekster zodat door de commissie € 2.478 kan worden toegekend.

JU 38 la perte d'aliments

- la perte d'aliments
- à charge de

la perte d'aliments

98011 (2002)

Tenant compte : de ce que suite aux faits qui remontent à presque 7 ans, la requérante a subi une perte d'aliments manifeste, dans la mesure où elle s'est vue privée d'une contribution alimentaire théorique de la part de son époux décédé qui n'est certainement pas inférieure à la pension de survie que la requérante perçoit chaque mois;

99497 (2002)

Tenant compte :

- du dommage moral qu'a subi la petite-fille de la requérante suite au décès de sa mère survenu des circonstances tragiques;
- de ce que la petite-fille de la requérante n'était âgée que de 16 mois au moment des faits ;
- de ce que suite aux faits qui remontent à 7 ans, la petite-fille de la requérante a subi une perte d'aliments manifeste, dans la mesure où elle s'est vu privée d'une contribution alimentaire théorique de la part de sa mère décédée;

MM217 (2002)

Tenant compte :

- du dommage moral qu'a subi le petit-fils des requérants suite au décès de sa mère survenu alors qu'il n'était âgé que de 5 ans et demi;
- de ce que suite aux faits qui remontent à 4 ans, le petit-fils des requérants a subi une perte d'aliments manifeste, dans la mesure où il s'est vu privé d'une contribution alimentaire théorique de la part de sa mère décédée;

98711 (2003)

Tenant compte d'une part :

- du dommage moral qu'a subi la requérante suite au décès de son mari dans des circonstances tragiques ;
- de la perte d'aliments manifeste qu'a subi la requérante suite au décès de son mari , même si l'on tient compte de la part que celui-ci consacrait à ses besoins personnels, généralement évaluée à 30%, celui-ci contribuant avec son épouse aux différentes charges du ménage;

M1476 (2003)

Tenant compte :

- des circonstances des faits ;

- du jeune âge de l'enfant lors du décès de son père;
- du fait que l'enfant est hébergé chez sa grand-mère paternelle depuis 1993 mais gardait des contacts réguliers avec son père ;
- du dommage moral important;
- de la perte d'aliments dans le chef de l'enfant, tenant néanmoins compte du fait que sa grand-mère paternelle en assure la prise en charge;

à charge de

99602 (2002)

Artikel 32, § 2, van de wet van 1 augustus 1985 stelt: "*De hulp waarin artikel 31, § 2, voorziet, dekt: ... 4. het verlies van levensonderhoud voor personen die, op het ogenblik van het overlijden, ten laste waren van het slachtoffer.*" In onderhavig dossier werd niet aangetoond dat verzoekster ten laste was van haar overleden zus noch dat zij van haar zus financieel afhankelijk zou geweest zijn, zodat ook met deze kosten geen rekening gehouden kan worden.

M2067 (2002)

Tenant compte d'autre part,

- de ce que les frais matériels pour les proches ne sont pas indemnisés par l'Etat dans la mesure où la loi de 1^{er} août 1985 ne les retient pas dans la liste limitative du préjudice pour lequel une aide peut être octroyée, fixée à l'article 32 ;
- de ce que la victime versait une pension alimentaire pour les deux enfants, que la requérante n'était pas à charge de la victime et n'a donc pas subi de perte d'aliments en son nom personnel ;

MM299 (2003)

du fait qu'il n'apparaît pas à suffisance des pièces du dossier que la requérante ait subi une perte d'aliments, son mari étant au chômage au moment des faits et la requérante n'ayant produit aucune pièce relative au revenus du ménage avant les faits;

M1626 (2003)

De gevraagde hulp voor “verlies van levensonderhoud” dient afgewezen te worden aangezien verzoeker uiteraard niet ten laste was van het slachtoffer, een meisje van twaalf jaar.

M2476 (2003)

De verzoekster vraagt 2.756,02 € voor begrafenisvaarden. De begrafenisvaarden zijn opgenomen in de limitatieve opsomming van art. 32, § 2 van de wet van 1 augustus 1985 en krachtens artikel 2bis van het K.B. van 18 december 1986 kunnen zij maximaal 2.000 € bedragen.

De verzoekster wijst op haar penibele financiële situatie en het feit dat haar inkomen verminderde omdat zij ten gevolge van deze feiten niet kan werken. Krachtens artikel 32, § 2, 4 van de wet komt evenwel enkel het verlies van levensonderhoud voor personen die, op het ogenblik van het overlijden, ten laste waren van het slachtoffer in aanmerking voor een hulp. De verzoekster laat bovendien ook na te bewijzen dat zij ten laste van haar overleden zoon was.

Rekening houdend met de aard van de feiten en de opgelopen schade zoals zij blijken uit het dossier en met de moeilijke financiële situatie van de verzoekster, meent de commissie in billijkheid een hulp voor de maximaal voorziene begrafenisvaarden te kunnen toeekennen.

JU 39 le dommage résultant de la perte d'une ou de plusieurs années de scolarité

501 (2002) Tenant compte :

- de l'important dommage moral qu'a subi la requérante suite au décès de son oncle qui l'élevait comme sa propre fille ;
- de ce que suite aux faits, la requérante qui était à l'école primaire à l'époque, a vu sa scolarité perturbée;

CHAPITRE 5. QUANT AUX PARENTS D'UN ENFANT MINEUR

Nouveautés depuis le 1er janvier 2004

Article 31, 3° : « aux père et mère d'un mineur ou aux personnes qui ont à leur charge un mineur, qui suite à un acte intentionnel de violence, a besoin d'un traitement médical ou thérapeutique de longue durée; »

Article 32, § 3 : Pour l'octroi d'une aide aux personnes visées à l'article 31, 3° et 4°, la commission se fonde exclusivement sur les éléments suivants du dommage subi:

- 1° le dommage moral;
- 2° les frais médicaux et d'hospitalisation;
- 3° les frais de procédure.

CHAPITRE 6. QUANT AUX PROCHES D'UNE VICTIME DISPARUE

Nouveautés depuis le 1er janvier 2004

Article 31, 4° « aux parents jusqu'au deuxième degré d'une victime ou aux parents qui vivaient dans un rapport familial durable avec une victime disparue depuis plus d'un an, dont il est admis que la disparition est due selon toute probabilité à un acte intentionnel de violence »

Article 32, § 3 : Pour l'octroi d'une aide aux personnes visées à l'article 31, 3° et 4°, la commission se fonde exclusivement sur les éléments suivants du dommage subi:

- 1° le dommage moral;
- 2° les frais médicaux et d'hospitalisation;
- 3° les frais de procédure.

CHAPITRE 7. QUANT AU CARACTERE SUBSIDIAIRE DE L'AIDE

La réparation du préjudice ne paraît pas pouvoir être assurée de façon effective et suffisante par d'autres moyens (art 31, par. 1 de la loi - JU 40). [Suite aux modifications législatives ce principe se trouve dorénavant dans l'article 31bis, 5°]

En vertu de cette disposition, la victime doit d'abord avoir fait appel aux modes traditionnels de réparation, soit auprès de l'auteur du dommage (JU 41), soit auprès d'un organisme de sécurité sociale, soit auprès d'une assurance privée (JU 42) avant de s'adresser à la commission.

Ce n'est que lorsque la réparation effective résultant de ces mécanismes est (ou pourrait être) inexiste ou insuffisante que la victime pourra demander une aide à charge de l'Etat.

Le caractère subsidiaire de l'aide est essentiel, mais cette condition ne doit pas être interprétée de manière trop absolue.

Selon l'article 31bis, § 2, 4° cette condition vaut également pour les sauveteurs occasionnels.

Jurisprudence :

JU 40 le principe

- le principe
- dédommages reçus – pour quel(s) poste(s) de dommage peut-on les déduire ?

le principe

1155 (2002)

Aangezien uit het dossier blijkt dat verzoeker de procedure voor de commissie wenst stop te zetten daar er een minnelijke regeling is tussengekomen, behoort het de commissie toepassing te maken van artikel 27 van het K.B. van 18 december 1986.

96120 (2004)

Tenant compte d'autre part du principe de subsidiarité de l'aide consacré par l'article 31 bis, 5° et de ce qu'en l'espèce, les faits ont été reconnus comme accident du travail et qu'en conséquence, le requérant perçoit une rente mensuelle;

MM319 (2003)

Het stelsel ingevoerd door de wet van 1 augustus 1985 is onder meer gebaseerd op de subsidiariteit zodat een verzoeker in beginsel eerst de gewone middelen moet uitputten om een vergoeding voor zijn nadeel te bekomen; dit beginsel wordt verwoord in artikel 31 § 1, 1.

In de laatste memorie van antwoord van 20 maart 2002 verklaart de raadsman van verzoeker dat er een woning is op naam van de dader A waar een hypothek, en derhalve een voorrecht, op rust.

Uit de elementen van het dossier en uit de mondelinge toelichting verstrekt ter zitting blijkt evenwel dat dit onroerend goed enerzijds een niet onbelangrijke geldelijke waarde zou bezitten en dat anderzijds de erop rustende hypothek grotendeels zou ingelost zijn.

De commissie is dan ook van oordeel dat er een zeer reëel vooruitzicht is dat verzoeker, mits het op passende wijze uitoefenen van zijn rechten ten overstaan van de dader, zijn schade zoals begroot door de rechter, op de dader kan verhalen; de commissie stelt dan ook vast dat thans het ingediende verzoek ongegrond is.

MM452 (2003)

Verzoekers A en B vragen elk 100.000 frank voor kosten burgerlijke partijstelling en procedurekosten; uit de stukken van het dossier en uit de mondelinge toelichting ter zitting door de raadsman blijkt dat het hier in werkelijkheid gaat om advocatenkosten; dergelijke kosten zijn niet opgenomen in de limitatieve opsomming van artikel 32 § 1 van de wet zodat ze dienen afgewezen te worden.

Daarnaast vragen de verzoekers elk een hulp van 200.000 frank wegens morele schade; de door de strafrechter gemotiveerde beslissing om verzoekers elk een hulp van 50.000 frank voor morele schade toe te kennen komt de commissie als billijk voor. Nu daarenboven uit de stukken van het dossier blijkt dat verzoekers van hun verzekерingsmaatschappij elk een bedrag van 50.000 frank uitbetaald kregen in het kader van de clause onvermogen derden is een hulpverzoek wat deze schadepost betreft zonder voorwerp.

Voor wat betreft, tenslotte, hun hulpvraag voor de posten tijdelijke invaliditeit en verlies aan inkomsten dient de commissie vast te stellen dat, evenmin als tijdens de behandeling van de zaak door de strafrechter, verzoekers de nodige bewijskrachtige stukken voorleggen.

Het hulpverzoek dient dan ook in zijn geheel als ongegrond afgewezen te worden.

MM456 (2002)

De geleden schade wordt als volgt begroot:

| | |
|----------------------------------|------------|
| begrafeniskosten: | 6.247 fr. |
| aanvaarding nalatenschap (o.v.): | 6.315 fr. |
| kopie strafdossier: | 36.460 fr. |
| verplaatsingskosten: | 31.490 fr. |

diversen:

| | |
|--------------------------|-------------|
| parking: | 500 fr. |
| aangetekende zendingen: | 1.424 fr. |
| apotheeker: | 249 fr. |
| droogkuis: | 800 fr. |
| morele schadevergoeding: | 200.000 fr. |
| medische kosten: | p.m. |
| Totaal | 283.485 fr. |

Uit de brief van de raadsman van verzoekster d.d. 28 juni 2001, ontvangen op het secretariaat op 2 juli 2001, blijkt dat de rechtsbijstandsverzekering GB Lex ondertussen effectief het bedrag van 250.000 frank overgemaakt heeft aan verzoekster.

Op 20 juni 2002 maakt verzoekster een nieuwe schadebegroting over:

| | |
|-------------------------|------------------------|
| materieel: | 83.512 frank |
| intresten | 8.008 frank |
| moreel | 250.000 frank |
| intresten | 35.815 frank |
| uitgifte | <u>805 frank</u> |
| | 378.140 frank |
| | <u>- 250.000 frank</u> |
| <u>Totaal</u> | 128.140 frank |
| Gerechtelijke intresten | + <u>10.859 frank</u> |
| <u>Totaal</u> | 138.999 frank |

Over de herkomst van de begrafeniskosten kan de raadsman ter zitting niets meedelen. Zij kunnen derhalve niet in aanmerking genomen worden.

De kosten van aanvaarding van de nalatenschap ressorteren niet onder artikel 32 § 2 van de wet van 1 augustus 1985 en komen bijgevolg niet voor vergoeding in aanmerking.

Aangaande de intresten dient de commissie te verwijzen naar artikel 32 § 1 van de wet van 1 augustus 1985, waarin vervat de limitatieve

opsomming van de nadeloposten voor dewelke een hulp kan gevraagd worden; intresten zijn hierin niet opgenomen.

Rekening houdend met alle voorgaande elementen stelt de commissie vast dat op deze wijze het nadel op voldoende en daadwerkelijke wijze hersteld werd.

M1408 (2002)

Vanaf 12 februari 1997 deed I 25 maandelijkse afbetalingen van 2.000 frank. Nadat de vrijwillige betalingen stopten, poogden de verzoekers uit te voeren: de opbrengst van het roerend beslag bedroeg slechts 13.500 frank.

Het openstaande saldo ten opzichte van de familie X bedroeg op 17 augustus 2001 560.053 frank. De verzekерingsmaatschappij kwam tussen in het kader van een ‘beding onvermogen van derden’ voor een bedrag van 300.000 frank. De verzoekers vorderen voor elk van hun dochters (zie ook dossier met A.R. M1409) de helft van het resterend bedrag.

M2209 (2003)

Wat de gevraagde uitvoeringskosten ten bedrag van 887,21 € betreft wijst de commissie op het schrijven van 16 april 2002 van AGF Belgium waarin ook melding gemaakt wordt van: “*Onze maximale tussenkomst in rechtsbijstand bedraagt 12.394,68 €. Aangezien wij reeds 5.143,99 € betaald hebben aan erelonen en gerechtskosten rest er dus nog een saldo van 1.053,35 €. Wij zijn dan ook bereid dit saldo uit te betalen, ter afsluiting van dit dossier.*” In het kader van het in artikel 31, lid 1, 1e van de wet vervatte subsidiariteitsbeginsel kan de commissie deze kosten dan ook niet in aanmerking nemen.

M2416 (februari 2004)

De zaak is in deze stand niet in staat van wijzen, nu uit de door verzoeker medegedeelde polis blijkt dat er mogelijkheid is tot tussenkomst.

Tevens dient rekening gehouden te worden met artikel 31bis van de wet van 1 augustus 1985.

De verzoeker zal dus eerst de mogelijkheden via de polis willen uitputten vooraleer zich voor het geheel of het saldo opnieuw tot de commissie te richten.

Tot zolang wordt de zaak onbepaald uitgesteld.

M2416 (juni 2004)

De verzoeker voegt in zijn brief d.d. 15 april 2004 in bijlage het antwoord van de verzekерingsmaatschappij ETHIAS (voorheen OMOB) van 8 april 2004 met de mededeling dat er geen tussenkomst kan worden verleend omdat er geen onvermogendheid kon worden vastgesteld zoals voorzien in de voorwaarden. De betrokken dader is immers vermist.

...

Inderdaad, de dader is reeds geruime tijd vermist en er is geen mogelijkheid tot recuperatie. Op basis van dezelfde vaststelling komt de verzekeraar niet tussen zodat de verzoeker met betrekking tot de recuperatie van zijn schade in de kou blijft staan. De commissie onderkent het trauma zoals het duidelijk blijkt uit het medisch verslag en meent dat de gevorderde bedragen in billijkheid kunnen worden toegekend. Er wordt dan ook een hulp toegekend ten bedrage van € 2.545.

M3208 (2004)

Tenant compte d'une part :

- des circonstances des faits ;
- des séquelles que le requérant conserve, fixées par l'expert judiciaire au taux d'invalidité permanente de 2 %, n'entraînant aucune atteinte à la capacité de travail ;
- des frais dûment justifiés par le requérant au dossier ;

et d'autre part :

- du fait que le requérant a perçu divers remboursements de l'auteur des faits, à concurrence du montant actuel de 4635,79 € (soit divers remboursements mentionnés par courrier du conseil du requérant en date du 15/09/2003 et par complément d'information

à l'audience faisant état de remboursements d'un montant de 790€ le 20/11/2003 et de 2370 € en date du 15/04/2004) ;

- du fait que par courrier du 21/11/2003, le conseil du requérant exposait que les frais de procédure et de saisie sont pris en charge par l'assureur défense en justice ;
- de ce que le requérant justifie des frais matériels, que ces frais correspondent au devis établi pour réparation du véhicule mais qu'aucune précision n'a été apportée sur la réalisation effective de cette réparation et des frais précis restés à charge du requérant dans ce cadre ;
- que manifestement, l'auteur des faits n'est pas insolvable et que les montants perçus à ce jour par le requérant permettent à suffisance de couvrir le préjudice subi par le requérant, tel que fixé par l'expert judiciaire ;
- que les intérêts réclamés ne font pas partie de la liste limitative des postes du préjudice prévue à l'article 32 de la loi du 01/08/1985 et conformément à la jurisprudence de la commission, ne sont pas pris en considération;
- du fait que la commission est chargée d'apporter une aide aux victimes, ce qui ne correspond pas à l'indemnisation globale du dommage mais répond à l'idée de solidarité collective en faveur des victimes d'actes intentionnels de violence;
- qu'en vertu des éléments du dossier, du principe de subsidiarité de l'aide octroyée par la commission, des résultats des procédures de recouvrement à l'encontre de l'auteur et de l'intervention de l'assurance du requérant suite aux faits, la commission n'estime pas que les conditions de recevabilité de la requête soient remplies ;

M3233 (2004)

Bij schrijven d.d. 21 augustus 2003 deelde de raadsman van verzoeker aan het secretariaat van de commissie mede dat zijn cliënt niet onderworpen is aan de wet van 3 juli 1967 betreffende de arbeidsongevallen in de overheidssector vermits het pas sinds 1 april 2001 is dat de leden van de federale politie aan deze wet onderworpen werden. Voor feiten van voor 21 april 2001 worden de vergoedingen voor ongevallen door politieambtenaren tijdens hun

dienst geregeld door de op 5 oktober 1948 gecoördineerde wetten op de militaire vergoedingen.

Verzoeker heeft een vraag voorgelegd om een vergoedingspensioen te ontvangen.

Bij schrijven d.d. 23 oktober 2003 deelde de Administratie der pensioenen aan de raadsman van verzoeker mede dat krachtens artikel 10 van de Samengeordende Wetten op de Vergoedingspensioenen de totale invaliditeitsgraad 10 % moet bereiken om het recht op een pensioen te openen. Daar de commissie voor Vergoedingspensioen bij beslissing d.d. 12 februari 2003 aan verzoeker vanaf 31 maart 2000 slechts een invaliditeit van 5% en vanaf 30 juni 2000 een invaliditeit van 2% toekende, gaf dit geen aanleiding meer tot uitbetaling.

Verzoeker heeft een pensioenuitkering gekregen van € 496,41.

dédommages reçus – pour quel(s) poste(s) de dommage peut-on les déduire ?

M1052 (2002)

De raadsman van de verzoekster vraagt om de tussenkomst van de rechtsbijstandsverzekeraar Providis in het kader van de waarborg onvermogen van derden ten bedrage van 250.000 frank eerst aan te rekenen op de morele schade van 100.000 frank welke door de rechtkant aan de ouders van verzoekster werd toegekend.

M1092 (2002)

De commissie volgt de redenering van de verzoeker met betrekking tot de wijze waarop de betaling door de veroordeelde dader dient te worden aangerekend. De betaling door de veroordeelde dader wordt inderdaad eerst aangerekend op de intresten, de gerechtskosten en pas dan op de hoofdsom, zodat het saldo dat thans wordt opgevraagd niet gedekt is door de uitgevoerde betaling.

M1352 (2002)

Ofschoon in principe de intresten niet kunnen worden toegekend, moeten deze, bij een eventuele betaling door een

verzekeringsmaatschappij, als eerste worden aangerekend. De betaling door de verzekeringsmaatschappij n.v. Mega van een som van 250.000 frank dient dus te worden aangewend, bij voorrang, om de intresten aan te zuiveren en pas dan de hoofdsom. Het gevraagd saldo van 34.784 frank of € 862 is dan ook toeweisbaar in billijkheid.

M2194 (2004)

De commissie verzekert geen integrale schadeloosstelling. Ze kan, naar billijkheid, een financiële hulp toekennen voor de schadeposten die *limitatief* zijn opgesomd in artikel 32, § 1, van de wet van 1 augustus 1985. ‘Economische waarde huishouden’, ‘meerinspanningen’ en intresten zijn daarbij niet opgenomen.

Omdat de drie voornoemde schadeposten niet voor vergoeding in aanmerking komen, kan de uitkering door de rechtsbijstandsverzekeraar Juris bij voorrang op die posten worden toegerekend.

Rekening houdend met alle omstandigheden van de zaak, meent de commissie dat aan verzoeker een hulp kan worden toegekend zoals hierna bepaald.

M2468 (2003)

De verzekeringsmaatschappij GB Lex kwam tussen in het kader van insolventie voor een bedrag van 250.000 frank. Hiervan wordt 13.850 frank toegerekend aan de moeder van de verzoekster, die vanwege de rechtbank ook een morele schadevergoeding bekwam (zie dossier A.R. M2467).

M3355 (2004)

Omdat in principe intresten niet kunnen worden toegekend, kunnen deze, bij een eventuele betaling door een verzekeringsmaatschappij, als eerste worden aangerekend. De betaling door de brandverzekeraar wordt bij voorrang, aangewend om de intresten en de rest van de materiële schade aan te zuiveren en pas dan op de hoofdsom.

JU 41 action contre l'auteur des faits

- paiement par l'auteur
- tentative de récupération
- auteur insolvable
- l'auteur indemnise, mais peu et lentement

paiement par l'auteur

97031 (2003)

Wat de grond van de zaak betreft, dient gewezen te worden op de verklaring die de ouders van het slachtoffer alegden voor de Politie te Harelbeke:

“In verband met het geweldmisdrijf waarvan mijn toen minderjarige zoon het slachtoffer werd, kan ik het volgende verklaren. De lichamelijke letsels ten gevolge van de slagen behoren tot het verleden. Hij had in het begin hoofdpijn maar dat is geleidelijk verdwenen.

Mijn vrouw en ik hebben dus in dat verband geen schadeëis meer te stellen, nu niet en ook niet in de toekomst. Ik kan aanstippen dat alle geneeskundige kosten door de dader vergoed werden, via loonbeslag op zijn werk. Van eventuele stoffelijke schade wens ik niet meer te spreken.

Ik wens dus in dat verband geen hulp meer te ontvangen van het hulpfonds voor slachtoffers van opzettelijke misdrijven. Voor mij is die zaak, die bijna 5 jaar oud is, geklasseerd en vergeten en ik heb dus geen eisen meer te stellen.”

In die omstandigheden is de commissie van oordeel dat het verzoek als ongegrond dient te worden afgewezen.

98616 (2002)

Tenant compte d'autre part: du principe de subsidiarité de l'aide consacré à l'article 31 §1^{er}, 1 de la loi du 1^{er} août 1985 et de ce qu'en l'espèce, la requérante a perçu une somme de 45.000 F (1 115, 52 €) de la part de l'auteur des faits ;

98814 (2002)

du principe de subsidiarité de l'aide consacré à l'article 31 § 1^{er}, 1 de la loi du 1^{er} août 1985 et de ce qu'en l'espèce, la requérante et son époux ont reçu la somme de 100.000 F de la part de l'auteur;

99173 (2002)

Tenant compte : ... de ce que l'auteur a commencé à indemniser le requérant mais que les versements mensuels sont peu élevés ;

99390 (2002)

De raadsman van de verzoeker vraagt dat de zaak geschrapt zou worden: zijn cliënt heeft met de dader een dading afgesloten, krachtens welke de dader een bedrag van 4.000.000 frank als saldo-schadeloosstelling tot slot van alle rekeningen, alles inbegrepen en niets uitgezonderd, heeft betaald. De raadsman meent dat deze dading impliceert dat zijn cliënt niet langere gerechtigd is om zijn eerder ingediende aanvraag tot toekenning van een hoofdhulp in stand te houden.

99391 (2002)

Tenant compte d'autre part, du versement de la somme de 100.000 BEF par l'auteur des faits ;

99475 (2002)

Tenant compte d'autre part, de la somme de 2188,72 € versée par un des auteurs des faits et non imputée sur la somme principale car elle couvre les frais de procédure,

99584 (2002)

Par jugement du 21/6/1993, le tribunal de première instance condamne les nommés Y, A, T, I, E et P à une peine de 8 ans d'emprisonnement et à payer à la requérante qui s'était constituée partie civile, la somme provisionnelle de 600.000 F.

Par arrêt du 4/3/1994 passé en force de chose jugée, la Cour d'appel confirme le jugement précité dans ses dispositions pénales et condamne les auteurs solidairement au paiement des montants alloués à la requérante.

Par jugement du 20/1/1999, le tribunal de première instance condamne les 6 auteurs à payer solidairement à la requérante la somme de 2.395.725 F.

...

Tenant compte d'une part :

- de l'important dommage moral qu'a subi la requérante suite aux faits dont elle a été victime et aux circonstances dramatiques de ceux-ci;
- du jeune âge de la victime au moment des faits (15 ans et demi) ;
- des frais de procédure et d'expertise qui ont été supportés par la requérante ;
- de la situation financière précaire de la requérante qui perçoit des allocations de chômage et vit avec ses 2 enfants ;

et d'autre part ;

du principe de subsidiarité de l'aide consacré à l'article 31 § 1^{er}, 1 de la loi du 1/8/1985 et de ce qu'en l'espèce, la requérante a perçu une somme de 600.000 F suite à une transaction signée avec l'un des auteurs ;

la commission estime qu'il y a lieu d'accorder à la requérante une aide, fixée ex æquo et bono, à la somme de 48.000 €.

MM038 (2002)

de ce que la mère de l'un des auteurs a versé à la requérante la somme de 111.842 FB;

M1375 (2002)

Via tussenkomst van het Justitieel Welzijnswerk van het Arrondissement Gent werden stappen gezet om met B een afbetalingsregeling uit te werken. Deze bestaat erin dat sedert de

maand april 2000, een bedrag van 500 frank per maand (€ 12,39) wordt afbetaald. Zo kon tot op heden een bedrag gerecupereerd worden van 8.500 frank (€ 210,71).

tentative de récupération

98257 (2002)

Tenant compte d'une part,

- de la saisie – exécution immobilière sur un immeuble appartenant à l'auteur des faits ;

Tenant compte d'autre part,

- de ce que la commission ne dispose d'aucune information sur l'issue de cette procédure,

PAR CES MOTIFS :

Vu les articles 31 à 41 de la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres modifiée par les lois des 17 et 18 février 1997, les articles 28 à 32 de larrêté royal du 18 décembre 1986 relatif à la commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence, les articles 39 à 42 des lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative,

La commission, statuant contradictoirement et en audience publique,

- reçoit la demande et la dit fondée quant au prescrit de l'article 31 § 1er de la loi ;
- surseoit à statuer pour le surplus dans l'attente d'informations complémentaires sur la saisie – exécution immobilière.

99462 (2002)

De commissie nam kennis van de stukken, onder meer van:

- het verzoekschrift van 17 augustus 1999, neergelegd op het secretariaat van de commissie op 20 augustus 1999, waarbij de verzoekster de toekenning heeft gevraagd van een hulp van 170.127 frank;

- de beslissing van de Derde Kamer van de commissie d.d. 20 maart 2001 waarbij het verzoek ontvankelijk werd verklaard, doch vooraleer ten gronde te beslijven, verzoekster eerst pogingen zou ondernemen om haar schade te verhalen op de dader;
- de brief van de advocate van verzoekster d.d. 27 maart 2002, neergelegd op het secretariaat op 28 maart 2002;

...

Uit de brief van de advocate van verzoekster d.d. 27 maart 2002 blijken volgende gegevens:

Gerechtsdeurwaarder H bevestigde in zijn schrijven van 11 februari 1999 dat de dader Q insolvabel is.

De zaak werd terug vastgesteld voor de Rechtbank van Eerste Aanleg te ... om het verstekvonnis van 17 december 1998 opnieuw te laten uitspreken.

Bij vonnis van 25 oktober 2001 werd door de Rechtbank van Eerste Aanleg te ... opnieuw een vonnis bij verstek uitgesproken in veroordeling van Q voor een bedrag van € 3.277,47 (132.213 frank), meer de intresten. Op 30 november 2001 werd het vonnis betekend aan Q door gerechtsdeurwaarder V.

Bij schrijven van 8 januari 2002 liet gerechtsdeurwaarder V aan de advocate van verzoekster weten dat een week daarvoor een verkoop van roerende goederen van Q heeft plaatsgehad door gerechtsdeurwaarder C waar de opbrengst zelfs niet voldoende was om de bevoordeerde kosten te dekken.

Bij brief van 12 februari 2002 meldde gerechtsdeurwaarder V dat Q, alhoewel nog steeds officieel ingeschreven te ... door de politie van ... ambtshalve werd geschrapt op 5 januari 2002.

In die omstandigheden is de commissie van oordeel dat er geen enkele poging tot recuperatie bestaat tegenover de dader.

99620 (2002)

Tenant compte d'autre part,

- de l'absence d'informations dont dispose la commission quant à l'orientation, le contenu, les parties en cause et l'aboutissement éventuel de la saisie arrêt conservatoire sur la maison de l'auteur des faits ;

la commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide d'urgence de 7.500 € et surseoit à statuer sur la demande d'aide principale dans l'attente d'informations complémentaires sur la saisie arrêt sur la maison de l'auteur des faits.

auteur insolvable

MM053 (2002)

De raadsman van de dader verklaart dat zijn cliënt insolvabel is en rekening houdend met de jaren gevangenisstraf niet in staat zal zijn de minste vergoeding te betalen. Dit wordt bevestigd door een attest van onvermogendheid, afgeleverd door gerechtsdeurwaarder O. op 19 november 1999, waaruit ook blijkt dat de dader over geen onroerende goederen beschikt.

MM400(2003)

Uit het strafdossier blijkt dat de dader, na zijn verblijf in de gevangenis, een woning kreeg toegewezen door 'De Biehal', een centrum voor opvang van o.a. thuisloze mannen.

De instrumenterende gerechtsdeurwaarder heeft geen uitvoeringsmoeilijkheden nopens de dader kunnen vaststellen.

MM462 (2002)

Verzoekster ontving van april 2000 tot en met april 2001 van de heer F maandelijks 3.000 frank (in totaal 39.000 frank). Omdat dit bedrag het beslagbaar deel van zijn inkomsten overtreft, werd niet overgegaan tot betekening en gedwongen uitvoering.

Inzake de betalingsmogelijkheden van vrouw H werd door de collectieve schuldbemiddelaar, aangesteld door de Beslagrechter bij de Rechtbank van eerste aanleg te Leuven, medegedeeld dat er geen gelden vorhanden waren en dat zelfs bij een mislukking van de

collectieve schuldenregeling, er geen beslagbare gelden of goederen beschikbaar zijn.

M1069 (2002)

Op 6 december 2000 werd door gerechtsdeurwaarder H. een uitvoerend beslag op roerende goederen gelegd ten aanzien van de dader. Uit een proces-verbaal van niet bevinding d.d. 7 december 2000 blijkt dat de dader geen roerende goederen bezit die vatbaar zijn voor beslag.

De dader verdient als loodgieter een loon ten bedrage van 40.000 frank.

De advocaat van verzoeker deelt mee dat de dader geen enkele afbetaling doet. Hij heeft zich zo georganiseerd dat zijn nettoloon niet of in elk geval niet nuttig voor beslag vatbaar is. Verzoeker kan op geen enkele andere wijze vergoeding verwachten.

M1138 (2002)

Uit een schrijven van de instrumenterende gerechtsdeurwaarder d.d. 31 juli 2000 blijkt dat de heer O gedomicilieerd is op een gemeubelde kamer in een gebouw met een zeer kwalijke reputatie, een typisch debiteurenadres. Er is geen voertuig op zijn naam ingeschreven.

M1217 (2002)

Uit een schrijven van gerechtsdeurwaarder S. blijkt dat de mogelijkheden tot invordering lastens de dader zeer twijfelachtig zijn. Hij bezit geen onroerend goed en heeft geen auto meer op zijn naam. Hij woont in een groot appartementsgebouw. Er is niets te achterhalen betreffende de staat en waarde van eventuele roerende goederen.

M1237 (2002)

Wat de tenuitvoerlegging van het vonnis van de Correctionele Rechtbank betreft, werd gerechtsdeurwaarder M. onmiddellijk gelast met de uitvoering van dit vonnis. Nadat bleek dat een roerende tenuitvoerlegging uitgesloten was, heeft verzoeker de gerechtsdeurwaarder verzocht te willen overgaan tot *loonbeslag*, eveneens zonder succes daar de aansprakelijke slechts over niet-

beslagbare inkomsten beschikt. Momenteel is er een aanzegging van de omzetting van het *bewarend onroerend beslag* in *uitvoerend onroerend beslag* aan de aansprakelijke.

De kans dat daadwerkelijk kan worden uitgevoerd is uiterst gering.

...

De commissie weerhoudt de gegevens van het medisch verslag waaruit blijkt dat er een zeer ernstige schade is, meer bepaald door de grote blijvende arbeidsongeschiktheid en de tijdelijke werkondienbaarheid. Daarnaast dient ook rekening gehouden te worden met het zwaar moreel verlies dat door deze gewelddaad werd aangericht.

Zelfs wanneer de verzoeker gedeeltelijke recuperatie zou kunnen bekomen via de verkoop van het onroerend goed van de veroordeelde dader, dan nog zal, gezien het slechts gaat om een gedeeltelijke naakte eigendom, die onvoldoende zijn om onder het maximumbedrag van de vergoeding te komen. De commissie is dan ook van oordeel, rekening houdende met de inkomsten van de verzoeker en de zware gevolgen, dat het gevraagde bedrag van € 62.000 dient te worden toegekend in billijkheid.

M1313 (2002)

Verzoeker heeft gepoogd het vonnis ten laste van G uit te voeren, hetgeen onmogelijk is gebleken op een minieme betaling na. Uit een schrijven van gerechtsdeurwaarder V. aan de raadslieden van verzoeker is gebleken dat de in beslag genomen goederen werden verkocht en dat de verkoop deficitair was. Er waren geen uitvoeringsmogelijkheden voorhanden.

M1376 (2002)

Uit een schrijven van gerechtsdeurwaarder G. d.d. 19 juni 2001 blijkt dat er lastens de heer G tussen 1999 en 2001 diverse beslagen werden gelegd voor een totaal bedrag van meer dan 500.000 frank. Blijkens datzelfde schrijven woont de heer G in een 'appartement met een onverzorgd uitzicht'. De gerechtsdeurwaarder acht diens solvabiliteit dan ook slecht tot middelmatig.

M1388 (2003)

Uit een schrijven van gerechtsdeurwaarder W. d.d. 18 juli 2001 blijkt dat er geen uitvoeringsmogelijkheden zijn lastens de dader. Deze laatste woont in bij zijn vader, die eigenaar is van de inboedel. Hij bezit geen auto, motor- of bromfiets. Hij werkt niet en heeft een of ander vervangingsinkomen.

M1396 (2003)

Uit een schrijven van gerechtsdeurwaarder S. d.d. 8 maart 2001 blijkt dat de dader een klein appartement bewoont met zeer eenvoudig meubilair. Hij heeft geen wagen noch onroerende goederen. Omdat hij enkel interimarbeid verricht en voortdurend van kantoor verandert, is het onmogelijk om via de werkgever loonbeslag te leggen. Hij is sinds 23 februari 2001 niet meer werkzaam bij Adecco. Volgens verzoekster heeft de dader zich insolvent gemaakt om aan de uitvoering van het vonnis te ontsnappen.

M2340 (2003)

Uit een schrijven van de raadsman van de dader d.d. 3 december 2001 blijkt dat de kansen op recuperatie bij de heer B bijzonder klein zijn, gelet op de uiterst beperkte middelen van het gezin. Het gezin leeft van de (niet beslagbare) invaliditeitsuitkering van de vader.

M2350 (2004)

Dader D is een alleenstaande, uit de echt gescheiden werkloze. Hij heeft een uitkering van € 876 per maand, waarvan de helft besteed wordt aan huishuur. Hij heeft ook nog schulden bij de belastingen, een ziekenhuis, gerechtskosten, de gemeente en voor de afbetaling van een hifi-apparaat. Hij bezit geen auto.

Uit een schrijven van gerechtsdeurwaarder K. d.d. 15 december 2000 blijkt dat uitvoering lastens de heer D onmogelijk is. Hij bewoont een gehuurd en gemeubeld appartement, heeft een minimumuitkering en bezit geen goederen van enige waarde.

M2461 (2003)

Gerechtsdeurwaarder D. meldde op 21 maart 2000 dat er door een confrater reeds uitvoerend roerend beslag werd, maar dat er niets

meer aanwezig was in de woning van E. Toen de dader in de loop van 2001 vrijgelaten werd vroeg de verzoekster nogmaals na te gaan of er recuperatiemogelijkheden waren. De deurwaarder deelde mee dat betrokken in een klein, marginaal appartement verblijft en dat het weinig waarschijnlijk is dat aldaar schatten aan te treffen zijn. Er kan, aldus de deurwaarder, gesteld worden dat er geen uitvoering mogelijk is.

M2566 (2004)

Uit een schrijven van gerechtsdeurwaarders E. d.d. 5 september 2002 blijkt dat de uitvoeringsmogelijkheden opzichtens B nagenoeg onbestaande zijn. Hij bezit geen voertuig en de zeer verouderde inboedel van zijn huurwoning is niet met winst verkoopbaar. Hij geniet een invaliditeitsuitkering van ca. € 745,00. Door gerechtsdeurwaarder J. werd op 23 september 2002 een attest van oninbaarheid aangeleverd.

M3227 (2004)

Vervolgens werd uitvoerend beslag op het onroerend goed van de dader gelegd en is notaris J overgegaan tot de openbare verkoop.

Bij schrijven d.d. 30 mei 2002 deelde notaris J aan de raadsman van verzoeker mee dat het onroerend goed van S werd verkocht voor de prijs van € 35.944,60. De notaris stelde dat: "gezien de schuldvordering van het Vlaams Woningfonds, hypothecaire schuldeiser in eerste rang, en de inschrijving zelf, de behaalde prijs overtreft, zal de volledige prijs toekomen aan deze schuldeiser, waardoor geen rekening meer kan gehouden worden met de schuldvordering van Uw cliënt".

Gerechtsdeurwaarder D deelde per schrijven d.d. 25 oktober 2002 aan de raadsman van verzoeker mee dat S in collectieve schuldbemiddeling is sinds 17 oktober 2002.

Verzoeker ontving van de verzekерingsmaatschappij in het kader van de waarborg 'insolventie' een bedrag van € 6.073,39.

M3482 (2004)

Op 27 januari 2003 legde gerechtsdeurwaarder G. uitvoerend beslag op de roerende goederen van D.

Bij schrijven d.d. 5 maart 2003 deelde voornoemde gerechtsdeurwaarder aan de raadsman van verzoekster mede dat hij geen uitvoeringsmogelijkheden ziet lastens D. De veilwaarde van de in beslag genomen goederen is volgens de gerechtsdeurwaarder geen € 100,00.

D blijkt sinds jaren in budgettering te zijn bij de sociale dienst van het OCMW te Genk. Betrokkene zou afwisselend op ziekte- en of werkloosheidssuitkering staan. Binnen de huidige budgettering kan er een minimum van € 100,00 leefgeld worden voorzien voor een gezin met 2 kleine kinderen.

l'auteur indemnise, mais peu et lentement

MM435 (2002)

De commissie meent dat het, in acht genomen de duur van een procedure voor het Arbeidshof en de aard van de betwisting aldaar – nl. de bepaling van de graad van invaliditeit van het slachtoffer – niet blijkbaar zou zijn en ook overbodig om de zaak uit te stellen zoals door de Minister bij zijn laatste memorie van 29 maart 2002 voorgesteld.

Ook voor de commissie geldt de regel dat een slachtoffer recht heeft om binnen een redelijke termijn te weten waar het aan toe is, zeker als de gevolgen van een opzettelijke daad een invloed hebben op het dagelijkse, financiële, onder meer doordat een blijvende invaliditeit werd opgelopen.

De gevolgen van de brutale overval op 3 juli 1995 zijn zwaar. Dat ze ingrijpend waren, werd reeds door de commissie onderschreven door een noodhulp toe te kennen bij beslissing van 25 mei 1999.

De commissie stelt vast dat de vrees van de Minister dat de vergoeding dubbel gebruik zou uitmaken met de vergoeding uit de arbeidsongevallenwetgeving, slechts ten dele gegrond kan zijn, nu de vergoeding voor morele en esthetische schade in elk geval bij deze wetgeving is uitgesloten.

De vergoeding van de arbeidsongevallenwetgeving is inderdaad, zoals verzoeker terecht opmerkt, gesteund op een theoretische berekening en niet aan 100 %, maar dat geldt zeker ook voor de hulp in billijkheid, zoals de wet aan de Commis-sie oplegt.

De commissie komt niet tussen in de discussie nopens de graad van invaliditeit en beslist dan ook geen opdracht te geven aan de Gerechtelijk - geneeskundige Dienst. Deze discussie behoort immers tot de uitsluitende bevoegdheid van de Arbeidsrechtsbank, thans het Hof.

De commissie beslist toe te kennen, in billijkheid en dus rekening houdende met de reeds ontvangen gelden uit de arbeidsongevallenwetgeving, het huidige vervangingsinkomen en zwaarwichtigheid van de zaak:

| | |
|-------------------------|-----------------|
| Morele schadevergoeding | € 20.327 |
| Esthetische schade | € 1.983 |
| Verlies inkomsten | <u>€ 24.000</u> |
| Totaal | € 46.310 |

Bij deze beslissing begrepen zijnde dat de noodhulp van 300.000 frank toegekend bij beslissing van 25 mei 1999 in mindering moet worden gebracht, maar anderzijds uitdrukkelijkstellende dat deze vergoeding gebaseerd is op de door de Arbeidsrechtsbank weerhouden arbeidsongeschiktheid van 11 %. Bij een gevoelige verhoging van deze arbeidsongeschiktheid, onder meer als gevolg van een wijzigend arrest van het Arbeidshof, kan een aanvullende hulp worden gevorderd op grond van artikel 37 van de wet.

M3249 (2004)

Tenant compte d'une part,

- du fait que l'auteur a commencé à indemniser la requérante mais que les montants versés sont peu élevés et que l'indemnisation perçue à ce jour est manifestement insuffisante;

JU 42 les assurances

- le principe
- accident du travail
- une couverture insolvabilité des tiers
- problèmes avec la couverture d'insolvabilité
- agents de police et agents pénitentiaires

le principe

[Il appert aussi d'un courrier du 10 janvier 2000 de l'Union professionnelle des entreprises d'assurance:

« Verwijzend naar uw schrijven van 25 oktober 1999 kunen wij u bevestigen dat, binnen de grenzen van de verzekeringswaarborg, de tussenkomst van de verzekeraars geschiedt voor elke tussenkomst van de commissie voor Hulp aan Slachtoffers van Opzettelijke Gewelddaden. Het wettelijke subsidiariteitsbeginsel gaat dus boven het contractuele subsidiariteitsbeginsel. »

“Me référant à votre courrier du 25 octobre 1999, nous pouvons vous confirmer que, dans les limites de la garantie de l’assurance, l’intervention de l’assureur a lieu avant toute intervention de la commission pour l’aide aux victimes d’actes intentionnels de violence. Le principe légal de subsidiarité prévaut par rapport au principe contractuel de subsidiarité.” (notre traduction)]

99244 (2002)

Bij brief van 18 juli 2002 laat de raadsvrouw van verzoeker weten dat haar cliënt vanwege de verzekering € 6.197,34 bekwam en niet langer aandringt op een hulp.

MM139 (2004)

En l'espèce, la commission constate qu'il apparaît du dossier que le fils de la requérante, soucieux du bien-être matériel et moral de sa mère avec laquelle il vivait, avait souscrit plusieurs assurances dont la requérante était la bénéficiaire, qu'elle a donc perçues suite au décès de son fils.

Dès lors, la commission estime qu'en vertu du principe de subsidiarité de l'aide, la demande de la requérante est non fondée

M1002 (2002)

Aangezien de raadsman van verzoekers in een schrijven d.d. 10 oktober 2002 mededeelt dat zijn cliënten volledig betaald zijn door hun verzekeraar, behoort het de commissie toepassing te maken van artikel 27 van het K.B. van 18 december 1986.

M1085 (2002)

In zijn zittingsnota van 28 mei 2002 dringt de verzoeker, rekening houdend met de verzekeringstussenkomst, niet langer aan op een vergoeding als rechtstreeks slachtoffer.

M1167 (2004)

Dans le cas présent, la requérante fait valoir une clause « d'insolvabilité des tiers » de son contrat R.C. familiale auprès de la compagnie « l'Ardenne Prévoyante – groupe AXA ».

Cette dernière refuse cependant d'exécuter cette clause arguant que l'article stipule que le paiement n'interviendra que pour autant « qu'aucun organisme public ou privé ne puisse être déclaré débiteur de cette indemnité ».

Il y a lieu d'attirer l'attention que l'État belge n'a pas commis de faute à l'égard de la victime et ne peut être tenu, ni pour responsable, ni coupable des faits.

Dès lors, dans les limites de la garantie de l'assurance, l'intervention de l'assureur a lieu avant toute intervention de la commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence. Le principe légal de subsidiarité, précisé par l'article 31bis de la loi du 1er août 1985 susmentionné, prévaut par rapport au principe contractuel de subsidiarité.

La commission invite la requérante à faire valoir ses droits à l'égard de la Compagnie d'assurance.

Le traitement de la demande de la requérante est donc ajourné.

M1519 (2004)

de beslissing van de Vijfde kamer van de commissie d.d. 26 november 2003, waarbij het verzoek tot toekenning van een hulp ontvankelijk werd verklaard doch waarbij, alvorens ten gronde te oordelen, de brieven van 'De Poperingse Verzekering' d.d. 30 oktober 2002 en 26 september 2003 voor advies werden overgemaakt aan de Controledienst voor de Verzekeringen te Brussel;

...

Verzoekster onderschreef bij NV 'De Poperingse Verzekering' een verzekeringspolis BA Privé-leven, waarin onder meer voorzien is in een dekking voor onvermogen van derden tot beloop van 150.000 frank.

De verzekерingsmaatschappij weigerde evenwel tussenkomst te verlenen.

Aangezien de verzekeringsmaatschappij haar weigering nogal onduidelijk motiveerde, achtte de commissie het in haar beslissing d.d. 26 november 2003 aangewezen om, alvorens in deze zaak ten gronde te beslissen, de zaak voor verder advies over te maken aan de Controledienst voor de Verzekeringen te Brussel.

Per schrijven d.d. 20 februari 2004 liet de commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen het volgende weten:

"In het schadedossier van mevrouw E heeft de verzekeraar tussenkomst op basis van de waarborg "insolventie van derden" geweigerd omdat artikel 6 van de waarborg rechtsbijstand stipuleert dat er slechts tussenkomst is indien de verzekerde schade geleden heeft ten gevolge van een gewaarborgd schadegeval Burgerlijke Aansprakelijkheid Privé-Leven.

In casu zijn de feiten waarvan mevrouw E het slachtoffer is geworden, van die aard dat zij niet zouden gedeckt zijn in de polis Burgerlijke Aansprakelijkheid Privé-Leven indien ze zouden gepleegd geweest zijn door mevrouw E. De schade geleden door zulke feiten komt niet in aanmerking voor een tussenkomst op basis van de waarborg "insolventie van derden"."

M1520 (2004)

Artikel 31bis, 5°, van de wet van 1 augustus 1985 huldigt het subsidiariteitsbeginsel: het bepaalt dat een financiële hulp wordt toegekend “indien de schade niet afdoende kan worden hersteld door ... een private verzekering, noch op enige andere manier.” Vooraleer het slachtoffer zich tot de commissie kan wenden, dienen alle andere middelen om vergoeding te bekomen uitgeput te worden. Er wordt uitdrukkelijk verwezen naar de rechten die een verzoeker kan laten gelden tegenover een verzekeraar.

In de onderhavige zaak beschikt verzoekster over een verzekering rechtsbijstand bij ING. In artikel 18,3 van de polis rechtsbijstand is een waarborg voorzien in geval van onvermogen van derden. De verzekeringsmaatschappij weigert evenwel tussen te komen omdat in voormeld artikel gestipuleerd wordt dat de uitbetaling slechts gebeurt ‘voor zover geen enkele overheids- of private instelling gehouden kan worden om deze schadeloosstelling te betalen’.

Hierbij moet echter opgemerkt worden dat de Belgische Staat geen fout treft in wat het slachtoffer is overkomen. De Staat is niet aansprakelijk en ook geen schuldenaar.

Rekening houdend met de door de verzoekster onderschreven verzekerings-overeenkomst en met het subsidiariteitsbeginsel dat vervat ligt in artikel 31, 5°, van de wet, is de commissie van oordeel dat verzoekster haar rechten moet laten gelden tegenover haar verzekeraar en desgevallend een gerechtelijke uitspraak moet uitlokken. De behandeling van deze zaak voor de commissie dient inmiddels verdaagd te worden.

M2207 (2004)

Uit artikel 31 § 1, 1° van de wet van 1 augustus 1985 blijkt duidelijk dat de wetgever het subsidiariteitsbeginsel heeft gehuldigd. Vooraleer het slachtoffer zich tot de commissie kan richten, dienen alle andere middelen om vergoeding te bekomen uitgeput te worden. Er wordt uitdrukkelijk verwezen naar de rechten die de verzoeker kan laten gelden tegenover een verzekeraar.

De raadsman van verzoeker verwijst in brief neergelegd op 21 oktober 2002 waaruit zijn ingebrekestelling ten aanzien van de verzekерingsmaatschappij blijkt

De commissie stelt vast dat thans het hulpverzoek nog voorbarig is; verzoeker dient inderdaad eerst zijn mogelijkheden tegenover zijn verzekeraar uit te putten.

M3217 (2004)

Op burgerlijk gebied werd de dader veroordeeld tot betaling van een bedrag van € 10.000,00 morele schadevergoeding aan verzoekster, te vermeerderen met de vergoedende intresten vanaf 26 april 2001.

...

Bij schrijven d.d. 3 juni 2004 deelde de raadsman van verzoekster mede aan het secretariaat van de commissie dat de verzekeraar een bedrag van € 10.000,00 zal uitkeren.

...

Verzoekster vraagt een hulp van € 10.000,00 voor de door haar geleden schade. Dit bedrag dient, zo stelt zij, te worden vermeerderd met de vergoedende intresten sinds 26 april 2001.

...

Verzoekster maakt bij de begroting van haar schade melding van vergoedende intresten. De commissie dient vast te stellen dat intresten niet voor vergoeding in aanmerking komen, daar deze niet zijn opgenomen in de in artikel 32, §1 van de wet van 1 augustus 1985 limitatief opgesomde schadeposten.

Verder dient de commissie rekening te houden met de tussenkomst vanwege de verzekering en met het in artikel 31bis, 5° van de wet vervatte subsidiariteitsbeginsel.

De aanvraag dient dan ook als ongegrond afgewezen te worden.

accident du travail

853 (2002)

Tenant compte d'autre part : du principe de subsidiarité de l'aide consacré à l'article 31 §1^{er}, 1 de la loi du 1^{er} août 1985 et du fait que

l'agression a eu lieu dans le cadre de l'exercice des fonctions de la requérante et peut donc être qualifié d'accident du travail ;

1143 (2002)

Tenant compte d'autre part : du principe de subsidiarité de l'aide consacré par l'article 31 § 1^{er}, 1 de la loi du 1/8/1985 et de ce qu'en l'espèce, le requérant perçoit une rente annuelle de la STIB ;

97201 (2002)

[Le requérant se trouve dans le bureau de poste où il travaille lorsque deux hommes armés font irruption dans l'immeuble. Monsieur X s'enferme dans un local mais l'un des malfaiteurs s'acharne à en défoncer la porte. Arrivé à ses fins, il pointe son arme vers le requérant, l'enjoignant à ouvrir le coffre de l'agence contenant l'argent. Les agresseurs prendront ensuite la fuite.]

...

de ce que les faits ont été reconnus dans le cadre de la législation sur les accidents du travail et que dès lors le dommage matériel a été pris en charge par l'assureur du requérant ;

97291 (2002)

Tenant compte d'autre part :

- de ce que les faits ont été reconnus comme accident du travail et que le requérant a été indemnisé par son employeur pour les frais médicaux et le dommage matériel lié à l'agression;
- qu'il perçoit une rente mensuelle à la suite de l'accident de travail reconnu par son employeur ;
- que si le requérant a été mis à la pension par son employeur à la date du 01/10/1999, l'on peut néanmoins noter que les revenus actuels du requérant sont supérieurs à ceux obtenus précédemment en tant qu'agent de La Poste ;

99071 (2002)

- de ce que l'assurance de son employeur intervient dans le cadre du dommage matériel, suite à la reconnaissance des faits comme accident sur le chemin du travail ;

99081 (2003)

de ce que les faits ont été reconnus dans le cadre de la législation sur les accidents du travail et que la requérante a perçu un salaire durant les incapacités temporaires ainsi qu'une rente annuelle de l'assureur de son employeur, ce qui ne permet pas d'établir de perte de revenu dans son chef et doit être retenu en vertu du principe de subsidiarité de l'aide;

99133 (2002)

- de ce que les faits ont été reconnus dans le cadre de la législation sur les accidents du travail et que le dommage matériel a été pris en charge par l'employeur du requérant;
- de ce que le requérant perçoit une rente annuelle de son employeur couvrant le dommage matériel résultant de l'invalidité partielle permanente.

99407 (2002)

- de la couverture des dommages pris en charge par l'assurance-loi,

MM084 (2002)

- de ce que les faits ont été reconnus comme accident de travail et que dans ce cadre, les frais médicaux suivant directement l'agression et le dommage matériel ont été pris en compte par l'assureur-loi ;
- de ce que le requérant déclare ne plus pouvoir travailler depuis les faits et être à charge de la mutuelle suite à un problème de dépression consécutif et directement lié à l'agression, que dans ce cadre, il expose des frais pharmaceutiques et médicaux (prise en charge thérapeutique) qui ne sont pas pris en charge par l'assureur-loi ;

MM182 (2002)

Vanaf de consolidatiedatum (1 juni 1997) bekwam verzoeker vergoedingen vanwege zijn ziekenfonds, in afwachting dat de schade effectief werd vergoed door de arbeidsongevallenverzekeraar Assubel. Deze laatste betaalde sinds 1 juni 1997 slechts een vergoeding op basis van een blijvende gedeeltelijke arbeidsongeschiktheid van 15 %.

Verzoeker heeft dit zeer lage percentage blijvende arbeidsongeschiktheid aangevochten voor de Arbeidsrechtkbank te Brugge. Bij eindvonnis d.d. ... besliste voornoemde Arbeidsrechtkbank tot een percentage van 70 % blijvende arbeidsongeschiktheid. Tegen dit vonnis werd door de arbeidsongevallenverzekeraar hoger beroep aangetekend.

Bij beslissing van de Vijfde Kamer van de commissie d.d. 25 april 2001 werd de zaak verwezen naar de bijzondere rol, in afwachting van het arrest van het Arbeidshof.

In haar arrest d.d. ... bevestigde het Arbeidshof te Gent het vonnis van de Arbeidsrechtkbank te Brugge. Hiermee werd de arbeidsongevallenverzekeraar Assubel veroordeeld tot betaling aan verzoeker van de wettelijke vergoedingen op basis van een definitieve arbeidsongeschiktheid van 70 % vanaf de consolidatiедatum.

...

Rekening houdend met alle omstandigheden van de zaak (de ernst van de feiten en de gevolgen ervan voor verzoeker, inzonderheid op psychisch vlak; de door de deskundige weerhouden blijvende arbeidsongeschiktheid van 70 %, zoals bevestigd door het Arbeidshof te Gent), meent de commissie dat aan verzoeker in billijkheid een hulp kan worden toegekend van € 61.973, waarvan € 22.930 belastbaar.

MM209 (2002)

du principe de subsidiarité de l'aide consacré à l'article 31 § 1^{er}, 1 de la loi du 1/8/1985 et de ce qu'en l'espèce, l'assureur loi de l'employeur du requérant est intervenu, les faits étant reconnus comme un accident du travail;

MM430 (2002)

Tenant compte d'autre part,

- de l'absence de justificatifs de frais médicaux liés aux conséquences de l'agression ;
- que les faits ont été qualifiés d'accident du travail et que la requérante perçoit une allocation annuelle correspondant au taux de 7 % d'invalidité et une indemnité mensuelle de 21.400 FB ;

M1256 (2002)

De kosten voor het herstel van de tandschade vallen ten laste van de Stad Gent in haar hoedanigheid van arbeidsongevallenverzekeraar, met uitzondering van de door de gerechtsdeskundige weerhouden tijdelijke arbeidsongeschiktheid die naar de toekomst toe werd begroot op $2 \times 4 \times 800$ frank = 3.200 frank.

M1271 (2002)

De arbeidsongevallenverzekeraar "Royale Belge" keerde op 7 juli 1998 een bedrag uit van 4.662.560 frank. De waarborg van de verzekering voorziet bij overlijden een uitkering in kapitaal van vijf maal het jaarloon. Dit jaarloon werd begroot op 935.687 frank. Verzoekster zelf oefent het beroep van poetsvrouw uit.

...

Rekening houdend met de relatief jonge leeftijd waarop verzoekster haar echtgenoot verloren heeft en met de dramatische omstandigheden waarin de feiten hebben plaatsgevonden, is de commissie van oordeel dat aan de verzoekster een hulp kan worden gegeven van € 62.000, opgesplitst in een gedeelte verlies aan levensonderhoud en een gedeelte wegens morele schade, zoals hierboven aangegeven.

M2329 (2004)

du fait que, dans l'évaluation du dommage du requérant, la commission ne prend en compte que le dommage moral de celui-ci dans la mesure où les faits ayant été reconnus comme accident sur le chemin du travail, ils feront l'objet d'une intervention de l'assureur loi en ce qui concerne le dommage matériel du requérant ;

M2452 (2003)

De verzoekster merkt op dat de arbeidsongevallenverzekeraar Fidea weigert tussen te komen. De commissie meent evenwel dat de feiten wel degelijk een arbeidsongeval uitmaken: zij verwijst hierbij naar de rechtspraak van de arbeidshoven en -rechtkranken inzake arbeidsongevallen. Het is aangewezen dat de verzoekster ter zake een procedure voor de arbeidsrechtkbank instelt. Om die reden verleent de commissie, in het kader van het in artikel 31 van de wet voorziene

subsidiariteitsbeginsel, dan ook geen tussenkomst voor de in de arbeidsongevallenwet voorziene schadeposten.

M2590 (2004)

Tenant compte d'autre part,

du fait que les faits ont été reconnus comme accident du travail, que la requérante a perçu son salaire durant les incapacités de travail et n'a pas exposé de frais médicaux en lien avec les faits;

M2783 (2004)

De maatschappij JURIS-GB LEX weigerde tussen te komen, omdat de feiten zich niet voordeden in het kader van het privéleven. Hieronder moet verstaan worden alles wat niet voortvloeit uit een beroepsactiviteit. Verzoeker werd aangerand in zijn hoedanigheid van wisselagent. Het standpunt van JURIS werd bevestigd door de Ombudsman van de verzekeringen.

une couverture insolvabilité des tiers

97064 (2002)

Tenant compte d'autre part : de l'intervention de l'assurance dans le cadre d'une couverture « insolvabilité tiers responsable » pour le montant de 269.995 FB, en vertu du principe de subsidiarité de l'aide ;

97357 (2002)

Aangezien de raadsman van verzoeker per brief d.d. 30 april 1998 mededeelde dat een minnelijke regeling werd bereikt met de verzekeringsmaatschappij van verzoeker, zodat het verzoekschrift zonder gevolg kon geklasseerd worden;

99408 (2002)

Tenant compte d'autre part, de l'intervention de la garantie insolvabilité des tiers (6.197,34 euros) ;

99526 (2002)

De verzekering ZELIA kwam tussen in de expertise- en dagvaardingskosten.

Tevens keerde ZELIA aan verzoeker een bedrag van 250.000 frank uit in het kader van de waarborg ‘insolventie’.

MM533 (2002)

De verzekeringsmaatschappij CIVIS kwam in het kader van de waarborg onvermogen van derden tussen voor een bedrag van 250.000 frank.

MM612 (2002)

De verzoekster ontving vanwege RVS verzekeringen in het kader van de waarborg ‘onvermogen van derden’ de som van € 6.197,34 (250.000 BEF).

MM722 (2002)

In zijn memorie van wederantwoord deelt de raadsman van verzoekster mede dat de verzekeringsmaatschappij FIDEA in het kader van de waarborg insolventie van derden uiteindelijk is overgegaan tot betaling van het maximumbedrag van 500.000 fr. (€ 12.394,68).

M1138 (2002)

de medische kosten en ziekenhuiskosten 385 fr. en de materiële kosten 8.000 fr. werden vergoed door de verzekering Rechtsbijstand ‘Royal & Sunalliance Insurance’ in het kader van de clausule “onvermogen van aansprakelijke derden”. Verzoeker kreeg van de verzekering 29.410 fr.

M1160 (2002)

Uit de brief van gerechtsdeurwaarder Bergé van 16 november 2000 blijkt dat de dader vrijwillig afbetaalt met 5000 frank per maand, maar dat er geen gedwongen uitvoeringsmaatregelen mogelijk zijn indien hij deze vrijwillige afbetalingen stopzet. Uit de polis van de verzekeringsmaatschappij “De Schelde”, AGF benelux, blijkt dat de verzekeringsmaatschappij enkel uitkeert indien geen enkel openbaar

of privé-organisme tot enige uitkering overgaat. De verzekерingsmaatschappij gaat over tot een uitkering van maximum 250.000 frank na aftrek van een niet-geïndexeerde vrijstelling van 5000 frank voor de stoffelijke schade, indien er geen andere uitkering bestaat.

Op 14 mei 2002 werd een kwijting opgestuurd voor het maximaal bedrag van € 6.197,34 of 250.000 frank, welke door verzoeker ondertekend werd teruggezonden aan de verzekeringsmaatschappij.

M1197 (2002)

Volgens de voorgelegde familiale polis "De Volksverzekering", worden zowel het verhaal om schadevergoeding te bekomen van de aansprakelijke als diens eventuele onvermogen gedekt. De dader is gekend. Hij werd veroordeeld tot betaling van een schadevergoeding. De verzekeraar waarborgt aan de verzekerde: "*de betaling van de schade hem door de rechtbank toegekend wanneer de derde onvermogend werd verklaard na uitvoering van alle middelen van verhaal*".

Volgens artikel 31 § 1, 1 van de wet van 1 augustus 1985 vallen de kosten van de deskundige en de procedurekosten ten laste van de verzekeraar.

De raadsman van de verzoekster verklaart dat zijn cliënte een vergoeding ten bedrage van 300.000 frank heeft ontvangen op grond van haar eigen familiale polis.

M1222 (2003)

De commissie verklaart het verzoek ongegrond nu de verzoeker via zijn verzekeringsmaatschappij de som van € 6.197,34 heeft ontvangen. Dit bedrag overstijgt het bedrag dat door de Commissie nog in aanmerking zou kunnen worden genomen nu er geen intresten kunnen worden aangerekend evenmin als het economisch verlies, gezien de limitatieve opsomming van artikel 32 van de wet van 1 augustus 1985.

M1463 (2002)

De dader betaalde in totaal 6.500 fr. af aan verzoeker.

In het kader van de waarborg “insolvabiliteit” werd door de rechtsbijstandsverzekeraar KBC DEFENDO 500.000 frank (€ 12.394,68) uitgekeerd aan verzoeker.

M1512 (2002)

Daar waar de rechtsbijstandsverzekeraar DVV in eerste instantie liet weten dat geen toepassing kon gemaakt worden van de insolventieclausule wegens het niet vervuld zijn van de voorwaarden (zie schrijven d.d. 5 oktober 2001), werd nadien dan toch overgegaan tot de uitbetaling van het bedrag van € 7.436,81 op basis van voornoemde clausule.

In zijn memorie van wederantwoord d.d. 28 januari 2001 merkt de raadsman van verzoekers op dat de kwitantie van € 7.436,81 geventileerd dient te worden over alle wettige erfenamen, waardoor verzoekers hun vordering handhaven voor de overige bedragen.

...

Verzoekers vroegen in hun verzoekschriften om de toekenning van een hulp van 250.000 frank (€ 6.197,34) wegens het moreel nadeel ingevolge het overlijden van hun zoon. Er dient wel rekening gehouden te worden met de door verzoekers ontvangen uitkering in het kader van de insolventieclausule.

M1532 (2002)

Verzoeker heeft een verzekering rechtsbijstand afgesloten bij JURIS GB LEX. Deze verzekерingsmaatschappij draagt de gerechtskosten. Het betreft evenwel geen arbeids-ongeval.

In het kader van de insolventieclausule werd aan verzoeker de som van € 6.197,34 uitbetaald.

M2121 (2003)

De commissie meent dat de gevraagde hulp kan worden toegekend nu de psychische traumata als gevolg van de seksuele misbruiken op haar persoon gepleegd, zonder twijfel zo ernstig zijn dat slechts mits enige hulp zij deze kan overwinnen. Nu er definitief kan worden geoordeeld over de toekenning van de hoofdhulp en er geen rekening moet worden gehouden met de eigen inkomsten gezien de jeugdige leeftijd, kent de commissie het gevraagde bedrag van € 41.299,57 toe,

zij het dat hiervan reeds werd afgetrokken het bedrag dat de verzoekster kan ontvangen van haar rechtsbijstandsverzekering op grond van de clausule "onvermogen van derden". Verzoekster is immers verplicht eerst deze verzekерingsmaatschappij op contractuele basis aan te spreken. Gezien de polis kan er omtrent het recht op vergoeding geen betwisting zijn. De commissie kent dan ook als definitief bedrag de som van € 35.102 toe aan de verzoekster.

M2158 (2003)

Volgens een schrijven van gerechtsdeurwaarder Eyskens te Turnhout d.d. 8 mei 2001 kan niet worden uitgevoerd tegen de dader.

De raadsman van verzoeker deelt per brief d.d. 16 april 2002 mede dat de heer C sinds februari 2002 vrijwillig afkortingen betaalt a rato van € 25 per maand.

De verzekering rechtsbijstand AGF Belgium keerde aan verzoeker een bedrag van € 6.197,34 uit in het kader van de waarborg 'insolventie van derden'.

M4004 (2004)

Ingevolge het subsidiariteitsbeginsel vervat in artikel 31bis, 5° van de wet van 1 augustus 1985, dient de commissie rekening te houden met de tussenkomst van de verzekeraar in het kader van een insolvabiliteitsclausule.

problèmes avec la couverture d'insolabilité

Le 9 janvier 2002 la commission a reçu la lettre suivante d'une compagnie d'assurance:

"Wij verwijzen naar het hogervermeld ongeval.

Teneinde onze verzekerde niet langer het slachtoffer te laten zijn van de discussie gaande tussen ons inzake wie er nu in eerste instantie tussenkomst dient te verlenen, betalen wij de schade van onze verzekerde (5.632,26 EUR) reeds vooruit in het kader van de waarborg insolvabiliteit van derden.

Echter, wij behouden ons standpunt en menen dat u deze schade dient te vergoeden daar dit het doel is van het bestaan van uw commissie en u daar voldoende voor gevoed wordt.

Wij, als rechtsbijstandsverzekeraar, zijn geen ‘vergoedende’ instantie maar stellen wel alle middelen ter beschikking teneinde de vergoeding bij derden te halen.

Gezien wij verschillende gelijkaardige dossiers lopen hebben waarin u steeds weigert de schade van onze verzekerden te vergoeden, plannen wij een gerechtelijke procedure op te starten teneinde dit geschil definitief op te lossen.

Wij hielden eraan u hieromtrent te informeren.”

99266 (2002)

de beslissing van de Vijfde kamer van de commissie d.d. 29 maart 2000, waarbij aan verzoekers een noodhulp van 265.512 frank werd toegekend en waarbij de zaak, wat de hoofdhulp betreft, werd verdaagd teneinde verzoekers toe te laten hun verzekерingsmaatschappij in tussenkomst aan te spreken en het verslag van de Gerechtelijk-geneeskundige dienst af te wachten;

...

Bij schrijven van 29 augustus 2000 deelde de raadsman van verzoekers mede dat de verzekeringsmaatschappij in uitvoering van haar contractuele verplichtingen voor elk van de kinderen 250.000 frank uitbetaalde.

MM168 (2002)

Verzoekster deed navraag bij haar familiale verzekeraar aangaande een dekking voor insolventie van derden.

De verzekeraar liet echter weten dat deze waarborg in casu niet kan ingeroepen noch toegepast worden. Hierbij wordt verwezen naar artikel 7, litt. f, punt 3, in fine, van de algemene voorwaarden van de verzekering B.A. privé-leven van General Accident: *“Het gedeelte van de schade waarvoor de insolvente derde zich volgens de bepalingen van het K.B. van 12 januari 1984 niet kan verzekeren, blijft uit de waarborg gesloten.”*

Deze bepaling komt erop neer dat de waarborg insolventie enkel kan spelen voor schade ontstaan ten gevolge van gebeurtenissen waarvoor de dader zich desgevallend had kunnen verzekeren in Burgerlijke Aansprakelijkheid. In de voorliggende zaak heeft de dader zich schuldig gemaakt aan opzettelijke feiten waarvoor hij zich nooit had kunnen verzekeren in B. A. (men kan zich nooit verzekeren voor opzettelijke schade noch voor schade te wijten aan een eigen zware fout).

MM637 (2003)

Verzoekster beschikt over een rechtsbijstandsverzekering. De clausule "onvermogen van de aansprakelijke derde" bepaalt dat de verzekeringsmaatschappij Europaea de door de rechtbank definitief toegekende schadevergoeding betaalt ten belope van 500.000 frank.

Aangezien de dader achteraf zelfmoord heeft gepleegd blijft, aldus de verzekeringsmaatschappij, "*de vraag of de veroordeelde al dan niet insolvabel is, onopgelost. Bijgevolg kan de verzekeringsmaatschappij geen gevolg geven aan het verzoek tot tussenkomst.*"

...

Met betrekking tot de aanvullende vraag tot hoofdhulp voor een bedrag van € 21.207,50 meent de commissie dat de procedure, wat dit onderdeel betreft, nog niet in staat van wijzen is. Inderdaad kan zij zich moeilijk akkoord verklaren met de stelling van de verzekeringsmaatschappij waarbij geoordeeld werd dat niet kon worden uitgemaakt of de veroordeelde al dan niet solvabel was. Dit vraagstuk kan wel degelijk worden opgelost, al was het maar via de aangifte nalatenschap of andere onderzoeks daden. De verzoeker wordt dan ook aangemaand in die zin de nodige stappen te ondernemen.

De zaak wordt, wat de vraag tot hoofdhulp betreft, dan ook onbepaald uitgesteld. Met betrekking tot het verzoek tot het verlenen van een noodhulp meent de commissie dat dit verzoek ontvankelijk en gegronde is en verleent ze een noodhulp ten bedrage van € 2.500 teneinde de verzoekster toe te laten de eerste dringende medische en andere kosten te dekken.

M1384 (2003)

In de polis rechtsbijstand AUDI van verzoekster is een insolvabiliteitsclausule opgenomen voor een bedrag van 300.000 frank, doch dit bedrag werd (vooralsnog) niet uitgekeerd.

Per brief d.d. 22 december 1998 weigerde de verzekering tussenkomst te verlenen omdat verzoekster en de dader ten tijde van de feiten samenwoonden (de polis voorziet enkel tussenkomst in geval van schade veroorzaakt door een onrechtmatige daad van derden). Verzoekster ontketet ten stelligste dat zij met de dader heeft samengewoond.

In een schrijven d.d. 7 juni 2001 handhaafde AUDI dit standpunt, zolang ze niet in het bezit zijn gesteld van het strafdossier. Wegens haar precaire financiële situatie kon verzoekster het strafdossier niet aan de verzekерingsmaatschappij overmaken. Ter zitting van de commissie d.d. 14 mei 2003 bevestigt verzoekster dat AUDI nog steeds weigert tussen te komen.

...

Verzoekster vraagt om de toekenning van een noodhulp en een hoofdhulp.

Een noodhulp kan, conform artikel 36, eerste lid van de wet van 1 augustus 1985, worden toegekend, indien elke vertraging bij de hulpverlening de verzoekster een aanzienlijk nadeel zou kunnen berokkenen. Gezien de voorgelegde stukken, waaruit onder meer de hoge medische kosten en de precaire financiële situatie van verzoekster blijken, komt het billijk voor dat aan verzoekster een noodhulp wordt uitgekeerd.

Wat het verzoek tot toekenning van een hoofdhulp betreft, is de commissie van oordeel in deze zaak nog geen uitspraak te kunnen doen. Onder verwijzing naar het subsidiariteitsbeginsel, vervat in artikel 31, § 1, 1, van de wet, wenst de commissie, alvorens ten gronde te beslissen, eerst de verzekeringsmaatschappij Audi in tussenkomst aan te spreken.

[La commission a alloué à la requérante une aide de € 32.379.
L'assureur AUDI a refusé d'intervenir parce que la clause

insolvabilité des tiers intervient uniquement en cas de dommage causé par un tiers: au moment des faits, la requérante vivait avec M. B.]

M2101 (2003)

De verzoeker beschikt over een rechtsbijstandsverzekering B. A. Privéleven bij de maatschappij "Belgische Leeuw" met een clausule "onvermogen van derden" ten beloop van € 12.394,68 of 500.000 frank. Derhalve dient volgens artikel 31 § 1, 1 van de wet van 1 augustus 1985 de verzekeringsmaatschappij in eerste instantie aangesproken te worden.

De raadsman van verzoeker antwoordt hierop in zijn memorie van 29 augustus 2002 dat de clausule onderworpen is aan strikte voorwaarden en dat verzoeker niet in alle gevallen op deze clausule beroep kan doen. Zo is in casu geen tussenkomst op grond van deze waarborg mogelijk wanneer de schade is ontstaan ingevolge opzettelijke gewelddaden die gebeurd zijn vóór 1 januari 2002.

Bij kennisname van de algemene polisvoorwaarden en van de bijzondere voorwaarden die door verzoeker bij het dossier gevoegd werden is het de leden van de commissie een raadsel waarop de verzekeringsmaatschappij zich zou steunen om haar tussenkomst te weigeren. De commissie is dan ook van mening dat verzoeker zijn verzekeraar opnieuw dient aan te spreken en zo nodig in rechte er dient toe te dwingen om zijn contractuele verplichtingen na te komen.

...

Verklaart het verzoek ontvankelijk,

Verdaagt de zaak teneinde verzoeker toe te laten zijn verzekeringsmaatschappij in tussenkomst aan te spreken.

[Ce dossier a pu être cloturé en 2004, l'avocat de la requérante a fait savoir par lettre du 30 mars 2004 que l'assurance est intervenue et que le dossier pouvait dès lors être cloturé.]

M2207 (2004)

In de brief van 21 januari 2003 van de verzekeringsmaatschappij "Het Belgisch Verhaal, de Poperingse Verzekering" staat dat "de 270

verzekerde zich zelf mengde in de twist en dus doelbewust het risico opzocht. Bovendien blijkt het schadegeval zich niet in de privé-sfeer te manifesteren, doch in de beroepsssfeer als zijnde zelfstandig uitbater van de cafétaria van het zwembad."

De brief d.d. 19 augustus 2003 komt op hetzelfde neer; als volgt:

"Hoe zouden wij gehouden zijn tot tussenkomst in het kader van de dekking insolventie derden, wanneer wij verzekerde via zijn makelaar schriftelijk mededeelden dat wij in zijn geheel niet tot tussenkomst gehouden zijn, daar primo het ongeval zich niet afspeelt in de privé-sfeer, doch in de professionele sfeer, zodat de RB uitbating dient tussen te komen, secundo dat verzekerde zich bewust mengde in de twist en er bijgevolg er een actieve deelname in had en zodoende het risico zocht. Bijgevolg is de discussie niet aan de orde..", aldus de verzekерingsmaatschappij.

De verzekeringsmaatschappij AXA meldt in haar fax d.d. 2 september 2003 dat hun polis de verplichte verzekering Objectieve Aanprakelijkheid voorziet voor de drankgelegenheid in het stedelijk zwembad te Maaseik. Deze voorziet enkel de waarborg Lichamelijk letsel en Stoffelijke schade in geval van brand of ontploffing. In het contract is er geen waarborg rechtsbijstand en geen waarborg insolventie van derden voorzien.

M2235 (2003)

Op ... 1998 werden verzoekers het slachtoffer van een carjacking te X. Toen ze 's avonds thuiskwamen werden ze overvallen door 2 gemaskerde mannen die hen met een pistool bedreigden en er met hun voertuig vandoor gingen.

...

Er bestaat een rechtsbijstandsverzekering met clausule 'insolvabiliteit van derden' voor een bedrag van 250.000 frank. In een schrijven van 23 januari 2002 laat de verzekeringsmaatschappij echter weten dat '*de morele schade in verhouding tussen de schade aan het voertuig en de schade opgelopen buiten het gebruik van het voertuig, dient verdeeld te worden*'. De verzekeringsmaatschappij laat ook weten dat de schade aan het voertuig uitgesloten is.

IV. Beoordeling door de commissie

Aangezien het standpunt van de verzekерingsmaatschappij Providis voor de commissie onduidelijk is wordt aan verzoekers gevraagd om de maatschappij in tussenkomst andermaal aan te spreken.

[Ce dossier a pu être cloturé en 2003, les requérants ont fait savoir par lettre du 19 juin 2003 que l'assurance Providis est intervenue.]

M2350 (2004)

Verzoeker deed een beroep op de familiale verzekeraar BA privé-leven van zijn ouders, bij wie hij inwoonde, zijnde AGF De Schelde. Deze kwam tussen voor erelonen en procedurekosten, doch niet voor de insolabiliteitsclausule. De weigering tot tussenkomst werd toegelicht in de brief van AGF De Schelde d.d. 25 mei 1999, gericht aan de advocaat van verzoeker:

"Wij dienen u evenwel te doen opmerken dat wij slechts ten uitzonderlijke titel tussenkomst verlenen aangezien de waarborg Rechtsbijstand slechts van toepassing is in de mate dat men kan genieten van de waarborg BA.

Daar opzettelijke daden uitgesloten zijn in de waarborg BA, is in principe de waarborg RB niet verworven.

U mag het nodige doen voor de invordering opzichtens de dader doch wij verlenen echter geen tussenkomst voor wat eventueel de waarborg "Insolventie van derden" betreft."

Dit standpunt werd herhaald en nader toegelicht in de brieven van AGF De Schelde d.d. 25 maart en 8 april 2003 ("spiegelclausule").

M3225 (2004)

De commissie dient vast te stellen dat verzoekster blijkens de voorgelegde stukken beschikt over een polis BA-Uitbuiting waarin een waarborg "gerechtelijke bescherming + insolventie van derden" is opgenomen.

Bijgevolg is niet voldaan aan de voorwaarden om een verzoek tot hulp bij de commissie te kunnen indienen. Artikel 31bis, 5° van de wet van 1 augustus 1985 bepaalt immers onder meer dat een hulp kan aangevraagd worden indien het nadeel niet op voldoende en

daadwerkelijke wijze lijkt te kunnen worden hersteld door andere middelen zoals een private verzekering.

Met toepassing van deze door de wetgever ingebouwde subsidiariteitsregeling dient verzoekster zich dus eerst te wenden tot haar verzekeraar.

M3721 (2004)

Bij schrijven d.d. 17 september 2003 deelde de verzekeraar Euromex aan de raadsman van verzoekster mede geen tussenkomst te verlenen. Volgens de verzekeringsmaatschappij zijn de feiten verzekeringstechnisch verjaard. Bovendien *"was het waarschijnlijk zo dat op het moment van de feiten Mvr G en haar man nog op hetzelfde adres woonden. In die zin zijn beide partijen verzekerd in het kader van de polis rechtsbijstand. Een vordering van één verzekerde tegen een andere (in het kader van dezelfde polis) is expliciet uitgesloten"*.

les agents de police et les agents pénitentiaires

M1248 (2003)

En date du ..., à ..., lors d'un contrôle routier suite à un accident de roulage n'impliquant que l'auteur des faits sous l'influence de l'alcool, le requérant, devant l'attitude agressive de celui-ci, est amené à devoir lui passer les menottes. C'est à ce moment que le conducteur se rebella et porta des coups de poing et de pied au requérant ; l'agresseur fut maîtrisé au bout de quelques minutes.

...

Tenant compte d'une part,

- de l'invalidité permanente fixée à 2% par l'expert médical ;
- du préjudice moral chez le requérant ;
- des souffrances physiques et psychiques ;
- du préjudice esthétique ;

Tenant compte d'autre part,

- que les frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation ont été pris en charge par une assurance ;

– que les faits ont été qualifiés d'accident du travail ;
la commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide principale de 4.800 €.

CHAPITRE 8. QUANT A LA RECEVABILITE DE LA DEMANDE

A. La requête ne pourra toutefois être présentée qu'après qu'il aura été statué sur l'action publique par une décision judiciaire passée en force de chose jugée ou, si l'auteur de l'acte ne peut être poursuivi ou condamné, qu'après la décision de la juridiction d'instruction (art 34, par. 2, al. 3 de la loi – devenu l'article 31bis, 3°). (JU 43)

A.1) Cette exigence de décision préalable n'est pas posée en cas de demande d'aide d'urgence. Cette demande peut être introduite dès après la constitution de partie civile ou l'introduction d'une plainte.

A.2.) Cette exigence de décision préalable n'est pas non plus requise si l'auteur des faits demeure inconnu à l'expiration d'un délai d'un an prenant cours à la date de constitution de partie civile et lorsque la procédure pénale se trouve toujours au stade de l'instruction (JU 44).

A.3.) Cette exigence de décision préalable n'est pas non plus requise lorsque le dossier pénal est classé sans suite parce que l'auteur est demeuré inconnu, et la commission estime que le dépôt de plainte ou l'acquisition de la qualité de personne lésée par le requérant est suffisant (Inséré en 2004: article 31bis, 3°: JU 45).

A.4) Cette condition n'est pas applicable aux sauveteurs occasionnels.

B. La demande d'aide doit être présentée dans le délai de trois ans à partir du jour où il aura été statué sur l'action publique par une décision judiciaire passée en force de chose jugée ou par une décision de la juridiction d'instruction.

Si la victime, après avoir obtenu une décision passée en force de chose jugée en matière répressive, obtient une décision judiciaire sur les intérêts civils, le délai de forclusion prend cours dès le jour où

la décision judiciaire sur les intérêts civils est coulée en force de chose jugée. (JU 46) (art. 34, par. 3).

Ce délai est prescrit à peine de forclusion.

Cet article a été reformulé en 2004 en tenant compte du classement sans suite.

4° La demande est introduite dans un délai de trois ans. Le délai prend cours, selon le cas, à partir de la première décision de classement sans suite, de la décision de la juridiction d'instruction, du jour où il a été statué sur l'action publique par une décision définitive ou du jour à partir duquel une décision sur les intérêts civils est intervenue postérieurement à la décision sur l'action publique.

Le sauveteurs occasionnels doivent remplir la condition suivante (article 31bis, § 2, 3°) :

3° avoir introduit une demande d'aide dans un délai de trois ans à dater de l'un des actes ou de l'explosion visé au 2°;

Jurisprudence :

JU 43 absence de décision [avant 2004 une condition sine qua non]

- décision nécessaire
- décision nécessaire: a contrario
- acquittement

décision nécessaire

L'article 31bis, 3° exige (⁹) :

« 3° Une décision judiciaire définitive sur l'action publique est intervenue et le requérant a tenté d'obtenir réparation de son préjudice en s'étant constitué partie civile, en ayant procédé à une citation directe ou en ayant intenté une procédure devant un tribunal civil.

Lorsque le dossier pénal est classé sans suite parce que l'auteur est demeuré inconnu, la commission peut estimer que le dépôt de plainte ou l'acquisition de la qualité de personne lésée par le requérant est suffisant. L'aide peut également être demandée lorsqu'un délai d'un an minimum s'est écoulé depuis la date de constitution de partie civile et que l'auteur demeure inconnu. »

804 (2002)

⁹ Les conditions d'octroi d'une aide financière de l'État à la victime directe ou indirecte d'un acte intentionnel de violence sont actuellement réparties sur plusieurs articles de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres. Les conditions principales sont énumérées à l'article 31. Toutefois, l'article 34 impose également d'importantes conditions concernant la recevabilité de la requête. D'où une certaine confusion. Ainsi, il peut sembler suffisant que le requérant ait intenté une action civile (article 31, § 1er, 3). Cette disposition doit cependant être lue conjointement avec l'article 34, § 3, alinéa trois, qui stipule qu'il doit être statué par une décision définitive sur l'action publique ou qu'une décision de la juridiction d'instruction doit être intervenue.

(amendement n° 1 du gouvernement, Chambre, 626/2).

L'article 34 § 2, 3 prescrit que "*la requête ne pourra toutefois être présentée qu'après qu'il aura été statué sur l'action sur l'action publique par une décision judiciaire passée en force de chose jugée ou, si l'auteur de l'acte ne peut être poursuivi ou condamné, qu'après la décision de la juridiction d'instruction. Elle pourra également être présentée si l'auteur demeure inconnu à l'expiration d'un délai d'un an prenant cours à la date de constitution de partie civile*".

Or, il résulte des différents éléments du dossier qu'aucune décision pénale n'est intervenue dans cette affaire. En effet, la partie requérante a estimé qu'il était préférable de mener une action civile plutôt qu'une action pénale puisque le parquet avait classé le dossier sans suite, les auteurs des deux véhicules impliqués dans l'accident n'ayant pas pu être identifiés.

Dès lors, la commission estime que, bien que les séquelles résultant des faits soient considérables, elle ne peut pas considérer qu'il y ait un cas de force majeure puisque c'est délibérément que la partie requérante a opté pour une action civile.

En conséquence, la commission est d'avis que la requérante ne satisfait pas au prescrit de l'article 34 § 2,3 de la loi précitée et qu'il y a lieu de déclarer sa demande irrecevable.

99578 (2002)

Wat de feiten voor 27 juli 1995 betreft

De verzoeker beweert voor 27 juli 1995 het slachtoffer geweest te zijn van zware geweldplegingen. Voor zover de verzoeker in onderhavig dossier een hulp wenst te bekomen, dient de commissie vast te stellen dat zich met betrekking tot deze feiten een ontvankelijkheidsprobleem stelt. Voor deze feiten ontbreekt nl. een in kracht van gewijsde gegane beslissing over de strafvordering. Dit is nochtans een ontvankelijkheidsvoorwaarde, voorzien in artikel 34, § 2, laatste lid van de wet van 1 augustus 1985. Evenmin blijkt uit het dossier dat verzoeker zich burgerlijke partij heeft gesteld uit hoofde van de bestanddelen van het strafbare feit van de opzettelijke gewelddaad. Aldus is niet voldaan aan de voorwaarde van artikel 31, § 3, punt 3 van voormelde wet.

De verzoeker merkte hierover op dat hij “nooit een aangifte heeft gedaan [van de vroegere feiten] om geen verdere ruzies meer te willen” en ook dat “het attest van dokters Tubbax en Renson houdt wel rekeningschap met gans het dossier, de bedreigingen en de inbraken zijn nooit aangegeven, ga maar eens aangifte doen op de Politie ofwel hebben ze geen tijd of wel moet U terugkomen voor verhoor, eerst moeten er gewonden vallen dan zijn ze nog lastig om een P.V. op te maken. En daarom werd er op 03.12.1994 geen aangifte gedaan uit angst als men hen ging ondervragen ze opnieuw begonnen.” In een later schrijven stelde hij dat hij geen aangifte gedaan heeft uit angst dat ze het kind [zijn dochter] en mij wilde vermoorden.

De commissie meent dat de door verzoeker aangehaalde redenen in voorliggend dossier geen grond van overmacht uitmaken met betrekking tot de vereisten van de artikelen 31, § 3, punt 3, en 34, § 2, laatste lid. In die omstandigheden is de commissie van oordeel dat het verzoek, wat de feiten voor 27 juli 1995 betreft, als onontvankelijk moet worden afgewezen.

MM361 (2002)

Verzoeker diende klacht in, doch deze klacht werd zonder gevolg gerangschikt door het Parket. Er gebeurde klaarblijkelijk geen klacht met burgerlijke partijstelling door verzoeker nog een rechtstreekse dagvaarding bij de correctionele rechtbank, zoals vereist door voormeld artikel 34. Er werd een burgerlijke procedure gestart bij de burgerlijke rechtbank te Antwerpen alwaar een vonnis bekomen werd.

De commissie dient dus vast te stellen dat het dossier door het Parket zonder gevolg werd geklasseerd en dat daarna een burgerlijke procedure werd opgestart, doch dat er geen in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing met betrekking tot de strafvordering vorhanden is.

Daarenboven dient ook opgemerkt te worden dat het vonnis van de burgerlijke rechtbank te Antwerpen d.d. 14 januari 1997 betekend werd op 15 mei 1997. Het is, overeenkomstig artikel 53 van het Gerechtelijk wetboek, definitief geworden op maandag 16 juni 1997. De uiterste datum voor het indienen van een verzoekschrift was, omdat 17 juni 2000 een zaterdag was, bijgevolg maandag 19 juni

2000. Het verzoekschrift werd echter pas neergelegd op het secretariaat van de commissie op dinsdag 20 juni 2000.

Het verzoekschrift tot het bekomen van een hulp dient dan ook onontvankelijk verklaard te worden.

M1056 (2003)

Uit de stukken blijkt dat verzoekster in haar zaak ernstig gewond raakte. De verzoekster diende klacht in tegen de dader, doch deze klacht werd zonder gevolg gerangschikt door het Parket. Er gebeurde klaarblijkelijk geen klacht met burgerlijke partijstelling door verzoeker nog een rechtstreekse dagvaarding bij de correctionele rechbank. Er werd een burgerlijke procedure gestart en bij arrest van het Hof van beroep d.d. 6 oktober 1999 werd de heer A veroordeeld tot betaling van een schadevergoeding aan de verzoekster.

De commissie stelt vast dat zich in deze zaak een ontvankelijkheidsprobleem stelt. In deze zaak is er geen in kracht van gewijsde gegane beslissing over de strafvordering tussengekomen. Dit is nochtans een ontvankelijkheidsvoorwaarde, voorzien in artikel 34, § 2, laatste lid van de wet van 1 augustus 1985. Evenmin blijkt uit het dossier dat verzoekster zich burgerlijke partij heeft gesteld uit hoofde van de bestanddelen van het strafbare feit van de opzettelijke gewelddaad. Aldus is niet voldaan aan de voorwaarde van artikel 31, § 3, punt 3 van voormelde wet.

De verzoekster vraagt de commissie om zich uit te spreken over het opzettelijk karakter van de gewelddaad. Zelfs indien deze gewelddaad opzettelijk zou geweest zijn, vermag dit nog niet het gebrek aan een strafrechtelijk vonnis en een burgerlijke partijstelling goed te maken. Als administratief rechtscollege is de commissie immers gehouden de wet na te leven.

In die omstandigheden is de commissie van oordeel dat het verzoek als onontvankelijk moet worden afgewezen.

M1336 (2003)

In het dossier is geen enkel bewijs terug te vinden van burgerlijke partijstelling. Tevens werd het bedrag van de hoofdhulp niet begroot.

Verzoekster heeft evenmin de schadeposten aangekruist waarvoor zij in aanmerking zou kunnen komen.

Verzoekster meldt in haar memorie van antwoord van 5 maart 2002 dat zij enkel klacht heeft neergelegd. Zij heeft zich geen burgerlijke partij gesteld. De feiten zijn thans verjaard.

M2062 (2003)

Uit de stukken blijkt dat verzoeker zonder enige reden aangevallen werd. De verzoeker diende klacht in tegen de dader, doch deze klacht werd zonder gevolg gerangschikt door het Parket. Er gebeurde klaarblijkelijk geen klacht met burgerlijke partijstelling door verzoeker noch een rechtstreekse dagvaarding bij de correctionele rechbank. Er werd een burgerlijke procedure gestart en bij vonnis d.d. 25 oktober 2001 van de rechbank van eerste aanleg werd de heer M veroordeeld tot betaling van een schadevergoeding van 108.647 frank meer de intresten aan de verzoeker.

De commissie stelt vast dat zich in deze zaak een ontvankelijkheidsprobleem stelt. In deze zaak is er geen in kracht van gewijsde gegane beslissing over de strafvordering tussengekomen. Dit is nochtans een ontvankelijkheidsvoorwaarde, voorzien in artikel 34, § 2, laatste lid van de wet van 1 augustus 1985. Evenmin blijkt uit het dossier dat verzoeker zich burgerlijke partij heeft gesteld uit hoofde van de bestanddelen van het strafbare feit van de opzettelijke gewelddaad. Aldus is niet voldaan aan de voorwaarde van artikel 31, § 3, punt 3 van voormelde wet.

Als administratief rechtscollege is de commissie gehouden de wet na te leven. In die omstandigheden is de commissie van oordeel dat het verzoek als onontvankelijk moet worden afgewezen.

M2523 (2004)

De klacht van verzoeker werd zonder gevolg geklasseerd. De verzoeker stelde zich geen burgerlijke partij, maar opteerde voor een burgerlijke procedure tegen de dader.

Hij ging over tot dagvaarding van de dader en bij vonnis van de rechbank van eerste aanleg te Antwerpen werd de heer J veroordeeld tot betaling van de som van 47.239 frank meer de intresten (medische

kosten) en van de som van 39.000 frank meer de intresten (morele schade tijdelijke invaliditeit). Tevens werd voorbehoud verleend voor ...

Artikel 31bis, 3^e, lid 1 van de wet van 1 augustus 1985, ingevoegd bij artikel 3 van de wet van 26 maart 2003, is als volgt gelibelleerd:

“Er is een definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering genomen en de verzoeker heeft schadevergoeding nagestreefd door middel van een burgerlijke partijstelling, een rechtstreekse dagvaarding of een vordering voor een burgerlijke rechtbank”.

Uit de lectuur van dit artikel blijkt duidelijk dat onafhankelijk van de wijze waarop het slachtoffer schadeloosstelling nagestreefd heeft er steeds een vonnis/arrêt van de strafrechter nodig is.

Uit de stukken blijkt dat de zaak op strafgebied geseponeerd werd en dat verzoeker als slachtoffer in deze zaak ervoor geopteerd heeft een louter burgerlijke procedure te voeren.

De commissie dient dan ook vast te stellen dat aan een fundamentele ontvankelijkheidsvoorraarde niet voldaan is.

M3145 (2004)

De commissie dient vast te stellen dat, alhoewel uit het ingediende dossier blijkt dat verzoekster zich ingespannen heeft om van de dader een schadevergoeding te bekomen, er niet voldaan is aan een essentiële ontvankelijkheidsvoorraarde, namelijk het bestaan van een definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering.

Inderdaad, artikel 31bis van de wet somt de voorwaarden op waaronder een financiële hulp kan worden toegekend; de derde voorraarde is terzake duidelijk: “er is een definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering genomen EN de verzoeker heeft schadevergoeding nagestreefd door middel van een burgerlijke partijstelling, een rechtstreekse dagvaarding of een vordering voor een burgerlijke rechtbank.”

Hoewel de commissie - gelet op de omstandigheid dat verzoekster niet voldoet aan deze door de wet bepaalde voorraarde - haar

verzoekschrift als onontvankelijk dient af te wijzen, merkt zij op dat verzoeker zich in dit stadium alsnog burgerlijke partij kan stellen.

M3559 (2004)

Artikel 31bis, 3°, eerste lid, van de wet van 1 augustus 1985, ingevoegd bij artikel 3 van de wet van 26 maart 2003, bepaalt dat een financiële hulp kan worden toegekend indien “er een definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering genomen is en de verzoeker schadevergoeding heeft nagestreefd door middel van een burgerlijke partijstelling, een rechtstreekse dagvaarding of een vordering voor een burgerlijke rechbank”.

Uit de lectuur van dit artikel blijkt duidelijk dat, onafhankelijk van de wijze waarop het slachtoffer schadeloosstelling heeft nagestreefd, er steeds een vonnis/arrêt van de strafrechter nodig is.

In casu ligt, inzake de slagen die worden toegeschreven aan de heer ..., geen uitspraak voor over de strafvordering. Het strafdossier werd geseponeerd.

Verzoeker heeft als slachtoffer in deze zaak ervoor geopteerd om een louter burgerlijke procedure te voeren. Hierbij dient overigens te worden vastgesteld dat ook de burgerlijke uitspraak negatief uitviel voor verzoeker. Immers, in haar arrest d.d. 13 juni 2003 wees het Hof van Beroep de vordering van verzoeker lastens ..., bij gebrek aan sluitend bewijs, af als ongegrond.

Aangezien in casu aan een fundamentele ontvankelijkheidsvoorraarde niet voldaan is, dient het hulpverzoek te worden afgewezen.

A contrario

MM185 (2002)

Exposé des faits et suites judiciaires

Le ..., le requérant a été averti par des personnes que des individus effectuaient du motocross sur sa terre semée de betteraves. L'un des motocyclistes a pris la fuite tandis que l'autre, le nommé M a porté des coups au requérant avant de s'enfuir.

Le dossier a été classé sans suite par le parquet.

Par jugement du ..., la justice de paix de X condamne le nommé M à payer au requérant un montant de 41.064 F.

...

Recevabilité de la demande

Le ministre de la Justice estime, à tort, qu'à défaut pour le requérant d'avoir porté son action devant une juridiction répressive, la demande ne répond pas au critère de recevabilité de l'article 34 § 2, 3 de la loi du 1/8/1985.

C'est manifestement en raison d'un oubli du législateur que cette disposition – dont l'objet n'est d'ailleurs pas de délimiter les conditions de recevabilité mais bien de prévoir une cause de suspension de l'examen de la requête – n'a pas été modifiée par les lois du 17 et 18 février 1997 (Mon. 11 septembre 1997) lesquelles élargissent par ailleurs les conditions de recevabilité énumérées dans l'article 31 § 1^{er}, al.3, en prévoyant « la victime doit s'être constituée partie civile à raison des faits constitutifs de l'acte intentionnel de violence [ou avoir donné une citation directe ou introduit une procédure devant le tribunal civil] ».

Ce texte légal est inconciliable avec l'interprétation que veut en donner le Ministre de la Justice (mémoire du 23 mai 2000), lorsqu'il estime que le législateur n'a envisagé l'action civile intentée par la victime que postérieurement à une instance pénale.

Compte tenu de ce qui précède, la commission estime que les conditions de recevabilité sont remplies en l'espèce.

MM221 (2002)

A ..., le ..., Monsieur X a été victime d'une scène de coups survenue au domicile de Monsieur M. Celui-ci a empoigné le requérant et lui a donné à plusieurs reprises des coups de poing à la figure. Par jugement du ..., le Tribunal de Première Instance condamne le nommé M à payer au requérant les sommes de 16.780 F, 158.935 F, 600.000 F, 30.000 F .

...

Le ministre de la Justice estime, à tort, qu'à défaut pour le requérant d'avoir porté son action devant une juridiction répressive, la demande ne répond pas au critère de recevabilité de l'article 34 § 2, 3 de la loi du 1/8/1985.

C'est manifestement en raison d'un oubli du législateur que cette disposition – dont l'objet n'est d'ailleurs pas de délimiter les conditions de recevabilité mais bien de prévoir une cause de suspension de l'examen de la requête – n'a pas été modifiée par les lois du 17 et 18 février 1997 (Mon. 11 septembre 1997) lesquelles élargissent par ailleurs les conditions de recevabilité énumérées dans l'article 31 § 1^{er}, al.3, en prévoyant « la victime doit s'être constituée partie civile à raison des faits constitutifs de l'acte intentionnel de violence [ou avoir donné une citation directe ou introduit une procédure devant le tribunal civil] ».

Ce texte légal est inconciliable avec l'interprétation que veut en donner le Ministre de la Justice (mémoire du 14 mars 2000), lorsqu'il estime que le législateur n'a envisagé l'action civile intentée par la victime que postérieurement à une instance pénale.

Surabondamment, en l'espèce, il ne peut être fait grief au requérant de n'avoir pas permis à une juridiction répressive de faire la lumière sur les faits, dès lors que le ministère public, dont c'est la mission, n'a pas estimé devoir lancer l'action publique.

Compte tenu de ce qui précède, la commission estime que les conditions de recevabilité sont remplies en l'espèce.

acquittement

98010 (2002)

En l'espèce, la requérante déclare avoir été victime de faits de viol ce qui est confirmé par le tribunal de première instance de Namur qui , en dépit de sa décision d'acquittement du prévenu, reconnaît la réalité des faits dénoncés.

Dès lors, la commission estime que la requérante remplit les conditions de recevabilité.

99629 (2002)

Bij beschikking d.d. 3 juni 1999 van de raadkamer te Antwerpen werd de eerste inverdenkinggestelde buitenvervolging gesteld.

Tevens stelde de raadkamer dat de aanstelling als burgerlijke partij lastens de tweede inverdenkinggestelde niet toelaatbaar was (een minderjarige) en dat de strafvordering niet rechtsgeldig op gang was gebracht. Inzake deze persoon deelde de Jeugdrechtter te Antwerpen op 23 juni 1999 aan de verzoeker mee dat de zaak zonder verder gevolg als afgehandeld kan gezien worden aangezien er door de Procureur des Konings geen vordering werd ingesteld.

99664 (2002)

A ..., le 4/7/1998, la requérante a pris en taxi . N'ayant qu'un billet de 2000 F, arrivée chez elle, la requérante a proposé au chauffeur d'aller chercher de la monnaie chez elle et lui a demandé d'attendre. Lorsque la requérante a ouvert la porte de son appartement, le chauffeur est descendu de son véhicule et l'a suivie. Il a bloqué la porte d'entrée avec le pied au moment où la requérante voulait la refermer et est entré de force. Il a saisi la requérante par derrière en lui mettant la main sur la bouche et l'a entraînée dans l'appartement. Madame Q s'est débattue et a pu se libérer mais très vite, le chauffeur l'a de nouveau attrapée et l'a giflée à plusieurs reprises. La requérante s'est évanouie et lorsqu'elle a repris conscience, elle était sur le sol avec la jupe relevée.

La requérante s'est constituée partie civile devant le juge d'instruction le 10/6/1999.

Le 26/10/1999, la chambre du conseil du tribunal de première instance a rendu une ordonnance par laquelle elle précise qu'il n'existe aucune charge qui permette de renvoyer Monsieur W devant le tribunal correctionnel et déclare n'y avoir lieu de poursuivre le nommé W.

JU 44 un an après la constitution de partie civile

501 (2002) La tante de la requérante, sa représentante légale, s'est constituée partie civile au nom de sa nièce encore mineure à l'époque, devant le juge d'instruction le 28/11/1990.

L'instruction du dossier est toujours en cours.

MM045 (2002)

Artikel 34, § 2, van de wet van 1 augustus 1985 stelt dat: "*Het [verzoekschrift] mag eveneens worden ingediend indien de dader onbekend blijft nadat een termijn van een jaar is verlopen na de datum van de burgerlijke partijstelling.*" In onderhavig geval werd aldus aan de ontvankelijkheidsvoorraarden voldaan.

M3048 (2003)

De verzoekster stelde zich burgerlijke partij voor de onderzoeksrechter op 10 september 1998. Het onderzoek werd nog niet afgesloten. Volgens de raadsman van de verzoekster werd een verdachte in 2002 aangehouden, doch na 2 maanden door de kamer van inbeschuldigingstelling in vrijheid gesteld.

...

Artikel 34, § 2, van de wet van 1 augustus 1985 stelt dat: "*Het [verzoekschrift] mag eveneens worden ingediend indien de dader onbekend blijft nadat een termijn van een jaar is verlopen na de datum van de burgerlijke partijstelling.*" In onderhavig geval werd aldus aan de ontvankelijkheidsvoorraarden voldaan.

JU 45 décision de classement sans suite

M1378 (2004)

Naar aanleiding van voormelde feiten diende verzoekster op 15 april 2000 klacht in bij de Rijkswacht te Tongeren.

De zaak werd door het parket te Antwerpen op 5 juni 2000 voorlopig geseponeerd omdat de vermoedelijke dader niet in België kon aangetroffen worden. Hij staat geseind en kon nog steeds niet gelokaliseerd worden.

...

Enkel bij seponering wegens het onbekend blijven van de dader staat de wet een uitzondering toe.

In het voorliggend dossier doet zich een bijzonderheid voor aangezien het strafdossier voorlopig geseponeerd is op 5 juni 2000 omdat de dader, die *gekend* is, niet kan worden aangetroffen. Deze

situatie houdt dus in dat er geen definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering is (aangezien het gaat om een seponering) en dat er ook geen sprake is van een seponering *wegens het onbekend zijn* van de dader.

De commissie meent evenwel dat in de voorliggende zaak overmacht kan aanvaard worden, rekening houdend met de specifieke omstandigheden.

JU 46 délai

- requête tardive
- requête tardive mais pas pour tous les postes
- requête tardive: force majeure

Jurisprudence suite aux modifications législatives de 1997

- délai pour la demande concernant les nouveaux postes de dommage (modification législative 1997)
- uniquement les nouveaux postes

requête tardive

665 (2002)

Avant les modifications apportées par les lois des 17 et 18 février 1997, l'article 34 § 3 de la loi du 1/8/1985 prévoyait « *qu'à peine de forclusion, la demande d'aide doit être présentée dans le délai d'un an à compter, selon le cas, soit du jour où il aura été statué sur l'action publique par une décision passée en force de chose jugée, soit de la décision de la juridiction d'instruction* » .

En l'espèce, la requête a été introduite le 14/7/1994 , soit plus d'un an après qu'une ordonnance de non-lieu ait été rendue par la Chambre du conseil du tribunal de première instance de Bruxelles.

881 (2002)

En l'espèce, un jugement statuant sur l'action publique et sur les intérêts civils a été rendu le 13/12/1994 alors que la requête n'a été introduite que le 12/4/1999, soit plus de 3 ans après ledit jugement.

Dès lors, la commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande irrecevable.

M2115 (2003)

de ce qu'il ressort du dossier que le Tribunal de Première Instance de ... a rendu son jugement le 17 mars 1992 alors que la requête a été introduite le 18 février 2002, soit plus de trois ans après la décision précitée ;

M2255 (2003)

De beschikking van de Raadkamer dateert van 2 oktober 1998. De uiterste datum voor het indienen van een verzoekschrift was bijgevolg 3 oktober 2001 (art. 53 Gerechtelijk Wetboek). Het verzoekschrift werd echter pas neergelegd op het secretariaat van de commissie op 23 april 2002.

M2310 (2004)

En l'espèce, le tribunal correctionnel a statué définitivement sur le plan pénal par jugement du 12/9/1991 et sur les intérêts civils, en date du 14/4/1999 alors que le requérant a introduit sa demande d'aide le 29/5/2002, soit plus de 3 ans après les jugements précités.

Dès lors, la commission estime que la demande du requérant est irrecevable.

M2453 (2003)

De commissie is een administratief rechtscollege dat gehouden is de wettelijke procedurevoorschriften na te leven. De wetgever heeft de termijn voor het neerleggen van een verzoekschrift bij de commissie vastgesteld op straffe van verval (artikel 34, § 3 van de wet van 1 augustus 1985). Zij dient in onderhavig geval vast te stellen dat het verzoekschrift van 17 juli 2002 neergelegd werd meer dan drie jaar na het definitief worden van het vonnis van de Correctiekele Rechtbank d.d. 28 april 1999.

In onderhavig dossier werd op 28 april 1999 uitspraak gedaan, zowel op strafrechtelijk als op burgerrechtelijk gebied. De verzoekster houdt ten onrechte voor dat de verjaringstermijn pas een aanvang zou genomen hebben op het moment dat de beslissing over de burgerlijke

belangen kracht van gewijsde verkregen zou hebben. Artikel 34, § 3 is duidelijk waar het stelt 'waarop bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing uitspraak is gedaan over de strafvordering'. De in hetzelfde lid voorziene uitzondering geldt slechts indien de verzoeker na het bekomen van een in kracht van gewijsde gegane beslissing over de strafvordering noch een uitspraak bekomt over de burgerlijke belangen, hetgeen in onderhavig dossier niet het geval is.

In de gegeven omstandigheden dient het verzoekschrift wegens laattijdigheid als onontvankelijk afgewezen te worden.

M2547 (2004)

Force est de constater que le requérant a été victime d'une agression en 1981 et selon les pièces transmises au dossier, la dernière décision judiciaire date du 03/02/1982 (arrêt de la Cour d'Assises de Mons). La requête du requérant est déposée devant la commission en date du 30/09/2002, soit plus de vingt ans plus tard.

Les prescriptions légales ne sont dès lors pas rencontrées et la demande du requérant ne peut malheureusement pas être déclarée recevable.

M3826 (2004)

De beschikking van de Raadkamer van de Raadkamer van de Rechtbank van eerste aanleg te Brugge dateert van 9 mei 2000. Deze beschikking is in kracht van gewijsde getreden op 3 juni 2000. Het verzoekschrift werd pas ingediend op 4 december 2003. Bijgevolg is het verzoekschrift *kennelijk onontvankelijk*.

M3832 (2004)

Le requérant a été agressé dans la nuit du 22 au 23 mars 1985. Un premier jugement, rendu par le Tribunal Correctionnel de ... en date du 24/04/1992 et passé en force de chose jugée en ce qui concerne les dispositions pénales, constate la prescription de l'action publique. Par arrêt daté du 05/02/1993, statuant sur les intérêts civils, la Cour d'appel de ... confirme la décision entreprise dans toutes ses dispositions. En date du 23/01/2004, le greffier à la Cour d'appel de ... certifie qu'aucun recours n'a été formé à l'encontre des dispositions de l'arrêt du 05/02/1993.

Le requérant introduit sa requête devant la commission en date du 04/12/2003, soit plus de dix ans après la dernière décision judiciaire définitive, ce qui ne permet pas de rencontrer les prescriptions légales limitant le délai de forclusion à 3 ans.

Le requérant expose que son conseil de l'époque aurait du introduire une requête devant la commission et il soumet par ailleurs la copie de divers courriers de son conseil datant de 1992 et 1993, lui réclamant des documents pour introduire la demande devant la commission. Malheureusement, aucune demande n'a été enregistrée à la commission au nom du requérant avant la date du 04/12/2003. Par ailleurs, la loi du 01/08/1985, d'application au moment où le conseil du requérant aurait du introduire la demande, ne s'appliquait qu'aux dommages causés par des actes de violence commis après son entrée en vigueur (article 40), ce qui, dans le cas présent (faits survenus dans la nuit du 22 au 23/03/1985), n'aurait pas permis de déclarer la demande recevable.

Dès lors, la requête ne rencontre malheureusement pas les conditions légales et la commission estime qu'elle est manifestement irrecevable.

requête tardives mais pas pour toutes les postes

MM506 (2002)

Bij vonnis van 26 april 1996 werd de zaak voor verdere afhandeling op burgerrechtelijk gebied, daar waar een provisie werd toegekend, onbepaald uitgesteld. Dit wil zeggen dat over de verschillende schadeposten definitief geoordeeld werd met uitzondering van de post materiële schade. Enkel met betrekking tot deze laatste schadepost was het voormalde vonnis niet definitief.

Bij vonnis van de correctionele rechtbank d.d. 3 september 1997 werd de som van 144.000 frank toegekend verminderd met de provisie van 25.000 frank en vermeerderd met de gerechtelijke intresten en de kosten (dagvaardingskosten, medische expertise).

De commissie meent dan ook dat de schadeposten, met uitzondering van de materiële schade en de kosten van de medische expertise, na het verstrijken van de door de wet voorziene vervaltermijn van drie jaar aangevraagd werden, zodat zij dan ook afgewezen dienen te worden.

requête tardive: force majeure

97012 (2002)

La requête est introduite auprès de la commission en date du 23/01/1997, soit après le délai de forclusion prévu à l'article 34§3 de la loi du 01/08/1985 qui précise : « *à peine de forclusion, la demande d'aide doit être présentée dans le délai d'un an à compter, selon le cas, soit du jour où il aura été statué sur l'action publique par une décision passée en force de chose jugée, soit de la décision de la juridiction d'instruction* ». En l'occurrence, le jugement de la 8^{ème} chambre du Tribunal correctionnel de Liège datait du 11/04/1995 (le même tribunal statue uniquement sur les intérêts civils en date du 05/11/1996).

Les nouvelles lois des 17 et 18/02/1997 régissant l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence ont modifié le délai de forclusion et la commission a invité le conseil de la requérante à introduire une nouvelle requête afin de pouvoir bénéficier de ces modifications. C'est en date du 06/12/2000 que la requérante, majeure depuis le 02/03/1999, déclare reprendre l'instance, initialement mue par Madame Z, subrogée tutrice.

Etant donné que la requérante était mineure d'âge au moment où la requête aurait dû être introduite devant la commission, qu'elle ne pouvait à ce moment agir seule et qu'elle dépendait entièrement des personnes qui étaient désignées légalement pour représenter ses intérêts et agir en justice ou devant la commission, il ne peut lui être reproché le fait de ne pas avoir introduit la requête dans les délais impartis. La commission considère qu'elle ne peut pénaliser la requérante pour un fait indépendant de sa volonté.

Dès lors, la commission reconnaît dans le chef de la requérante l'existence d'un cas de force majeure et au vu de la reprise d'instance du 06/12/2000 signée par la requérante devenue majeure, considère que les conditions de recevabilité sont rencontrées.

99600 (2002)

Uit de stukken blijkt dat de verzoekster op 12 jarige leeftijd slachtoffer werd van aanranding van de eerbaarheid door de nieuwe echtgenoot van haar moeder.

...
De commissie is een administratief rechtscollege dat gehouden is de wettelijke procedurevoorschriften na te leven. De wetgever heeft de termijn voor het neerleggen van een verzoekschrift bij de commissie vastgesteld op straffe van verval (artikel 34, § 3 van de wet van 1 augustus 1985). Zij dient in onderhavig geval vast te stellen dat het verzoekschrift neergelegd werd op 18 oktober 1999, d.i. meer dan drie jaar na het definitief worden van het arrest d.d. 18 oktober 1999.

Op het moment dat het verzoekschrift ingediend diende te worden was de verzoekster evenwel minderjarig: zij was voor de verdediging van haar belangen aangewezen op haar vertegenwoordiger(s). De commissie meent dat in de gegeven omstandigheden (zo was haar moeder gehuwd met de dader) rekening gehouden kan worden met overmacht in hoofde van de verzoekster met betrekking tot het naleven van de driejarige vervaltermijn.

M2001 (2004)

Tenant compte d'une part,

- de ce que l'auteur des faits a été condamné par arrêt, coulé en force de chose jugée, du 14 juin 1995 de la Cour d'appel de Mons et est décédé en date du 27 mai 1998 ;
- de ce que le requérant a demandé la désignation d'un curateur à succession vacante qui fut désigné en date du 18 septembre 2000 par le tribunal de Première Instance de Charleroi ;
- de ce que le requérant a obtenu de la succession la somme provisionnelle de 30.000 BEF ;
- de ce que le requérant dispose de la possibilité d'obtenir une décision judiciaire sur les intérêts civils, mais n'a guère intérêt à obtenir une telle décision étant donné qu'il ne peut plus rien espérer de la succession ;
- de ce qu'on peut considérer que le délai de trois ans prend cours au moment de la désignation du curateur à succession vacante, même si le requérant dispose toujours de la possibilité d'obtenir une décision sur les intérêts civils ;

délai pour la demande concernant les nouveaux postes de dommage (modification législative1997)

M1159 (2003)

Overeenkomstig artikel 34, § 3, van de wet van 1 augustus 1985 moet een hulp-verzoek worden ingediend binnen de drie jaar, te rekenen vanaf de definitieve beslissing over de strafvordering of, desgevallend, over de burgerlijke belangen.

Verzoekster was niet ten laste van het slachtoffer en kon vóór de wetswijziging van 18 februari 1997 dan ook geen verzoekschrift indienen. Artikel 12 van de wet van 18 februari 1997 gaf haar de mogelijkheid dit alsnog te doen voor wat de nieuwe in de wet ingevoegde schadeposten betreft. In deze wet is evenwel geen bepaling ingelast inzake de vervaltermijn die daarbij gerespecteerd zou moeten worden. Een vervaltermijn (van drie jaar) is echter wel voorzien in artikel 34, § 3, van de wet van 1 augustus 1985.

De commissie dient te wijzen op de ondubbelzinnige uitspraak, gewezen door een Franstalige kamer, in een gelijkaardige zaak (RG 98459). Daarin werd, na samenlezing van de wetten van 1 augustus 1985 en 18 februari 1997, het volgende gesteld:

“En l’absence de dispositions claires pour l’application de l’article 12, § 1, de la loi du 18 février 1997, il faut considérer que les requêtes introduites par une victime indirecte pour les nouveaux postes de l’article 32, § 2, sont recevables si elles ont été introduites dans le délai de trois ans à partir de l’application de la nouvelle loi.”

Vrije vertaling:

“Bij gebrek aan duidelijke bepalingen voor wat betreft de toepassing van artikel 12, § 1, van de wet van 18 februari 1997, moet worden aangenomen dat de verzoekschriften ingediend door een onrechtstreeks slachtoffer voor de nieuwe schadeposten van artikel 32, § 2, ontvankelijk zijn wanneer zij werden ingediend binnen een termijn van drie jaar na de inwerkingtreding van de nieuwe wet.”

In casu moet worden vastgesteld dat het verzoekschrift werd ingediend op 9 maart 2001, zijnde buiten deze termijn.

Gelet op het belang van de eenheid van rechtspraak, kan de commissie in de huidige zaak ook niet anders dan het verzoek als onontvankelijk af te wijzen.

De advocaat van verzoekster beroept zich op overmacht, doch de commissie is van oordeel dat hiervan in de voorliggende zaak geen toepassing kan gemaakt worden. Volgens de constante rechtspraak van de commissie kan overmacht immers slechts aanvaard worden indien het overschrijden van de vervaltermijn niet kan toegeschreven worden aan enige tekortkoming van de verzoek(st)er en zich volledig buiten zijn (haar) wil om heeft voorgedaan.

De raadsman van verzoekster legt een document neer d.d. 31 maart 1995, uitgaande van het secretariaat van de commissie, waarin melding werd gemaakt van de adreswijziging. Er moet echter worden vastgesteld dat nooit een dossier werd geopend omdat verzoekster geen verzoekschrift als dusdanig heeft ingediend.

In voorliggend geval was het voor het secretariaat niet mogelijk om desgevallend deze verzoekster op de hoogte te stellen van de wetswijziging. Dit laatste werd in de mate van het mogelijke wel gedaan voor verzoekers die een verzoekschrift hadden ingediend of reeds een (negatieve) beslissing hadden bekomen.

De commissie wenst met aandrang te onderstrepen dat het afwijzen van het hulpverzoek louter gebaseerd is op juridisch-technische gronden: zij kan de wet nu eenmaal niet naast zich neerleggen. Dit doet echter geen afbreuk aan het leed dat verzoekster en haar familie nog steeds ondergaan naar aanleiding van het overlijden van X.

[Un recours en annulation a été introduit.]

M1253 (2003)

Avant les modifications apportées par les lois des 17 et 18 février 1997, l'article 34 § 3 de la loi du 1/8/1985 prescrivait qu'"à peine de forclusion, la demande d'aide doit être présentée dans le délai d'un an à compter, selon le cas, soit du jour où il aura été statué sur l'action publique par une décision passée en force de chose jugée, soit de la décision de la juridiction d'instruction";

En l'espèce, la requête a été introduite le 14 mai 2001, soit plus d'un an après l'arrêt rendu par la Cour d'Assises de Liège le 07 mai 1993, passé en force de chose jugée. Par conséquent, sous l'application de l'ancienne loi, cette demande était forclosse et donc, irrecevable.

Cet article 34 § 3 de la loi du 1er août 1985 a été modifié par la loi du 17 février 1997 laquelle a porté le délai d'un an à trois ans. Cependant, ce délai de trois ans ne peut être appliqué rétroactivement car, la loi qui allonge le délai n'est pas rendue rétroactive (la rétroactivité concerne uniquement la loi du 18 février 1997 alors que le délai figure dans la loi du 17 février 1997).

La commission estime dès lors que la nouvelle loi ne peut relever l'irrecevabilité des requêtes introduites avant la modification législative et que le délai de trois ans ne peut être appliqué à des requêtes présentées avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi et qui ne respectent pas le délai d'un an. En effet, s'il est vrai que la nouvelle loi est applicable dès son entrée en vigueur aux litiges en cours, elle ne relève pas de la nullité les actes de procédure qui, suivant cette loi, étaient nuls (Cass. 10 février 1972, Pas. 1972, p.532).

Par ailleurs, la commission souligne que même si l'on admet que la nouvelle loi prolongeant le délai de forclusion doit s'appliquer à toutes les requêtes introduites avant la date de son entrée en vigueur (le 11 septembre 1997), pour autant que ce délai de trois ans n'ait pas encore expiré le jour de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, la demande de la requérante reste irrecevable car le délai de trois ans était déjà écoulé en 1996, soit bien avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi.

Compte tenu de ce qui précède, la commission estime que la demande est forclose et qu'il y a lieu de la déclarer irrecevable.

M2543 (2004)

Overeenkomstig artikel 34, § 3, van de wet van 1 augustus 1985, dat van toepassing was op het ogenblik waarop het verzoekschrift werd ingediend, moet een hulpverzoek worden ingediend binnen de drie jaar, te rekenen vanaf de definitieve beslissing over de strafvordering of, desgevallend, over de burgerlijke belangen.

In het voorliggend dossier dateert het arrest van 23 februari 1995.

Verzoekster was niet ten laste van het slachtoffer en kon vóór de wetswijziging van 18 februari 1997 dan ook geen verzoekschrift indienen. Artikel 12 van de wet van 18 februari 1997 gaf haar de mogelijkheid dit alsnog te doen voor wat de nieuwe in de wet

ingevoegde schadeposten betreft. In deze wet is evenwel geen bepaling ingelast inzake de vervaltermijn die daarbij gerespecteerd zou moeten worden. Een vervaltermijn (van drie jaar) is echter wel voorzien in artikel 34, § 3, van de wet van 1 augustus 1985.

De commissie dient te wijzen op de ondubbelzinnige uitspraak, gewezen door een Franstalige kamer, in een gelijkaardige zaak (RG 98459). Daarin werd, na samenlezing van de wetten van 1 augustus 1985 en 18 februari 1997, het volgende gesteld:

“En l’absence de dispositions claires pour l’application de l’article 12, § 1, de la loi du 18 février 1997, il faut considérer que les requêtes introduites par une victime indirecte pour les nouveaux postes de l’article 32, § 2, sont recevables si elles ont été introduites dans le délai de trois ans à partir de l’application de la nouvelle loi.”

Vrije vertaling:

“Bij gebrek aan duidelijke bepalingen voor wat betreft de toepassing van artikel 12, § 1, van de wet van 18 februari 1997, moet worden aangenomen dat de verzoekschriften ingediend door een onrechtstreeks slachtoffer voor de nieuwe schadeposten van artikel 32, § 2, ontvankelijk zijn wanneer zij werden ingediend binnen een termijn van drie jaar na de inwerkingtreding van de nieuwe wet.”

Gelet op het belang van de eenheid van rechtspraak, kan de commissie in de huidige zaak ook niet anders dan het verzoek als onontvankelijk af te wijzen. Het verzoek is immers pas ingediend op 23 september 2002, dit is meer dan drie jaar na de inwerkingtreding van de wetswijziging.

Verzoekster merkt op dat zij nooit op de hoogte werd gebracht van het feit dat het verzoek binnen de drie jaar moest worden ingediend. Onwetendheid vormt echter geen grond tot overmacht. Volgens de constante rechtspraak van de commissie kan overmacht slechts aanvaard worden indien het overschrijden van de vervaltermijn niet kan toegeschreven worden aan enige tekortkoming van de verzoek(st)er en zich volledig buiten zijn (haar) wil om heeft voorgedaan.

De commissie wenst met aandrang te onderstrepen dat het afwijzen van het hulpverzoek louter gebaseerd is op juridisch-technische gronden: zij kan de wet nu eenmaal niet naast zich neerleggen. Dit doet echter geen afbreuk aan het leed dat verzoekster en haar familie nog steeds ondergaan naar aanleiding van het overlijden van ...

In haar brief d.d. 3 december 2003 deelt verzoekster mede dat de dader sinds 20 januari 2003 V.I. heeft gekregen met de verplichting de burgerlijke partijen te betalen en daarvan de bewijzen voor te leggen aan de justitieassistent. Na kennisname van het dossier stelt de commissie vast dat de dader zich niet houdt aan zijn verplichtingen. De commissie ziet het dan ook als haar taak om de commissie V.I. hierover in te lichten.

uniquement les nouveaux postes

MM389 (2003)

La loi du 01/08/1985, modifiée par les lois des 17/02/1997 et 18/02/1997, régissant l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence exige notamment que la demande d'aide soit introduite, à peine de forclusion, dans le délai de 3 ans à compter du jour où il aura été statué sur l'action publique par une décision passée en force de chose jugée (article 34, §1er, alinéa 3).

Force est de constater que la requérante introduit la demande auprès de la commission en date du 03/07/2000, soit plus de trois ans après la dernière décision judiciaire définitive datant de 1991.

Néanmoins, avant les modifications législatives du 18/02/1997, seules les personnes qui étaient à charge de la victime, au moment de son décès, pouvaient demander une aide si elles se trouvaient dans une situation matérielle grave suite à l'acte intentionnel de violence. Cette aide demeurait limitée à la perte d'aliments. La requérante n'était pas à charge de son fils, ce dernier étant alors étudiant.

La loi du 18/02/1997 a élargi la définition des victimes indirectes pouvant bénéficier d'une aide et des postes du dommage pour lesquels cette aide pouvait être demandée. Durant les débats parlementaires, le Ministre de la Justice a précisé que l'article 12 de la loi précitée visait des victimes qui n'avaient auparavant aucune possibilité de demander

une aide (Travaux parlementaires de la Chambre, 1996-1997, n°726/4, p. 30).

Une demande pouvait dès lors être formulée pour les nouveaux postes prévus par l'article 32§2 de la loi du 01/08/1985 et en l'absence de dispositions précises pour l'application de l'article 12 de la loi du 18/02/1997, le délai de forclusion d'une telle requête introduite par une victime indirecte pour les nouveaux postes, a été fixé au délai de 3 ans à partir de l'application de la nouvelle loi (soit avant le 11/09/2000).

En l'occurrence, la requérante ayant déposé sa requête le 03/07/2000, sa demande doit être déclarée recevable.

MM484 (2002)

Vu le dossier de la procédure et notamment :

- la première requête introduite le 21/11/1984 par la mère de la requérante alors mineure d'âge, sollicitant une aide du chef d'un acte intentionnel de violence subi par le père de la requérante en date du 27/12/1987, des suites duquel il est décédé ;
- la décision de la commission datée du 11/01/1991, octroyant à la mère de la requérante pour sa fille mineure, la somme de 5453,66 € ;
- la requête introduite le 18/08/2000 par laquelle la requérante, majeure, sollicite une aide principale d'un montant de 43.381,37 € sur base des nouveaux postes prévus par la loi des 17 et 18/02/1997;

...

Objet de la demande

A l'audience, la requérante, assistée de son conseil, sollicite une aide complémentaire pour le poste de la perte d'aliments, la requérante poursuivant des études supérieures et universitaires au-delà de ses 18 ans, alors que l'aide octroyée par la commission en date du 11/01/1991 prévoyait explicitement une intervention calculée pour ce poste jusqu'à sa majorité.

...

Recevabilité de la demande

La commission ne peut prendre en considération la demande de perte d'aliments pour laquelle la décision du 11/01/1991 avait octroyé le montant de 5453,66 € en faveur de la requérante, jusqu'à ses 18 ans. Il est cependant démontré que la requérante a engagé des études supérieures puis universitaires au-delà de sa majorité, qu'elle ne dispose pas de moyens suffisants pour subvenir seule à ses besoins et son entretien et à ce titre, il peut être considéré qu'il y a aggravation notable du dommage au sens de l'article 37 de la loi du 01/08/1985.

Il résulte des éléments du dossier que les conditions de recevabilité sont remplies.

MM500 (2002)

Bij beslissing van 27 augustus 1992 van de commissie werd het oorspronkelijk verzoekschrift neergelegd op 22 januari 1991, omwille van laattijdigheid, onontvankelijk verklaard.

Naar aanleiding van de in 1997 doorgevoerde wetswijziging werd een nieuw verzoekschrift neergelegd. Posten die in het verleden niet werden voorzien in hoofde van de nabestaanden komen volgens de nieuwe wetgeving thans wel in aanmerking.

MM503 (2002)

Wat het verzoek tot heropening betreft

De verzoekster heeft reeds op 22 juni 1995 van deze commissie voor deze feiten een hulp gekregen van 290.000 frank voor het verlies aan levensonderhoud

De verzoekster steunt haar huidig verzoekschrift op artikel 12, lid 1 van de wet van 18 februari 1997. Die wetsbepaling luidt als volgt: "*De wet is van toepassing op de geleden schade volgend uit opzettelijke gewelddaden na 6 augustus 1985 op slachtoffers bedoeld in artikel 3 laatste lid, zelfs wanneer het dossier reeds ingediend en afgesloten was door de commissie vóór de inwerkingtreding van deze wet*". Artikel 3 waarvan sprake betreft de nabestaanden van een overleden slachtoffer. Vóór de wetswijziging van 18 februari 1997 konden in het geval van overlijden van het slachtoffer, alleen de personen die op het ogenblik van het overlijden ten zijnen laste waren een hulp vragen indien zij zich ingevolge de gewelddaad in een ernstige materiële

noodsituatie bevonden (art. 31, §2 van de wet van 1 augustus 1985). Die hulp bleef beperkt tot levensonderhoud (art. 32, §2 van die wet). De wet van 18 februari 1997 heeft niet alleen de categorie nabestaanden die een hulp vragen maar ook de nadelen waarvoor een hulp kan worden gevraagd uitgebreid. Een hulp kan thans gevraagd worden ongeacht zoals voorheen voor het verlies van levensonderhoud voor personen die op het ogenblik van het overlijden ten laste waren van het slachtoffer, - voor medische- en ziekenhuiskosten, - voor de begrafenis Kosten ten belope van een maximumbedrag vastgesteld bij een in ministerraad overlegd K.B., en het morele nadeel ten gevolge van het overlijden van het slachtoffer, - voor de kosten van burgerlijke partijstelling en/of procedurekosten, - voor de schade die voortvloeit uit het verlies van een schooljaar (nieuw artikel 32, §2 van de wet van 1 augustus 1985). De mogelijkheid een hulp te vragen werd uitgebreid en voortaan gegeven aan "de personen die ten gevolge van het overlijden kosten of een nadeel omschreven in artikel 32 §2 van de wet aanvoeren" (nieuw artikel 31, §2 van de wet van 1 augustus 1985). Tijdens de parlementaire debatten heeft de Minister van Justitie gepreciseerd dat artikel 12 van de wet van 18 februari 1997 betrekking heeft op slachtoffers die vroeger geen mogelijkheid hadden een aanvraag in te dienen (Parl. St., Kamer. 1996-97, nr. 726/4, p. 30).

In onderhavig dossier heeft de verzoekster reeds een hulp gekregen voor verlies aan levensonderhoud. Thans kan geen tweede maal een hulp worden gevraagd voor ditzelfde nadeel en blijven de nieuwe en uitgebreide mogelijkheden beperkt tot de toekenning van een hulp voor de andere nadelen die thans in aanmerking komen voor een tussenkomst van de commissie.

De begrafenis Kosten zijn opgenomen in de limitatieve opsomming van art. 32, § 2 van de wet van 1 augustus 1985. Artikel 2bis van het K.B. van 18 december 1986 legt het maximum bedrag vast op € 2.000. Gezien dit bedrag bepaald wordt per overleden slachtoffer en deze kosten, zoals blijkt uit het dossier, gedragen werden door de moeder van de verzoekster (zaak met A.R.MM505) dient deze schadepost afgewezen te worden.

Rekening houdend met de aard van de feiten en de opgelopen schade zoals zij blijken uit het dossier, met de opgelopen morele schade en

het verlies van een schooljaar meent de commissie in billijkheid een hulp te kunnen toekennen.

MM514 (2002)

Op grond van artikel 12 van de wet van 18 februari 1997 kan een hulp gevraagd worden voor de schadeposten die vóór de wetswijziging niet voorzien waren in artikel 32, § 2, van de wet van 1 augustus 1985. Het betreft meer bepaald de morele schade ingevolge het overlijden van het slachtoffer.

MM519 (2002)

Vu le dossier de la procédure et notamment :

- la première requête introduite le 27/12/1988 (RG 79) par laquelle le requérant agissant, en son nom personnel et au nom de ses trois enfants mineurs, sollicite une aide de la commission. Par décision du 15/09/1988, la commission octroie une aide provisionnelle de 200.000 FB et en date du 29/06/1989, une aide principale d'un montant de 1.800.000 FB pour le requérant agissant en son nom personnel ainsi que pour ses trois enfants mineurs;
- la requête introduite le 03/08/2000 par laquelle le requérant sollicite en son nom personnel une aide principale sur base des nouveaux postes prévus par la loi, d'un montant de 500.000 FB du chef d'un acte intentionnel de violence subi par son épouse et son fils en date du 12/05/1987, des suites duquel ils sont décédés;

...

Tenant compte d'une part :

- des circonstances particulièrement tragiques des faits ;
- de l'extrême violence de l'agression et du fait que le requérant a perdu le même jour son épouse et son fils mineur d'âge;
- des répercussions des faits sur l'état de santé du requérant ;
- de la situation particulièrement difficile rencontrée par le requérant suite aux faits, devant élever seul trois enfants en bas âge et poursuivre ses activités professionnelles de cultivateur ;
- du dommage moral particulièrement important;

- des frais médicaux et pharmaceutiques justifiés par le requérant;
- des frais funéraires pour son épouse et son fils dûment justifiés au dossier ;

et d'autre part :

- de ce que le préjudice matériel a déjà été examiné lors de la première demande et du montant de 2.000.000 FB (49578,7 €) octroyé par la commission au requérant, agissant en son nom personnel et au nom de ses trois enfants mineurs ;

la commission estime devoir faire droit à la demande du requérant et lui accorder une aide principale de 23.007 €, dont aucun montant n'est retenu à titre de perte de revenu.

MM524 (2003)

Vu le dossier de la procédure et notamment :

- la requête introduite le 28/08/2000 par laquelle la requérante sollicite pour les nouveaux postes prévus par la loi des 17 et 18/02/1997 une aide d'un montant de 14768,28€ du chef d'un acte intentionnel de violence subi par son mari en date du ..., des suites duquel il est décédé ;

...

Dans son mémoire en réplique, la requérante majore sa demande, elle la porte au montant de 23 621,40 € et ajoute les postes suivants:

- frais de thérapie: 2.126,93 €;
- dommage moral: 18.592,01 €;
- frais de procédure: 209,47 €.

...

Tenant compte d'une part :

- des circonstances dramatiques des faits;
- du dommage moral important qui en résulte pour la requérante ;
- du suivi thérapeutique mis en place pour aider la requérante depuis les faits ;

- des frais funéraires, de procédure et médicaux dûment justifiés ;

et d'autre part :

- de la décision prise le 28/07/1997, suite à la requête introduite le 06/07/94 (RG 661), octroyant à la requérante une aide principale de 24 789,35 € pour perte d'aliments ;
- du montant maximum légal prévu pour l'intervention de la commission dans les frais funéraires (2.000 €) ;
- de ce que les frais d'avocat ne peuvent être assimilés à des frais de procédure et conformément à la jurisprudence de la commission, ne peuvent être pris en compte ;
- des montants peu élevés versés par un des auteurs.

la commission, statuant ex æquo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide de 15.250€, dont aucun montant n'est retenu à titre de perte de revenu.

MM527 (2002)

Vu le dossier de la procédure et notamment :

- la requête introduite le 15/10/1993 par laquelle la requérante sollicite une aide principale du chef d'un acte intentionnel subi par son mari en date du 16/12/1991, des suites duquel il est décédé ;
- la décision de la commission datée du 07/03/1995 qui octroie à la requérante une aide de 2.000.000 FB;
- la requête introduite le 31/08/2000 par laquelle la requérante sollicite une aide principale pour les nouveaux postes suite à la modification législative, d'un montant de 486.289 FB (12054,79€) ;

MM530 (2003)

De commissie nam kennis van de stukken, onder meer van:

- het verzoekschrift van 29 augustus 2000, neergelegd op het secretariaat van de commissie op 30 augustus 2000 waarbij de verzoekster toekenning heeft gevraagd van een hulp van 2.500.000 frank, achteraf herleid tot € 19.124,33;

...

Op 6 oktober 1987 had de grootmoeder van verzoekster, Q, handelend als voogd over haar minderjarige kleindochter, X, een verzoekschrift bij de commissie ingediend wegens verlies van levensonderhoud.

Bij beslissing van 20 oktober 1988 (A.R. 14) werd het verzoek tot hulp ontvankelijk doch ongegrond verklaard. Er was immers geen ernstige materiële noodtoestand en het verlies van levensonderhoud was niet bewezen.

...

De commissie is van oordeel dat het verzoek ontvankelijk is, nu de wet van 18 februari 1997 geen termijn voorziet binnen dewelke het verzoek moet worden ingediend na de wetswijziging.

Nu het verzoek is ingediend binnen de drie jaar na het in kracht worden van de wet, en er geen andere termijn in de wet zelf is voorzien, is het verzoek ontvankelijk. Het verzoek is ook gegrond gezien het belangrijke leed dat de, op het ogenlik van de feiten, minderjarige X heeft ondergaan.

MM551 (2002)

Vu le dossier de la procédure et notamment :

- la décision rendue par la commission le 13/11/1992 par laquelle elle alloue à la requérante une aide de 2.000.000 F ;
- la requête introduite le 4/9/2000 par laquelle le conseil de la requérante sollicite une aide d'un montant de 1.100.000 F du chef d'un acte intentionnel de violence subi par son mari en date du 27/9/1985;

...

Tenant compte :

- de l'important dommage moral qu'a subi la requérante suite au décès de son mari dans des circonstances dramatiques;
- des frais funéraires qui ont été supportés par la requérante;

la commission estime qu'il y a lieu d'accorder à la requérante, une aide fixée ex æquo et bono, à la somme de 12.395 €.

MM591 (2003)

Avant la modification du 18 février 1997, seules les personnes qui, au moment du décès de la victime, étaient à charge de celle-ci, pouvaient demander une aide si elles se trouvaient dans une situation matérielle grave suite à l'acte intentionnel de violence. Cette aide demeurait limitée à la perte d'aliments.

La loi du 18 février 1997 a élargi la définition tant des victimes indirectes pouvant bénéficier d'une aide que des postes du dommage pour lesquels cette aide peut être demandée.

Durant les débats parlementaires, le Ministre de la Justice a précisé que l'article 12 de la loi du 18 février 1997 visait les victimes qui n'avaient auparavant aucune possibilité de demander une aide (Trav. parl. Ch. 1996-1997, n°726/4, p30).

Dès lors qu'un requérant avait, sous l'empire de l'ancienne loi, la possibilité d'introduire une demande pour la perte d'aliments, le délai d'un an à dater de la décision pénale définitive lui reste applicable.

Par contre, une nouvelle demande peut être formulée pour les nouveaux postes prévus par l'article 32 § 2 de la loi du 1er août 1985.

Le législateur a fixé le délai de forclusion à 3 ans. En l'absence de dispositions claires pour l'application de l'article 12 § 1 de la loi du 18 février 1997, il faut considérer que les requêtes introduites par une victime indirecte pour les nouveaux postes de l'article 32 § 2 sont recevables si elles ont été introduites dans le délai de trois ans à partir de l'application de la nouvelle loi.

En l'espèce, la requérante a introduit une requête devant la commission en date du 19/9/2000.

En conséquence, la commission estime que sa requête est recevable.

CHAPITRE QUANT AUX MENTIONS DE LA REQUETE

La requête doit être présentée en double exemplaire et contenir un certain nombre de mentions énumérées par l'article 34, paragraphe 1er de la loi [Depuis le 1^{er} janvier 2004 : article 34].

Ces mentions ne sont pas prescrites à peine de nullité.

Le secrétariat de la commission met à la disposition du public, sur simple demande, des formulaires de requête pré-imprimés.

SECTION 2 :

LA NATURE DE L'AIDE

CHAPITRE 1. QUANT AUX TYPES D'AIDES

La loi distingue trois types d'aides qui peuvent être octroyées aux victimes ou à leurs ayants-droit :

A. l'aide

C'est le montant sollicité à titre principal par le requérant et de nature à rencontrer, en équité, le préjudice subi. La loi ne s'oppose pas à ce que la victime sollicite une "aide principale évaluée provisoirement" (JU 47).

B. l'aide d'urgence

C'est le montant sollicité par le requérant, en cas d'urgence, lorsque tout retard dans l'octroi d'une aide pourrait lui causer un préjudice important. S'il le souhaite, le requérant peut également demander ultérieurement une aide principale. Le requérant est tenu d'établir l'état d'urgence, sous peine de voir sa demande refusée (JU 48).

A partir du 1^{er} janvier il est désormais possible de demander à plusieurs reprises une aide d'urgence (JU 49). Lorsqu'il s'agit des frais médicaux (JU 50), l'urgence est présumée par la loi (¹⁰).

¹⁰ La loi du 1er août 1985, qui a créé la commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence, s'efforce d'accorder à celles-ci la réparation de leur préjudice lorsqu'elles se trouvent en présence d'auteurs de délits insolubles. Le projet à l'examen ne modifie pas cet objectif. De la sorte, les pertes de revenus, le dommage moral, le prix de la souffrance physique ou psychique pourront être indemnisés en tout état de cause, mais à la fin du procès pénal et après constatation de l'insolubilité du débiteur.

Toutefois, s'il est important de veiller à indemniser les pertes de revenus éventuels, il nous semble plus urgent et plus essentiel encore de faire en sorte que la victime, avant même de pouvoir récupérer la moindre indemnisation, n'ait pas en outre à débourser des frais importants nécessités par l'acte de violence. C'est pourtant ce qui se passe en pratique puisque la victime doit faire face aux dépenses engendrées par les soins nécessités par les sévices subis (corporels ou psychiques).

Pour éviter cette situation, nous proposons de modifier le projet à l'examen.

Le système proposé repose sur 3 principes :

1^o il faut faire en sorte que le remboursement des frais d'hospitalisation soit assuré de manière urgente et par priorité. Dans le système actuel de l'article 7 du projet, le caractère d'urgence de l'aide demandée dépend de l'appréciation portée par la commission sur le fait que « tout retard dans l'octroi de l'aide pourrait causer au requérant un préjudice important ». L'amendement organise dès lors une présomption d'urgence lorsqu'il s'agit des frais médicaux et d'hospitalisation tels qu'ils sont visés à l'article 4, § 1er, 2^o ;

2^o il s'indique également de veiller à ce que la prise en charge des frais médicaux et d'hospitalisation par la commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence soit automatique et complète. Le caractère d'automaticité est assuré par la proposition en supprimant le pouvoir d'appréciation reconnu à la commission par l'article 5 du projet selon lequel l'aide est fixée « en équité », en tenant compte notamment de la situation financière du requérant ou son comportement lors de la survenance du dommage. Le but de l'amendement est, rappelons-le, d'initier un véritable « droit de la victime ». Au même titre qu'il existe un véritable droit de l'enfant à bénéficier d'allocations familiales, un véritable droit du travailleur à bénéficier d'allocations de chômage sans que l'on prenne en considération l'état de fortune des parents ou du travailleur sans emploi, il doit exister un véritable droit de la victime, à voir prise en charge par le pouvoir public du coût des soins médicaux engendrés par l'acte de violence.

En outre, cette prise en charge ne doit pas être limitée à la somme de 7 500 euros constituant actuellement la limite de l'aide d'urgence qui peut être accordée, mais s'étendre au coût réel des prestations médicales et d'hospitalisation. Bien entendu, il s'agit d'une prise en charge des seuls frais portés en compte à la victime elle-même au-delà des interventions ordinaires de la sécurité sociale; à cet égard, il n'est nullement dérogé au principe énoncé par l'article 3, 5^o ;

3^o enfin, dans la mesure où la prise en charge par la commission des frais médicaux et d'hospitalisation est rendue automatique, et que le pouvoir d'appréciation de la commission sur le comportement de la victime est écarté, il s'indique d'accorder une garantie en faveur de l'État. L'amendement autorise dès lors l'État à exiger le remboursement total ou partiel de l'aide d'urgence accordée relativement aux frais médicaux et d'hospitalisation s'il était établi, par une décision de justice coulée en force de chose jugée, que la victime elle-même porte une part de responsabilités dans la survenance de son dommage. Il n'est, en effet, pas question d'accorder à la victime un avantage allant au-delà de ce qu'elle serait en droit d'obtenir dans le cadre de la procédure judiciaire menée contre l'auteur de l'acte de violence.(amendement n° 2 de M. Malmendier, Sénat, 1325/2).

C. le complément d'aide

C'est l'aide que l'on peut demander lorsqu'après l'octroi d'une aide principale, le dommage s'est aggravé de façon notable. La demande tendant à l'octroi d'un complément d'aide doit, à peine de forclusion, être introduite dans les dix ans à compter du jour où l'aide principale a été liquidée (JU 51).

Jurisprudence :

JU 47 une aide

M1450 (2003)

De verzoeker vraagt '1 frank provisie voor latere vernieuwingen'. De wet van 1 augustus 1985 laat de commissie echter niet toe om provisies uit te keren. De noodhulp voorzien in artikel 36 van de wet van 1 augustus 1985 is geen voorschot of provisie op een latere hoofdhulp. De aandacht van de verzoeker wordt dan ook gevestigd op het feit dat indien hij in onderhavig dossier ook een hoofdhulp wenst te bekomen, hij niet mag nalaten om tijdig (d.w.z. binnen de door artikel 34 van de wet voorziene termijn) een verzoekschrift hiertoe in te dienen.

M2593 (2004)

Néanmoins, la commission tient compte du fait que le requérant a perçu une indemnisation de 3459,01 € suite à la vente de l'immeuble appartenant à l'auteur des faits, ce qui dépasse largement les frais médicaux justifiés au dossier et ne permet pas d'établir l'urgence.

La commission ne peut octroyer une aide *provisionnelle* telle que sollicitée par le conseil du requérant (la loi prévoit uniquement 3 types d'aide : l'aide d'urgence, principale ou complémentaire, voir article 30§1er de la loi du 01/08/1985).

Note que M. Malmendier avait déjà déposée le 29 juin 2001 une proposition de loi modifiant les articles 36 et 38 de la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres en ce qui concerne l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence (Sénat, 816/1).

JU 49 l'aide d'urgence

- le principe
- l'urgence
- manque d'urgence
- manque d'urgence: a contrario
- doute concernant les faits
- quels postes de dommage
- l'aide d'urgence pour un proche
- autres

le principe

M40112 (2004)

Verzoekers vragen een noodhulp voor de uitzonderlijk zware procedurekosten die ze ondervinden.

Voor procedurekosten is bij koninklijk besluit van 18 december 1986 (zoals gewijzigd bij KB van 19 december 2003) een maximumbedrag bepaald van 4.000 EUR.

In de verslagen wordt gewezen op de rechtspraak van de commissie in dit verband. Een overzicht van deze rechtspraak is te vinden in het tweejaarlijkse Verslag over de werkzaamheden van de commissie. Inzake procedurekosten: zie het Verslag 2000-2001, p. 69-71 en 82.

Hieruit blijkt dat de commissie een onderscheid maakt tussen, enerzijds de "eigenlijke" procedurekosten, zoals deze van stelling van burgerlijke partij, kosten van expertises en uitvoering, en anderzijds, de erelonen en de kostenstaten van de raadslieden. Enkel de "eigenlijke" procedurekosten worden door de commissie in aanmerking genomen.

Van belang is de bedoeling van de wetgever in dit verband.

In de verslagen wordt de verantwoording bij de recente wetswijziging aangehaald, die inderdaad blijkt aan te sluiten bij de interpretatie die de commissie geeft aan procedurekosten (*“De procedurekosten omvatten de kosten van burgerlijke partijstelling, griffierechten, kosten van tenuitvoerlegging en expertisekosten”*).

Voor de kosten van juridische bijstand is er immers het systeem van juridische eerste – en tweedelijnsbijstand, dat geregeld wordt in de artikelen 508/1 – 508/23 van het Gerechtelijk Wetboek. Wie niet in aanmerking komt voor de gedeeltelijk of volledig kosteloze juridische tweedelijnsbijstand, kan desgevallend terugvallen op een private verzekering Rechtsbijstand, waarbij het (momenteel) een vrije keuze is of men al dan niet een dergelijke verzekeringsovereenkomst afsluit.

In casu doet zich de bijzonderheid voor dat de verzoekers over een verzekering Rechtsbijstand beschikken, maar dat deze verzekering niet volstaat omwille van de uitzonderlijk lange duur van het gerechtelijk onderzoek en de complexiteit van het dossier, waarin de verzoekers zich geconfronteerd zien met extreem zwaarwichtige feiten.

Een dergelijke verzekering dekt, afhankelijk van de polisvoorwaarden, niet enkel de erelonen, maar ook de voormelde “eigenlijke” procedurekosten. Er zou kunnen vanuit gegaan worden dat in casu de rechtsbijstandsverzekering zelfs niet volstaat voor de erelonen van de advocaat, zodat de eigenlijke procedurekosten volledig ten laste blijven van verzoekers. Voor deze laatste kosten zou dan in elk geval wel een noodhulp kunnen toegekend worden. Zo wordt in de verzoekschriften onder meer melding gemaakt van kosten van vertaling.

...

Volgens de vaste rechtspraak van de commissie dient er een onderscheid te worden gemaakt tussen de eigenlijke gerechtskosten enerzijds en de erelonen en kostenstaten van de advocaten anderzijds. Erelonen van advocaten zijn niet opgenomen onder de post “kosten voor de burgerlijke partijstelling en/of procedurekosten” in de limitatieve lijst van artikel 32 van de wet van 1 augustus 1985.

De recente wetswijziging sluit hierbij aan (wet van 26 maart 2003, van kracht sinds 1 januari 2004). In de verantwoording bij het amendement nr. 1 van de regering lezen we immers: "*De procedurekosten omvatten de kosten van burgerlijke partijstelling, griffierechten, kosten van tenuitvoerlegging en expertisekosten*" (Doc. Parl. Kamer van Volksvertegenwoordigers, 2001-2002, 50 0626/002, p. 11).

Wat de eigenlijke procedurekosten betreft wordt verder opgemerkt dat artikel 2 van het Koninklijk besluit van 18 december 1986, zoals gewijzigd bij Koninklijk besluit van 30 december 2003, stelt dat hiervoor een maximale hulp van € 4.000,00 kan worden toegekend.

Dit neemt niet weg dat enig stavingstuk vereist is om een hulp te kunnen krijgen voor de procedurekosten welke verzoeker reeds persoonlijk zou hebben gedragen. Verzoeker legt in deze stand van de procedure geen enkel stuk voor waaruit de uitzonderlijke procedurekosten blijken. Van zodra verzoeker in de mogelijkheid is om deze stavingsstukken voor te leggen kan hiervoor een tussenkomst gevraagd worden in het kader van de aan te vragen hoofdhulp.

De commissie is zich echter terdege bewust van het bijzonder ernstig karakter van de feiten en de gevolgen die het ontgensprekelijk heeft voor haar nabestaanden.

Met deze beslissing diende echter enkel de tussenkomst van de commissie te worden beoordeeld in het kader van de noodhulp. Belangrijke schadeposten zoals morele schade, begrafenis Kosten en desgevallend bewezen procedurekosten worden in aanmerking genomen bij het behandelen van het verzoek tot hoofdhulp, na afloop van de strafrechtelijke procedure.

l'urgence

97099 (2002)

Fondement de la demande

L'article 36 de la loi du 01/08/1985 relative à l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence stipule que « lorsque tout

retard dans l'octroi de l'aide pourrait causer au requérant un préjudice important, il peut être fait droit à la demande de la victime ou de ses ayants droit, tendant au versement d'une aide d'urgence ».

Tenant compte d'une part:

- des nombreux frais médicaux, d'hospitalisation et de prothèse exposés à ce jour par le requérant et justifiés au dossier ;
- des problèmes dentaires rencontrés par le requérant suite aux faits et nécessitant une intervention médicale dans un proche avenir ;
- des revenus modestes du requérant compte tenu des diverses charges financières à supporter ;

98171 (2002)

Uit de stukken die voorgelegd worden en uit de bijkomende mondelinge toelichting die ter zitting verstrekt werd door de advocaat van verzoekster, blijkt dat verzoekster tot op heden reeds geconfronteerd is met zware extra uitgaven; deze extra kosten zullen ook nog in de toekomst verder lopen. Er mag in de gekende feitelijke situatie aanvaard worden dat de vertraging in de hulpverlening aan de verzoekster een ernstig nadeel kan berokkenen en dat het billijk voorkomt dat haar een noodhulp wordt uitgekeerd.

98799 (2002)

Tenant compte :

- de la nécessité pour la requérante de suivre un traitement psychologique mais de l'impossibilité de le faire, faute de moyens financiers;
- des revenus modestes de la requérante qui ne perçoit que des allocations de chômage d'un montant mensuel de 28.000 F ;

La commission estime que la requérante se trouve bien dans une situation d'urgence au sens de l'article 36 et qu'il y a lieu de lui accorder une aide d'urgence de 100.000 francs

98857 (2002)

Tenant compte :

- des très nombreux frais médicaux et pharmaceutiques dûment justifiés qui ont été supportés par la requérante ;
- des revenus modestes de la requérante qui vit seule et ne dispose que d'un revenu mensuel de l'ordre de 35.000 F ;

la commission estime que la requérante se trouve dans une situation d'urgence au sens de l'article 36 de la loi du 1^{er} août 1985 et qu'il y a lieu de lui accorder une aide d'urgence de 3.440 €.

99146 (2002)

Op basis van het overgelegd dossier en de mondelinge toelichting verstrekt ter zitting door de verzoekster, is de commissie van oordeel dat aan de voorwaarden voor het toeekennen van een noodhulp zoals bepaald in artikel 36 van de wet is voldaan.

Rekening houdend met alle omstandigheden, onder meer met de uitbetaling door de verzekерingsmaatschappij P&V Verzekeringen in het kader van de waarborg insolvabiliteit derden en met de financiële situatie van de verzoekster, komt de commissie ertoe een noodhulp in billijkheid toe te kennen

99152 (2002)

Tenant compte :

- des circonstances des faits et de leur impact sur l'état de santé de la requérante ;
- de la nécessité, tel que souligné par les experts médicaux, d'un accompagnement thérapeutique de la requérante suite aux faits, ce qu'elle n'a pu engager à ce jour, par manque de moyens financiers ;
- des revenus modestes de la requérante (pension d'invalidité) et de la situation sociale et financière particulièrement précaire depuis les faits ;

la commission estime que la requérante se trouve dans les conditions d'octroi d'une aide d'urgence au sens de l'article 36 de la loi du 01/08/1985 et qu'il y a lieu de lui accorder une aide d'urgence fixée à la somme de 4000 €.

99155 (2002)

Tenant compte d'une part :

- de la violence de l'agression dont le requérant fut victime et des séquelles importantes qu'il conserve suite aux faits (reconnu invalide depuis l'agression) ;
- des revenus modestes du requérant ;
- des nombreux frais médicaux, d'ambulance et d'hospitalisation exposés par le requérant et justifiés au dossier ;
- des frais d'expertise pris en charge par le requérant et justifiés ;
- des frais médicaux à venir (voir le devis de prothèse dentaire), que le requérant a reporté jusqu'à présent, ne pouvant les assumer financièrement ;

et d'autre part :

- de ce que le requérant doit introduire une demande d'aide principale pour pouvoir bénéficier d'une aide pour les postes prévus à l'article 32 §1^{er} de la loi du 01/08/1985 ;

la commission estime que le requérant se trouve bien dans une situation d'urgence au sens de l'article 36 et qu'il y a lieu de lui accorder une aide d'urgence de 3700 €.

99337 (2002)

Tenant compte d'une part :

- des revenus modestes de la requérante;
- des difficultés qu'elle connaît depuis les faits et des séquelles qu'elle conserve tant sur le plan physique que moral ;
- des frais médicaux exposés et justifiés au dossier pour la somme de 20.000 FB (495,79 €);
- des frais funéraires pris en charge par la requérante pour le montant de 68.268 FB (1692.32 €) ;

99518 (2002)

La requérante et un ami étaient sortis pour fêter son anniversaire. Au petit matin, ils sont entrés dans la gare pour y acheter une carte de téléphone. En sortant de la gare pour rejoindre la voiture d'une amie, la requérante a été insultée par un groupe de jeunes gens. La requérante et son ami se sont dirigés vers la voiture lorsque la requérante a reçu un coup de poing qui l'a assommée. Lorsqu'elle est revenue à elle, son ami était à terre et les 6 hommes le frappaient. La police est arrivée peu de temps après.

...

Séquelles médicales

Dans un rapport du 17/1/2002, l'expert de l'Office médico-légal conclut :

- qu'il existe, suite à l'agression, un conflit articulaire temporo-mandibulaire avec subluxation temporo-mandibulaire gauche et luxation temporo-mandibulaire droite en rapport avec l'agression en cause et implique une angulation à sinus postérieur à 15° ;
- qu'il note l'existence d'une relation causale partielle entre l'agression et les plaintes psychiques quant au développement d'une anxiété fort modérée ;
- à une ITT de 100% du 01.05.1997 au 31.05.1997
ITP de 50% du 01.06.1997 au 01.09.1997
25% du 02.09.1997 au 30.9.1997
15% du 01.10.1997 au 31.10.1997
10% du 01.11.1997 au 31.12.1997
- que la consolidation est acquise le 1/1/1998 avec une IPP de 8%

...

Tenant compte :

- des frais médicaux dûment justifiés qui ont été supportés par la requérante ;
- de la situation financière modeste de la requérante qui ne dispose que d'indemnités de la mutuelle;

la commission estime que la requérante se trouve dans une situation d'urgence au sens de l'article 36 de la loi du 1/8/ 1985 et qu'il y a lieu de lui octroyer une aide d'urgence de 4.000 €.

[En 2003, la requérante a reçu une aide principale.]

99700 (2002)

Tenant compte :

- des nombreux frais médicaux, d'hospitalisation et de prothèse exposés à ce jour par le requérant et justifiés au dossier ;
- des revenus modestes du requérant qui a perdu son travail suite aux faits, a rencontré de nombreux problèmes financiers depuis lors et n'a pu retrouver du travail que depuis un mois;
- de l'importance du préjudice (perte d'un œil) et des difficultés qui y sont liées ;

MM013 (2002)

Tenant compte :

- des revenus modestes de la requérante qui est pensionnée;
- de la violence et des circonstances particulièrement traumatisantes de l'agression ;
- de l'importance des séquelles pour la requérante et du traitement médical toujours en cours actuellement, suite aux faits ;
- des nombreux frais médicaux pris en charge par la requérante (ambulance, hospitalisation, frais médicaux,...) et dûment justifiés au dossier ;

la commission estime que la requérante se trouve dans les conditions d'octroi d'une aide d'urgence au sens de l'article 36 de la loi du 01/08/1985 et qu'il y a lieu de lui accorder une aide d'urgence fixée à la somme de 2500 €.

MM119 (2002)

Tenant compte d'une part :

- de ce que la requérante n'a plus travaillé depuis les faits et bénéficie d'une aide financière du CPAS;
- des frais importants restés à sa charge suite aux faits (ambulance, consultations médicales, déménagement, ...) ;

et d'autre part :

- de ce que la requérante doit introduire une demande d'aide principale auprès de la commission pour pouvoir bénéficier d'une aide éventuelle pour les postes décrits à l'article 32 de la loi du 01/08/1985 mais doit préalablement rencontrer les conditions prévues aux articles 31 et 34 de la loi précitée (notamment la constitution de partie civile);

MM356 (2002)

Tenant compte :

- des revenus modestes de la requérante (chômage);
- des circonstances de l'agression et des conséquences sur l'état de santé de la requérante;
- du traitement médical toujours en cours suite aux faits ;
- des frais médicaux (pharmaceutiques et consultations psychiatriques) pris en charge par la requérante et justifiés au dossier ;

la commission estime que la requérante se trouve dans les conditions d'octroi d'une aide d'urgence au sens de l'article 36 de la loi du 01/08/1985 et qu'il y a lieu de lui accorder une aide d'urgence fixée à la somme de 620 €.

M1059 (2002)

Tenant compte d'une part,

- des frais médicaux dûment justifiés ;
- des interventions chirurgicales à prévoir et dont le retard ne peut en aucun cas être conditionné par le manque de moyens financiers de la requérante ;

la commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide d'urgence de 2.500 €.

M1115 (2002)

De opzettelijke gewelddaad heeft hoog oplopende medische kosten en kosten voor medicatie meegebracht. Gelet op het bescheiden

inkomen van verzoeker, kan hij deze kosten niet betalen. Hij diende ook vervroegd met pensioen te gaan. Het gezin van verzoeker is in een acute financiële noedsituatie terechtgekomen.

M1149 (2003)

De motivering voor de toekenning van een noodhulp in deze aangelegenheid is problematisch, nu het slachtoffer elke hulp tot op heden heeft geweigerd. In wezen liggen dan ook geen hoogdringende kostenbewijzen voor. Anderzijds stelt de commissie vast dat degenen die het goed voorhebben met het slachtoffer er alles aan doen om hem te overtuigen de noodzakelijke therapie te volgen.

De commissie is dan ook van oordeel dat bij wijze van noodhulp een bedrag van € 2.000 kan worden toegekend teneinde mogelijkheid te scheppen de therapie op te starten van zodra het slachtoffer hiervan kan worden overtuigd. De commissie is van mening dat dit in het belang is van het slachtoffer nu, na verdere behandeling, nog steeds kan worden overgegaan tot het vragen van een definitieve hulp. De op de zitting geformuleerde vraag tot aanstelling van de Gerechtelijk - geneeskundige Dienst wordt als overbodig afgewezen nu de commissie van oordeel is dat zij voldoende is ingelicht met betrekking tot de door het slachtoffer geleden schade.

M1236 (2002)

De verzoekster vraagt een noodhulp omdat zij financieel niet bij machte is de kinderen op een deskundige wijze te laten behandelen en om aan de onderzoeksrechter een deskundig verslag (van een kinderpsychiater) ter staving van de feiten te kunnen verstrekken.

M1425 (2002)

Bij beslissing van 30 mei 2001 werd aan de verzoekster voor deze feiten een noodhulp van 100.000 frank toegekend: "Rekening houdend met de ernst van de feiten, zoals zij blijken uit het dossier, met de kosten gemaakt om de aangestelde deskundige te betalen *en met de noodzaak voor de verzoekster om een therapie te ondergaan zoals gebleken is uit de uiteenzetting ter zitting door de raadsman* van verzoekers, mag in de gekende feitelijke situatie aanvaard worden dat de vertraging in de hulpverlening aan de verzoekster een ernstig nadeel kan berokkenen en dat het billijk voorkomt dat haar een

noodhulp van 100.000 frank wordt uitgekeerd. Deze noodhulp zal in eerste instantie aangewend worden om de (reeds gemaakte) kosten van de deskundige te betalen en om een aangepaste therapie te volgen.”

De commissie merkt op dat noch de verzoekster noch haar raadsman bij machte was enige stukken voor te leggen in verband met een gevolgde therapie.

M1487 (2003)

Tenant compte d'une part :

- des circonstances des faits et de la violence de l'agression subie par la requérante ;
- des séquelles très importantes que la requérante conserve, telles qu'exposées dans les rapports d'expertise judiciaires joints au dossier ;
- des nombreux frais médicaux déjà exposés par la requérante et justifiés au dossier ;
- de la situation matérielle très précaire de la requérante, qui a dû cesser son activité d'indépendante suite aux faits et bénéficie d'indemnités de remplacement depuis lors ;
- de la nécessité pour la requérante de poursuivre le suivi médical et kinésithérapeutique engagé ;

et d'autre part :

- du fait que l'état de santé de la requérante ne peut être consolidé à ce jour et qu'il faudra attendre le rapport définitif de l'OML avant d'examiner une demande d'aide principale ;
- de ce que le poste du dommage moral ne peut être retenu dans le cadre d'une demande d'aide d'urgence ;

M1579 (2002)

Tenant compte d'une part :

- des revenus très modestes de la requérante (indemnités mutuelle et intervention complémentaire du CPAS jusqu'au 01/08/2002) ;

- des nombreux frais médicaux, d'hospitalisation, pharmaceutiques, kinésithérapeutiques, de déplacement, de placement des enfants,... consécutifs aux faits et justifiés au dossier;
- des traitements et suivis médicaux à venir liés aux séquelles que la requérante conserve suite aux faits;

et d'autre part :

- de ce que de ce que les frais et honoraires d'avocat ne font pas partie de la liste limitative des postes du dommage fixée à l'article 32 de la loi du 01/08/1985 et conformément à la jurisprudence de la commission, ne peuvent être pris en considération ;
- de ce que la requérante doit introduire une demande d'aide principale pour pouvoir bénéficier de l'intervention de la commission quant aux postes du dommage prévus à l'article 32 de la loi du 01/08/1985.

La commission estime que la requérante se trouve bien dans une situation d'urgence au sens de l'article 36 de la loi et qu'il y a lieu de lui accorder une aide de 7500 €.

M1635 (2003)

Tenant compte :

- des circonstances des faits;
- des répercussions considérables sur l'état de santé et la situation sociale du requérant ;
- des revenus modestes du requérant (chômage) ;
- des frais médicaux, pharmaceutiques, thérapeutiques consécutifs aux faits et justifiés au dossier;
- du suivi médical nécessaire et des traitements (hospitaliers et médicaux) à venir dont les devis (hospitalier et prothèse provisoire) ont été fournis à la commission ;

la commission estime que le requérant se trouve bien dans une situation d'urgence au sens de l'article 36 de la loi et qu'il y a lieu de lui octroyer une aide d'urgence de 2.500 €.

M2089 (2003)

De ziekenhuisrekeningen ten bedrage van € 10.047,79 konden tot op heden niet voldaan worden.

Tot op vandaag moet verzoeker nog steeds beroep doen op derden om zijn leven te organiseren vermits hij een soort 'klap'been heeft waardoor hij door zijn benen zakt.

Verzoeker beschikt over geen gelden en kan dus ook niet revalideren.

De commissie stelt voor een noodhulp toe te kennen.

M2111 (2003)

Verzoeker werd op 24 november 2001 bij de ingang van het Zuidstation te Brussel door twee onbekenden aangevallen en in elkaar geslagen. Hij is daarbij beroofd geworden.

...

Volgens een attest opgemaakt door Dokter D van de dienst neurologie van het AZ Sint-Jan te Brugge zou verzoeker 1 uur in een bloedplas gelegen hebben vooraleer hij werd gevonden. Op 28 november 2001 werd hij geopereerd wegens linker-orbita-fractuur. Tevens werden een neusfractuur en een commotio cerebri genoteerd. Sinds het ongeval praat verzoeker moeizaam en enigszins hees. Bovendien slikt hij moeilijk en kwijlt veel. Hij heeft last van zware hoofdpijnen, oorpijn, evenwichtsstoornissen, stem- en nekproblemen.

Hij ondervindt tevens psychologische moeilijkheden. Er worden diverse facturen neergelegd vanwege het St.- Pietersziekenhuis te Brussel en van het A.Z. St.-Jan te Brugge, evenals medische stukken.

...

De verzoeker voldoet aan de voorwaarden om een noodhulp te vragen. Gezien de procedurele moeilijkheden met het OCMW is ook het inkomen ontoereikend om het hoofd te bieden aan de vrij hoge kosten op medisch gebied. Teneinde de verzoeker te helpen de zware letsel en hieruit voortvloeiende psychische traumata te

voorkomen, is de commissie van oordeel dat de gevraagde noodhulp van € 7.500 kan worden toegekend.

M2201 (2003)

Uit het overgelegde strafdossier blijkt voldoende dat verzoekster het slachtoffer werd van opzettelijke gewelddaden. Uit de door verzoekster neergelegde stukken en uit de bijkomende mondelinge toelichting die ter zitting door haar werd verstrekt, blijkt dat zij tot op heden geconfronteerd wordt met hoog oplopende medische kosten; deze kosten zullen ook in de toekomst nog verder lopen.

Er mag in de gekende feitelijke situatie aanvaard worden dat de vertraging in de hulpverlening aan de verzoekster een ernstig nadeel kan berokkenen. Om die reden meent de commissie dat aan verzoekster een noodhulp kan worden uitgekeerd zoals hierna bepaald. De toegekende noodhulp kan worden aangewend ter dekking van de aanzienlijke kosten van medicatie en moet verzoekster tevens toelaten zich burgerlijke partij te stellen, zulks met het oog op de procedure tot toekenning van een hoofdhulp.

M2532 (2003)

Tenant compte d'une part :

- des circonstances des faits et de la violence de l'agression subie par la requérante ;
- des séquelles que la requérante conserve, telles qu'exposées dans le rapport d'expertise de l'Office médico-légal ;
- des nombreux frais médicaux déjà exposés par la requérante et justifiés au dossier ;
- de la situation matérielle modeste de la requérante, qui a dû fermer son commerce pendant 8 semaines suite aux faits et n'a pu bénéficier de soins médicaux prolongés pour des raisons financières ;
- de la nécessité pour la requérante de poursuivre le suivi médical et kinésithérapeutique engagé ;

et d'autre part :

- du fait que l'état de santé de la requérante ne peut être consolidé à ce jour et qu'il faudra attendre la rapport définitif de l'OML avant d'examiner une demande d'aide principale ;
- de ce que le poste du dommage moral ne peut être retenu dans le cadre d'une demande d'aide d'urgence ;

La commission estime que la requérante se trouve bien dans une situation d'urgence et qu'il y a lieu de faire droit à sa demande.

M2794 (2003)

Verzoeker vraagt om de toekenning van een noodhulp omdat de medische kosten hoog oplopen, terwijl zijn inkomen zich beperkt tot ziekte-uitkeringen. Wegens zijn financiële moeilijkheden werd verzoeker zowel door de H.H. Kliniek te Eeklo als door het U.Z. te Gent gedagvaard ingevolge onbetaalde facturen. Sedertdien wordt beslag gelegd op zijn loon.

manque d'urgence

98284 (2002)

De commissie is van oordeel dat in onderhavig dossier de voorwaarden voor het verlenen van een noodhulp niet aanwezig zijn. Zij meent dat de hoogdringendheid van het verzoek onvoldoende aangetoond wordt (artikel 36 van de wet van 1 augustus 1985). Wanneer er vier jaar gewacht wordt met het indienen van een verzoekschrift, kan er trouwens nog moeilyk sprake zijn van hoogdringendheid. Het verzoek dient dan ook als ongegrond afgewezen te worden.

98378 (2003)

Tenant compte,

- De ce qu'un délai de presque 12 ans s'est écoulé entre la date des faits et celle de l'introduction de la demande ;
- De ce que la requérante ne fournit aucun justificatif de frais médicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation ou de suivi

psychologique en relation avec des séquelles causées par l'agression fondant la présente requête ;

- De ce qu'elle ne produit aucun document médical attestant de séquelles occasionnées par l'agression du 03 octobre 1986 ;
- De ce qu'il n'y a aucune pièce permettant de préciser les revenus de la requérante et sa situation financière ;

la commission estime que les conditions de recevabilité d'une aide d'urgence ne sont pas remplies.

99251 (2002)

Onder spoedeisendheid moet worden verstaan de gevallen waarin de vertraging in de toekenning ervan door verzoeker kan leiden tot een ernstig nadeel of ernstige ongemakken.

De commissie merkt op dat de feiten en de daaruit voortvloeiende kosten enerzijds dateren van meer dan negen jaar voor het inleidend verzoekschrift. Daarenboven liet de verzoekster, na de seponeringsbeslissing, na verdere initiatieven te nemen, zoals een klacht met burgerlijke partijstelling bij de onderzoeksrechter of een rechtstreekse dagvaarding. Anderzijds toont zij onvoldoende aan dat haar recente problemen het gevolg zouden zijn van de in jaren 1988 tot 1990 gepleegde gewelddaden.

De commissie is dan ook van oordeel dat de wettelijke voorwaarden voor het verlenen van een noodhulp niet aanwezig zijn.

[La demande d'aide principale a été rejetée en 2003: voy. constitution de partie civile]

99304 (2004)

Tenant compte :

- de l'absence de tout rapport médical ou psychologique au dossier, ce qui ne permet pas d'établir l'existence d'atteintes graves au corps ou à la santé dans le chef de la requérante suite aux faits ;
- de l'absence de tout justificatif de frais médicaux ou thérapeutique en rapport avec les faits, malgré les nombreux courriers adressés à la requérante en ce sens ;

- du fait que la requérante n'a pas donné suite aux courriers de la commission et ne s'est plus manifestée pour compléter son dossier depuis le dépôt de la requête en 1999, ce qui ne permet pas de justifier l'urgence de la demande ;
- des explications de la requérante à l'audience, par laquelle elle confirme avoir reçu les courriers de la commission mais ne pas avoir donné suite, ne voulant plus être confrontée aux faits et n'ayant pas entamé de suivi thérapeutique ;
- du fait que l'aide d'urgence peut être octroyée par la commission « lorsque tout retard dans l'octroi de l'aide pourrait causer au requérant un préjudice important, vu sa situation financière » (art. 36 de la loi du 01/08/1985), que les éléments précités ne permettent pas d'établir le préjudice subi, ni de justifier l'urgence ;

la commission déclare la demande d'aide d'urgence recevable mais non fondée.

99411 (2003)

Wat het verzoek tot het bekomen van een noodhulp betreft:

De verzoekers vragen, naast verlies van levensonderhoud, de toekenning van een vergoeding voor morele schade en voor het verlies van een schooljaar. De commissie meent dat in het kader van het onderzoek van de vraag tot het bekomen van een noodhulp de voornaamste posten die in aanmerking genomen kunnen worden de begrafeniskosten en het verlies aan levensonderhoud zijn. De andere schadeposten, zoals de morele schade en het verlies van een schooljaar, die voorkomen in de limitatieve lijst van artikel 32, § 1 van de wet van 1 augustus 1985 kunnen in aanmerking genomen worden bij het onderzoek van de aanvraag tot het bekomen van een hoofdhulp.

Luidens de bepalingen van artikel 36 van de wet van 1 augustus 1985 kan het slachtoffer van een opzettelijke gewelddaad of, bij overlijden van het slachtoffer, diens nabestaande, aan de commissie een noodhulp vragen wanneer elke vertraging bij de hulpverlening dit slachtoffer een aanzienlijk nadeel kan berokkenen. Uit de gegevens van de uitgevoerde onderzoeksverrichtingen is onvoldoende gebleken dat aan deze voorwaarde is voldaan.

99503 (2002)

Tenant compte :

- de la faible importance des frais médicaux (106, 47€) qui ont été supportés par la requérante suite aux faits dont elle a été victime ;
- du fait qu'il n'apparaît pas du dossier que la requérante ait subi de graves atteintes au corps ou à la santé résultant des faits dont elle a été victime, ainsi que l'exige l'article 31 § 1^{er} de la loi du 1/8/1985 ;
- la commission estime que la requérante ne se trouve pas dans une situation d'urgence au sens de l'article 36 de la loi du 1^{er} août 1985 et qu'il y a lieu de déclarer sa demande recevable mais non fondée.

99695 (2003)

S'il apparaît bien, du dossier répressif, que la requérante a subi un acte intentionnel de violence, force est de constater que malgré les nombreux rappels adressés à la requérante, aucune suite n'a été apportée aux demandes de compléter le dossier, à l'exception du courrier du 22/05/2000 du service d'aide sociale au justiciable de Mons qui précisait que les documents étaient sollicités auprès du conseil et que le relevé mutuelle faisait état de frais médicaux s'élevant à la somme de 5,88 €.

Dans sa requête initiale, la requérante fait mention de difficultés financières pour poursuivre son traitement et prendre en charge les factures des frais médicaux. Elle n'a cependant apporté ultérieurement aucune précision sur le coût de ces traitements (passés et futurs) et les seuls justificatifs de frais s'élèvent à la somme de 5,88 €, après intervention de la mutuelle, ce qui ne permet pas de justifier l'urgence de la demande au sens de l'article 36 de la loi.

Etant donné qu'aucune suite n'a été apportée par la requérante aux nombreuses demandes du secrétariat de la commission, la requête d'aide d'urgence n'a pu être complétée. Cette demande ne peut dès lors être rattachée aux critères de la loi du 01/08/1985 régissant l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence.

La loi prévoit cependant la possibilité pour la victime d'introduire une demande d'aide principale, aux conditions prévues par les articles 31 à 34 de la loi du 01/08/1985. La loi indique notamment que la victime doit s'être constituée partie civile à raison des faits constitutifs de l'acte intentionnel de violence (article 31§1^{er}, 3), avoir obtenu une décision sur l'action publique (article 34§2) et compléter la demande d'aide en regard de la liste des postes du préjudice subi (article 32§1^{er}). Dès lors, si la requérante souhaite solliciter une demande d'aide principale devant la commission, elle est invitée à compléter une nouvelle requête (l'aide du service d'aide aux victimes peut être sollicitée à cet effet).

Compte tenu des éléments précités, la commission estime que la requête de la requérante visant l'aide d'urgence est non fondée.

MM023 (2003)

En l'espèce, le requérant déclare avoir été agressé mais malgré les nombreux courriers adressés par la commission, le requérant n'a plus jamais donné suite à sa demande.

Il en résulte que la commission n'a jamais pris connaissance ni de la date des faits, ni de l'existence d'une plainte déposée par la victime (condition sine qua non pour l'examen d'une demande d'aide d'urgence) et des suites judiciaires éventuelles, ni des pièces médicales et justificatives précisant les séquelles relatives aux faits et les frais restés à charge de la victime. L'absence de réaction du requérant n'a pas permis d'exécuter les mesures d'instructions permettant de compléter la demande et de considérer l'existence d'une atteinte grave au corps ou à la santé, résultant directement d'un acte intentionnel de violence subi par le requérant.

Par conséquent, la demande ne peut être rattachée aux critères de la loi du 01/08/1985 et la commission considère que la requête est irrecevable.

MM203 (2003)

Tenant compte :

- de l'offre de règlement de la compagnie d'assurance de la requérante qui couvre la quasi totalité des frais médicaux qui ont été supportés par la requérante;

- du fait que la requérante ne se trouve pas dans une situation financière précaire, celle-ci disposant d'une pension mensuelle nette de 47.000 F;

la commission estime que la requérante ne se trouve pas dans une situation d'urgence au sens de l'article 36 de la loi du 1^{er} août 1985 et qu'il y a lieu de déclarer sa demande non fondée.

La commission rappelle à la requérante qu'elle garde néanmoins la possibilité d'introduire une demande d'aide principale dans la mesure où elle se constitue partie civile.

MM204 (2003)

Il ressort du jugement du tribunal du travail dont copie a été communiquée à la commission en date du 23/10/2001 par le conseil de la requérante, que la Poste a été condamnée à verser à la requérante les indemnités légales lui revenant sur pied des incapacités temporaires et permanente retenues par l'expert désigné par le tribunal.

Or, l'article 31 § 1^{er}, 1 de la loi du 1^{er} août 1985 consacre le principe de subsidiarité de l'aide accordée par la commission.

Dès lors, la commission estime qu'elle n'a pas de raison d'accorder une aide à la requérante pour les postes des incapacités temporaires et permanente, ceux-ci ayant déjà fait l'objet d'une indemnisation.

Par ailleurs, le montant des frais médicaux postulés par la requérante (18.240 F) ne dépassant que très légèrement le plancher minimum du dommage fixé par la loi précitée dans son article 33 § 2, la commission estime ne pas devoir accorder à la requérante une aide pour des visites médicales échelonnées au cours des années 1996 et 1997.

Compte tenu de ce qui précède, la commission considère que la requérante ne se trouve pas dans une situation d'urgence au sens de l'article 36 de la loi précitée et que sa demande est non fondée.

MM297 (2003)

Tenant compte :

- de ce que le dommage invoqué par la requérante est à peine supérieur au seuil minimum fixé par la loi du 1/8/1985;
- du fait que la requérante ne s'est pas présentée devant la commission pour notamment apporter des précisions concernant ses revenus;

la commission estime que la requérante ne se trouve pas dans une situation d'urgence au sens de l'article 36 de la loi du 1/8/1985 et qu'il y a lieu de ne pas faire droit à sa demande.

MM323 (2004)

Selon les indications apportées au dossier, la requérante a été victime d'une agression le 11/03/1993 et une décision judiciaire définitive sur les intérêts civils a été rendue en date du 15/03/1994. La requérante introduit une demande d'aide d'urgence le 25/05/2000, soit plus de 7 ans après les faits, ce qui ne permet pas de justifier l'urgence dans son chef. De plus, la requérante déclare avoir subi des lésions mais ne soumet aucun rapport médical étayé suite aux faits.

Force est de constater que la requérante justifie des frais médicaux à concurrence du montant de 277,64 €, soit un montant inférieur au seuil minimum prévu par la loi et qu'elle ne fait mention daucun suivi ou accompagnement spécifique suite aux faits.

La commission tient compte des indications apportées par la requérante et des éléments du dossier relatifs à l'agression dont elle a été victime. Cependant, en raison du très long délai écoulé entre les faits et le dépôt de la requête d'urgence d'une part, ce qui ne permet pas d'établir l'urgence, et d'autre part, de l'absence de précisions quant aux séquelles (absence de rapport médical lié aux faits, justificatifs inférieurs au minimum légal), la requête ne peut malheureusement être rattachée aux prescriptions légales.

Compte tenu de ces éléments, la commission estime que la requête de la requérante est non fondée.

MM361 (2002)

De commissie merkt op dat de feiten dateren van meer dan negen jaar voor het inleidend verzoekschrift. Dat in die omstandigheden

nog moeilijk beweerd kan worden dat er sprake is van enige spoedeisendheid.

MM604 (2002)

De commissie is van oordeel dat in casu de wettelijke voorwaarden voor het verlenen van een noodhulp niet aanwezig zijn. In voorliggend geval blijkt nergens uit dat er van enige spoedeisendheid sprake kan zijn. Er zijn weinig gegevens vorhanden in verband met de door verzoeker gemaakte *dringende en aanzienlijke* kosten. Pas na herhaaldelijk aandringen bekwam de commissie informatie over de financiële toestand van de verzoeker.

Het verzoek dient dan ook als ongegrond te worden beschouwd. Eén en ander neemt uiteraard niet weg dat de commissie van oordeel is dat de feiten ernstig zijn en in het kader van de procedure hoofdhulp, aanleiding kunnen geven tot vergoeding.

MM613 (2002)

Luidens de bepalingen van artikel 36 van de wet van 1 augustus 1985 kan het slachtoffer van een opzettelijke gewelddaad aan de commissie een noodhulp vragen wanneer elke vertraging bij de hulpverlening dit slachtoffer een aanzienlijk nadeel kan berokkenen. Uit de gegevens van de uitgevoerde onderzoeksverrichtingen is niet gebleken dat aan deze voorwaarde is voldaan: uit de stukken blijkt niet dat verzoeker een laag inkomen heeft, noch dat hij hoge kosten heeft gemaakt en nog steeds maakt als gevolg van de feiten. Zij meent dan ook dat de hoogdringendheid van de verzoeken onvoldoende aangetoond werd. Het verzoek dient bijgevolg als ongegrond afgewezen te worden.

MM618 (2003)

Tenant compte :

- de l'absence de pièces justificatives concernant les frais médicaux, pharmaceutiques ou d'hospitalisation que le requérant auraient eu à supporter;
- du fait que la requête a été introduite plus de deux ans après les faits ;

la commission estime que le requérant ne se trouve pas dans une situation d'urgence au sens de l'article 36 de la loi du 1/8/1985 et qu'il y a lieu de ne pas faire droit à sa demande.

MM689 (2002)

Het verzoek werd meer dan drie jaar na de beschikking van de Raadkamer ingediend. Gelet op artikel 34, § 3, eerste lid van de wet van 1 augustus 1985, is het verzoekschrift volgens de Afgevaardigde van de Minister van Justitie dan ook laattijdig.

De commissie sluit zich aan bij de motivering van de Minister waar deze stelt dat, wanneer de vraag tot hoofdhulp laattijdig is, dit a fortiori ook geldt voor de vraag tot het bekomen van een noodhulp, vraag die gelijktijdig werd ingesteld. Noodhulp is immers een voorschot op hoofdhulp. Als de hoofdhulp laattijdig is aangevraagd, wat in casu het geval is, nu het verzoek meer dan drie jaar na de beschikking van de Raadkamer werd ingediend, is ook het verzoek tot noodhulp laattijdig en zijn beide verzoeken niet ontvankelijk.

MM708 (2003)

Tenant compte:

- du faible montant des frais médicaux qui ont été supportés par le requérant;
- du fait que le requérant ne se trouve pas dans une situation financière précaire;

la commission estime que le requérant ne se trouve pas dans une situation d'urgence au sens de l'article 36 de la loi du 1^{er} août 1985 et qu'il y a lieu de ne pas faire droit à sa demande.

M1027 (2004)

Tenant compte,

- de ce que l'article 36 de la loi du 01 août 1985 prévoit que lorsque tout retard dans l'octroi de l'aide pourrait causer au requérant un préjudice important, il peut être fait droit à une aide d'urgence ;
- de ce que le requérant émarge à la caisse d'assurances sociales ;

- de ce que la loi prévoit que la commission fixe l'aide en équité en prenant notamment en considération le comportement du requérant lorsque celui-ci a contribué directement ou indirectement à la réalisation de son dommage ou à son aggravation ;
- de ce que le requérant dans sa déposition du 10 novembre 1999 : »(...) nous, les jeunes de L avons pris la décision d'avoir une explication avec C ; j'ai alors donné le premier coup au C. »
- de ce que l'urgence n'est pas établie même si les faits ont causé au requérant un préjudice irréparable qui pourra être examiné dans le cadre d'une demande d'aide principale,
- de la nécessité pour la commission de disposer de la décision pénale définitive déterminant les responsabilités dans le déroulement des faits.

la commission déclare la demande d'aide urgente non fondée.

M1053 (2002)

Luidens de bepalingen van artikel 36 van de wet van 1 augustus 1985 kan het slachtoffer van een opzettelijke gewelddaad aan de commissie een noodhulp vragen wanneer elke vertraging bij de hulpverlening dit slachtoffer een aanzienlijk nadeel kan berokkenen.

Uit de gegevens van de uitgevoerde onderzoeksverrichtingen en de neergelegde stukken is niet gebleken dat aan die voorwaarde werd voldaan. De commissie is dan ook van oordeel dat in dit dossier de wettelijke voorwaarden voor het verlenen van een noodhulp niet aanwezig zijn. Uit de overgemaakte stukken blijkt niet dat verzoeker een laag inkomen heeft (De verzoeker genoot in 1997 van een belastbaar inkomen van 684.888 frank en in 1998 van 1.093.700 frank.), noch dat hij hoge kosten heeft gemaakt en nog steeds maakt als gevolg van de feiten.

Het verzoek wordt dan ook als ongegrond afgewezen.

M1140 (2003)

Tenant compte d'une part,

- De ce que les faits ont été qualifiés d'accident du travail ;

- De ce qu'une assurance est intervenue pendant les périodes d'incapacité ;
- De ce que les frais médicaux et d'hospitalisation ont été pris en charge par une assurance ;

Tenant compte d'autre part,

- De ce que la commission invite le requérant à introduire une requête pour l'obtention d'une aide principale dès que les conditions de recevabilité sont remplies

la commission déclare la demande non fondée.

M1263 (2003)

Tenant compte,

- De ce que les frais médicaux supportés par le requérant et dûment justifiés pour un montant de 183,34 € n'atteignent pas le seuil prévu par l'article 33 §2 de la loi du 01 août 1985 à savoir 375 € ;
- De ce que l'urgence n'est pas justifiée ;
- De ce que la commission invite le requérant à introduire une requête pour l'obtention d'une aide principale dès que les conditions de recevabilité sont remplies

la commission déclare la demande non fondée.

M2013 (2004)

Tenant compte d'une part :

- que la requérante n'a pas fourni un récapitulatif après intervention de la mutuelle et un rapport médical précisant les éventuels taux et périodes d'incapacités résultant de l'agression ;
- que malgré les courriers qui lui ont été adressés par le secrétariat de la commission les 03 avril 2002, 02 août 2002, 29 octobre 2002 et 04 mars 2003, l'intéressée n'a pas communiqué les renseignements demandés.

la commission déclare la demande d'aide urgente non fondée.

M2072 (2003)

Tenant compte que,

- Le requérant n'est pas fondé à réclamer une aide d'urgence en introduisant une requête 6 ans après les faits ;
- Il ressort de l'examen des faits que, quoi qu'il prétende ne pas s'en souvenir, en portant un coup sur la tête du nommé H au moyen d'un tesson de verre, le requérant est la cause de son propre dommage ;
- Le jugement du Tribunal Correctionnel relève à cet égard que « Mr H affirme ne s'en être pris (au requérant) que parce que (celui-ci) l'agressa en premier lieu en lui cassant un verre sur la tête »,
- « (...) que ledit Mr H avait une blessure au crâne »,
- « (le requérant) avait aspergé le prévenu de gaz lacrymogène parce que celui-ci s'était introduit contre son gré et de façon menaçante dans sa voiture ».
- Qu'en retenant l'excuse de la provocation, le Tribunal Correctionnel confirme l'analyse que fait la commission de ce que le requérant se trouve à la base de son propre dommage ;

la commission n'estime, dès lors, pas pouvoir accorder au requérant une quelconque aide.

M2270 (2004)

Le requérant ayant également introduit une demande d'aide principale qui est actuellement en état d'être examinée par la commission, la demande d'aide d'urgence est devenue sans objet.

la commission estime dès lors que l'aide d'urgence est non fondée.

[Ce dossier (aide principale) a été traité le même jour par une chambre composée de 3 membres. Le requérant a obtenu une aide de € 13.300.

Note : étant donné qu'une chambre composée de 3 membres ne peut pas traiter des demandes d'aide d'urgence, il est nécessaire de

traiter le dossier 2 fois et de rendre 2 décisions, ce qui n'était pas nécessaire avant le 1^{er} janvier 2004.]

M2557 (2004)

Le requérant a été victime d'une agression en date du 29/07/2000 et l'auteur, par jugement du 21/03/2001 du Tribunal de première instance, a été condamné à lui payer la somme de 74,37 €.

Le requérant expose qu'il n'a encouru aucun frais médical suite aux faits et qu'il n'a pas consulté de médecin. Il ne fait mention d'aucun suivi thérapeutique depuis les faits et n'apporte aucun élément permettant de considérer le caractère urgent de sa demande.

La commission ne conteste ni les faits ni le préjudice physique et psychique subi par le requérant, suite à l'acte de violence gratuit dont il a été victime mais elle est tenue par la législation en vigueur. La commission tient compte des circonstances des faits, des douleurs et brûlures que le requérant a ressenti dans l'heure qui a suivi les faits mais elle note également l'absence de tout rapport médical ou thérapeutique susceptible d'établir le dommage et les séquelles, ce qui ne permet pas de considérer l'existence d'incapacités temporaires élevées ou d'invalidité permanente relatives à un préjudice physique ou psychique important, tel que le prévoit la loi.

Les prescriptions légales de l'article 36 précité font état d'une part, de l'attention à accorder à la situation d'urgence lorsque le requérant pourrait subir un préjudice important, vu sa situation financière, ce qui n'est pas rencontré dans le cas présent puisque le requérant n'a pas exposé aucun frais médical suite aux faits. D'autre part, la loi fait référence à un dommage qui doit excéder un certain montant, ce qui, compte tenu des éléments du dossier (absence de justificatifs de frais médicaux, aucun rapport médical relatant les séquelles, aucune attestation faisant état de la nécessité d'engager un suivi thérapeutique suite aux faits), ne peut être rencontré.

L'aide d'urgence sollicitée par le requérant ne peut dès lors pas être rattachée aux conditions prévues par la loi du 01/08/1985 régissant l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence.

Compte tenu de ces éléments, la commission estime que la requête d'aide d'urgence du requérant est non fondée.

M2593 (2004)

Force est de constater que le requérant a subi un préjudice important et justifie différents frais médicaux, d'hospitalisation et pharmaceutiques.

Néanmoins, la commission tient compte du fait que le requérant a perçu une indemnisation de 3459,01 € suite à la vente de l'immeuble appartenant à l'auteur des faits, ce qui dépasse largement les frais médicaux justifiés au dossier et ne permet pas d'établir l'urgence.

La commission ne peut octroyer une aide *provisionnelle* telle que sollicitée par le conseil du requérant (la loi prévoit uniquement 3 types d'aide : l'aide d'urgence, principale ou complémentaire, voir article 30§1er de la loi du 01/08/1985). Le requérant fait état de perte de primes et congés payés en conséquence des faits, ce qui, conformément à la jurisprudence de la commission, n'est pas pris en considération, néanmoins le poste de perte de revenus qui est lié à l'agression peut être sollicité dans le cadre d'une demande d'aide principale.

Tenant compte des nombreuses séquelles que le requérant conserve suite aux faits, ce que confirme l'expert judiciaire en son rapport, une aide principale peut être sollicitée auprès de la commission, lorsque les conditions légales pour le dépôt d'une aide principale seront réunies (notamment une décision judiciaire définitive sur l'action publique, actuellement seule une décision civile semble être intervenue),

Par conséquent, la commission estime que la demande d'aide d'urgence est recevable mais non fondée.

M2802 (2004)

Tenant compte :

- De ce que l'article 36 de la loi du 01 août 1985 prévoit que lorsque tout retard dans l'octroi de l'aide pourrait causer au requérant un préjudice important, il peut être fait droit à une aide d'urgence ;

- De ce que pour évaluer cette urgence, la jurisprudence de la commission se réfère à l'importance des frais médicaux supportés par la victime par rapport à ses revenus ;
- De ce que les faits ont été qualifiés accident du travail ;
- De ce qu'une assurance est intervenue durant les périodes d'incapacités ;
- De ce que « la requête ne pourra être présentée qu'après qu'il aura été statué sur l'action publique par une décision judiciaire passée en force de chose jugée ou, si l'auteur des faits ne peut être poursuivi ou condamné, qu'après la décision de la juridiction d'instruction. Elle pourra également être présentée si l'auteur demeure inconnu à l'expiration d'un délai d'un an prenant cours à la date de la constitution de partie civile. » (art.34 §2 de la loi du 1er août 1985 ;)
- De ce que le requérant est invité à introduire une requête pour l'obtention d'une aide principale dès que les conditions de recevabilité susmentionnées seront remplies.

la commission déclare la demande non fondée.

M3290 (2004)

Tenant compte d'une part :

... et d'autre part :

- du fait que le requérant ne justifie aucun frais lié aux faits et ne fait mention d'aucun traitement ou suivi psychologique depuis les faits;
- de ce que la requête ne motive pas l'urgence de la demande, introduite plus de six ans après les faits ;
- du fait que le conseil du requérant précise que son client ne peut avancer les frais réclamés par l'expert judiciaire pour commencer la procédure mais que l'assistance judiciaire peut être sollicitée à cet égard;
- de ce que le rapporteur a, par ordonnance du 04/05/2004, sollicité une expertise médicale du requérant et confié cette mission à l'Office médico-légal ;
- du fait que l'article 36 de la loi du 01/08/1985 prévoit que « *la commission peut octroyer une aide d'urgence lorsque tout retard*

dans l'octroi de l'aide pourrait causer au requérant un préjudice important, vu sa situation financière » mais qu'aucun élément du dossier ne permet de préciser actuellement le préjudice du requérant suite aux faits (absence de tout justificatif de frais, aucune précision sur le suivi médical ou thérapeutique nécessité suite aux faits) ;

La commission estime que la demande d'aide d'urgence du requérant est recevable mais non fondée,

M3526 (2004)

Uit de stukken blijkt dat verzoeker op 28 oktober 2001, tijdens de uitoefening van zijn ambt van politieagent, verwond werd toen hij de heer G in de boeien sloeg. Volgens verzoeker was de door hem geleden schade te wijten aan weerspannigheid vanwege G.

Bij vonnis van de Politierechtbank werd G veroordeeld voor alcoholintoxicatie en dronkenschap op 28 oktober 2001. Op burgerlijk gebied werd de eis van verzoeker onontvankelijk verklaard lastens G, gezien het gebrek aan oorzakelijk verband tussen de door verzoeker geleden schade en de lastens G weerhouden inbreuken.

Verzoeker ging over tot dagvaarding van G. Bij vonnis van de Vrederechter werd G veroordeeld tot betaling aan verzoeker van € 277,64 provisioneel (morele schade) en van € 331,24 (inkomstenderving), meer intresten.

...

Luidens artikel 31 van de wet van 1 augustus 1985 kan een financiële hulp worden toegekend aan "personen die ernstige lichamelijke of psychische schade ondervinden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad." Volgens de vaste rechtspraak van de commissie veronderstelt dit een blijvende invaliditeit, oplopende medische kosten en/of langdurige arbeidsongeschiktheid. In het onderhavig dossier ontbreken medische attesten waaruit ernstige lichamelijke letsel blijken. Er liggen evenmin bewijsstukken van hoge medische kosten voor.

In die omstandigheden dient het hulpverzoek als ongegrond te worden afgewezen.

M3585 (2004)

Overeenkomstig artikel 36, eerste lid, van de wet van 1 augustus 1985, kan de commissie een noodhulp toekennen wanneer elke vertraging in de hulpverlening de verzoeker een aanzienlijk nadeel kan berokkenen, gelet op zijn financiële situatie.

Het spoedeisend karakter van de noodhulp veronderstelt dat verzoeker, ingevolge de opzettelijke gewelddaad, dringende en aanzienlijke medische kosten heeft die hij ingevolge zijn precaire financiële toestand niet kan betalen.

Aangezien uit het voorliggend dossier blijkt dat verzoeker geen medische kosten heeft gemaakt ingevolge de gewelddaad, is niet voldaan aan de voorwaarden tot toekenning van een noodhulp.

Niets belet verzoeker om de door hem geleden schade (morele schade en inkomstenverlies) te vorderen in het kader van een procedure tot toekenning van een hoofdhulp.

A contrario

MM656 (2003)

Attendu que dans la requête du 6/11/2000, la requérante ne précise pas si elle demande une aide principale ou urgente. Qu'une aide principale n'aurait plus été recevable, plus de trois ans s'étant écoulés entre le jugement et la date de la requête.

Qu'il y a lieu d'interpréter la requête comme une demande d'aide d'urgence, pour l'introduction de laquelle la loi ne fixe paradoxalement aucun délai.

M2420 (2003)

Verzoekster was tussen ... mei 2000 en ... mei 2000 slachtoffer van stalking. Een ex-kennis zocht haar na 10 jaar terug op en drong erop aan haar terug te zien. Toen zij boodschappen deed werd zij op weg naar huis door hem neergeslagen. Zij was bewusteloos en werd met bebloed oog door de dader naar het ziekenhuis gebracht. Nadien werd verzoekster in de maand juli opnieuw lastig gevallen. Zij kreeg

regelmatig telefonische bedreigingen en was op ... en ... mei 2000 slachtoffer van verkrachting.

...

De zaak werd door het Parket geseponeerd bij gebrek aan bewijzen.

...

Uit het medische attest van ... blijkt dat verzoekster psychosomatische schade heeft opgelopen. Zij lijdt vermoedelijk ten gevolge van de feiten aan organisch neurologische pijn die de gevoelsstoornissen aan de linker lichaamshelft kunnen verklaren. Er is tevens een medisch attest van ... waaruit blijkt dat verzoekster ten gevolge van de feiten een snijwond aan het linkeroog vertoonde alsook ecchymosen en contusies over de ganse linker lichaamshelft. Zij heeft last van paniekaanvallen met hyperventilatie tot gevolg. Tevens lijdt ze aan post-commotionele migraine die zij vroeger nooit had en die volgens de geneesheer alleen reageert op moderne peperdure *medicatie die gezien haar beperkte inkomsten een onoverkomelijk probleem* vormen.

Er werden tevens twee medische attesten door voormalde geneesheer neergelegd waarin sprake is van koudegevoel, angsttoestanden en ziekelijke angst.

...

Uit een attest van de R.V.A. blijkt dat verzoekster per maand recht heeft op een netto-uitkering van 17.500 frank.

Uit een attest van de PWA blijkt dat verzoekster om medische redenen genoodzaakt is geweest haar activiteiten stop te zetten. Zij was overigens genoodzaakt elders te gaan wonen teneinde te recupereren. Zij functioneerde nochtans in haar werkzaamheden zeer correct.

...

Door verzoekster wordt om de toekenning van een noodhulp gevraagd. Volgens artikel 36 van de wet van 1 augustus 1985 kan een noodhulp toegekend worden "wanneer elke vertraging bij de hulpverlening de verzoeker een aanzienlijk nadeel zou kunnen berokkenen". Uit het dossier en uit de mondelinge toelichting ter zitting

verstrekt door verzoekster kan op geen enkele wijze afgeleid worden op welke wijze aan deze vereiste zou voldaan zijn.

Het is voor de commissie ter zitting wel duidelijk geworden dat verzoekster op de formule van de noodhulp een beroep heeft gedaan omdat zij zich bij gebrek aan financiële middelen niet burgerlijke partij gesteld heeft en de feiten nooit het voorwerp hebben uitgemaakt van een vonnis (het dossier werd gesponeerd door het parket). Nochtans komt het de leden van de commissie voor dat de feiten waarvan zij het slachtoffer zegt geweest te zijn, reëel en vrij ernstig zijn.

De commissie acht het dan ook haar plicht verzoekster te wijzen op de mogelijkheden om enerzijds beroep te doen op de kosteloze rechtspleging en anderzijds op de mogelijkheid om via het bureau voor consultatie en verdediging van de balie een beroep te doen op een pro-deo-advocaat om zodoende middels een klacht met burgerlijke partystelling vooralsnog de strafvordering op gang te brengen; tevens wijst zij verzoekster op de mogelijkheid om zich hierin te laten bijstaan door het erkende centrum voor slachtofferhulp dat haar ook in de procedure voor de commissie heeft bijgestaan.

...

Verklaart het verzoek voor noodhulp ontvankelijk doch ongegrond.

doute concernant les faits

M2675 (2003)

Par requête introduite au Secrétariat de la commission en date du ..., le conseil de la requérante expose que le mari de sa cliente a été victime d'un acte intentionnel de violence (des suites duquel il est décédé) et elle postule l'octroi d'une aide urgente de 7.500 €.

...

En date du ... , à ..., le dénommé A, frère de la requérante, arrive chez cette dernière et s'adressant à son mari, le dénommé Y, lui montre son bras gonflé suite à une altercation avec le dénommé D en disant : « maintenant, ce sera 2 contre 2 et plus 2 contre1 ».

Y et A sortent suivis par la requérante et un de ses fils, C.

Arrivés au domicile de D, A frappe sur la fenêtre et la porte, mais personne ne sort. C essaie de les calmer car ils sont tous deux très excités.

A défonce alors la porte à coups de pied et pénètre dans la maison suivi par Y. Ce dernier empoigne le dénommé P et commence à se battre tandis qu'A se dirige vers D.

À un moment donné, A sort en disant : « viens, il m'a donné un coup de couteau ».

Une fois sortis, A et Y, s'écroulent sur le sol ; Y, mari de la requérante, est décédé avant l'arrivée des secours.

Il est à noter que selon les témoignages actés par la police et contrairement aux propos de la requérante :

S, autre fils de la victime et de la requérante, est entré dans la maison à la suite d'A et Y, en tenant en main un grand couteau ;

D avait eu des problèmes quelques temps auparavant avec C ;

J, autre fils, était entré aussi dans la maison à la suite de son père et de son oncle.

...

Tenant compte,

- Du caractère confus du déroulement des faits ;
- De la possibilité que la victime soit à l'origine de son dommage ;

la commission estime ne pas pouvoir statuer en l'état avant la clôture de l'instruction et la décision de la juridiction saisie.

M2763 (2004)

Tenant compte d'une part :

- De ce que l'article 36 de la loi du 01 août 1985 prévoit que lorsque tout retard dans l'octroi de l'aide pourrait causer au requérant un

préjudice important, il peut être fait droit à une aide d'urgence ; de ce que pour évaluer cette urgence, la jurisprudence de la commission se réfère à l'importance des frais médicaux supportés par la victime par rapport à ses revenus ;

et d'autre part,

- De ce que dans le cas présent, le requérant explique qu'une équipe de policiers s'est présentée à son domicile. Ils avaient été appelés par le propriétaire de l'appartement occupé par sa compagne pour tapage nocturne ; ils faisaient son déménagement et avaient souper en buvant une bouteille de vin et en écoutant de la musique ; après leur départ, il a discuté avec Madame Bolsens dans le hall d'entrée ; plus ou moins dix minutes plus tard, la police est intervenue ; les policiers l'auraient violemment menotté et embarqué de force ; le sortant ils l'auraient frappé et employé une bombe lacrymogène ; il a ensuite été conduit aux urgences puis au commissariat ; les policiers l'auraient insulté lors de leur intervention ;
- De ce que les policiers donnent une toute autre version ; selon eux, le requérant aurait eu un comportement agressif et insultant ;
- De ce qu'une voisine et le propriétaire corroborent la version des agents de police. De plus, le requérant et sa compagne leur auraient proféré injures et menaces de mort ; selon eux, les policiers n'auraient pas agi de manière violente bien qu'ils aient dû employer la force pour maîtriser le requérant ;
- De ce que selon une note du médecin, il a été constaté :
 - État de choc ;
 - Plaies au niveau du front, crâne et lèvre inférieure ;
 - Hématomes au niveau du front, pommette, joue ;
 - Hématome plus marqué de strangulation au niveau du coup et de la nuque ;
 - Hématome au poignet gauche (plaie du bracelet)
 - Gros hématome avant-bras gauche ;
 - Douleur épaule
- De ce que le requérant a fourni une liste d'achat de médicaments mais sans préciser les frais qui sont liés aux faits.

la commission déclare une aide urgente recevable et non fondée.

M3491 (2004)

Wat de grond van de zaak betreft, is de commissie van oordeel dat er in de neergelegde stukkenbundel onvoldoende objectieve elementen kunnen aangetroffen worden die het bestaan van een opzettelijke gewelddaad, zoals vereist door de wet van 1 augustus 1985, aannemelijk maken.

Gelet op deze onzekerheid, kan de commissie in de gegeven omstandigheden niet anders dan het verzoek tot het bekomen van een noodhulp als ongegrond af te wijzen.

quels postes de dommage

97099 (2002)

Tenant compte et d'autre part : de ce que les frais de procédure et l'aide pour l'invalidité soulignée au rapport d'expertise médicale de l'OML ne peuvent être pris en compte que dans le cadre d'une aide principale ;

98192 (2003)

Par requête introduite le 19/03/1998, le conseil de la requérante expose que sa cliente a été victime d'un acte intentionnel de violence et postule une aide principale d'un montant de 700.000 F (17.352, 54 €).

Par décision du 14/12/1999, la commission surseoit à statuer sur la demande de la requérante dans l'attente des résultats de la procédure de saisie-exécution immobilière intentée à l'égard de l'auteur des faits.

Dans un courrier du 14/8/2002, le conseil de la requérante demande à la commission d'octroyer à sa cliente une aide provisionnelle pour le montant des frais de procédure qu'elle a dû exposer.

...

Situation matérielle de l'auteur des faits

Il ressort du rapport précité du procureur général près la Cour d'Appel de Mons:

- que le nommé L émarge au chômage et perçoit 30.000 F. par mois;
- qu'il dit ne posséder aucune épargne;
- qu'il est marié sous un contrat de séparation de biens;
- qu'il est propriétaire de la maison sise à ...4, mais que celle-ci est également au nom de son épouse;
- qu'il possède une voiture de marque BMW mais qui est la propriété de son épouse;
- qu'il ne compte plus indemniser la requérante vu que leur conseil avait refusé l'arrangement qu'il avait proposé;
- qu'il se croit intouchable, vu que tous ses biens mobiliers ont déjà été saisis et qu'il se dit insolvable.

Il faut savoir qu'une procédure de saisie-exécution immobilière a été intentée par le conseil de la requérante à l'égard de l'auteur des faits.

A ce jour, le conseil de la requérante n'a pas communiqué les résultats de cette procédure.

Procédure devant la commission

Le 14/12/1999, la commission rend une décision par laquelle elle seursoit à statuer sur la demande de la requérante.

Le 14/8/2002, le conseil de la requérante sollicite une aide provisionnelle.

Le 6/9/2002, le rapporteur rend une ordonnance invitant les parties à conclure.

Dans son mémoire en réponse du 3/10/2002, le délégué du Ministre de la Justice expose que suivant les conditions prescrites aux articles 31 § 1^{er} et 36 de la loi du 1/8/1985, la requête (aide d'urgence) est recevable et propose à la commission de déclarer la demande recevable et fondée pour le montant des frais médicaux et de procédure dûment justifiés.

Dans son mémoire en réplique du 29/10/2002, le conseil de la requérante déclare:

- que par décision du 14/12/1999, la commission a sursis à statuer quant au fond, dans l'attente des résultats de la procédure de saisie exécution immobilière à l'égard de l'auteur des faits;
- que Madame B a poursuivi la procédure en ce sens;
- qu'un jugement prononcé par le tribunal de première instance de ..., a fait droit à sa demande de sortie d'indivision dirigée contre l'agresseur et son conjoint;
- que hélas, au moment de la signification de cette décision, Madame B s'est rendu compte que celle-ci était entachée d'une double erreur matérielle;
- qu'il a fallu dès lors exposer de nouveaux frais de citation en rectification d'erreurs matérielles;
- que dans le même temps, il a fallu procéder au renouvellement de la transcription de la saisie exécution mobilière;
- que la citation en rectification d'erreur matérielle a été reportée au rôle à l'audience d'introduction du 4 septembre, afin de soumettre la cause à la même chambre ayant prononcé le jugement entaché d'erreurs matérielles;
- que cette affaire est fixée à l'audience du 6 novembre;
- que si Madame B obtient la rectification des erreurs matérielles, elle devra ensuite exposer des frais de signification avant de poursuivre la procédure de saisie exécution immobilière au sens strict;
- que Madame B s'est fait délivrer par son huissier de justice le relevé des seuls frais exposé jusqu'au mois de septembre inclus et qui s'élèvent à la somme de 2.170, 55 €;
- que dès lors, Madame B sollicite une aide d'urgence de ce montant.]

Tenant compte :

- des frais d'exécution par huissier de Justice qui sont exposés par la requérante et qui sont dûment justifiés;
- de ce que la cause n'est pas actuellement en état d'être jugée concernant les autres postes du dommage;

la commission estime qu'il y a lieu de faire droit à la demande de la requérante et de lui accorder une aide d'urgence de 2.683, 80 €.

99337 (2002)

de ce que la requérante doit introduire une demande d'aide principale pour pouvoir bénéficier d'une aide pour le dommage moral (poste prévu à l'article 31§2 de la loi du 01/08/1985) ;

[Dans le cadre de l'aide d'urgence, seuls les frais funéraires et les frais médicaux ont été pris en charge.]

MM135 (2002)

Tenant compte d'une part :

- des faibles revenus de la requérante (de l'ordre de 16.000 FB par mois) ;
- des nombreuses difficultés financières et matérielles rencontrées par la requérante suite au décès de son époux ;
- des frais médicaux et funéraires exposés par la requérante et dûment justifiés ;

et d'autre part :

- de ce que l'aide octroyée par la commission pour les frais funéraires est limitée par arrêté royal au montant maximum de 80.000 FB - 1983.15 € ;
- de ce que l'aide de la commission pour les autres postes du dommage énumérés à l'article 32 §2 de la loi ne peuvent être pris en considération par la commission que dans le cadre d'une aide principale;
- que la requérante est invitée à déposer une requête d'aide principale dès que les conditions prévues à l'article 34 seront réunies.

M1112 (2002)

Tenant compte d'une part,

- des frais médicaux et d'hospitalisation dûment justifiés ;

Tenant compte d'autre part,

- de la possibilité pour la requérante de faire valoir les autres éléments du dommage dans le cadre d'une demande d'aide principale,

la commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide d'urgence de 1.100 €.

M1191 (2002)

Rekening houdend met alle omstandigheden van de zaak, meent de commissie dat aan verzoeker een noodhulp van € 3.720 kan worden toegekend. Dit bedrag moet de verzoeker toelaten zowel de reeds gemaakte als de toekomstige medische kosten te betalen.

M1263 (2003)

Tenant compte,

- De ce que les frais médicaux supportés par le requérant et dûment justifiés pour un montant de 183,34 € n'atteignent pas le seuil prévu par l'article 33 §2 de la loi du 01 août 1985 à savoir 375 € ;
- De ce que l'urgence n'est pas justifiée ;
- De ce que la commission invite le requérant à introduire une requête pour l'obtention d'une aide principale dès que les conditions de recevabilité sont remplies

la commission déclare la demande non fondée.

M1440 (2002)

Tenant compte d'une part :

- des revenus modestes de la requérante (pension);
- de la violence de l'agression et des conséquences importantes pour la requérante;
- des nombreuses séquelles et du traitement médical toujours en cours suite aux faits ;

- des nombreux frais médicaux pris en charge par la requérante (hospitalisation, frais médicaux,...) et dûment justifiés au dossier ;

et d'autre part :

- de ce que la requérante peut bénéficier, dans le cadre d'une aide principale, d'une aide plus importante pour les postes prévus à l'article 32 de la loi du 01/08/1985 ;
- que la loi prévoit à cet égard certaines conditions à respecter pour pouvoir examiner la demande d'aide principale et notamment, la constitution de partie civile (article 31§1^{er}, 3) ;

M2012 (2002)

Tenant compte d'une part,

- des frais médicaux, d'hospitalisation et pharmaceutiques dûment justifiés ;
- de la situation financière précaire de la requérante ;

Tenant compte d'autre part,

- de la possibilité pour la requérante de faire valoir les autres éléments du dommage dans le cadre d'une demande d'aide principale,

M2478 (2003)

Een noodhulp kan, conform artikel 36, 1ste lid van de wet van 1 augustus 1985, worden toegekend, indien elke vertraging in de hulpverlening de verzoekster een aanzienlijk nadeel zou kunnen berokkenen. Verzoekster vraagt een noodhulp enerzijds om zich burgerlijke partij te kunnen stellen, anderzijds om een aantal lopende medische kosten te kunnen dekken. Met haar inkomen van gepensioneerde is dit immers vrij moeilijk. De hoogdringendheid van het verzoek wordt hierdoor aangetoond.

Gezien de voorgelegde stukken waaruit onder meer de extra-kosten en de beperkte financiële mogelijkheden van verzoekster blijken, kan een noodhulp worden toegekend.

M2530 (2004)

et d'autre part :

- que les frais de procédure, conformément à la jurisprudence de la commission, ne sont pas pris en compte dans le cadre d'une demande d'aide d'urgence mais lors de l'examen de la demande d'aide principale;

M3487 (2004)

De andere schadeposten, zoals de morele schade, het psychisch lijden, de materiële schade en het verlies van een schooljaar, die voorkomen in de limitatieve lijst van artikel 32, § 1 van de wet van 1 augustus 1985 kunnen in aanmerking genomen worden bij het onderzoek van de aanvraag tot het bekomen van een hoofdhulp. Voor deze schadeposten wordt de dringendheid immers niet verondersteld.

M40032 (2004)

Tenant compte d'une part :

- des frais médicaux, d'hospitalisation et pharmaceutiques dûment justifiés ;
- de la situation précaire de la requérante;

et d'autre part :

- du fait que les autres postes du dommage (frais matériels, dommage moral,...) peuvent être sollicités dans le cadre de l'aide principale que la requérante peut introduire devant la commission dès que les conditions de recevabilité seront remplies;

l'aide d'urgence pour un proche

99411 (2003)

Wat het verzoek tot het bekomen van een noodhulp betreft:

De verzoekers vragen, naast verlies van levensonderhoud, de toekenning van een vergoeding voor morele schade en voor het verlies van een schooljaar. De commissie meent dat in het kader van

het onderzoek van de vraag tot het bekomen van een noodhulp de voornaamste posten die in aanmerking genomen kunnen worden de begrafeniskosten en het verlies aan levensonderhoud zijn. De andere schadeposten, zoals de morele schade en het verlies van een schooljaar, die voorkomen in de limitatieve lijst van artikel 32, § 1 van de wet van 1 augustus 1985 kunnen in aanmerking genomen worden bij het onderzoek van de aanvraag tot het bekomen van een hoofdhulp.

M3183 (2004)

Tenant compte:

- des frais médicaux et pharmaceutiques dûment justifiés qui ont été exposés par la requérante à raison de 1.028, 96 €;
- des frais funéraires qui ont été à charge de la requérante pour un montant de 2.065 €
- de la situation précaire dans laquelle la requérante se trouve depuis les faits ;

la commission estime devoir accorder à la requérante une aide urgente fixée, ex æquo et bono, à la somme de 5.000 € .

autre

M1321 (2003)

Voor wat betreft T in zijn hoedanigheid van wettelijke vertegenwoordiger van K:

De commissie kent een vergoeding wegens morele schade toe van € 14.874.

Voor wat betreft de gevraagde noodhulp stelt de commissie vast dat in de motivering van de vraag vooreerst verwezen wordt naar de astmatische bronchitis waaraan dit kind lijdt; deze kwaal staat uiteraard op geen enkele wijze in oorzakelijk verband met de feiten die aan de basis van het hulpverzoek liggen zodat hiermee geen rekening kan gehouden worden. Voor wat de overige motieven betreft die aangevoerd worden om deze noodhulp te rechtvaardigen is de

commissie van oordeel dat door de toegekende hulp op afdoende wijze aan deze vraag is tegemoetgekomen.

[Ce dossier concerne les proches d'une victime décédée.]

JU 49 : plusieurs aides d'urgence

Le dossier M3640 était le premier dossier dans lequel cette nouvelle possibilité a été utilisée. Avant le 1er janvier 2004, ce qui était exclu par le 3ème alinéa de l'article 36.

M3640 (12 februari 2004)

Overeenkomstig artikel 36, eerste lid, van de wet van 1 augustus 1985, kan de commissie een noodhulp toekennen wanneer elke vertraging in de hulpverlening de verzoeker een aanzienlijk nadeel zou kunnen kan berokkenen. Wanneer de noodhulp gevraagd wordt voor gemaakte medische kosten en ziekenhuiskosten, dan wordt de dringendheid verondersteld en wordt het reële bedrag van de kosten door de commissie in aanmerking genomen. In het onderhavig dossier belopen de medische kosten € 2.607,60.

VII. Begroting van de noodhulp door de commissie

De noodhulp kan in billijkheid begroot worden op € 2.600.

M3640 (6 april 2004)

In het document 'Actualisering van het verzoekschrift', neergelegd door verzoekster op 1 april 2004, verklaart het ziekenhuis te ... dat het openstaand bedrag € 1.653,36 bedraagt. Tevens wordt vermeld dat er nog rekeningen zullen volgen.

Gelet op de ernst van de feiten en de gevolgen ervan voor verzoekster, meent de commissie dat aan verzoekster een noodhulp van € 4.000 kan worden toegekend. Door de toekenning van dit bedrag wordt geanticipeerd op toekomstige rekeningen.

Aangezien in deze zaak een definitief vonnis voorligt, komt verzoekster eveneens in aanmerking voor de toekenning van een hoofdhulp. Zij wordt dan ook uitgenodigd de door haar geleden

morele schade, schade wegens blijvende invaliditeit en materiële schade te begroten.

JU 50 : urgence présumée par la loi (1^{er} janvier 2004)

- un acte intentionnel de violence reste nécessaire

Lorsqu'il s'agit des frais visés à l'article 32, § 1er, 2° (= les frais médicaux), l'urgence est toujours présumée.

M3867 (2004)

Een noodhulp kan, conform artikel 36, eerste lid van de wet van 1 augustus 1985, worden toegekend, indien elke vertraging bij de hulpverlening de verzoekster een aanzienlijk nadeel zou kunnen berokkenen. Wanneer de noodhulp gevraagd wordt voor gemaakte medische- en ziekenhuiskosten, dan wordt dringendheid verondersteld en wordt het reële bedrag van de kosten door de commissie in aanmerking genomen.

M40370 (2004)

Luidens de vierde alinea van voormeld artikel 36 wordt voor de medische kosten en de ziekenhuiskosten ('de kosten bedoeld in artikel 32, § 1, 2°') de dringendheid altijd verondersteld, zodat deze kosten onder de vorm van noodhulp kunnen worden toegekend. Het reële bedrag van deze kosten wordt door de commissie in aanmerking genomen.

Uit de door de raadsman van verzoekster overgemaakte stukken blijkt dat zijn cliënte in totaal € 883,17 medische kosten heeft gemaakt (€ 293,07 voor raadplegingen huisarts en € 590,10 voor medicatie). De commissie meent dat aan verzoekster voor deze kosten een noodhulp kan worden toegekend.

Voor andere schadeposten, zoals de morele schade en de materiële kosten, die voorkomen in de limitatieve lijst van artikel 32, § 1, van de wet van 1 augustus 1985, wordt de dringendheid niet verondersteld. Deze schadeposten kunnen in aanmerking worden genomen in het kader van een eventuele aanvraag tot het bekomen van hoofdhulp.

...

Verklaart het verzoek tot toekenning van een noodhulp ontvankelijk en kent de verzoekster een noodhulp toe van € 883.

un acte intentionnel de violence reste nécessaire

M40201 (2004)

Ook noodhulp vereist een opzettelijke gewelddaad. Artikel 36, eerste lid, van de wet van 1 augustus 1985 stelt immers: “*Onvermindert de toepassing van de artikelen 31 tot 33, § 1, kan de commissie een noodhulp toekennen wanneer elke vertraging bij de toekenning van de hulp de verzoeker een ernstig nadeel kan berokkenen, gelet op zijn financiële situatie.*”

In het onderhavig dossier ontbreekt één van de basisvoorwaarden voor de toekenning van een financiële hulp, met name het bestaan van een opzettelijke gewelddaad.

De heer D werd door de Politierechtbank veroordeeld wegens het niet aan de leiband houden van zijn hond in een park. De overtreding van deze politieverordening kan niet gelijkgesteld worden met een opzettelijke gewelddaad in de zin van de wet van 1 augustus 1985. Dat laatste veronderstelt een materieel bestanddeel (het gebruik van geweld tegen een fysieke persoon) en een moreel bestanddeel (het bijzonder opzet in hoofde van de dader, d.w.z. de wil van de dader om een gewelddaad te plegen).

In de onderhavige zaak zou er sprake zijn van een opzettelijke gewelddaad mocht de heer D zijn hond hebben *opgehitst* om verzoekster te bijten. Uit het verhoor van de betrokkenen (zie hoger sub I) blijkt dat dit niet het geval was.

In die omstandigheden dient het verzoek als niet ontvankelijk te worden afgewezen.

JU 51 le complément d'aide

400 (2003)

Vu le dossier de la procédure et notamment :

- la décision rendue par la commission le 25/3/1996 par laquelle elle alloue au requérant une aide principale de 1.800.000 F, une aide provisionnelle de 200.000 F lui ayant déjà été accordée par décision du 23/12/1993;
 - la requête introduite le 30/10/1997 par laquelle le requérant sollicite un complément d'aide d'un montant de 500.000 F (12.394, 67 €) du chef d'un acte intentionnel de violence subi en date du 31/1/1992;
- ...

Tenant compte:

- des éléments fournis à l'audience par le requérant;
- de la situation financière précaire du requérant qui ne dispose que d'une indemnité de la mutuelle complétée par une allocation pour handicapé;
- des frais médicaux dûment justifiés auxquels le requérant doit encore faire face;

la commission estime qu'il y a bien une aggravation du dommage du requérant au sens de l'article 37 de la loi du 1/8/1985 et qu'il y a lieu de faire droit à sa demande et de lui accorder une aide, fixée ex aequo et bono, à la somme de 12.394, 67 € dont aucun montant n'est alloué à titre de perte de revenu.

603 (2002)

Vu le dossier de la procédure et notamment :

- la décision du 14/4/1995 par laquelle la commission alloue au requérant une aide provisionnelle de 200.000 F ;
- la décision du 24/10/1996 par laquelle la commission accorde au requérant une aide principale de 1.800.000 F ;
- la requête introduite le 30/12/1999 par laquelle le requérant sollicite une aide complémentaire de 500.000 F, du chef d'un acte intentionnel de violence subi en date du 24/12/1993;

...

Tenant compte :

- des nombreux frais médicaux dûment justifiés qui ont dû être exposés par le requérant postérieurement à la décision de la commission lui allouant une aide principale de 1.800.000 F ;
- de la nécessité pour le requérant d'être traité tous les jours par un kinésithérapeute ;

98479 (2002)

Tenant compte d'autre part, de la possibilité pour le requérant d'introduire auprès de la commission une demande d'aide complémentaire en cas d'aggravation des séquelles liées aux faits justifiant la présente requête,

99303 (2004)

Luidens artikel 37 van de wet van 1 augustus 1985 kan de commissie een aanvullende hulp toegeven wanneer na de toekenning van de hulp, het nadeel kennelijk is toegenomen.

In dit dossier kende de commissie aan verzoeker bij beslissing d.d. 21 februari 2001 een hulp toe van 50.000 frank of € 1.239,47. Zoals verzoeker zelf stelt in zijn schrijven d.d. 8 oktober 2003, meent de commissie dat bij de begroting van deze hulp geen rekening werd gehouden met de latere kosten van verzoeker, zoals aangegeven in het attest van tandarts Govaerts d.d. 6 januari 1997.

Rekening houdend met alle omstandigheden van de zaak, meent de commissie dat de door verzoeker gevraagde aanvullende hulp integraal kan worden toegekend.

MM127 (2002)

Het 'gevraagde voorbehoud voor eventuele later schade' komt niet voor in de limitatieve opsomming van artikel 32, § 1 van de wet en komt dus ook niet voor vergoeding in aanmerking. De commissie wijst in dit verband evenwel op de door artikel 37 van de wet geboden mogelijkheid: "*Wanneer na de toekenning van de hulp het nadeel kennelijk is toegenomen, kan het slachtoffer of zijn rechthebbende om een aanvullende hulp verzoeken.*"

MM503 (2002)

Wat het verzoek tot het bekomen van een aanvullende hulp betreft
358

Artikel 37 van de wet van 1 augustus luidt als volgt: "Wanneer na de toekenning van de hulp het nadeel kennelijk is toegenomen, kan het slachtoffer of zijn rechthebbende om een aanvullende hulp verzoeken."

De verzoekster vordert een aanvullende hulp onder meer voor verlies van een tegemoetkoming in de last van een hypothecaire lening omwille van bezit van naakte eigendom ingevolge erfenis en voor verlies van starterspremie oprichting eigen zaak omwille van het verplichte medezaakvoerderschap in de zaak van de ouders. Deze beide schadeposten kom enerzijds niet voor in de limitatieve opsomming van artikel 32, § 1 van de wet en komen dus ook niet voor vergoeding in aanmerking, anderzijds kunnen zij bezwaarlijk als verlies aan levensonderhoud beschouwd worden.

De commissie meent dan ook dat in onderhavig dossier niet aangetoond wordt dat de omstandigheden van de verzoekster sinds de vorige beslissing op een kennelijke wijze veranderd zijn, zodat het verzoek tot het bekomen van een aanvullende hulp als ongegrond zijnde moet afgewezen worden.

M1077 (2002)

Tenant compte d'autre part,

- qu'au vu de l'âge de la victime, il est particulièrement difficile de chiffrer le montant d'une aide éventuelle. Dès lors, si une aide principale est accordée, la victime pourra toujours demandé une aide complémentaire dans les 10 ans de l'octroi de celle-ci pour autant que le dommage global s'est depuis lors aggravé de manière notable ;

M1477 (2003)

et d'autre part :

- de l'absence de justificatifs de frais médicaux ;
- de l'absence d'indications de séquelles dans le chef de l'enfant à l'heure actuelle et du fait qu'aucun suivi thérapeutique n'a du être engagé à ce jour ;

- de la possibilité d'introduire, dans les dix ans de l'octroi de l'aide principale, une aide complémentaire si le dommage s'est aggravé de façon notable (article 37 de la loi du 01/08/1985, modifiée par les lois des 17 et 18/02/1997),

M2253 (2004)

Naar luid van artikel 37 van de wet van 1 augustus 1985 kan de commissie een aanvullende hulp toeekennen wanneer na de toekenning van de hulp "het nadeel kennelijk is toegenomen". Bij haar beslissing van 14 september 1999 heeft de commissie geoordeeld dat, alhoewel de dader van de feiten in hoger beroep was vrijgesproken omdat er een zekere twijfel was en het algemeen rechtsbeginsel "in dubio pro reo" diende toegepast te worden, zij vanuit haar eigen beoordeling van de feiten voldoende elementen aanwezig achtte om te oordelen dat verzoekster slachtoffer was geweest van een gewelddaad op haar persoon en dat haar derhalve in billijkheid een hulp diende toegekend te worden.

De inspanningen die verzoekster zou moeten doen om de feiten te verwerken enerzijds en anderzijds het gegeven dat verzoekster er zou moeten mee rekening houden in het dagelijks leven geconfronteerd te kunnen worden met de dader van de feiten zijn elementen waarmee de commissie naar haar oordeel genoegzaam rekening gehouden heeft bij het bepalen van het hulpbedrag dat zij in haar hoger geciteerde beslissing heeft toegekend.

De commissie is dan ook van oordeel dat geen elementen worden voorgebracht waaruit de toename van het nadeel genoegzaam blijkt.

M3071 (2004)

la commission estime qu'il y a lieu d'accorder au requérant, une aide principale, fixée ex æquo et bono, à la somme de 15.700 € dont aucun montant n'est accordé à titre de revenus de remplacement.

Remarques : en raison de la perspective d'une nouvelle opération de la hanche annoncée par le requérant , la commission attire son attention sur l'article 37 de la loi du 1^{er} août 1985 qui prévoit que « la commission peut octroyer un complément d'aide lorsqu'après l'octroi de l'aide, le dommage s'est manifestement aggravé » .

M3791 (2004)

Gelet op de zeer jonge leeftijd van het slachtoffer en de nu reeds vaststaande ernstige gevolgen van de feiten zoals deze onder meer blijken uit het verslag van de deskundige meent de commissie dat een hulp kan worden toegekend zoals hierna bepaald.

Daar het voor de deskundige tot op heden niet mogelijk is een juiste beschrijving te geven van de toestand van de beschadigde hersenen, wijst de commissie op de mogelijkheid voorzien in artikel 37 van de wet van 1 augustus 1985 om later een aanvullende hulp aan te vragen.

CHAPITRE 2. QUANT AU MONTANT DE L'AIDE

Le montant de l'aide est fixé en équité. Il en résulte que l'aide octroyée ne correspond pas nécessairement à la réparation intégrale du dommage corporel subi par la victime ou à la perte d'aliments.

La loi a prévu, à titre exemplatif, trois critères d'appréciation que la commission devra, dans tous les cas, prendre en considération :

[A. la situation financière du requérant (JU 52);

Abrogé en 2004.]

B. le comportement du requérant (JU 53);

C. les relations du requérant avec l'auteur des faits (JU 54). [En 2004 modifié comme suit; par la relation entre le requérant et l'auteur]

Jurisprudence :

JU 52 la situation financière du requérant

- moyens financiers limités
- moyens financiers

Remarque: En 2004 cette notion est abrogée, mais des nuances demeurent nécessaires :

l'article 33, § 1, 2ème alinéa est une formule ouverte: "La commission peut notamment prendre en considération", ce qui signifie que la commission si elle l'estime nécessaire, peut encore tenir compte de la situation financière du requérant.

moyens financiers limités

M2081 (2004)

Bij beschikking d.d. 16 november 2001 van de beslagrechter werd het O.C.M.W. als schuldbemiddelaar aangesteld in het kader van de collectieve schuldenregeling.

Bij beschikking d.d. 18 september 2002 van de beslagrechter werd akte gegeven van het gesloten akkoord inzake de minnelijke aanzuiveringsregeling in het kader van de collectieve schuldenregeling: “... wordt voorgesteld om de verzoeker toe te laten de betaling van zijn schulden uit te stellen tot wanneer er een uitbetaling komt van schadevergoeding via de commissie voor Hulp aan Slachtoffers van Gewelddaden en/of ...”.

M2226 (2003)

Tenant compte :

- des frais médicaux dûment justifiés qui ont été supportés par le requérant ;
- des frais médicaux à venir;
- de la situation financière catastrophique du requérant mais qui n'est que partiellement imputable aux faits dont il a été victime ;

la commission estime que le requérant se trouve dans une situation d'urgence au sens de l'article 36 de la loi du 1/8/1985 et qu'il y a lieu de lui accorder une aide d'urgence de 1.250 €.

moyens financiers

98802 (2003)

Tenant compte d'une part :

- des frais médicaux dûment justifiés qui ont été supportés par le requérant;
- des frais de constitution de partie civile qui ont été exposés par le requérant ;

et d'autre part :

- du faible taux d'invalidité permanente que le requérant conserve suite aux faits ;
- de l'article 33 §1^{er}, 1 qui prévoit que l'on tienne compte de la situation financière du requérant dans l'évaluation du montant de l'aide accordée et de ce qu'en l'espèce, le requérant bénéficie de revenus confortables ainsi que cela ressort de l'examen des pièces fiscales versées au dossier;

JU 53 le comportement du requérant

- appréciation positive
- appréciation neutre
- appréciation négative
- appréciation par la commission / comportement de la personne décédée

L'article 8 de la Convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes permet :

« 1. Le dédommagement peut être réduit ou supprimé en raison du comportement de la victime ou du requérant avant, pendant ou après l'infraction, ou en relation avec le dommage causé.
2. Le dédommagement peut aussi être réduit ou supprimé si la victime ou le requérant est impliqué(e) dans la criminalité organisée ou appartient à une organisation qui se livre à des infractions de violence.
3. Le dédommagement peut également être réduit ou supprimé dans le cas où une réparation, totale ou partielle, serait contraire au sens de la justice ou à l'ordre public. »

appréciation positive

97101 (2002)

Tenant compte d'une part : des circonstances des faits et du comportement digne d'éloge du requérant qui, voulant séparer les participants à une dispute, est à son tour violemment agressé ;

97276 (2002)

de la volonté et du courage manifestés par la requérante qui doit pourvoir continuer à être soutenue dans ses projets d'avenir et devrait pouvoir bénéficier d'un suivi socio-thérapeutique en ce sens;

98636 (2003)

Le, le requérant se dirige vers la gare du midi pour y prendre le train et rentrer chez lui. Il se trouve ... quand il voit une dame étendue sur le trottoir et un attroupelement autour d'elle. Etant auxiliaire de santé, il prend les pulsations de la dame et reste auprès d'elle jusqu'à l'arrivée de l'ambulance. Lorsqu'il aide les ambulanciers à embarquer la personne, il en heurte une autre se trouvant tout près du véhicule. Cette individu commence à l'injurier et lui donne les premiers coups. Vu la situation, le requérant s'enfuit en direction de la gare et est rejoint par deux autres individus qui le frappent à plusieurs reprises

...

Tenant compte :

- de l'invalidité permanente de 2% que le requérant conserve suite aux faits;
- des frais médicaux dûment justifiés qui ont été supportés par le requérant;
- du préjudice esthétique tel que fixé par l'expert de l'OML;
- de ce que suit aux faits, le requérant a vu sa carrière perturbée;
- du comportement courageux dont le requérant a fait preuve en venant prêter secours à une personne;

la commission estime qu'il y a lieu d'accorder au requérant une aide.

MM118 (2002)

Le, lors d'un match de football, les frères B contestent les décisions de l'arbitre, le nommé E. A la mi-temps, ils suivent ce dernier à la buvette et commencent à l'insulter, proférant des propos racistes. Monsieur X, président du club, tente de calmer les esprits. Bousculé par les deux frères, il se retrouve à terre et ressent une vive douleur à la jambe.

...

Tenant compte, d'une part :

- des circonstances de l'agression et du comportement du requérant qui a essayé de calmer les auteurs et de protéger l'arbitre;

MM556 (2003)

En date du ... 2000, à ... , un inconnu tente d'arracher le sac d'une passante précédant le requérant. Ce dernier tente alors d'empoigner l'auteur des faits pour récupérer le sac mais il est repoussé violemment et tombe brutalement sur la route.

...

Tenant compte :

- de l'invalidité permanente de 20% que le requérant conserve suite aux faits dont il a été victime;
- des frais médicaux dûment justifiés qui ont été supportés par le requérant;
- des frais de procédure établis par des justificatifs qui ont été à charge du requérant;
- du comportement digne d'éloges dont le requérant a fait preuve en intervenant auprès de l'auteur pour l'empêcher de voler le sac d'une passante;

la commission estime qu'il y a lieu d'accorder au requérant une aide principale, fixée ex æquo et bono, à la somme de 15.200 €.

M1298 (2003)

En date du ..., un enfant jouant sur un terrain se fait agressé par le nommé L. La requérante intervient et est frappée immédiatement au visage. L'agression lui occasionnera une contusion orbitaire et un torticolis post-traumatique.

...

Tenant compte d'une part,

- du comportement digne d'éloges de la requérante ;

M1435 (2004)

En 1991, la requérante apprend la disparition de sa sœur. Elle va alors tenter, par tous les moyens, de retrouver sa trace et suit de très près la procédure judiciaire. Le ...1999, la police judiciaire découvre le corps de la sœur de la requérante.

...

Tenant compte d'une part :

- du dommage moral très important dans le chef de la requérante ;
- de l'énergie et du courage démontrés par la requérante depuis la disparition de sa sœur et de la dignité dont elle a fait part tout au long de la procédure judiciaire qui a été particulièrement longue (12 ans), pénible et a nécessité un investissement très important ;

appréciation neutre

M2022 (2003)

De commissie houdt bij de beoordeling geen rekening met het feit dat de verzoeker zelf daags voordat hij slachtoffer werd van slagen en verwondingen, zelf ook slagen had toegebracht aan zijn agressor. Uit het vonnis van 11 juni 2002 van de Correctionele rechtkant te Antwerpen blijkt immers dat er ook door deze rechter geen verband werd gelegd.

appréciation négative

98637 (2004)

de l'article 33 § 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1985 qui prévoit que « *la commission peut notamment prendre en considération le comportement du requérant lorsque celui-ci a contribué directement ou indirectement à la réalisation du dommage ou à son aggravation* » et de ce qu'en l'espèce, la cour d'appel de Bruxelles a condamné le prévenu à payer la moitié du dommage de la victime, retenant l'excuse de provocation.

98821 (2003)

Tenant compte :

- qu'il n'apparaît pas du dossier que la requérante ait subi de graves atteintes au corps ou à la santé suite aux faits dont elle a été victime;
- de l'absence de frais médicaux;
- du comportement de la requérante dans la réalisation de son dommage conformément à l'article 33 § 1^{er}, 2 de la loi du 1^{er} août 1985;

la commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande de la requérante, non fondée.

99162 (2002)

Le 31 mai 1995, le 23 mars 1996 et le 5 juillet 1996, la requérante a été battue très sévèrement par son époux, le sieur Q. Ce sont les derniers faits, ayant nécessité son hospitalisation, qui motivent la demande d'aide de la requérante.

Par jugement du ... , passé en force de chose jugée, le Tribunal Correctionnel de Liège condamne :

le nommé Q à une seule peine de six mois d'emprisonnement avec sursis pendant trois ans pour le surplus de la peine déjà effectuée et à payer à la requérante, qui s'était constituée partie civile, la somme provisionnelle de 1 F (0.02 €). Le Dr LONGREE est désigné comme expert ;

la requérante, X à une peine de deux mois d'emprisonnement pour coups et blessures volontaires à l'égard de son mari, le nommé Q (le 23/03/96).

...

Tenant compte d'autre part

- du comportement de la requérante, tel que souligné au dossier répressif et dans la décision judiciaire, en vertu de l'article 33 §1^{er} de la loi du 01/08/1985 ;

MM127 (2002)

Uit de stukken blijkt dat de verzoeker betrokken was in een vechtpartij, waarbij hem slagen en verwondingen toegebracht werden. Uit de

verklaringen van verzoeker blijkt dat hij door de heer D gevolgd werd tot op het autokerkhof van de heer C. De heer D begon te roepen en daagde de verzoeker uit om met hem te vechten. Hij sloeg naar de verzoeker, die zich weerde waardoor D een aantal keren tussen de autowrakken belandde. De vader en broer van de verzoeker probeerden D te kalmeren doch slaagden hier niet in. Uiteindelijk greep D een spade waarmee hij op de linkerarm van de verzoeker sloeg. Vervolgens nam D de vlucht.

D verklaarde hierover aan de politie dat hij door de familie X aangevallen werd en vreesde voor zijn leven. Hij heeft de heer C geroepen om de politie te bellen. De vechtpartij is even gestopt en hij heeft dan een spade genomen waarmee hij in het wilde heeft geslagen.

Bij vonnis .. van de Correctionele rechtbank werd D bij verstek wegens opzettelijke slagen en verwondingen veroordeeld tot een gevangenisstraf van tien maanden en een geldboete van 200 frank. Bij hetzelfde vonnis werd hij veroordeeld om aan de burgerlijke partij 200.000 frank te betalen meer de interesten.

Ten opzichte van de verzoeker werd wegens opzettelijke slagen en verwondingen aan D bij hetzelfde vonnis op tegenspraak de opschoring van de uitspraak van de veroordeling gedurende een termijn van drie jaar gelast.

...

De commissie oordeelt dat in onderhavig dossier, gelet op het hoger vermeld vonnis van 24 december 1999, rekening dient gehouden te worden met artikel 33 § 1, 2 dat bepaalt dat de commissie onder meer rekening houdt met het gedrag van de verzoeker.

MM258 (2003)

Tenant compte:

de ce que la commission estime surabondamment, que le requérant n'est pas totalement étranger à la survenance de son dommage;

M1073 (2003)

En date du ..., à ..., le requérant se rend chez la dénommée C dont il est séparé depuis 4 mois ; il souhaitait récupérer du matériel (TV,...) pour lequel il n'a pas de factures. Avant de s'y rendre, il avait bu environ 6 verres de vin blanc, 2 comprimés de valium et 1 de prozac. C refuse de le laisser entrer.

Le requérant a alors soulevé le volet de la fenêtre et, avec le poing, a cassé la vitre de cette fenêtre. Il escaladait le rebord de la fenêtre quand le dénommé L, beau-fils de C, arrive et lui demande de descendre. Devant son refus, il l'a empoigné et asséné deux coups de poing au visage.

Le requérant est resté assis jusqu'à l'arrivée des gendarmes que C avait appelés.

Par jugement, coulé en force de chose jugée, du ... 2000, le Tribunal Correctionnel condamne le prévenu à une peine de 2 ans avec sursis de 3 ans. Statuant sur la demande de la partie civile, le jugement condamne le prévenu à payer la somme provisionnelle de 544.408 BEF.

...

Dans son rapport du 04 octobre 2002, l'expert médico-légal conclut

- ITT du 27 mars 1995 au 04 mai 1995 : 100%
- ITP du 05 mai 1995 au 31 mai 1995 : 30%
- ITP du 01 juin 1995 au 29 février 1996 : 15%

Avec consolidation du cas, le 01 mars 1996 avec une IPP de 9 %

...

Tenant compte,

- de ce que la victime est la cause de son propre dommage ;
- des aveux de celle-ci dans le PV du 27 mars 1995 acté par la gendarmerie ;

la commission estime la demande non fondée.

M1247 (2003)

Tenant compte d'autre part,

- de ce que le jugement précise que « compte tenu de l'excuse de provocation reconnue (...) au prévenu, et des circonstances de la cause, il y lieu de délaisser à la victime 15 % des frais de son dommage » ;

la commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide.

M1446 (2003)

Bij vonnis van de Correctionele rechtbank werd de verzoeker veroordeeld tot een gevangenisstraf van twee maanden en een geldboete en werd L veroordeeld tot een gevangenisstraf van zes maanden en een geldboete.

“Hoewel uit het strafrechtelijk verleden van beide beklaagden blijkt dat zij reeds in het verleden wegens geweldsdelicten werden veroordeeld, konden deze ernstige waarschuwingen hen er niet van weerhouden zich meer beheerst op te stellen teneinde elke vorm van conflict actief te vermijden. Het primair gedrag die zij in het huidig strafdossier hebben ten toon gespreid, kan door de rechtbank op geen enkele manier worden aanvaard.”

Op burgerlijk gebied werd L veroordeeld om aan de verzoeker volgende sommen te betalen: 4.122 frank meer de intresten voor medische kosten en een provisie van 50.000 frank voor schade T.A.O. en B.A.O. met dien verstaande dat de burgerlijke partij slechts gerechtigd zal zijn op _ van de opgelopen schade bij definitieve toewijzing. Tevens werd Dr. ... aangesteld als deskundige.

De rechtbank stelt hierover:

“Uit de gegevens van de strafinformatie blijkt dat [de verzoeker] de feiten heeft uitgelokt door ongevraagd de woning L binnen te treden en onmiddellijk een Boeddhabeeld en een cowboy-beeld naar L heeft geworpen waardoor deze gekwetst werd aan het been.

[De verzoeker] dient dan ook _ aansprakelijk te worden gesteld voor de eigen schade. “

Bij arrest van het Hof van beroep werd de verzoeker veroordeeld tot een gevangenisstraf van twee maanden en werd L bij verstek veroordeeld tot een gevangenisstraf van twaalf maanden en een geldboete. Bij arrest van hetzelfde Hof werd L op verzet veroordeeld tot dezelfde straf.

“Het Hof is van oordeel L een meer gestricte straf moet opleggen, gelet op de aard van het feit door hem gepleegd: hij heeft met een sierzaard op [de verzoeker] ingehakt, met zware lichamelijke gevolgen vandien. Zijn optreden stond buiten alle verhouding. De beweerde uitlokking, noch de beweerde fysische zwakheid tegenover het slachtoffer rechtvaardigen dergelijk uitzonderlijk geweld. L heeft bovendien al veroordelingen wegens slagen opgelopen. Zijn agressieve ingesteldheid vormt een gevaar voor de samenleving, zodat hij voor langere tijd uit de samenleving dient te worden verwijderd.”

...

De commissie oordeelt dat in het onderhavig dossier ook rekening dient gehouden te worden met artikel 33 § 1, 2 van de wet van 1 augustus 1985 dat bepaalt dat de commissie onder meer rekening houdt met het gedrag van de verzoeker, indien deze rechtstreeks of onrechtstreeks bijgedragen heeft tot het ontstaan van het nadeel of de toename ervan.

M1602 (2003)

Uit de stukken blijkt dat verzoeker op ... te B seksuele betrekkingen had met de 17-jarige I. Toen deze laatste zich tijdens het afwassen bedreigd voelde, verloor hij de controle over zichzelf en bracht hij zware slagen toe aan verzoeker.

...

Op burgerlijk gebied overwoog de rechbank *“dat het gedragpatroon van de burgerlijke partij afwijkt van hetgeen van een normaal voorzichtig en zorgvuldig persoon mag worden verwacht en dat er geen redenen zijn om de versie van beklaagde te betwijfelen inzoverre hij verklaarde dat hij werd vernederd en zich angstig voelde; dat het meelokken van jeugdige personen met louter sexuele*

bijbedoelingen overigens eveneens indruist tegen de maatschappelijke orde en jeugdbederf vormt; dat [de verzoeker], omwille van zijn foutief gedrag, voor de helft mede-aansprakelijk is voor de schade en derhalve slechts recht heeft op vergoeding van de helft." Aan verzoeker werd een provisioneel bedrag van 41.871 frank toegekend. Tevens werd Dr. K. als deskundige aangesteld.

...

Rekening houdend met de specifieke situatie waarin de feiten zich hebben voorgedaan alsmede met het meer dan modaal inkomen van verzoeker, meent de commissie dat aan verzoeker voor de morele schade, de medische kosten en de procedurekosten een hulp kan worden toegekend zoals hierna bepaald.

M2063 (2003)

De commissie dient verder na te gaan in welke mate het lichamelijk letsel of nadeel voor de gezondheid van een verzoeker "ernstig" is geweest (art. 31 van de wet).

Rekening houdend met de principes van de wet en in acht genomen de gekende feitelijke gegevens van de zaak, meer bepaald wat de geleden schade betreft: zo worden noch ernstige kwetsuren noch bijhorende dure medische behandelingen aangetoond, oordeelt de commissie dat er geen afdoende gronden zijn om te stellen dat de verzoeker een "ernstig" lichamelijk letsel of nadeel voor zijn gezondheid heeft geleden.

Artikel 33 § 1 van de wet van 1 augustus 1985 draagt de commissie daarenboven uitdrukkelijk op bij het waarderen van het bedrag van de hulp onder meer rekening te houden met "het gedrag van de verzoeker indien deze rechtstreeks of onrechtstreeks bijgedragen heeft tot het ontstaan van het nadeel of de toename ervan." Welnu, zoals hiervoor reeds aangehaald blijkt uit het strafdossier dat de verzoeker ook veroordeeld werd wegens het toebrengen van slagen.

Hiermee rekening houdend, en de andere elementen van het dossier mee in ogenschouw nemend, dient het verzoek als ongegrond afgewezen te worden.

M2177 (2003)

Tenant compte d'une part,

- du préjudice moral ;
- des souffrances physiques et psychiques ;

Tenant compte d'autre part,

- de ce que l'auteur a indemnisé en partie la victime pour un montant de 991,60 € ;
- de ce que les intérêts ne sont pas indemnisés par l'Etat dans la mesure où la loi de 1^{er} août 1985 ne les retient pas dans la liste limitative du préjudice pour lequel une aide peut être octroyée, fixée à l'article 32 ;
- de ce que la commission n'est par ailleurs pas tenue d'assurer le paiement des dommages et intérêts fixés au civil ;
- de l'absence de justificatifs de frais médicaux ;
- de la nature des activités de la requérante sises Rue d'Aerschot, notoirement connue pour héberger des lieux susceptibles de voir s'y produire ce type de comportement,

la commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide principale de 1.000 €.

M2291 (2004)

Tenant compte d'une part : ...

et d'autre part :

- de ce que les faits n'ont pas entraîné de perte ou de diminution de revenus dans le chef du requérant ;
- de l'article 33 § 1^{er} qui dispose que la commission peut prendre en considération le comportement du requérant lorsque celui-ci a contribué directement ou indirectement à la réalisation de son dommage ou à son aggravation et de ce qu'en l'espèce, le tribunal a retenu la provocation dans le chef du requérant et l'a condamné à supporter 1/3 de son dommage.

M2329 (2004)

A Bruxelles, le ..., le requérant et le nommé B quittent le restaurant où ils travaillent. L'auteur des faits assène un coup de couteau au requérant après que celui-ci lui ait porté des coups. Selon l'auteur des faits, Monsieur F l'aurait menacé de représailles après la dispute qu'ils avaient eue dans la cuisine en lui répétant « attends quant on sort dehors », ce qui lui aurait fait peur, raison pour laquelle il aurait pris un couteau dans la cuisine dans l'intention de l'utiliser si Monsieur F lui cherchait misère à l'extérieur du restaurant.

...

Par arrêt du ... 2004, la Cour du travail de Mons dit que les faits du ... 1997 constituent un accident sur le chemin du travail et que la S.A. AXA BELGIUM doit prendre en charge l'indemnisation des suites de cet accident. La cour motive sa décision en précisant que « *s'il peut être logiquement considéré que l'appelant (la victime) a commis une faute grave ou un acte contraire à la loi en portant des coups à Mr. B, et en provoquant de cette façon une rixe, par contre, il est certain qu'il n'a pas voulu l'accident en lui-même, à savoir le coup de couteau qui lui fut porté alors qu'il tentait de s'enfuir et qui entraîna de graves lésions* ».

...

du fait que la commission, sur base de l'article 33 § 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1985, estime que le comportement du requérant, même s'il ne constitue pas une provocation au sens pénal ni une faute intentionnelle, est de nature à contribuer à la réalisation du dommage qu'il a subi ;

M3471 (2004)

Verzoeker werd op zijn beurt veroordeeld tot een hoofdgevangenisstraf van 2 maanden effectief voor “*opzettelijke verwondingen of slagen te hebben toegebracht aan V*”.

...

Het hof oordeelde dat verzoeker een fout beging die in noodzakelijk oorzakelijk verband stond met de schade die hij uiteindelijk onderging:

“*Immers uit de verklaring van getuige W blijkt dat hij de beklaagde, toen deze het café verliet, tezamen met twee andere personen, begon te trekken, duwen en schoppen. De getuige voegde eraan toe dat [de verzoeker] de beklaagde aanviel en voortdurend poogde de beklaagde*

met de vuist te slaan en te schoppen. Uit de verklaring van F blijkt trouwens dat [de verzoeker] en D naar de beklaagde toegingen, waardoor er een discussie ontstond en er uiteindelijk slagen vielen. [De verzoeker] werd trouwens door de eerste rechter veroordeeld hoofdens slagen toegebracht aan de beklaagde.

Gelet op deze vaststellingen is het Hof de mening toegedaan dat het slachtoffer (op burgerlijk gebied) zelf voor de helft van de door hem opgelopen schade verantwoordelijk is en dient in te staan.”

...

Artikel 33 § 1 van de wet van 1 augustus 1985 draagt de commissie uitdrukkelijk op bij het waarderen van het bedrag van de hulp onder meer rekening te houden met « het gedrag van de verzoeker indien deze rechtstreeks of onrechtstreeks bijgedragen heeft tot het ontstaan van het nadeel of de toename ervan ». Welnu, zoals hiervoor reeds aangehaald blijkt uit het dossier dat de verzoeker ook veroordeeld werd voor het toebrengen van opzettelijke slagen of verwondingen aan de dader. Hiermee rekening houdend, en ...

appréciation par la commission / comportement de la personne décédée

M1037 (2003)

Attendu que si le tribunal correctionnel n'a estimé devoir ni retenir l'excuse de la légitime défense dans le chef de l'auteur, ni la provocation, il n'en reste pas moins que l'attitude d'A, lequel était porteur d'un couteau sur la voie publique et s'en est servi pour porter un coup à M est éminemment critiquable et est incontestablement la cause de son propre dommage;

qu'il a été fait état en terme de plaidoirie devant la commission d'une bagarre entre deux bandes rivales

que la commission n'estime, dès lors, pas pouvoir accorder une aide

[Tous les proches de la victime décédée ont introduit une requête. Dans les dossiers M1040, M1042 et M1044 un recours devant le Conseil d'Etat a été introduit.]

JU 54 la relation entre le requérant et l'auteur

M3167 (2004)

De commissie is van oordeel dat het gevraagde kan worden toegekend, uiteraard onder aftrok van hetgeen reeds ontvangen werd via de verzekeringen, nu de feiten voor het slachtoffer bijzonder pijnlijk moeten zijn geweest. Niet alleen was zij zwanger op het ogenblik van de feiten maar bovendien werd zij door eigen familieleden zeer hardhandig aangepakt, wat toch een bijkomende morele schade verantwoordt.

CHAPITRE QUANT 3 . AUX SEUILS D'INDEMNISATION PREVUS PAR LA LOI

L'aide ne peut pas dépasser les seuils d'indemnisation prévus par la loi.

A. L'aide d'urgence ne peut être demandée qu'une seule fois et son montant ne peut être supérieur à € 7.500 (JU 55).

Cette disposition a été modifiée en 2004 : l'aide d'urgence peut être demandée plusieurs fois et est limitée à un montant de € 15.000 (¹¹).

B. Le montant de l'aide est limité, par cas et par personne lésée, au montant du dommage excédant € 375 (JU 56). En 2004 le seuil a été augmenté jusqu'à € 500.

¹¹ Dans certains cas, la recherche du ou des auteurs et la détermination des responsabilités peuvent demander un délai assez long.

Mais les dommages entraînent parfois des frais à ce point élevés que la victime n'a pas la possibilité d'assumer les dépenses avant que n'intervienne l'indemnisation via les auteurs de l'infraction.

Dans ce cas, il peut être accordé une aide d'urgence, l'État étant évidemment subrogé aux droits de la victime contre l'auteur de l'infraction à concurrence du montant de cette aide.

Le montant maximum actuel fixé dans le projet est de 7 500 euros (environ 300 000 francs).

Or, il y a des cas véritablement dramatiques où la victime ne peut assumer les frais nécessités par son état avec une aide d'urgence d'un aussi faible montant. Nous songeons par exemple à des personnes partiellement ou totalement paralysées à cause d'une agression.

C'est la raison pour laquelle il est proposé de doubler le plafond de l'aide d'urgence et de la fixer à 15 000 euros (environ 600 000 francs).

Il ne s'agit évidemment que d'un maximum mais il permettra de répondre plus facilement à des situations de détresse. (amendement n° 1 de M. Monfils, Sénat, 1325/2).

C. Le montant de l'aide principale ne peut pas être supérieur à € 62.000 (JU 57).

D. Dans le cas où le requérant a déjà reçu une aide d'urgence, il convient de déduire le montant perçu à titre d'aide d'urgence de l'aide principale. (JU 58).

E. La commission peut, quant elle alloue une aide, y ajouter des modalités dans l'intérêt de la victime. On pense ici aux mesures pour la protection des enfants mineurs et à des mesures plus particulières (JU 59).

F. L'article 37 de la loi prévoit que le complément d'aide ne peut pas être supérieur à € 62.000, diminué de la somme allouée au requérant par la commission à titre d'aide principale

Jurisprudence :

JU 55 seuil de € 15.000

M2440 (2004)

Dokter B verklaarde dat verzoeker op 7 maart 2002 opgenomen werd met zware hersen- en schedelletsels. Na dat het slachtoffer uit coma ontwaakte bleef er een gestoord informatieverwerkingsproces en beschikte hij niet over een normaal functioneren van zijn hersenen. De prognose lijkt goed met een niet in te schatten revalidatie.

...

Een noodhulp kan, conform artikel 36, eerste lid van de wet van 1 augustus 1985, worden toegekend, indien elke vertraging bij de hulpverlening de verzoeker een aanzienlijk nadeel zou kunnen berokkenen. Wanneer de noodhulp gevraagd wordt voor gemaakte medische- en ziekenhuiskosten, dan wordt dringendheid verondersteld en wordt het reële bedrag van de kosten door de commissie in aanmerking genomen. In onderhavig geval heeft verzoeker facturen voor medische kosten neergelegd ten belope van € 8.690,17.

Ter zitting maakt de raadsman van verzoeker duidelijk dat de heer A nog steeds gehospitaliseerd is.

M3247 (2004)

En date du ..., à ..., le requérant va garer son véhicule dans son garage, lorsqu'il se fait rouer de coups par trois individus cagoulés qui lui réclament les clés de la voiture puis lui déversent de l'essence sur le corps et mettent le feu. Le requérant réussit à alerter sa compagne qui, le voyant arriver avec le bas du corps en feu, lui porte secours.

...

Tenant compte d'une part :

- des séquelles considérables que le requérant conserve suite aux faits, tels que précisés par les rapports médicaux et psychologiques joints au dossier ;
- des nombreux frais d'hospitalisation, médicaux, pharmaceutiques, de rééducation et de suivi psychologique dûment justifiés au dossier par le requérant;
- de l'importance pour le requérant de poursuivre le suivi médical tenant compte de son état de santé actuel et de pouvoir bénéficier d'un accompagnement thérapeutique;
- de la situation matérielle et financière précaire dans laquelle le requérant se trouve depuis les faits ;

JU 56 seuil de € 375 [€ 500 à partir du 1er janvier 2004]

- augmentation du seuil : seulement pour les nouvelles demandes
- également pour l'aide d'urgence
- erreurs et décision rectificative

augmentation du seuil : seulement pour les nouvelles demandes

99032 (2002)

Tenant compte,

- de ce que l'article 33 de la loi du 01/08/1985 précise que le montant de l'aide est limité au montant du dommage excédant

15.000 F. De ce que la somme de 2.500 F réclamée ne dépasse pas ce seuil ;

99153 (2002)

Plusieurs courriers sont adressés à la requérante (05/03/1999, 12/10/1999, 18/09/2000), l'invitant à compléter sa requête mais aucune réponse n'y est apportée.

La requérante fait état d'un préjudice matériel et sollicite une aide de la commission pour le poste du dommage résultant du vol de son sac à main, qu'elle évalue à environ 8.000 FB (198,31 €), montant inférieur à la limite légale précitée.

M1263 (2003)

Tenant compte,

- De ce que les frais médicaux supportés par le requérant et dûment justifiés pour un montant de 183,34 € n'atteignent pas le seuil prévu par l'article 33 §2 de la loi du 01 août 1985 à savoir 375 € ;
- De ce que l'urgence n'est pas justifiée ;
- De ce que la commission invite le requérant à introduire une requête pour l'obtention d'une aide principale dès que les conditions de recevabilité sont remplies

la commission déclare la demande non fondée.

M2164 (2004)

Tenant compte d'une part :

- des frais d'hospitalisation pour un montant de 62,12 €;
- de ce que dans le cas présent, le requérant précise que plusieurs personnes sont mêlées à cette affaire, que l'instruction est loin d'être terminée et que sa situation financière est très précaire.

et d'autre part,

- que l'article 36 de la loi du 01 août 1985 fixe le montant minimum : « L'aide d'urgence est octroyée par cas et par requérant pour un

dommage excédant 500 euros et est limitée à un montant de 15 000 euros » ;

- du fait que les autres postes du dommage (frais matériels, dommage moral, perte de revenu,...) peuvent être sollicités dans le cadre de l'aide principale que le requérant peut introduire devant la commission.

la commission déclare la demande d'aide urgente irrecevable et non fondée.

M2260 (2004)

Tenant compte d'une part:

- des frais médicaux dûment justifiés qui ont été exposés par le requérant à raison de 165, 16 €;
- des frais de remplacement de lunettes qui ont été à charge du requérant pour un montant de 196, 80 € ;

et d'autre part :

- de l'article 33 de la loi du 1^{er} août 1985 qui prévoit qu'une aide est octroyée pour un dommage excédant 500 € ;
- du fait que le requérant ne se trouve pas dans une situation financière précaire dans la mesure où il perçoit un salaire mensuel de 1.500 € ;

la commission estime que la demande d'aide d'urgence du requérant est non fondée et qu'elle s'inscrit davantage dans le cadre d'une demande d'aide principale que le requérant est invité à introduire le plus vite possible.

M2730 (2004)

Artikel 33 § 2 van de wet van 1 augustus 1985, vervangen door artikel 5 van de wet van 26 maart 2003 bepaalt: "*De hulp wordt per schadegeval en per verzoeker toegekend voor schade boven 500 euro..*".

Hoewel de commissie niet gebonden is door de beslissing op civielrechtelijk vlak, legt verzoeker ook geen stukken neer ter staving van het voor de commissie meergevorderde.

M3008 (2004)

Artikel 31, 1°, van de wet van 1 augustus 1985 bepaalt dat een financiële hulp kan toegekend worden aan “personen die ernstige lichamelijke of psychische schade ondervinden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad”. Enkel de schade die verband houdt met dit letsel komt in aanmerking. In het onderhavig dossier bestaat het door de rechbank toegekende bedrag (namelijk € 957,91) hoofdzakelijk uit een vergoeding voor voertuigschade (namelijk € 807,91), hetgeen op zich, voor de commissie, niet in aanmerking komt voor de toekenning van een hulp.

De lichamelijke letsen, waaromtrent geen medische stukken voorliggen, worden begroot op € 150. Dit is minder dan de minimumdrempel van € 500, die bepaald is in artikel 33, §2, van de wet van 1 augustus 1985. Om die reden meent de commissie dat het verzoek als ongegrond dient te worden afgewezen.

également pour l'aide d'urgence

M2782 (2004)

Volgens artikel 36 van de wet van 1 augustus 1985, zoals gewijzigd door de wet van 26 maart 2003, kan de commissie een noodhulp toekennen wanneer elke vertraging bij de toekenning van de hulp de verzoeker een ernstig nadeel kan berokkenen, gelet op zijn financiële situatie.

In geval van medische kosten en ziekenhuiskosten wordt de dringendheid altijd verondersteld en wordt het reële bedrag van de kosten door de commissie in aanmerking genomen, zonder toepassing van de beperking tot een bedrag van € 15.000.

De commissie dient te wijzen op artikel 33, § 2, van de wet van 1 augustus 1985, volgens welke bepaling de hulp wordt toegekend voor schade *boven* € 500.

...

Aangezien dit bedrag lager ligt dan de minimumdrempel van € 500, ziet de commissie zich genoodzaakt om het verzoek ongegrond te verklaren.

erreurs et décision rectificative

98793 (2003)

Op burgerrechtelijk gebied werd aan de burgerlijke partij C een hoofdbedrag van 15.000 frank toegekend.

...

Verklaart het verzoek ontvankelijk,

Kent aan de eerste verzoeker R een hulp toe van € 1.487 en aan mevrouw C een hulp toe van € 371.

B E S C H I K K I N G

Wij, ..., voorzitter van de Kamer,

Gelet op het verzoekschrift van 18 november 1998, ingediend op het secretariaat op 23 november 1998 door de heer R en mevrouw C, strekkende tot toekenning van een hulp voor schade hen toegebracht door het overlijden van hun broer, respectievelijk schoonbroer, de heer M, overlijden dat het gevolg was van een opzettelijke gewelddaad gepleegd op ...;

Gelet op de beslissing d.d. 21 januari 2003, uitgesproken door de Derde Kamer;

Gelet op het Koninklijk besluit van 18 december 1986 betreffende de commissie voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddadigen, inzonderheid artikel 36;

Gelet op artikel 33 § 2, zoals gewijzigd door de reglementering inzake de invoering van de euro in de regelgeving inzake justitie, luidens welke bepaling de vergoeding van de hulp per schadegeval en per benadeelde persoon beperkt is tot het bedrag van de schade boven € 375;

Aangezien er aanleiding toe is om in de voormelde beslissing d.d. 21 januari 2003 een klarblijkelijke onnauwkeurigheid te doen herstellen;

OP DIE GRONDEN,

Bevelen wij dat in het beschikkend gedeelte van de beslissing d.d. 21 januari 2003, het bedrag “€ 371” wordt vervangen door “€ 375”.

JU 57 montant maximal de € 62.000

Hierna worden bij wijze van illustratie enkele gevallen opgesomd waarin de commissie het maximum uitkeerde.

400 (2003)

Vu le dossier de la procédure et notamment :

- la décision rendue par la commission le 25/3/1996 par laquelle elle alloue au requérant une aide principale de 1.800.000 F, une aide provisionnelle de 200.000 F lui ayant déjà été accordée par décision du 23/12/1993;
- la requête introduite le 30/10/1997 par laquelle le requérant sollicite un complément d'aide d'un montant de 500.000 F (12.394, 67 €) du chef d'un acte intentionnel de violence subi en date du 31/1/1992;

...

la commission estime qu'il y a bien une aggravation du dommage du requérant au sens de l'article 37 de la loi du 1/8/1985 et qu'il lieu de faire droit à sa demande et de lui accorder une aide, fixée ex aequo et bono, à la somme de 12.394, 67 € dont aucun montant n'est alloué à titre de perte de revenu.

97159 (2002)

Le 19 mars 1995, Monsieur X tire à deux reprises sur le requérant avec un fusil de chasse, estimant que le requérant, son beau-père, était responsable de sa séparation et cherchant à se venger de problèmes antérieurs.

...

Tenant compte d'une part,

- de l'invalidité permanente fixée à 75% par l'expert médical ;
- de la gravité des faits du préjudice ;
- de la durée des incapacités temporaires.

Tenant compte d'autre part,

- que la victime n'a pas subi de perte de revenus suite aux faits ;

la commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide principale de 62.000 € dont aucune part n'est attribuée au titre de remplacement de revenu.

98713 (2004)

Dans la nuit du ..., le requérant se trouvait au réfectoire de son lieu de travail avec des collègues lorsque plusieurs hommes armés ont fait irruption dans la salle. Les collègues du requérant ont été enfermés dans les toilettes tandis que le requérant qui était le responsable, a été menacé d'un couteau et d'une carabine et frappé par les malfaiteurs qui souhaitaient obtenir les clés du coffre.

...

Tenant compte d'une part,

- de l'invalidité permanente de 35% que le requérant conserve suite à l'agression qu'il a subie ;
- de la durée des incapacités temporaires ;
- des frais médicaux dûment justifiés qui ont déjà été supportés par le requérant ainsi que des frais médicaux à venir;
- de ce que suite aux faits, le requérant a perdu son emploi ;

et d'autre part,

- du fait que le requérant a déjà obtenu de la commission, une aide d'urgence de 7.500 € ;
- du principe de subsidiarité de l'aide consacré à l'article 31 bis, 5° de la loi du 1er août 1985 et de ce qu'en l'espèce, les faits ont été reconnus comme accident de travail et qu'il y a eu une intervention partielle de l'assureur loi de l'employeur du requérant ;

la commission estime qu'il y a lieu d'accorder au requérant une aide principale fixée, ex æquo et bono, à la somme de 54.500 €

99430 (2003)

Verzoekster werd op ... 1999 te X overvalLEN toen zij zich 's avonds met de fiets naar huis begaf. Hierbij werd zij door drie mannen die

per auto waren beroofd van haar rugzak. Zij werd van haar fiets gesleurd en verloor het bewustzijn.

...

Het verslag van de Gerechtelijk-geneeskundige Dienst verwijst naar het medisch verslag van Dokter P. Claes waaruit blijkt dat verzoekster sedert de overval nog tal van lichamelijke klachten vertoont: vertigo, gehoorsvermindering en hoofdpijn. Verder vertoont zij posttraumatische stressstoornis met slaapmoeilijkheden, depressiviteit en beperking van sociale contacten. Verdere psychotherapeutische begeleiding is wenselijk.

De Gerechtelijk-geneeskundige Dienst besluit in zijn verslag tot een blijvende invaliditeit van 43 %.

...

Rekening houdend met enerzijds het matige inkomen van de verzoekster, de traumatische ervaring van het gebeuren, maar vooral de blijvende invaliditeit van 43 % is de commissie van oordeel dat het maximum bedrag aan hulp, meer bepaald € 62.000, dient te worden toegekend.

99686 (2004)

En date du ..., la requérante a été victime de viol, de graves sévices et de tortures sexuelles commises par son mari.

En date du ..., alors que la requérante est toujours hospitalisée dans un état critique, le nommé ... viole et tue leur fille aînée.

...

Tenant compte :

- du préjudice moral manifeste qu'a subi la requérante suite aux faits d'une extrême gravité dont la requérante a été victime ;
- du taux d'invalidité permanente particulièrement élevé (70%) que la requérante conserve suite à l'agression qu'elle a subie;
- du taux très élevé et de la longue durée des incapacités temporaires ;
- du préjudice esthétique de 4/7 tel que fixé par l'expert de l'OML ;
- de l'insolvabilité totale de l'auteur des faits ;

- de la situation financière peu aisée de la requérante qui ne bénéficie que d'indemnités de la mutuelle et qui a trois enfants à charge ;

la commission estime qu'il y a lieu d'accorder à la requérante, une aide principale, fixée ex æquo et bono, à la somme de 62.000 €.

MM020 (2002)

Tenant compte d'une part :

- de la violence de l'agression ;
- des séquelles très importantes que le requérant conserve suite aux faits ;
- du taux d'invalidité permanente de 80 % établi par l'expert Dr BONGARTS, suite aux faits ;
- des conséquences des faits sur la situation familiale et professionnelle du requérant ;
- du dommage moral important qui en résulte pour le requérant ;
- des frais médicaux, de traitement logopédique et d'expertise dûment justifiés par le requérant ;

et d'autre part :

- du montant de l'aide urgente octroyée au requérant en date du 26/01/2001 ;
- de ce que le montant maximal de l'aide principale pouvant être octroyée par la commission est fixé légalement à 62.000 € ;
- de ce que les intérêts et le préjudice ménager ne font pas partie de la liste limitative des postes du dommage fixée à l'article 32 de la loi du 01/08/1985.

la commission, statuant ex-aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide de 59521€ , dont aucun montant n'est retenu à titre de remplacement de revenu.

MM182 (2002)

In haar arrest d.d. ... bevestigde het Arbeidshof te Gent het vonnis van de Arbeidsrechtsbank te Brugge. Hiermee werd de

arbeidsongevallenverzekeraar Assubel veroordeeld tot betaling aan verzoeker van de wettelijke vergoedingen op basis van een definitieve arbeidsongeschiktheid van 70 % vanaf de consolidatiedatum.

...

Rekening houdend met alle omstandigheden van de zaak (de ernst van de feiten en de gevolgen ervan voor verzoeker, inzonderheid op psychisch vlak; de door de deskundige weerhouden blijvende arbeidsongeschiktheid van 70 %, zoals bevestigd door het Arbeidshof te Gent), meent de commissie dat aan verzoeker in billijkheid een hulp kan worden toegekend van € 61.973, waarvan € 22.930 belastbaar.

MM336 (2002)

Le 12 mars 1994, à ..., après s'être croisés à la buvette du stade de football, une altercation éclate avec les nommés L, S et P. Le requérant qui se serait dirigé vers ces derniers aurait été violemment repoussé et aurait reçu plusieurs coups violents à l'aide d'un objet contondant.

...

Tenant compte d'une part :

- de la violence de l'agression et des séquelles considérables que le requérant conserve suite aux faits ;
- du taux élevé d'invalidité permanente fixé à 50 % par l'expert médical de l'OML, avec retentissement équivalent sur la capacité de gain;
- des très longues périodes d'incapacités temporaires totales et partielles au taux supérieur à 50 % ;
- du dommage moral important;
- du préjudice esthétique constaté par l'expert;
- des frais d'ambulance, hospitalisation et de soins médicaux justifiés au dossier par le requérant ;
- du suivi médical que requiert toujours actuellement l'état de santé du requérant ;

et d'autre part :

- de l'absence d'activité professionnelle dans le chef du requérant ;

- du plafond légal fixé au montant de 62.000 € pour une aide principale ;

MM462 (2002)

Tussen 1 januari 1987 en 4 augustus 1989 werd verzoekster seksueel misbruikt door haar stiefvader, de heer F (aanranding van de eerbaarheid en verkrachting), en haar moeder, mevrouw H (aanranding van de eerbaarheid).

...

De commissie is van oordeel dat het door de verzoekster opgelopen trauma van dien aard is dat de vordering, hoe zij ook zou gelibelleerd worden, het maximumbedrag van 2.500.000 frank zou overschrijden, zodat naar billijkheid deze som kan worden toegekend. Hierbij wordt zeker ook rekening gehouden met haar eigen financiële toestand.

Van het maximumbedrag moet echter worden afgetrokken de som van 63.000 frank, zoals ter zitting werd verklaard als zijn ontvangen vanwege de veroordeelde dader.

Aldus kan een bedrag van € 60.412 worden toegekend.

MM508 (2003)

Il ressort du rapport du Dr PRIGNON, expert judiciaire, que :

- les incapacités temporaires sont les suivantes :
 - ITT 100 % du 11/08/1996 au 31/01/1997 ;
 - ITP 50 % du 01/02/1997 au 31/12/1997 ;
 - ITP 40 % du 01/01/1998 au 31/03/2000 ;
- la consolidation est acquise le 01/04/2000 avec IPP de 35 % dont 20 % ont une répercussion économique ;
- le préjudice esthétique est de 3/7 jusqu'à la mise en place de la prothèse définitive, puis 1/7 de façon définitive ;
- il faut prévoir les frais de renouvellement de prothèse tous les six ans et les frais de repolissage tous les 2 ans.

Il résulte du rapport de l'Office médico-légal, daté du 04/11/2002 :

- qu'il y a lieu de retenir un syndrome de stress post-commotionnel temporaire dégressif durant 4 ans depuis le moment de l'agression ;
- que la perte de l'œil et le préjudice esthétique doivent être évalués à 35 % d'incapacité avec répercussion économique ;
- que les incapacités temporaires et la date de consolidation sont prévues par le Dr Prignon ;
- qu'il y a lieu de formuler des réserves pour les frais de soins quotidiens, les interventions possibles sur l'œil droit suite à l'intervention sur les paupières droites et les interventions sur l'œil gauche qui pourrait être enlevé complètement et remplacé par une prothèse renouvelable ;
- que l'IPP est fixée à 40 % pour perte de l'œil gauche avec préjudice esthétique.

...

Tenant compte:

- des circonstances dramatiques de l'agression;
- de l'impact considérable des faits sur l'état de santé et la vie sociale, affective et professionnelle de la requérante ;
- du dommage moral particulièrement important;
- des souffrances physiques et psychiques ;
- de la longueur des incapacités temporaires au taux élevé et des très nombreuses opérations subies par la requérante suite aux faits;
- de l'invalidité permanente fixée par l'expert de l'OML à 40 % et de sa répercussion sur la carrière professionnelle de la requérante qui a perdu son emploi suite aux faits et est actuellement à nouveau sans emploi;
- du préjudice esthétique retenu par l'expert ;
- des frais médicaux, d'hospitalisation et pharmaceutiques dûment justifiés par la requérante, pour lesquels l'assurance de la requérante n'est intervenue que dans une part réduite;
- des frais d'expertise justifiés au dossier ;
- des frais de renouvellement de prothèse, tels que soulignés par le rapport d'expertise;

- de la nécessité pour la requérante d'être aidée dans les difficultés rencontrées et d'être soutenue dans sa volonté de retrouver un certain équilibre personnel et professionnel ;
- de l'absence de tout paiement de la part de l'auteur ;

la commission estime devoir faire droit à la demande et accorder à la requérante une aide de 62.000,00 €, dont 25.000,00 € sont retenus à titre de remplacement de revenu

MM540 (2002)

In zijn verslag d.d. 28 mei 2001 komt de door de rechtbank aangestelde deskundige Dr. J.J. De Laey tot de volgende bevindingen:

"Alhoewel er nog een mogelijke ooglidcorrectie links moet voorzien worden, kan nu al gesteld worden dat de blijvende invaliditeit ten gevolge van de agressie als volgt zal moeten bepaald worden:

- enucleatie met partiële destructie van de orbita: 40 %, tevens rekening houdend met de partiële ptosis, die zelfs na de 2de correctie zal blijven bestaan;
- linker ulnaropathologie: 45 %;

dus in totaal 45 % blijvende invaliditeit.

Daarbij moet eveneens een esthetische schade toegekend worden van 4 op een schaal van 1 tot 7. Rekening houdend met het advies van Professor Crevits kunnen de neurologische sequellen geconsolideerd worden op 5 februari 2001 en dient hiervoor geen verder voorbehoud gemaakt te worden.

Op oogheelkundig vlak zal de consolidatie afhankelijk zijn van een eventuele nieuwe ooglidoperatie. De consolidatie zal dan pas kunnen ingaan 6 maanden na deze ingreep. Indien besloten wordt deze ingreep niet uit te voeren, kan de consolidatie op oogheelkundig vlak bepaald worden op datum van 5 februari 2001.

Er moet eveneens een kapitaalprothese voorzien worden voor de vervanging van het kunstoog om de vijf jaar. De vreemde voorwerpen, die nog aanwezig zijn in de linker orbita, zouden slechts moeten

verwijderd worden indien zij aanleiding geven tot lokale reactie, hetgeen onwaarschijnlijk is.”

...

Rekening houdend met de zwaarwichtigheid van de feiten en de zeer ernstige en blijvende gevolgen ervan, meent de commissie aan verzoeker het wettelijk voorziene maximale hulpbedrag te moeten toekennen.

MM543 (2003)

Tenant compte d'une part :

- des conditions odieuses du décès de l'épouse du requérant;
- du dommage moral qu'a subi le requérant, sa femme et lui étant un jeune ménage;
- des frais funéraires qui ont été supportés par le requérant;
- de ce que suite au décès de son épouse, le requérant a subi une perte d'aliments dans la mesure où la victime avait des revenus nettement supérieurs aux siens ainsi que cela ressort des avertissements-extraits de rôle communiqués par le requérant;

et d'autre part :

- du principe de subsidiarité de l'aide consacré à l'article 31 § 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1985 et de ce qu'en l'espèce, le requérant a perçu divers montants d'assurance;

la commission estime qu'il y a lieu de faire droit à la demande du requérant et lui accorder une aide de 62.000 € dont aucun montant n'est alloué à titre de perte de revenus.

MM551 (2002)

Vu le dossier de la procédure et notamment :

- la décision rendue par la commission le 13/11/1992 par laquelle elle alloue à la requérante une aide de 2.000.000 F ;
- la requête introduite le 4/9/2000 par laquelle le conseil de la requérante sollicite une aide d'un montant de 1.100.000 F du chef

d'un acte intentionnel de violence subi par son mari en date du 27/9/1985;

...

la commission estime qu'il y a lieu d'accorder à la requérante, une aide fixée ex æquo et bono, à la somme de 12.395 €.

MM729 (2002)

Als gevolg van de gewelddaad is X sedert 1 maart 1999 volledig blind.

...

Rekening houdend met de zwaarwichtigheid van de feiten en de zeer ernstige en blijvende gevolgen ervan, meent de commissie aan verzoeker het wettelijk voorziene maximale hulpbedrag te moeten toeekennen. Van dit bedrag dient evenwel de vroeger toegekende noodhulp van 300.000 frank te worden afgetrokken.

M1137 (2002)

De commissie is van oordeel dat aan de verzoekster het maximumbedrag van € 62.000 moet worden toegekend als billijke hulp teneinde een deel van de door haar opgelopen schade te compenseren. Het lijdt voor de commissie immers geen twijfel dat er zeer zware trauma's zijn overgebleven als gevolg van de opzettelijke gewelddaden die op haar persoon zijn gepleegd en die, zoals uit het deskundig verslag blijkt een blijvende arbeidsongeschiktheid van 70 % hebben opgeleverd en een esthetische schade van 2 op de schaal van 7.

M1169 (2003)

Tenant compte d'une part,

- du taux d'incapacité à 60% non consolidable ;
- du préjudice moral, de l'angoisse latente et de la dépression majeure persistante chez la requérante ne permettant pas d'entrevoir une consolidation à moyen terme ;
- des frais de pharmacie, hospitalisation et honoraires médicaux dûment justifiés ;
- des frais matériels dûment justifiés ;
- des souffrances physiques et psychiques ;

- de la nécessité de poursuivre la guidance psychologique ;
- de la durée très longue des incapacités temporaires ;
- de l'impossibilité pour la requérante de reprendre un jour une activité professionnelle.

Tenant compte d'autre part,

- de ce que la requérante a perçu une aide d'urgence de 3.700 € ;

la commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide principale de 61.300 € dont aucune part n'est attribuée au titre de remplacement de revenu.

[une décision rectificative était nécessaire suite au dépassement du seuil]

...

Vu la requête de ...

Vu la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres, notamment en ses articles 31 et 34, § 4, alinéa 3,

Vu l'A.R. du 18 décembre 1986 relatif à la commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence, notamment en ses articles 12, 13, 14 et 17,

Vu la loi du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative, notamment en ses articles 17, 39, 40, 41 et 42,

Attendu qu'il échet, dans l'état actuel du dossier, de procéder à la rectification d'une erreur de plume dans la décision du 07 août 2003,

PAR CES MOTIFS,

Invitons les parties à conclure à considérer que la mention « la commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide principale de 61.300 € dont aucune part n'est attribuée au titre de remplacement de revenu » doit être remplacée par « la commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide principale de 58.300 € dont aucune part n'est attribuée au titre de remplacement de revenu ».

Disons que la présente ordonnance sera notifiée aux parties par le secrétariat de la commission.

M1200 (2002)

Tenant compte d'une part,

- de l'invalidité permanente fixée à 33% par l'expert médical ;
- du préjudice moral ;
- des frais médicaux dûment justifiés ;
- des frais d'expertise ;
- de la durée des incapacités temporaires ;

la commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide principale de 62.000 €.

M1237 (2002)

De commissie weerhoudt de gegevens van het medisch verslag waaruit blijkt dat er een zeer ernstige schade is, meer bepaald door de grote blijvende arbeidsongeschiktheid en de tijdelijke werkonthouding. Daarnaast dient ook rekening gehouden te worden met het zwaar moreel verlies dat door deze gewelddaad werd aangericht.

Zelfs wanneer de verzoeker gedeeltelijke recuperatie zou kunnen bekomen via de verkoop van het onroerend goed van de veroordeelde dader, dan nog zal, gezien het slechts gaat om een gedeeltelijke naakte eigendom, die onvoldoende zijn om onder het maximumbedrag van de vergoeding te komen. De commissie is dan ook van oordeel, rekening houdende met de inkomsten van de verzoeker en de zware gevolgen, dat het gevraagde bedrag van € 62.000 dient te worden toegekend in billijkheid.

M1286 (2003)

Uit de stukken blijkt dat verzoeker op ... 1995 omstreeks 04.00 uur in de morgen op straat door V, die stomdronken was een messteek werd toegebracht.

...
Bij vonnis van de Correctionele Rechtbank te ... werd V op strafrechtelijk gebied veroordeeld tot een gevangenisstraf van 2 jaar met uitstel met uitzondering van 6 maanden en een geldboete van 200 frank. Op burgerrechtelijk gebied werd hij veroordeeld om aan verzoeker 2.625.878 frank te betalen. V tekende hoger beroep aan. Bij arrest van 23 december 1999 werd het eerste vonnis bevestigd in al zijn beschikkingen.

Op 17 oktober 2000 werd een door V ingesteld Cassatieberoep verworpen.

...
Op basis van alle elementen van het dossier en in het bijzonder in acht genomen de jonge leeftijd van verzoeker die als gevolg van de blijvende arbeidsongeschiktheid vastgesteld op 12 % zijn ganse verdere actieve loopbaan hierdoor ernstig benadeeld zal blijven, is de commissie van oordeel in billijkheid de maximale hulp te moeten toekennen.

M1355 (2003)

Op ... was verzoeker het slachtoffer van een poging tot diefstal in zijn woning. In een poging de inbreker te vatten, ontstond een schermutseling waarbij verzoeker in de linkerarm met een mes werd gesneden. Toen hij in elkaar werd geslagen bezeerde hij fel zijn rug.

...
Verzoeker liep o.a. volgende letselsovereenkomsten op:

- een drietal messteken in zijn linkerbovenarm;
- zware slagen en kneuzingen, met trauma op de lumbosacrale wervelzuil.

Verzoeker werd meer dan 66 % arbeidsongeschikt verklaard door de Geneeskundige Raad voor Invaliditeit.

...
Verzoeker heeft gedurende 16 jaar als arbeider in een spaanderplaten-fabriek gewerkt. Hij werd door het RIZIV erkend als

invaliden en zal nooit meer enig beroep kunnen uitoefenen op de algemene arbeidsmarkt.

...

De commissie is van oordeel dat de door de verzoeker geleden materiële en morele schade van dien aard zijn dat, in acht genomen het eigen inkomen van het slachtoffer en op grond van billijkheid, de gevraagde som van € 62.000 kan worden toegekend.

Dit bedrag moet echter worden opgesplitst in:

€ 7.850,92 medische kosten;

€ 20.000 morele vergoeding;

het saldo wordt beschouwd als tegemoetkoming voor mindere inkomsten.

M1366 (2002)

De commissie is overtuigd van de zware gevolgen die de verzoekster heeft gekend als gevolg van de gruwelijke wijze waarop haar echtgenoot werd vermoord.

Uit de stukken blijkt dat de verzoekster financieel afhankelijk was van haar echtgenoot zodat een deel van de vergoeding als vergoeding inkomstenverlies moet worden aanzien. De door de verzoekster gevorderde begrafeniskosten gaan het maximumbedrag te boven zodat dit moet worden verminderd. Voor het overige kunnen de gevorderde bedragen tot aan het maximunbedrag van € 62.000 worden toegekend.

De commissie kent dan ook toe het maximale en gevorderde bedrag van € 62.000 waarvan € 2.000 voor begrafeniskosten, € 18.592 morele schadevergoeding en het saldo van € 41. 408 als billijke vergoeding voor het inkomstenverlies.

M1388 (2003)

Uit de stukken blijkt dat verzoeker op ..., bij het verlaten van een herberg, zonder enige aanleiding ("per vergissing"), met een ijzeren staaf langs achteren op het hoofd werd geslagen door de genaamde X. Deze laatste was stomdronken.

...
Ingevolge de gewelddaad liep verzoeker een open schedelbreuk op. Hij onderging hiervoor een heelkundige ingreep en bleef gehospitaliseerd tot en met 2000.

Sinds het najaar van 2000 is verzoeker in behandeling bij Dr. Monté, psychiater, wegens concentratiestoornissen en agressief gedrag.

Bij bevelschrift van 2 oktober 2001 werd verzoeker onderworpen aan een medisch onderzoek door de Gerechtelijk-geneeskundige dienst (G.G.D.).

Uit het verslag van de G.G.D. d.d. 4 april 2002, neergelegd op het secretariaat van de commissie op 13 mei 2002, blijkt dat verzoeker volgende klachten heeft:

- cognitieve stoornissen (concentratiestoornissen, irritabiliteit, moeizame communicatie), gepaard gaande met stemmingsdalingen;
- hoofdpijn;
- stoornissen bij spreken, lezen en schrijven;
- vermoeden van posttraumatische epileptische insulten.

...
Er is consolidatie op 31 augustus 2000, met een blijvende invaliditeit van 59 %.

De gevolgen van de invaliditeit op de kansen van betrokkene op de arbeidsmarkt zijn zeer groot.

De economische arbeidsongeschiktheid wordt geschat op 90 %.

...
De commissie onderkent het enorme leed dat het slachtoffer als gevolg van zinloos geweld heeft ondergaan. Rekening houdend met het verslag van de Gerechtelijk- geneeskundige dienst, waaruit de ernstige gevolgen van de gewelddaad blijken, de financiële situatie van verzoeker en de werkelijke schade die het door de wet maximaal voorziene bedrag van € 62.000 ruim overschrijdt, is de commissie van oordeel te moeten ingaan op het verzoek tot toekenning van de maximale hulp.

M1396 (2003)

Rekening houdend met de zeer ernstige schade die aan verzoekster zowel op moreel als op materieel vlak (cf. de hoge graad van blijvende arbeidsongeschiktheid [40%]) werd toegebracht, is de commissie van ordeel dat de toekenning van de maximale hulp gerechtvaardigd is.

M2110 (2004)

De perioden van tijdelijke totale arbeidsongeschiktheid waren als volgt:

- 100 % van 29/03/1997 tot en met 03/08/1997
- " van 12/08/1997 tot en met 11/11/1997
- " van 18/12/1997 tot en met 31/12/1997
- " van 01/01/1998 tot en met 31/12/1998
- " van 01/01/1999 tot en met 30/10/1999
- " van 30/03/2000 tot en met 15/05/2000
- " van 07/08/2000 tot en met 31/12/2000
- " van 01/01/2001 tot en met 17/06/2001
- " van 31/08/2001 tot en met 21/10/2001

De consolidatie der letsel was bereikt vanaf 22 oktober 2001 met een blijvende fysieke en economische invaliditeit van 27 %.

De pijnen en smarten kunnen als volgt geëvalueerd worden:

- middelmatig (4/7) tot en met 11/11/1997.
- licht (3/7) voor de overige perioden van 100 %.
- zeer licht (2/7) voor de tussenperioden.

De esthetische schade kan gekwalificeerd worden met een graad van 3/7 nl. de hoger beschreven littekens zijn niet vatbaar voor plastische heelkunde.

Naar de toekomst toe dient wel voorbehoud gemaakt te worden voor een eventuele ingreep ter hoogte van de linkerknie, evenals voor de hernieuwing van de lumbostaat en de kniebrace volgens RIZIV-normen.

Uit het verslag van Dokter H .Bryon, psychiater, d.d. 15 januari 2004 blijkt dat verzoeker nog steeds lijdt aan posttraumatische stressstoornis, met op de voorgrond voornamelijk prikkelbaarheid en wantrouwen, jaloezie ook gevoed vanuit minderwaardigheidsgevoelens voortvloeiend uit het gevoel van onvoldoende beschermend te kunnen zijn en fysiek onvolwaardig.

...

De door verzoeker gevraagde hulp kan in billijkheid worden toegekend voor het maximale bedrag van € 62.000. Niet alleen is het gevraagde bedrag in het inleidend verzoekschrift hoger dan het wettelijk maximaal toegestane, maar bovendien zijn de posten morele schade/pijn en smarten, morele schade huishoudelijk werk deels overlappend en deels niet opgenomen in de limitatieve lijst voorzien door de wet.

Aangezien echter na aftrek van deze posten nog steeds een saldo overblijft van € 62.414 meent de commissie dat, rekening houdend met de ernst van de feiten en de blijvende invaliditeit het maximale bedrag zoals hierboven vermeld kan worden toegekend.

M2239 (2003)

Verzoekster was in de periode tussen 1 juli en 13 december ... te ... herhaalde malen slachtoffer van aanranding van de eerbaarheid, gepleegd door haar stiefvader C.

...

Dokter P besluit in zijn deskundig verslag van 28 november 1998 dat verzoekster lijdt aan posttraumatische stressstoornis, depressie en borderline persoonlijkheidsstoornis, waarvan de helft wordt veroorzaakt door de feiten, de andere helft door de opvoedingsomstandigheden.

Er is een blijvende invaliditeit van 30 % rechtstreeks door de feiten.

...

Gelet op de zware graad van blijvende invaliditeit zoals vastgesteld door de gerechtsdeskundige en gelet op de zeer jeugdige leeftijd van het slachtoffer dat de gevolgen van de op haar gepleegde feiten haar verdere leven zal moeten meedragen, beslist de commissie de maximale hulp toe te kennen.

M2311 (2004)

Dans la nuit du 14 au 15 janvier 1999, alors que le requérant se trouvait au deuxième étage de l'immeuble où il louait une chambre, cet immeuble a été l'objet d'un incendie d'origine criminelle. Le feu a très vite envahi l'immeuble sans qu'il ne soit plus possible d'évacuer par la cage d'escalier, ce qui obligea le requérant à sauter par la fenêtre du deuxième étage.

...

Le 23 octobre 2001, la chambre du Conseil du tribunal de première instance de Bruxelles a rendu une ordonnance de non-lieu, l'auteur des faits demeurant inconnu.

...

Tenant compte:

- de l'invalidité permanente de 55% que le requérant conserve suite à l'agression qu'il a subie ;
- de la durée très longue et de l'importance du taux des incapacités temporaires ;
- du dommage moral qu'a subi la victime;
- des frais médicaux dûment justifiés qui ont été supportés par le requérant ;

la commission estime qu'il y a lieu de faire droit à la demande du requérant et de lui accorder une aide principale de 62.000 € dont aucun montant n'est accordé à titre de revenus de remplacement.

M2362 (2004)

Le ..., la requérante ouvre la porte d'entrée à laquelle on vient de sonner. Devant elle, se trouve le dénommé R, un ami de la famille. Celui-ci, sous la menace d'un couteau, la force à se rendre dans un garage au fond du jardin tandis que la mari et la fille de Madame ... dorment à l'étage. Après échanges de coups, la victime est violée.

...

Dans son rapport du 21 novembre 2002 transmis à la commission le 13 février 2003, l'expert de l'Office médico-légal conclut :

- que la requérante souffre d'une dépression réactionnelle énorme avec automutilation consécutive à un viol en 2000 et à une enfance vécue dans un contexte violent et sexuel;
- que l'intéressée supporte un traitement lourd ;
- qu'il n'y a pas d'échelle dégressive et progressive
- qu'il y a une taxation en date du 09/09/2000 avec un taux imputable de 100 %.

...

Tenant compte,

- de l'invalidité permanente de 100% que la requérante conserve suite à l'agression qu'elle a subie ;
- des frais médicaux dûment justifiés qui ont été exposés par la requérante ;
- du dommage moral manifeste qu'a subi la victime;

la commission estime qu'il y a lieu de faire droit à la demande de la requérante et de lui allouer une aide principale de 62.000 € dont aucun montant n'est alloué à titre de perte de revenus.

M2421 (2004)

Vanaf de consolidatiedatum (25/12/99) is er een blijvende arbeidsongeschiktheid van 70 %. De esthetische schade bedraagt 4,5 op 7. Er wordt voorbehoud gemaakt voor verwijdering van osteosynthesemateriaal in de linker bovenarm. De prothese zal meermaals moeten vervangen worden. De hulp van derden is 18 % (volgens Elidaschaal).

...

Rekening houdend met de uiterst ernstige en blijvende gevolgen van de op verzoeker gepleegde gewelddaden, meent de commissie dat de maximale hulp van € 62.000 kan toegekend worden. Van dit bedrag moet evenwel de reeds toegekende noodhulp in mindering worden gebracht.

M2658 (2003)

Uit de stukken blijkt dat de moeder van de verzoekster door haar echtgenoot (vader van de verzoekster) om het leven werd gebracht.

...

Bij arrest van het Hof van Assisen werd de heer D wegens de moord op zijn echtgenote veroordeeld. Bij arrest van hetzelfde Hof werd hij veroordeeld om aan de verzoekster de som van 3.059.501,50 frank meer de intresten te betalen. Deze arresten verkregen kracht van gewijsde.

Bij vonnis van het Vrederecht te ... werd hij veroordeeld om aan de grootvader van de verzoekster en diens echtgenote een maandelijks onderhouds- en opvoedingsbijdrage te betalen.

M3064 (2004)

Gelet op het levenslange trauma dat verzoekster zal overhouden aan het seksueel misbruik waarvan zij gedurende meer dan zes jaar het slachtoffer is geweest en mede gelet op de fysiologische invaliditeit die door de deskundige Dokter V op 60 % wordt geraamd, beslist de commissie in billijkheid de maximale hulp toe te kennen.

M3105 (2004)

Uit het medisch attest van Dokter D blijkt dat verzoekster ten gevolge van de toegebrachte schotwonden volgende lichamelijk letselsoogpervallen heeft:

- een schotwonde rechts van de navel in het abdomen, verlopend naar onder, die is blijven steken ter hoogte van het lumbaal-sacraal gewricht,
- een schotwonde vertrekkende boven de mediane kop van de rechter clavicula langs de voorzijde van de hals, die is blijven steken ter hoogte van beide cervicale wervels C5 - C6.

Volgende graden en periodes van werkongeschiktheid kunnen worden vastgesteld:

- 100 % van 02/09/1986 tot en met 31/12/1986
- 60 % van 01/01/1987 tot en met 20/12/1988

Blijvende invaliditeit van 50 %.

De esthetische schade kan geëvalueerd worden op drie op de schaal van één tot zeven.

Hernieuwing van de orthopedische schoenen om de twee jaar.

...

Gelet op de zware blijvende gevolgen voor verzoekerster, die voldoende blijken uit het feit dat de aangestelde gerechtsdeskundige de blijvende invaliditeit raamt op 50 %, is de commissie van oordeel de maximale hulp te moeten toekennen.

M3116 (2004)

Verzoeker vraagt de tussenkomst van de commissie voor een bedrag van € 127.322,82, zoals toegekend door de rechtbank, vermeerderd met de gerechtskosten ten bedrage van € 577,37.

...

De commissie houdt rekening met de belangrijke lichamelijke en psychische gevolgen van de opzettelijke gewelddaad waarvan de verzoeker het slachtoffer was.

Vooral de blijvende invaliditeit van 20 % heeft een weerslag op zijn welzijn zodat, in billijkheid, het maximumbedrag van € 62.000 kan worden toegekend.

M3318 (2004)

Verzoeker werd opgenomen in het Academisch Ziekenhuis Brussel met een schotwonde t.h.v. de linker flank. Dokter P verklaarde dat verzoeker volgende letsets opliep:

- linker colonperforatie waarvoor op 17 juli 1996 een Hartmann-operatie werd uitgevoerd met aanleggen van een tijdelijke colostomie;
- laceratie linker nier;
- ruggemergletsel met een paralyse van beide benen (rechts meer uitgesproken dan links); de mogelijkheid op recuperatie is op dit moment niet gekend.

In het vonnis van de Correctiecommissie staat een korte weergave van de verslagen van enkele aangestelde deskundigen:

- Deskundige S: “*V is geraakt door een projectiel in de rug. Ruggenmerg en nieren zijn geraakt, er zijn neurologische letsels thv onderste ledematen.*”
- Deskundige R: “*V lijdt aan sterk gevoelsverlies ter hoogte van de rechter voet en het rechter been, met aanwezigheid van een dropvoet rechts, waardoor het gaan zonder krukken niet mogelijk is. Af en toe braakneigingen. Het herstel van de abdominale verwondingen verliep zeer problematisch.*”

Volgens dokter A was de aankoop van een ‘electro body trainer’ (kostprijs 64.500,00 frank) noodzakelijk omwille van het feit dat verzoeker aan te hevige pijnen leed.

M3393 (2004)

En date du 27/07/1996, la requérante circulait en voiture lorsqu'un véhicule la poursuit puis effectue une « queue de poisson » et l'oblige à s'arrêter. Les occupants de l'autre voiture sortent du véhicule et agressent violemment la requérante, ils lui assènent un coup violent sur la tête, la bâillonnent, la menacent et la blessent aux jambes à l'aide d'un couteau. Elle ne se souvient pas des suites directes de l'accident mais semble avoir repris la route avant de perdre conscience et d'heurter un mur avec son véhicule.

Selon les indications du dossier répressif, elle aurait été menacée à plusieurs reprises avant les faits, suite à une précédente liaison.

...

Tenant compte :

- des circonstances des faits et de la violence de l'agression subie par la requérante ;
- des très nombreuses séquelles que la requérante conserve, telles qu'explicitées par l'expert de l'OML dans son rapport ;
- de l'invalidité permanente fixée à 40 % par ce même expert ;
- du fait que la requérante, qui était aide polyvalente en maison de repos, n'a pu poursuivre son activité professionnelle suite aux faits ;
- du dommage moral et du préjudice physique et psychique très important;

- des difficultés considérables rencontrées par la requérante depuis les faits, de l'aggravation de son état de santé et des très nombreuses hospitalisations postérieures aux faits ;
- de l'extrême précarité de la situation actuelle de la requérante et de la nécessité d'un accompagnement journalier, tenant compte de la fragilité de son état ;
- des nombreux frais médicaux, d'hospitalisation et pharmaceutiques justifiés au dossier ;
- de l'accompagnement médical et psychologique qui doit se poursuivre et des nombreux frais médicaux en découlant ;
- du fait qu'aucune assurance n'est intervenue suite aux faits,

la commission estime devoir faire droit à la demande et accorder à la requérante une aide principale de 62.000,00 €.

JU 58 aide principale – aide d'urgence

940 (2002)

la commission estime qu'y a lieu d'accorder au requérant, une aide fixée, ex æquo et bono, à la somme de 9.170 €, déduction faite de l'aide provisionnelle de 200.000 F déjà allouée par la commission.

97207 (2002)

Tenant compte d'autre part :

- de l'aide d'urgence d'un montant de 300.000 FB octroyé à la requérante en date du 02/03/1999 ;
- de ce que l'article 33 de la loi prévoit que l'aide principale ne peut excéder le montant de 62.000 € et qu'il y a lieu de soustraire de ce montant l'aide d'urgence préalablement versée à la requérante ;

98150 (2002)

Tenant compte d'autre part :

- de l'aide d'urgence qui a été accordée par la commission par décision du 25/5/2000 ;

la commission estime qu'il y a lieu d'accorder au requérant une aide fixée, ex æquo et bono, à la somme de 2153, 27 €, déduction faite de l'aide d'urgence de 1239, 46 € qui lui a déjà été accordée.

98558 (2002)

Rekening houdend met de noodhulp ten bedrage van 300.000 frank die aan verzoeker reeds werd toegekend bij beslissing van 14 maart 2000, is de commissie van mening thans nog een hulp te kunnen toekennen zoals hierna bepaald.

MM020 (2002)

Tenant compte d'autre part: du montant de l'aide urgente octroyée au requérant en date du 26/01/2001.

M2421 (2004)

Rekening houdend met de uiterst ernstige en blijvende gevolgen van de op verzoeker gepleegde gewelddaden, meent de commissie dat de maximale hulp van € 62.000 kan toegekend worden. Van dit bedrag moet evenwel de reeds toegekende noodhulp in mindering worden gebracht.

JU 59 un compte bloqué

- autres modalités

98517 (2002)

la commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide principale de 30.000 € dont 2/3 de la somme totale sera bloquée sur un compte ou un livret d'épargne ouvert au nom de l'enfant et frappée d'indisponibilité jusqu'à sa majorité ou émancipation, sauf autorisation à donner par le magistrat compétent.

autres modalités

MM022 (2002)

Tenant compte d'autre part:

- de ce que le conseil de la requérante fait état d'un traitement médical suivi par la requérante depuis l'agression jusqu'à ce jour et soumet lors de l'audience, à cet égard, le certificat du médecin traitant de la requérante, Dr Neutelings, daté du 05/12/2001 qui précise qu'un traitement sous antidépresseurs est en place depuis les faits jusqu'à ce jour (avec une période de sevrage qui a du être interrompue) ;
- que le conseil de la requérante n'est cependant pas en mesure de pouvoir soumettre à la l'audience les pièces justificatives des frais engendrés par ce traitement (frais médicaux et pharmaceutiques) et qu'il demande à la commission de surseoir quant à l'examen de ces seules pièces médicales;
- que la commission dispose des éléments suffisants pour statuer quant à la demande d'aide principale en ce qu'elle concerne le dommage moral, l'invalidité retenue par l'expert judiciaire et les frais exposés par la requérante directement après les faits mais qu'elle réserve à statuer pour le complément des frais médicaux, à charge pour la requérante de fournir les pièces médicales justificatives ;

MM045 (2002)

De commissie vraagt de verzoeker haar op de hoogte te houden van het verder verloop van het gerechtelijk onderzoek, zodat wanneer er een dader (of meerdere) veroordeeld zou(den) worden, de rechten van de Staat, zoals vermeld in artikel 38 van de wet, zouden uitgeoefend kunnen worden.

MM084 (2002)

- de ce que le requérant déclare ne plus pouvoir travailler depuis les faits et être à charge de la mutuelle suite à un problème de dépression consécutif et directement lié à l'agression, que dans ce cadre, il expose des frais pharmaceutiques et médicaux (prise en charge thérapeutique) qui ne sont pas pris en charge par l'assureur-loi ;
- de ce que le requérant et son conseil ne sont cependant pas en mesure de fournir les justificatifs des frais à l'audience et demandent à pouvoir établir un récapitulatif des frais médicaux restés à charge de Monsieur Z ;

- de ce que une aide peut déjà être octroyée au requérant sur base des conclusions de l'expertise judiciaire et des frais de procédure justifiés mais que la commission réserve à statuer pour le surplus, dans l'attente de la production des pièces médicales (déduction faite de l'intervention mutuelle)

M1425 (2002)

Bij beslissing van 30 mei 2001 werd aan de verzoekster voor deze feiten een noodhulp van 100.000 frank toegekend: "Rekening houdend met de ernst van de feiten, zoals zij blijken uit het dossier, met de kosten gemaakt om de aangestelde deskundige te betalen *en met de noodzaak voor de verzoekster om een therapie te ondergaan zoals gebleken is uit de uiteenzetting ter zitting door de raadsman* van verzoekers, mag in de gekende feitelijke situatie aanvaard worden dat de vertraging in de hulpverlening aan de verzoekster een ernstig nadeel kan berokkenen en dat het billijk voorkomt dat haar een noodhulp van 100.000 frank wordt uitgekeerd. Deze noodhulp zal in eerste instantie aangewend worden om de (reeds gemaakte) kosten van de deskundige te betalen en om een aangepaste therapie te volgen."

De commissie merkt op dat noch de verzoekster noch haar raadsman bij machte was enige stukken voor te leggen in verband met een gevolgde therapie.

CHAPITRE 4 QUANT A LA SUBROGATION DE L'ETAT

L'Etat est subrogé dans les droits de la victime contre l'auteur de l'infraction, à concurrence du montant de l'aide qui aura été effectivement alloué au requérant (article 38, par. 1er de la loi [devenu l'art. 39, par. 1^{er} en 2004]).

Une double indemnisation est exclue (JU 60).

1ère hypothèse :

le montant de l'aide octroyé couvre totalement le dommage subi : l'Etat est subrogé dans les droits de la victime pour ce montant et peut essayer de récupérer ce montant auprès de l'auteur ou des auteurs de l'infraction.

2ème hypothèse :

le montant de l'aide alloué ne couvre pas entièrement le dommage : l'Etat n'est subrogé dans les droits de la victime que pour le montant de l'aide qui est effectivement alloué au requérant; la victime peut de son côté essayer de récupérer auprès de l'auteur ou des auteurs de l'infraction la partie du dommage non couverte par l'aide allouée.

JU 60 calcul par la commission

M3810 (2004)

Bij vonnis van de Correctiebank te Dendermonde d.d. 18 december 2002 werden C en T elk veroordeeld tot een hoofdgevangenisstraf van 1 jaar. Op burgerrechtelijk gebied werden de daders in solidum veroordeeld tot betaling van de som van € 1.607,98 (te vermeerderen met de intresten) als schadevergoeding aan verzoekster.

...

In het kader van een procedure herstelbemiddeling werd er tussen verzoekster en de daders een overeenkomst uitgewerkt. De daders

verklaarden zich akkoord om elk een som van € 929,60 te betalen aan verzoekster en dit voor 15 september 2002. Verzoekster heeft van T een bedrag van € 932,50 ontvangen.

...

VII. Begroting van de hulp door de commissie

De hulp kan lastens C in billijkheid begroot worden op € 1.000,00.

...

Verklaart het verzoek ontvankelijk;

Kent verzoekster een hulp toe van € 1.000,00.

[Une procédure de recouvrement a été entamée contre C. pour un montant de € 929,60.]

SECTION 3 : FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION

La procédure (¹²) devant la commission est réglée par l'arrêté royal du 18 décembre 1986. Elle est essentiellement contradictoire et écrite.

1. Préalable au dépôt de la requête

Le requérant doit rassembler les différentes données nécessaires pour établir et justifier sa demande d'aide.

Il peut prendre contact avec le secrétariat de la commission pour s'informer des pièces nécessaires à l'instruction de la requête et prendre connaissance des diverses phases de la procédure.

L'article 49 de l'A.R. oblige les requérants à élire domicile en Belgique. L'article 50 de l'A.R. prévoit une augmentation des délais pour les victimes qui ne demeurent pas en Belgique : de trente jours en faveur des personnes demeurant dans un pays d'Europe qui n'est pas limitrophe de la Belgique, et de nonante jours en faveur de celles qui demeurent hors d'Europe.

2. La requête

La requête écrite, signée par le requérant (JU 61) ou son avocat et accompagnée de toutes les pièces nécessaires ou utiles est déposée ou adressée par pli recommandé au secrétariat de la commission.

¹² En septembre 2000 la Cour des Comptes a envoyé le rapport « Aide financière de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence à la Chambre des Représentants. Ce rapport analyse les moyens qui sont mis à la disposition de la commission et peut être consulté sur le site de la Cour de Comptes.

La date prise en considération pour déterminer si la requête déposée répond ou non à la condition de recevabilité visée à l'article 34, paragraphe 3 de la loi (délai prescrit à peine de forclusion) est la date de réception de la requête et non la date figurant sur la requête ni la date de la poste. [En 2004 cette condition est insérée dans l'article 31bis]

3. Inscription au rôle général

Le secrétaire inscrit la requête au rôle général de la commission.

Le dossier est ensuite transmis au président de la commission en vue de l'attribution à l'une des six chambres, suivant la langue de la requête. Le secrétaire inscrit alors la requête au rôle particulier de cette chambre et complète le dossier en demandant au requérant ou à son conseil les renseignements et documents utiles.

| Avant 2004 | A partir du 1er janvier 2004 |
|--|--|
| <p>4. Le rapporteur</p> <hr/> <p>Le secrétaire transmet le dossier (complété) au président de la chambre qui désigne un rapporteur. Une copie de la requête est notifiée au délégué du Ministre de la Justice, accompagnée des pièces qui y sont annexées.</p> <p>Le rapporteur chargé d'instruire</p> | <p>4. Le rapporteur</p> <hr/> <p>Le secrétariat complète le dossier (JU 62) et établit le rapport⁽¹³⁾.</p> <p>Le secrétaire peut proposer aux membres de la commission d'ordonner une mesure d'instruction.</p> |

⁽¹³⁾ La disposition proposée consacre les méthodes de travail actuelles. Dans la pratique, ce sont en effet le secrétaire et les secrétaires adjoint qui préparent et complètent les dossiers et qui établissent tous les rapports. Il serait également utile d'habiliter expressément ceux-ci à indiquer quels éléments font encore défaut et quelles conditions ne paraissent pas remplies. Le requérant aurait ainsi immédiatement la possibilité de réagir à ce rapport. (amendement n° 4 de M. VERHERSTRAETEN et VAN PARYS, Chambre, 625/003).

| | |
|---|--|
| <p>le dossier et de faire rapport à la chambre, dispose à cette fin de larges pouvoirs d'investigation (JU 60) :</p> <p>Lorsque le rapporteur estime que le dossier est en état, il rend une ordonnance invitant les parties à conclure.</p> | |
| <p>5. Les mémoires</p> <p>-----</p> <p>L'ordonnance à conclure est notifiée au délégué du Ministre de la Justice qui est invité, dans un délai de 30 jours, à déposer un mémoire en réponse.</p> <p>Ce mémoire et l'ordonnance sont ensuite notifiés au requérant qui dispose également d'un délai de 30 jours pour déposer un mémoire en réplique.</p> | |
| <p>6. Le rapport</p> <p>-----</p> <p>Le rapporteur rédige un rapport résumant les éléments de la cause et de la procédure.</p> | <p>5. Le rapport</p> <p>-----</p> <p>Le rapport contient un relevé succinct des éléments de fait objectifs et, le cas échéant, des décisions judiciaires intervenues. Ce rapport indique, le cas échéant, quels éléments</p> |

| | |
|---|--|
| | <p>font encore défaut et quelles conditions légales ne paraissent pas ou ne sont pas encore remplies.</p> <p>Le rapport est approuvé et contresigné par le rapporteur.</p> |
| <p>7. Le dernier mémoire</p> <p>-----</p> <p>Le rapport est notifié aux parties qui disposent chacune d'un délai de 15 jours pour déposer un dernier mémoire.</p> | <p>6. échange des pièces</p> <p>-----</p> <p>Le secrétariat transmet le dossier, en y joignant le rapport, au Ministre. Le Ministre dispose d'un délai de trente jours pour communiquer un avis.</p> <p>Le secrétariat transmet le rapport et l'éventuel avis du Ministre au requérant. Le requérant dispose d'un délai de trente jours pour répondre par écrit et, le cas échéant, pour compléter le dossier.</p> |

Des mesures ont été prises en 2004 pour raccourcir la procédure. Il y a une étape de procédure en moins et l'ordonnance à conclure a été remplacée par le rapport, avec comme conséquence, que les parties sont informées plus vite des problèmes.

8. L'audience

Le président de la chambre fixe la date de l'audience dont les parties et leur avocat sont avisés par le secrétariat.

L'audience est publique, sauf si le requérant sollicite le huis clos. Le rapporteur résume les faits de la cause et les moyens des parties.

La comparution des parties n'est pas obligatoire (JU 63).

Depuis 2004 le requérant n'est entendu que s'il l'a demandé par écrit ou si la commission estime que sa présence est nécessaire. La lettre accompagnant la notification du rapport en fait mention et demande à la victime d'avertir la commission si elle souhaite être entendue. Dans tous les dossiers dont le rapport date d'avant 2004, les requérants sont invités.

Le requérant, éventuellement assisté ou représenté par son avocat ou assisté par le délégué d'un organisme public ou d'une association agréée à cette fin par le Roi ainsi que le ministre de la Justice, son délégué ou son avocat, sont entendus. (¹⁴)

Les parties peuvent présenter des observations orales et répondre aux questions éventuelles de la commission (JU 64).

Une modification importante en 2004 concerne la composition des chambres (¹⁵) : les présidents des chambres siègent seuls en

¹⁴ Une modification à propos du fait d'être «entendu» par la commission a été apportée. D'après la loi actuelle, dans chaque affaire aussi bien le requérant que le délégué du Ministre de la Justice doivent être convoqués et entendus par la commission. Cela s'avère souvent superflu et cause d'arriéré. Or, le traitement de l'affaire doit en priorité se faire par écrit : le requérant transmet une requête en joignant les pièces nécessaires et reçoit la possibilité de formuler, par écrit, ses remarques à l'encontre du rapport et de l'avis du délégué du ministre. Le projet prévoit que le requérant peut être entendu par la commission, pour autant qu'il en exprime la volonté. Ce droit d'être entendu est prévu pour les requêtes d'aide et de complément d'aide. En ce qui concerne l'aide d'urgence, cela compliquerait le déroulement d'une procédure accélérée. La commission dispose néanmoins toujours de la possibilité de convoquer le requérant et de l'entendre si elle l'estime nécessaire. (amendement n° 1 du gouvernement, Chambre, 625/002).

Le requérant doit toujours disposer de la possibilité d'être entendu par la commission, pour autant qu'il en ait fait explicitement la demande. Sans préjudice de la possibilité pour la commission de demander la comparution personnelle du requérant. (Amendement n° 7 du gouvernement, Chambre, 625/004).

¹⁵ L'article 5 prévoit pour les présidents de chambre, c'est-à-dire le président et les vice-présidents de la commission (magistrats de l'ordre judiciaire), une importante nouvelle compétence. La Cour des Comptes recommande dans son rapport précité, de prévoir une procédure simplifiée pour l'aide d'urgence, inspirée de la méthode de

matière de demandes d'aide d'urgence, en matière de demandes manifestement irrecevables (JU 65) ou manifestement non fondées, ou lorsqu'ils décrètent le désistement de l'instance (JU 66) ou biffent l'affaire du rôle (JU 67).

9. Le délibéré

Le président prononce la clôture des débats et met la cause en délibéré.

10. La décision

La décision, signée par le président et le secrétaire, est notifiée aux parties dans les 8 jours de son prononcé (JU 68). La décision est exécutoire de plein droit. Dans le cas où la décision alloue une aide, le secrétaire demande au requérant de lui communiquer le numéro de compte bancaire ou de C.C.P. sur lequel peut être versé le montant de l'aide octroyée.

Les aides allouées par les décisions de la commission sont liquidées par le ministre de la Justice directement au requérant, en fonction des disponibilités du Fonds. (¹⁶).

La commission peut poser une question préjudicielle à la Cour d'arbitrage et peut mettre certaines conditions dans sa décision (JU 69).

11. Les moyens de droit

travail utilisée en référé. Pour ce faire, l'article 5, alinéa deux, attribue aux présidents de chambre la compétence de siéger seuls en ce qui concerne les requêtes d'aide d'urgence. Il appartient au Roi de détailler la procédure accélérée. Par le biais de cette même procédure, les présidents de chambre doivent pouvoir également se prononcer sur les requêtes qui, au regard des conditions légales et selon la jurisprudence constante de la commission, sont manifestement irrecevables ou non fondées. C'est ainsi que la requête est manifestement non fondée quand le requérant est indemnisé entièrement par l'auteur ou par un quelconque autre moyen. (amendement n° 1 du gouvernement, Chambre, 625/002)

¹⁶ En 2002 l'aide a été versée 2 fois sur un compte étrangère, en 2003 4 fois et en 2004 3 fois.

Les deux parties peuvent introduire un recours devant le Conseil d'Etat (JU 61) pour violation des formes substantielles ou prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir.

12. La subrogation de l'Etat

Le secrétaire transmet, en vue de préserver l'action subrogatoire de l'Etat, les copies des décisions octroyant une aide au bureau compétent de l'enregistrement et des domaines.

Jurisprudence :

JU 61 le requérant

M2440 (2004)

De commissie nam kennis van de stukken, onder meer van:

...

de beschikking van de vrederechter van het 6^{de} kanton Antwerpen waarbij de heer A werd aangesteld als voorlopig bewindvoerder van zijn broer, de heer A;

de beschikking van de vrederechter van het kanton Lier d.d. 4 september 2002 waarbij de heer A gemachtigd werd om de heer A te vertegenwoordigen voor de commissie;

JU 62 manque de participation dans le chef du requérant

99255 (2003)

L'article 31 § 1er de la loi du 1er août 1985 précise que "la personne qui a subi de graves atteintes au corps ou à la santé résultant directement de faits constitutifs d'un acte intentionnel de violence commis en Belgique peut demander une aide".

L'article 34§1^{er} indique les mentions à compléter dans la requête et les documents à joindre à l'appui de la demande devant la commission.

En l'espèce, le requérant déclare avoir été agressé mais malgré les nombreux courriers adressés par la commission, le requérant n'a plus jamais donné suite à sa demande, à l'exception d'un appel téléphonique au secrétariat de la commission suite au rappel du 27/08/2001, précisant qu'il allait solliciter une copie de son audition suite aux faits.

Il en résulte que la commission n'a jamais pris connaissance ni du type d'aide et du montant sollicité par le requérant, ni de l'existence d'une plainte déposée par la victime ou de sa constitution de partie civile et des suites judiciaires éventuelles, ni des pièces médicales et justificatives précisant les séquelles relatives aux faits et les frais restés à charge de la victime. L'absence de réaction du requérant n'a pas permis d'exécuter les mesures d'instructions permettant de compléter la demande et de considérer l'existence d'une grave atteinte au corps ou à la santé, résultant directement d'un acte intentionnel de violence subi par le requérant.

Par conséquent, la demande ne peut être rattachée aux critères de la loi du 01/08/1985 et la commission considère que la requête est irrecevable.

99260 (2003)

En l'espèce, le requérant déclare avoir été agressé mais malgré les nombreux courriers adressés par la commission, le requérant n'a plus jamais donné suite à sa demande.

Il en résulte que la commission n'a jamais pris connaissance ni de l'existence d'une plainte déposée par la victime (condition sine qua non pour l'examen d'une demande d'aide d'urgence) ou de la constitution de partie civile du requérant et des suites judiciaires éventuelles, ni des pièces médicales et justificatives précisant les séquelles relatives aux faits et les frais restés à charge de la victime. L'absence de réaction du requérant n'a pas permis d'exécuter les mesures d'instructions permettant de compléter la demande et de l'examiner en regard des conditions légales.

Par conséquent, la demande ne peut être rattachée aux critères de la loi du 01/08/1985 et la commission considère que la requête est irrecevable.

JU 63 la présence à l'audience

- le requérant ne se présente pas
- le requérant ne se présente pas une deuxième fois
- l'affaire est remise
- remise sur demande du requérant
- obligation d'une comparution personnelle

le requérant ne se présente pas

99228 (2002)

le courrier du 03/09/2002 par lequel le conseil du requérant précise que ni lui ni son client ne seront présents à l'audience et qu'ils demandent que la commission puisse statuer en leur absence.

M40025 (2004)

de verzoeker is niet verschenen noch iemand voor hem. Hij werd niet uitgenodigd omdat hij de commissie niet schriftelijk heeft verzocht om gehoord te worden;

le requérant ne se présente pas une deuxième fois

Jusqu'en 2002, la commission ne prenait pas de décision quand le requérant ne se présentait pas, sauf si le requérant avait demandé de statuer. En cas d'une deuxième absence, la commission prenait une décision.

Dans le courant de l'année 2002 un changement est intervenu. Dans la lettre invitant les parties à l'audience, le paragraphe suivant est inséré : "En cas d'absence à l'audience, la commission statuera sur pièces. Si vous désirez que votre demande soit remise à une audience ultérieure, il conviendrait que vous nous fassiez parvenir une demande écrite dans les plus brefs délais. »

M1438 (2004)

- het zittingsblad van 25 juli 2002 waarbij de behandeling van de zaak op schriftelijke vraag van de raadsman van verzoeker uitgesteld werd;
- het zittingsblad van 25 oktober 2002 waarbij de behandeling van de zaak op schriftelijke vraag van de raadsman van verzoeker opnieuw uitgesteld werd;
- het zittingsblad van 30 januari 2003 waarbij de behandeling van de zaak op schriftelijke vraag van de raadsman van verzoeker wederom uitgesteld werd;
- het zittingsblad van 12 juni 2003 waarbij de behandeling van de zaak uitgesteld werd ten einde de partijen toe te laten conclusies uit te wisselen over de ontvankelijkheid van het verzoekschrift;

l'affaire est remise

99618 (2002)

La commission estime qu'il y a lieu de surseoir à statuer quant au fondement de la demande, afin de soumettre à l'Office médico-légal les justificatifs des frais médicaux déposés par le requérant et de déterminer s'ils résultent directement de l'agression dont le requérant a été victime.

[Le requérant avait déposé des pièces deux ans après le rapport médical.]

remise sur demande du requérant

98796 (2002)

De commissie nam kennis van de stukken, onder meer van:

- het zittingsblad van 10 juli 2000 waarbij de zaak voor onbepaalde tijd uitgesteld werd;
- de door de verzoekster op 6 maart 2001 neergelegde laatste memories;
- het zittingsblad van 27 september 2001 waarbij de zaak op verzoek van de raadsman uitgesteld werd;

- het zittingsblad van 30 oktober 2001, waarbij de zaak uitgesteld werd om de verzoekster toe te laten om tussenkomst van haar rechtsbijstandverzekeraar te verzoeken;
- de door de verzoekster op 19 februari 2002 neergelegde stukken;
- de door de verzoekster op 26 februari 2002 neergelegde aangepaste memorie;
- de regulmatige kennisgevingen aan de partijen van de procedurestukken en van de rechtsdag vastgesteld op 28 mei 2002;

[Note: cette affaire avait fait l'objet de 4 audiences.]

99146 (2002)

De commissie nam kennis van de stukken, onder meer van:

...

- de beslissing van de commissie van 14 maart 2000 waarbij het verzoek ontvankelijk werd verklaard doch, vooraleer verder te oordelen, de overlegging van de polis autoverzekering en de familiale polis van de verzoekster werd bevolen;
- de door de verzoekster op 28 april 2000 neergelegde brief, de op 2 mei 2000 neergelegde polis en de op 31 mei 2000 neergelegde brief vanwege de verzekeringsmaatschappij;

obligation d'une comparution personnelle

M3333 (2004)

De commissie nam kennis van de stukken, onder meer van:

...

- de beslissing van de commissie van 16 december 2003 waarbij de persoonlijke verschijning van de bewindvoerder werd bevolen om te worden gehoord over de (financiële) gevolgen van de feiten voor de vertegenwoordigde minderjarige kinderen.

JU 64 l'audience

- les débats

- les débats

99147 (2002)

De commissie neemt ter zitting kennis van het verzoek tot uitbreiding naar een hoofdhulp; akte wordt hiervan verleend.

99626 (2002)

Ter zitting verklaarde verzoeker zich naar de wijsheid van de commissie te gedragen wat het bedrag van de toegekende hulp betreft.

99654 (2002)

Le conseil de la requérante a déclaré à l'audience qu'il s'en remettait à la jurisprudence de la commission quant au montant postulé.

1070 (2004)

A l'audience, la requérante a majoré la demande d'aide principale et a déclaré qu'elle s'en référerait à la jurisprudence de la commission quant au montant sollicité.

MM514 (2002)

Verzoekster vroeg aan de commissie initieel om de toekenning van een hulp van 750.000 fr. wegens het moreel nadeel ingevolge het overlijden van haar moeder. Ter zitting d.d. 30 juli 2002 breidde verzoekster haar vordering uit en verklaarde zij zich, wat het bedrag van de hulp betreft, te gedragen naar de rechtspraak van de commissie.

MM661 (2002)

Ter zitting breidt verzoekster haar hulpvraag uit tot een bedrag van € 10.000 voor medische kosten en een bedrag van € 50.000 voor moreel en fysiek lijden ver mengd.

Uit de toelichting verstrekt eveneens ter zitting blijkt dat verzoekster tot op heden een eigen aandeel in medische en paramedische kosten heeft gedragen die ze raamt op ongeveer € 1.500; daarnaast wordt gewezen op de angsten die verzoekster blijvend ondervindt; er worden echter geen concrete elementen aangebracht om de grootte van de gevraagde hulp te concretiseren.

M1085 (2002)

In zijn zittingsnota van 28 mei 2002 dringt de verzoeker, rekening houdend met de verzekeringstussenkomst, niet langer aan op een vergoeding als rechtstreeks slachtoffer.

M1214 (2002)

Rekening houdend met alle omstandigheden van de zaak, alsmede met de door de advocaat van verzoekster ter zitting verstrekte toelichting, meent de commissie dat aan verzoekster voor het moreel nadeel een hulp kan worden toegekend zoals hierna bepaald.

JU 65 manifestement irrecevable

M40037 (2004)

Exposé des faits

A ..., en date du 14/06/1995, le requérant demande à deux individus occupés à se bagarrer devant chez lui, d'aller ailleurs, craignant des dommages à sa camionnette garée devant chez lui. L'un des bagarreurs l'a alors frappé violemment au visage, occasionnant une fracture du mandibule.

Suites judiciaires

Le requérant porte plainte et le dossier est classé sans suite par le Parquet.

En date du 08/01/2001, statuant suite à la citation introductory d'instance datée du 24/11/2000, le Tribunal de première instance de ... condamne par défaut les nommés ... et ... à payer au requérant la somme de 8254,04 € + intérêts.

...

L'article 16 bis de l'arrêté royal du 18/12/1986, modifié le 19/12/2003, précise que : « *Le président statue seul sur l'irrecevabilité ou le non-fondement. S'il estime que l'irrecevabilité ou le non-fondement peuvent être sérieusement contestés, l'affaire est renvoyée à la chambre à laquelle elle a été attribuée conformément à l'article 10 pour y être instruite conformément aux articles 12 à 14.* »

Compte tenu des éléments du dossier, la commission estime que la demande doit être renvoyée à la chambre à laquelle l'affaire a été attribuée,

JU 66 désistement

M3731 (2004)

La Présidente de la 2^{ème} chambre, Madame Caroline DELESIE, siégeant seule en langue française,

assistée de Madame F. MAZY, secrétaire a.i.

...

Vu le courrier adressé à la commission par le conseil de la requérante en date du 9/1/2004 par lequel la requérante précise qu'elle se désiste de sa demande ,

...

décrète le désistement de la demande.

M40007 (2004)

De Voorzitter van de Eerste Kamer van de commissie, mevrouw C. DELESIE, zetelend als enig lid,

bijgestaan door de heer T. NEEL, secretaris a.i.,

spreekt de volgende beslissing uit in de zaak van:

...

Bij verzoekschrift van 6 januari 2004, neergelegd op het secretariaat van de commissie op 12 januari 2004 heeft de verzoekster de toekenning gevraagd van een hulp van € 12.288,50 voor schade ten gevolge van een opzettelijke gewelddaad, gepleegd te Brugge op 13 januari 2000;

Aangezien verzoekster middels een schrijven d.d. 14 mei 2004, door ons ontvangen op 19 mei 2004, formeel afstand doet van haar verzoek, behoort het de Voorzitter toepassing te maken van artikel 27 van het K.B. van 18 december 1986.

JU 67 radiation du rôle

MM057 (2004)

Uit de stukken blijkt dat de verzoeker op 29 oktober 2000 overleden is.

...

Gelet op het overlijden van de verzoeker wordt deze zaak geschrapt.

M3663 (2004)

La Présidente de la 2ème chambre, Madame Caroline DELESIE, siégeant seule en langue française,

...

le courrier du Procureur du Roi à Neufchâteau daté du 7/1/2004 signalant le décès de Madame H le 29 octobre 2003

...

Ordonne la biffure de la requête du rôle général

JU 68 décision

- correction de décisions
- motivation

correction de décisions sur base de l'article 36 de l'A.R.

MM089 (2002)

B E S C H I K K I N G

Wij, ..., voorzitter van de Eerste Kamer,

Gelet op het verzoekschrift van 9 februari 2000, ingediend op het secretariaat op 17 februari 2000 door de heer X (geboren op ... en wonende te ...), strekkende tot toekenning van een hulp;

Gelet op de beslissing dd. 5 september 2002, uitgesproken door de Eerste Kamer;

Gelet op het Koninklijk besluit van 18 december 1986 betreffende de commissie voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden, inzonderheid artikel 36;

Aangezien er aanleiding toe is om in de voormelde beslissing dd. 5 september 2002 een klaarblijkelijke onnauwkeurigheid te doen herstellen;

Dat immers in het beschikkend gedeelte een bedrag werd vermeld van € 15.000, terwijl in het motiverend gedeelte verkeerdelyk een bedrag van € 30.000 werd vermeld;

OP DIE GRONDEN,

Bevelen wij dat in de motivering van de beslissing dd. 5 september 2002 (p. 4, punt VII. Begroting van de hulp door de commissie), de som van “€ 30.000” vervangen dient te worden door de som van “€ 15.000”.

Bevelen wij dat de partijen hun eventuele opmerkingen hierover ten laatste op dinsdag 24 september 2002 op het secretariaat van de commissie dienen neer te leggen.

Opgemaakt in de Nederlandse taal te Brussel op ...

motivation

97187 (2002)

Tenant compte d'une part :

- des circonstances particulièrement violentes et dramatiques de l'agression ;
- de l'impact psychologique considérable des faits sur l'état de la requérante ;

- des séquelles fixées par l'expert de l'OML à une invalidité permanente de 10 % ;
- des longues périodes d'incapacités temporaires totales et supérieures à 50% ;
- de l'incidence des faits sur la situation professionnelle de la requérante qui a perdu son emploi de secrétaire suite à l'agression, a été reconnue invalide le 01/01/1997 et exerce maintenant la profession de concierge ;
- de la diminution des revenus de la requérante depuis les faits ;
- du dommage moral important ;
- du préjudice esthétique particulièrement élevé et tenant compte du fait que la victime est une femme, jeune et dont les cicatrices occasionnées par l'agression se situent sur des parties visibles du corps ;
- des frais de constitution de partie civile justifiés ;
- des frais matériels importants exposés par la requérante et limités au plafond légal de 1239,47€ ;

Et d'autre part :

- de ce que la requérante a été remboursée intégralement par son organisme assureur quant aux frais médicaux et d'hospitalisation exposés ;

la commission, statuant ex-æquo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide de 33600 € (dont la moitié intervient à titre de compensation pour la perte de revenu) ;

99450 (2003)

Tenant compte

- de la nécessité de joindre les deux requêtes (99449 et 99450), la constitution de partie civile n'ayant eu lieu dans les deux affaires, que le 28 septembre 1997, soit après la seconde agression en matière telle que les effets de ces deux actes intentionnels de violence sur la requérante ne peuvent plus être distingués ; ce dont le conseil de la requérante a convenu lui-même à l'audience ;

PAR CES MOTIFS :

Vu les articles 31 à 41 de la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres modifiée par les lois des 17 et 18 février 1997, les articles 28 à 32 de l'arrêté royal du 18 décembre 1986 relatif à la commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence, les articles 39 à 42 des lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative,

La commission, statuant contradictoirement à l'égard de la requérante et par défaut à l'égard du délégué du Ministre et en audience publique,

- déclare la demande recevable et la joint à la cause 99.449 du rôle général (agression du 7 février 1997), les origines des séquelles d'actes intentionnels de violence ne pouvant plus être distinguées entre elles ;

M2300 (2003)

Gelet op alle elementen van het dossier en op de nadere mondelinge toelichting ter zitting verstrekt door verzoekster beslist de commissie in billijkheid een noodhulp toe te kennen.

De commissie acht het haar plicht verzoekster erop te wijzen dat zij, gelet op de veroordeling van de dader door de correctionele rechbank voor de op haar persoon gepleegde feiten, vooralsnog een procedure zou kunnen opstarten voor de bevoegde burgerlijke rechter met het oog op het bekomen van een schadevergoeding. Daarenboven wordt de aandacht van verzoekster gevestigd op de bestaande mogelijkheden om, gelet op haar zeer beperkte middelen van bestaan, een beroep te doen op de kosteloze rechtsbijstand en de kosteloze bijstand van een advocaat, procedures waaromtrent het Centrum voor Slachtofferhulp, dat haar in huidige procedure voor de commissie reeds terzijde staat, haar nader kan informeren.

JU 69 conditions

Dans le cas d'une victime mineure, la commission décide de bloquer l'argent jusqu'à la majorité de la victime

Voy. l'article 379 du code civil :

“Les père et mère, chargés de l'administration des biens de leurs enfants mineurs, sont comptables quant à la propriété et aux revenus des biens dont ils n'ont pas la jouissance et, quant à la propriété seulement, de ceux dont la loi leur donne jouissance. Toute décision judiciaire statuant sur des sommes revenant à un mineur ordonne d'office que lesdites sommes soient placées sur un compte ouvert à son nom. Sans préjudice du droit de jouissance légale, ce compte est frappé d'indisponibilité jusqu'à la majorité du mineur.

Lorsque la décision prévue à l'alinéa précédent est passée en force de chose jugée, le greffier la notifie en copie, par lettre recommandée à la poste, aux débiteurs, qui ne peuvent dès lors se libérer valablement qu'a observant la décision du tribunal. Si une tutelle est ouverte, il en adresse également une copie au greffier de la justice de paix dont dépend la tutelle”

III. DONNEES STATISTIQUES

1. Requêtes introduites devant la commission

| | Frans | Nederlands |
|------|-------|------------|
| 2002 | 378 | 426 |
| 2003 | 465 | 435 |
| 2004 | 681 | 617 |

| | | | | | | | | |
|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 |
| 26 | 54 | 67 | 77 | 92 | 108 | 138 | 193 | 195 |
| | | | | | | | | |
| 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
| 269 | 391 | 873 | 715 | 740 | 645 | 804 | 900 | 1298 |

2. Décisions rendues par la commission

| | Frans | Nederlands |
|------|-------|------------|
| 2002 | 484 | 278 |
| 2003 | 588 | 406 |
| 2004 | 545 | 550 |

| 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 |
|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| | 23 | 32 | 43 | 68 | 88 | 92 | 144 | 121 |
| | | | | | | | | |
| 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
| 158 | 125 | 192 | 530 | 732 | 541 | 762 | 994 | 1095 |

3. Total des montants octroyés (en millions d'EURO)

| | Français | Néerlandais |
|------|----------|-------------|
| 2002 | 4,92 | 2,85 |
| 2003 | 5,93 | 4,65 |
| 2004 | 5,19 | 5,75 |

| 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 |
|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| | 0,02 | 0,14 | 0,30 | 0,33 | 0,72 | 0,79 | 1,33 | 1,23 |
| | | | | | | | | |
| 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
| 1,50 | 1,29 | 2,38 | 4,18 | 6,31 | 5,17 | 7,77 | 10,5 | 10,9 |

4. Autres données

Recours devant le Conseil d'Etat contre les décisions rendues par la commission

| | Français | Néerlandais |
|------|----------|-------------|
| 2002 | - | 4 |
| 2003 | 11 | 2 |
| 2004 | 2 | 1 |

Arrêts du Conseil d'Etat

| | Français | Néerlandais |
|------|----------|-------------|
| 2002 | 1 | - |
| 2003 | 1 | - |
| 2004 | - | 1 |

| N° | Langue | Décision | Arrêt du CdE | résultat |
|-------|--------|------------|--------------|----------------|
| 964 | F | 15/04/1998 | 27/03/2002 | recours rejeté |
| 99428 | F | 20/08/2001 | 19/02/2003 | recours rejeté |
| 99135 | N | 15/02/2000 | 24/05/2004 | recours rejeté |

IV. LA LOI

Art. 28

Un Fonds spécial d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels est créé au budget du service public fédéral Justice, ci-après dénommé « le Fonds ».

Art. 29

Le Fonds est alimenté par les contributions visées à l'alinéa 2.

Lors de chaque condamnation à une peine principale criminelle ou correctionnelle, le juge condamne à l'obligation de verser une somme de 25 cents (10 € cfr Arrêté royal du 19 décembre 2003) à titre de contribution au Fonds. Cette somme est soumise à l'augmentation prévue par la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales et peut être modifiée par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Le service public fédéral Finances procède au recouvrement des sommes visées à l'alinéa précédent, selon les règles applicables au recouvrement des amendes pénales. Les sommes recouvrées sont versées trimestriellement au Fonds.

Les paiements faits par le condamné s'imputent d'abord sur les frais de justice dus à l'État, ensuite sur la contribution visée à l'alinéa 1er, et enfin sur l'amende pénale, sous réserve de l'application de l'article 49 du Code pénal.

Art. 30

§ 1er. Il est institué une commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels, ci-après dénommée « la commission » qui statue sur les demandes d'obtention d'une aide d'urgence, une aide financière ou une aide complémentaire.

§ 2. La commission est divisée en chambres. Le Roi détermine le nombre de chambres.

Le président et les vice-présidents de la commission sont des magistrats de l'ordre judiciaire. Le nombre de vice-présidents est égal au nombre de chambres moins un.

La commission comprend en outre autant d'avocats ou avocats honoraires et de fonctionnaires ou fonctionnaires retraités de niveau 1 qu'il y a de chambres. D'autres catégories de membres de la commission peuvent être désignées par le Roi. À cet effet, celui-ci peut imposer des conditions particulières. La moitié des membres appartient au rôle linguistique français, l'autre moitié au rôle linguistique néerlandais. Le président, les vice-présidents et chaque membre ont un suppléant.

Le président doit justifier de la connaissance de la langue française et de la langue néerlandaise, conformément à la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. Au moins une des personnes mentionnées à l'alinéa précédent doit justifier de la connaissance suffisante de la langue allemande, selon les modalités précisées par le Roi. Le président, les vice-présidents, les membres et leurs suppléants sont désignés par le Roi. La moitié des fonctionnaires est désignée sur proposition du ministre des Finances, l'autre moitié sur proposition du ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Le mandat du président, des vice-présidents, des membres et de leurs suppléants a une durée de six ans, sans que le titulaire de ce mandat puisse dépasser l'âge de 70 ans. Le mandat est renouvelable.

La commission est assistée par un secrétaire et au moins autant de secrétaires adjoints moins un et autant de secrétaires suppléants qu'il y a de chambres; l'effectif du secrétariat de la commission ne peut être inférieur à quatorze personnes. Ils sont désignés par le ministre de la Justice. La moitié appartient au rôle linguistique français, l'autre moitié au rôle linguistique néerlandais.

Chaque chambre est présidée par le président ou un vice-président, ou par leur suppléant.

§ 3. Les chambres statuent sur les demandes d'aide financière et sur les demandes de complément d'aide visées aux articles 31 bis et 37.

Les présidents des chambres siègent seuls en matière de demandes d'aide d'urgence visées à l'article 36, en matière de demandes manifestement irrecevables ou manifestement non fondées, ou lorsqu'ils décrètent le désistement de l'instance ou raient l'affaire du rôle.

§ 4. Les frais de fonctionnement de la commission et du secrétariat sont à charge du budget du Service public fédéral Justice.

Art. 31

La commission peut octroyer une aide financière:

- 1° aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence;
- 2° aux proches d'une personne ou aux personnes qui vivaient dans un rapport familial durable avec une personne dont le décès est la suite directe d'un acte intentionnel de violence;
- 3° aux père et mère d'un mineur ou aux personnes qui ont à leur charge un mineur, qui suite à un acte intentionnel de violence, a besoin d'un traitement médical ou thérapeutique de longue durée;
- 4° aux parents jusqu'au deuxième degré d'une victime ou aux parents qui vivaient dans un rapport familial durable avec une victime disparue depuis plus d'un an, dont il est admis que la disparition est due selon toute probabilité à un acte intentionnel de violence.
- 5° à ceux qui portent volontairement secours à des victimes en dehors de l'exercice d'une activité professionnelle liée au domaine de la sécurité et en dehors de toute participation à une association quelconque structurée en vue de porter assistance et secours à des tiers, et qui sont dénommés « sauveteurs occasionnels », ou, en cas de décès, à leurs ayants droit tels qu'énumérés à l'article 42, § 5.

Art. 31bis

§1er. L'aide financière visée à l'article 31, 1° à 4°, est octroyée aux conditions suivantes:

1° L'acte de violence a été commis en Belgique.

Est assimilé à un acte intentionnel de violence commis en Belgique, celui qui est commis à l'étranger et dont est victime une personne en service commandé visée à l'article 42, § 3.

2° Au moment où l'acte de violence est commis, la victime est de nationalité belge, a le droit d'entrer, de séjourner ou de s'établir dans le Royaume, ou s'est vue octroyer par la suite par l'Office des étrangers un permis de séjour à durée indéterminée dans le cadre d'une enquête relative à la traite des êtres humains.

3° Une décision judiciaire définitive sur l'action publique est intervenue et le requérant a tenté d'obtenir réparation de son préjudice en s'étant constitué partie civile, en ayant procédé à une citation directe ou en ayant intenté une procédure devant un tribunal civil.

Lorsque le dossier pénal est classé sans suite parce que l'auteur est demeuré inconnu, la commission peut estimer que le dépôt de plainte ou l'acquisition de la qualité de personne lésée par le requérant est suffisant. L'aide peut également être demandée lorsqu'un délai d'un an minimum s'est écoulé depuis la date de constitution de partie civile et que l'auteur demeure inconnu.

4° La demande est introduite dans un délai de trois ans. Le délai prend cours, selon le cas, à partir de la première décision de classement sans suite, de la décision de la juridiction d'instruction, du jour où il a été statué sur l'action publique par une décision définitive ou du jour à partir duquel une décision sur les intérêts civils est intervenue postérieurement à la décision sur l'action publique.

5° La réparation du préjudice ne peut pas être assurée de façon effective et suffisante par l'auteur ou le civillement responsable, par un régime de sécurité sociale ou par une assurance privée, ou de toute autre manière.

§ 2. L'aide financière visée à l'article 31, 5°, est octroyée lorsque les sauveteurs occasionnels répondent aux conditions suivantes :

1° être intervenu sur le territoire de la Belgique;

2° avoir subi un préjudice :

a) soit en se portant volontairement au secours d'une victime d'un acte intentionnel de violence ou de l'explosion d'un engin de guerre ou d'un engin piégé;

b) soit en accomplissant un acte de sauvetage de personnes dont la vie était en danger;

3° avoir introduit une demande d'aide dans un délai de trois ans à dater de l'un des actes ou de l'explosion visé au 2°;

4 ° ne pas pouvoir obtenir réparation du préjudice de façon effective et suffisante par la personne civilement responsable, par un régime de sécurité sociale, par une assurance privée ou de toute autre manière.

Art. 32

§ 1er. Pour l'octroi d'une aide aux personnes visées à l'article 31, 1°, la commission se fonde exclusivement sur les éléments suivants du dommage subi:

1° le dommage moral, tenant compte de l'invalidité temporaire ou permanente;

2° les frais médicaux et d'hospitalisation, en ce compris les frais de prothèses;

3° l'invalidité temporaire ou permanente;

4° une perte ou une diminution de revenus résultant de l'incapacité de travail temporaire ou permanente;

5° le dommage esthétique;

6° les frais de procédure;

7° les frais matériels;

8° le dommage résultant de la perte d'une ou de plusieurs années de scolarité.

§ 2. Pour l'octroi d'une aide aux personnes visées à l'article 31, 2°, la commission se fonde exclusivement sur les éléments suivants du dommage subi :

1° le dommage moral;

2° les frais médicaux et d'hospitalisation;

3° la perte d'aliments pour les personnes qui, au moment du décès de la victime, étaient à sa charge;

4° les frais funéraires;

5° les frais de procédure;

6° le dommage résultant de la perte d'une ou de plusieurs années de scolarité.

§ 3. Pour l'octroi d'une aide aux personnes visées à l'article 31, 3° et 4°, la commission se fonde exclusivement sur les éléments suivants du dommage subi:

1° le dommage moral;

2° les frais médicaux et d'hospitalisation;

3° les frais de procédure.

§ 4. Pour l'octroi d'une aide aux personnes visées à l'article 31, 5°, la commission se fonde exclusivement sur les éléments suivants du dommage subi :

1° pour les sauveteurs occasionnels, les éléments du dommage visés au § 1er;

2° pour les ayants droit des sauveteurs occasionnels, les éléments du dommage visés au § 2.

§ 5. L'aide pour les préjudices décrits au § 1er, 6° et 7°, au § 2, 4° et 5°, et au § 3, 3°, est octroyée suivant les conditions et les montants

maximaux déterminés par arrêté royal délibéré en conseil des ministres.

Art. 33

§ 1. Le montant de l'aide est fixé en équité.

La commission peut notamment prendre en considération:

- le comportement du requérant lorsque celui-ci a contribué directement ou indirectement à la réalisation du dommage ou à son aggravation;
- la relation entre le requérant et l'auteur.

§ 2. L'aide est octroyée par cas et par requérant pour un dommage excédant 500 euros et est limitée à un montant de 62 000 euros.

Art 33bis

L'aide peut également être octroyée lorsqu'aucune décision judiciaire définitive sur les intérêts civils n'est intervenue. Dans ce cas, la commission évalue elle-même le dommage qu'elle prend en considération. Cette évaluation ne lie pas les cours et tribunaux.

Art. 34

La demande d'aide financière, d'aide d'urgence ou de complément d'aide est formée par requête en double exemplaire, déposée au secrétariat de la commission ou à lui adressée par lettre recommandée à la poste. Elle est signée par le requérant ou par son avocat.

La requête contient :

1^o l'indication des jour, mois et an;

2^o les nom, prénoms, profession, domicile et nationalité de la victime, du requérant et, le cas échéant, du représentant légal;

3^o la date, le lieu et une description sommaire de l'acte intentionnel de violence, de l'explosion ou de l'acte de sauvetage;

4° pour les victimes d'actes intentionnels de violence, la date du dépôt de plainte, de l'acquisition de la qualité de personne lésée et, le cas échéant, la date de la constitution de partie civile;

5° les moyens dont dispose le requérant pour obtenir une indemnisation;

6° l'évaluation des différents éléments du dommage pour lesquels une aide est demandée et le montant total de l'aide demandée.

La requête se termine par les mots : « J'affirme sur l'honneur que la présente déclaration est sincère et complète. »

À la requête sont jointes :

- pour les victimes d'actes intentionnels de violence, une copie, selon le cas, de la décision de classement sans suite pour auteur inconnu, de la décision de la juridiction d'instruction, de la décision judiciaire définitive statuant sur l'action publique et, le cas échéant, de la décision statuant sur les intérêts civils;
- les pièces justificatives des différents éléments du dommage pour lequel une aide est demandée, dont les attestations et rapports médicaux.

Art. 34bis

La commission peut procéder ou faire procéder à toutes investigations utiles qui sont destinées à vérifier la situation financière du requérant, le cas échéant, de l'auteur de l'acte intentionnel de violence. Elle peut requérir de toute autorité des renseignements sur leur situation professionnelle, financière, sociale et fiscale, sans que puisse lui être opposée son obligation de garder le secret. Elle peut demander aux services de police de procéder à une enquête financière, moyennant l'autorisation du procureur général ou de l'auditeur général.

La commission peut se faire communiquer le dossier répressif ou une copie de celui-ci, moyennant l'autorisation du procureur général ou de l'auditeur général.

La commission peut charger l'office médico-légal de procéder ou de faire procéder à une expertise en vue de constater et de décrire les lésions encourues par la victime. Elle peut éventuellement désigner d'autres experts et entendre des témoins.

Le résultat des mesures d'instruction est exclusivement destiné à l'examen de la demande et reste couvert par le secret professionnel.

Chacun des membres des chambres peut procéder ou faire procéder aux mesures d'instructions visées aux alinéas 1er à 3.

Le secrétaire et les secrétaires adjoints préparent et complètent les dossiers. Ils établissent un rapport pour chaque affaire et peuvent proposer aux membres de la commission d'ordonner une mesure d'instruction visée aux alinéas 1 à 3. Ce rapport contient un relevé succinct des éléments de fait objectifs et, le cas échéant, des décisions judiciaires intervenues. Ce rapport indique, le cas échéant, quels éléments font encore défaut et quelles conditions légales ne paraissent pas ou pas encore remplies.

Art. 34ter

La commission statue par décision motivée.

Le requérant est entendu par la commission s'il en fait la demande par écrit ou si elle l'estime nécessaire. Il peut à cet effet se faire assister ou représenter par son avocat. Il peut également se faire assister par le délégué d'un organisme public ou d'une association agréée à cette fin par le Roi.

Le ministre de la Justice ou son délégué peut rendre un avis écrit relatif au respect de la loi.

Art. 34quater

Un recours en annulation devant le Conseil d'État contre une décision de la commission est ouvert au requérant et au ministre de la Justice, conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

Art. 34*quinquies*

La décision de la commission est notifiée dans les huit jours de son prononcé, sous pli recommandé à la poste, au requérant et, par courrier ordinaire, à l'avocat du requérant et au ministre de la Justice.

La notification faite au requérant mentionne le contenu de l'article 34*quater*.

Art. 34*sexies*

Le Roi fixe les modalités de la Procédure et du fonctionnement de la commission.

Art. 35

Déjà abrogé par la loi du 26 mars 2003

Art. 36

Sans préjudice de l'application des articles 31 à 33, § 1er, la commission peut octroyer une aide d'urgence lorsque tout retard dans l'octroi de l'aide pourrait causer au requérant un préjudice important, vu sa situation financière.

L'aide d'urgence est octroyée par cas et par requérant pour un dommage excédant 500 euros et est limitée à un montant de 15 000 euros.

L'aide d'urgence peut être demandée dès la survenance de l'explosion ou de l'acte de sauvetage et, pour les victimes d'actes intentionnels de violence, dès après la constitution de partie civile ou l'introduction d'une plainte.

Lorsqu'il s'agit des frais visés à l'article 32, § 1er, 2°, l'urgence est toujours présumée. L'article 33, § 1er, n'est pas d'application lorsque la commission se prononce sur la demande de prise en charge de ces frais. Le montant réel des frais est pris en compte par la commission, sans application de la limite prévue à l'alinéa 2.

Art. 37

La commission peut octroyer un complément d'aide lorsqu'après l'octroi de l'aide, le dommage s'est manifestement aggravé, ceci sans préjudice de l'application des articles 31 à 33, § 1er.

Le complément d'aide est octroyé par cas et par requérant pour un dommage excédant 500 euros et est limité à un montant de 62 000 euros diminué de l'aide déjà octroyée et de l'éventuelle aide d'urgence.

À peine de forclusion, la demande tendant à l'octroi d'un complément d'aide est introduite dans les dix ans à compter du jour où l'aide a été versée.

Art. 37bis

Les montants mentionnés aux articles 33, 36 et 37 peuvent être augmentés par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Art. 38

L'aide octroyée par la commission est directement versée au requérant par le ministre de la Justice, en tenant compte des moyens dont dispose le Fonds.

Art. 39

§ 1er. L'État est subrogé de plein droit, à concurrence du montant de l'aide accordée, aux droits de la victime contre l'auteur ou le civillement responsable.

§ 2. L'État peut exiger le remboursement total ou partiel de l'aide accordée lorsque, postérieurement au paiement de celle-ci, la victime obtient à un titre quelconque une réparation de son préjudice.

La commission donne au ministre des Finances un avis motivé préalablement à l'intentement d'une action en remboursement.

§ 3. L'État peut exiger le remboursement total ou partiel de l'aide lorsque celle-ci a été accordée en tout ou en partie à la suite de fausses déclarations ou d'omissions du requérant.

L'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations de toute nature, qui sont en tout ou en partie à charge de l'État, est applicable.

§ 4. L'Etat peut également exiger le remboursement total ou partiel de l'aide d'urgence visée à l'article 36, alinéa 4, dans la même mesure où une décision de justice coulée en force de chose jugée met tout ou partie de la responsabilité à charge de la victime.



Imprimé sur les presses du Moniteur belge